

Table des matières

Résumé

Table de matières

Liste des tableaux et figures

Introduction générale

Chapitre 01 : la croissance et le développement économique	2
Introduction du chapitre.....	2
Section 1 : la croissance économique	5
Quelques notions liminaires	6
1. La nature et le rythme de la croissance	6
2. Variables clé de la croissance économique	7
3. La composition du PIB	7
4. Faits stylisés de la croissance.....	9
II. Les modèles théoriques de la croissance économique	11
1. La Bref historique des théories de la croissance.....	11
2. Les théories de la croissance exogène.....	13
3. Les nouvelles théories de la croissance endogène.....	21
Section II : Le développement économique	30
I. Quelques notions liminaires	31
1. Définir le développement et sous développement.....	31
2. Histoire des théories du développement.....	35
3. Les grandes familles de théories du développement.....	36
4. Le contexte historique de naissance des théories du développement....	37
II. Les modèles théoriques du développement économique	38
1. Les théories du rattrapage.....	38
2. Le développement par la lutte contre la pauvreté.....	45
3. Les ajustements structurels / ajustements par le commerce.....	46
4. Théorie de la gouvernance.....	46

Table des matières

5.Les théories du développement durable.....	47
6.Les théories du post-développement.....	48
. Conclusion du chapitre.....	50
Chapitre 02: Les investissements directs étrangers et l'ouverture économique ..	50
Introduction du chapitre.....	51
Section I : la mondialisation et les firmes multiples nationales	52
I. La mondialisation	52
1. Quelques notions liminaires.....	52
2.Les défis et les facteurs dynamiques de la mondialisation.....	55
3.les effets supposés positifs et Les différents aspects de la mondialisation	57
II. Les firmes multiples nationales	59
1.Quelques notions liminaires.....	59
2.Les stratégies des firmes multiples nationales.....	61
3.Les objectifs et les effets des firmes multiples nationales.....	65
Section II : l'ouverture et les investissements directs étrangers.....	71
I. La politique d'ouverture.....	71
1.La politique économique	71
2.Principaux indicateurs et déterminants de la politique d'ouverture	75
II. Les investissements directs étrangers	82
1.Quelques notions liminaires	82
2.Les principales théories explicatives des I.D.E.....	89
3.Les stratégies des Investissements Directs Etrangers.....	104
. Conclusion du chapitre.....	107
Chapitre 03: L'ouverture et le développement économique en Algérie	111
. Introduction du chapitre.....	112
Section I: l'ouverture et la croissance économique dans le monde	114

Table des matières

I. Le rôle de l'ouverture dans la croissance économique	114
1.L'ouverture et la croissance économique	114
2.Les investissements directs étrangers et son effet sur la croissance économique (une revue de la littérature).....	116
II. Les expériences de l'ouverture dans le monde.....	119
1.Echec de la libéralisation: Thaïlande et expériences similaires.....	119
2.Libéralisation contrôlée: Chine et expériences similaires.....	124
3.Evolutions des investissements directs internationaux.....	126
Section II :l'ouverture et le développement économique en Algérie.....	134
I. La politique Algérienne envers l'ouverture économique.....	135
1. Le programme d'ajustement structurel 1994-1998.....	135
2. Le plan de la relance Économique « PRE » 1999-2005	142
3.Les accords d'association EURO-MED.....	149
4. Le Programme de développement quinquennal 2010-2014.....	157
II. Les tendances des investissements directs étrangers en Algérie ...	164
1.L'évolution des investissements directs étrangers en Algérie.....	164
2.L'évolution des IDE dans les pays M.A.T (Revue statistique).....	172
3.Le contexte macroéconomique algérien	181
Conclusion du chapitre.....	183
Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique.....	185
Introduction du chapitre.....	185
Section I: les travaux empiriques	187
I. Littérature sur l'ouverture	188
1.Les analyses théoriques	189
2.Quelques études empiriques récentes.....	190
II. Littérature sur les IDE.....	194
1.Etudes et résultats dans les pays en développement.....	194
2.Etudes et résultats dans la méditerranée	196

Table des matières

3.Les analyses de causalité IDE – Croissance	197
Section II : l'ouverture et la croissance économique en Algérie ;analyse empirique	202
I. Principaux déterminants de l'ouverture économique : Estimation Econométrique	203
1. Modélisation d'une série temporelle.....	203
2. Error! Bookmark not defined. 3.L'estimation économétrique du modèle.....	210
4. L'analyse économétrique des résultats.....	216
5.Interprétation et discussion des résultats économétriques.....	216
II. le rôle de l'ouverture à travers les IDE dans la croissance ; estimation économétrique	218
1.La présentation du modèle empirique..... Error! Bookmark not defined.	
2. L'estimation économétrique du modèle.....	222
3.L'analyse économétrique des résultats	228
4.Interprétation et discussion des résultats économétriques	228
Conclusion du chapitre.....	232

Conclusion général

Bibliographie

Annexe

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Numéro des tableaux	Titre des tableaux	Page
1-1	le contexte d'analyse de la croissance	28
1-2	Les 10 plus grandes entreprises du monde, par chiffre d'affaires	61
1-3	Quelques données macroéconomiques des pays d'Asie du Sud-est	122
2-3	Les réserves internationales des pays asiatiques en milliards de dollar	123
3-3	L'évolution des exportations algérienne de marchandises par groupe d'utilisation de 1994 à 1998 en millions de dollars	136
4-3	L'Évolution des importations algériennes de 1994 à 1998 (en millions de \$US)	138
5-3	La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1994 et 1998	139
6-3	Les exportations algériennes par branche entre 1999 et 2005 (Valeurs en millions\$)	142
7-3	Les Importations algérienne Par Branche entre 1999-2005	144
8-3	La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1999 et 2005	146
9-3	Les exportations algériennes par groupe de produit 2005-2009 (en millions \$).	151
10-3	Les Importations algérienne entre 2005 et 2009 en millions de dollars	152
11-3	Les importations Algérienne avant et après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE en septembre 2005 (valeurs en millions de dollars).	154
12-3	Les Exportations Algérienne avant et après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE en septembre 2005 (valeurs en millions de dollars).	156
13-3	L'Evolution de certains indicateurs du secteur extérieur de 2010 à 2014 (en millions de \$US)	160
14-3	L'Évolution des importations algériennes de 2010 à 2014 (en millions de \$US)	161
15-3	La balance commerciale entre 2010 et 2014	162
16-3	Les flux d'ide entrants, stocks et le nombre d'investissements greenfiel	167

Liste des tableaux et figures

17-3	La Répartition des projets d'investissement étrangers déclarés par région d'origine de 2002 à 2014, millions de DA	169
18-3	La Nature des IDE en Algérie	170
19-3	La Nature des sociétés qui réalisent des IDE au Maghreb en %	172
20-3	les flux des IDE et les stocks des IDE entrants dans les pays M.A.T	173
21-3	Les effets des IDE sur les investissements domestiques dans les pays M.A.T entre la période 1990-2013	175
22-3	Les effets des IDE sur l'exportation dans les pays M.A.T entre la période 1990-2013	177
23-3	Les effets des IDE sur le volet social dans les pays M.A.T entre la période 1990-2012.	178
24-3	Les IDE et la croissance économiques dans les pays M.A.T	179
25-4	nombre de retards modèle -1-	209
26-4	Résultats du test de stationnarité modèle -1-	210
27-4	Test de cointégration de Johansen modèle -1-	212
28-4	résultats des tests de stationnarité du résidu modèle -1-	213
29-4	L'estimation du modèle par la méthode des Moindres Carres Ordinaires Modifier (MCOM) modèle -1-	214
30-4	nombre de retards modèle -2-	222
31-4	Résultats du test de stationnarité modèle -2-	223
32-4	test de cointégration de Johansen modèle -2-	224
33-4	résultats des tests de stationnarité du résidu modèle -2-	225
34-4	résultats d'estimation modèle -2-	226

Liste des figures graphique

Numéro des figures	Titre des figures	La page
1-1	La représentation du model de solow	16
2-1	La convergence vers état stationnaire	17
3-1	L'état stationnaire	18
4-1	la Croissance endogène chez Romer	23
5-1	L'analyse en termes de cercles vicieux de la pauvreté	42
1-2	Le carré magique	74

Introduction générale

Dans un contexte plus large de la mondialisation, l'économie a connu une progression rapide du commerce international et des flux des capitaux. De ce fait, les économies du monde entier sont actuellement plus étroitement intégrées.

Les politiques d'ouverture économique constituent-elles un facteur de croissance économique ? Théoriquement, l'ouverture commerciale d'un pays est déterminée par son niveau de productivité ou son avance technologique, selon la théorie des avantages comparatifs (Ricardo, 1817), et par sa dotation relative en facteurs de production, selon le modèle de Heckscher et Ohlin (1933). Par conséquent, les pays se spécialisent dans la production des biens pour lesquels ils sont les plus compétitifs : les pays développés produiraient davantage de biens manufacturés tandis que les pays en développement seraient plus tournés vers la production de biens contenant plus de travail non qualifié.

Durant les années 60, certains pays d'Amérique Latine (Argentine, Brésil, Colombie et Pérou) constatant une détérioration progressive de leurs termes d'échange, liée à cette division internationale du travail, ont suivi les thèses de Singer (1950) et Prebisch (1960) en mettant en pratique une politique de substitution des importations. L'objectif visé étant l'industrialisation rapide, cette politique assignait davantage à l'Etat un rôle interventionniste plus poussé et nécessitait une protection douanière des secteurs industriels.¹

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays en voie de développement ont été périodiquement invités à expérimenter telle ou telle politiques de développement, import-substitution, révolution vente, zone franche industrielle, etc. Pour les années 1980, c'est le thème de l'intégration économique qui est à l'honneur. Dans les années 1990 c'est la globalisation et la mondialisation qui prend le pas sur toutes les autres considérations.

Au début des années 80, après les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et la crise de la dette de 1982, les pays qui avaient mis en place des politiques d'ouverture ont connu une croissance économique soutenue et ont mieux résisté à différents chocs économiques tandis que les pays qui avaient opté pour le protectionnisme ont vu leurs revenus baisser. C'est dans ce contexte de surendettement et de déséquilibres économiques que les pays en développement ont dû adopter des programmes d'ajustement structurel sous la supervision de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Beaucoup de pays ont, par la même occasion, entamé des réformes commerciales visant à libéraliser leur commerce extérieur et à réduire les distorsions des prix ; la finalité des ces programmes étant de réduire leurs déséquilibres budgétaires et commerciaux.

Si l'Asie orientale avait bénéficiée quelque peu de la première théorie émise pour le développement à l'ombre de la guerre froide, particulièrement la Corée du Sud et Taiwan. Ces deux pays menés par le Japon ont pu entraîner le reste de l'Asie de l'Est à profiter de ce qui est devenu la théorie du développement, c'est-à-dire l'ouverture économique.

Ceci n'est nullement imputable à ce phénomène mais à d'autres facteurs qui ne sont nullement pris en compte dans l'analyse faite par les différents organismes de recherche tant nationaux qu'internationaux.

¹ Abdeljabbar A. et Hanchane S. 2004, La dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les pays en voie de développement : Quelques investigations empiriques à partir des données de Panel, Université de Provence (U1) et Université de la Méditerranée (U2). Sur <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/08/37/20/PDF/dynam.pdf> .

Introduction générale

Il serait donc fallacieux de vouloir prendre cette expérience et de vouloir l'appliquer à tous les pays sous-développés. Certes le revenu supplémentaire obtenu grâce à un accroissement des exportations serait dépensé dans des importations additionnelles.

Mais comme on peut le constater la libéralisation du commerce ne permet pas à tous les pays d'intégrer le marché mondial de la même manière, et tous les produits exportés ne se déverseront pas simultanément sur le marché mondial.

Dans ce contexte actuel de la mondialisation, il est naturel de s'interroger sur les liens entre l'ouverture au commerce extérieur et la croissance économique. Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence d'un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance, cela encouragera les gouvernements des pays en voie de développement désireux d'améliorer leur situation d'adopter des politiques de libéralisation commerciale. Par ailleurs, le succès économique impressionnant des pays d'Asie de l'Est vient renforcer l'idée qu'une telle stratégie de développement est efficace et souhaitable.

L'ouverture économique a été une composante importante de la politique de développement des pays durant ces vingt dernières années. Le sujet qui a intéressé les chercheurs est de savoir si l'intensification des échanges avec l'extérieur, pour un pays déjà fermé ou un pays libéralisé, permet d'obtenir une croissance plus forte et plus durable.

L'un des aspects par lequel se manifeste la mondialisation est la mobilité internationale des firmes et des facteurs de production mise en œuvre dans un contexte international. Ainsi, la mondialisation a accéléré la liberté de localisation des firmes dans un espace mondial². Les ressources qui auparavant étaient nationales deviennent internationalement mobiles. De plus, les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes et représentent les territoires de la mondialisation. A l'instar de la mondialisation des marchés financiers, qui se traduit par une forte croissance des investissements de portefeuille et des déplacements massifs et instantanés des capitaux à court terme, le développement technologique joue un rôle dans la croissance des économies et la compétitivité des firmes.

Ce nouveau contexte a été stimulé par trois changements importants, qui par leurs interactions et leurs intensités créent le phénomène de mondialisation³:

- La libéralisation par les Etats des mouvements de capitaux ;
- La déréglementation, la privatisation et l'ouverture de nouveaux marchés aux échanges et aux investissements (télécommunications, transports, électricité, etc.) ;
- L'expansion des technologies de l'information et de la communication.

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) sont l'une des plus importantes illustrations de l'ouverture économique. Les entreprises, pour des raisons liées au profit ou pour des raisons stratégiques divisent leurs chaînes de production sur plusieurs pays. Dans ce cadre, les pays en voie de développement se sont vus accordés, depuis le début des années 90, une part de plus en plus importante des flux internationaux des IDE atteignant en 2006 le niveau de 34% des flux mondiaux.

Depuis le début des années 1980 avec l'accélération du processus de la mondialisation, l'investissement direct étranger progresse à un rythme phénoménal⁴. Il participe

² Mouhoud E.M. 2008, Mondialisation et délocalisation des entreprises, Ed Repères, 126p.

³ Mucchielli J-L. 2005, Relations économiques internationales, Ed Hachette, Paris, page 16, 17.

Introduction générale

principalement au processus de la restructuration industrielle mondiale et représente également un des éléments les plus dynamiques des transactions internationales. En effet, vu l'intérêt porté à l'égard des flux d'investissement directs à l'étranger la question des délocalisations occupe une place importante dans le débat économique et social, au niveau mondial.

Toutefois, depuis deux décennies l'évolution de l'IDE au niveau mondial a augmenté progressivement. Le volume des flux d'IDE s'est accru, mais les pays émetteurs comme les pays récepteurs se sont aussi diversifiés.

Depuis la période 1980-1989, les flux mondiaux d'investissement direct à l'étranger, qui ont enregistré une valeur moyenne de 93 887 millions de dollars, ont fortement progressé pour atteindre un niveau record de 1 978.8 milliards de dollars en 2007. Parallèlement, les flux des IDE vers les pays développés ont aussi marqué une valeur record, 1 358.6 milliards de dollars. En raison de la crise économique et financière, les flux mondiaux ont chuté en 2008, enregistrant ainsi une valeur de 1744 milliards de dollars. Cette chute a été expliquée principalement par la forte baisse des flux d'IDE vers les pays développés qui atteint la valeur de 602 milliards de dollars en 2010, une chute de presque la moitié de la valeur record de 2007. En effet, les flux d'IDE vers les pays développés ont enregistré une chute brusque et progressive pendant et après la conjoncture.⁵

Cependant, les flux des IDE vers les pays en voie de développement continuent à progresser rapidement pour atteindre un record de 658 milliards de dollars en 2008. Les pays en développement ont donc mieux résisté à la crise que les pays développés⁶. Ces flux ont été très légèrement touchés par la crise, avec une légère baisse en 2009 (511 milliards de dollars) pour reprendre doucement leur niveau en 2010 d'une valeur de 574 milliards de dollars.

L'événement le plus marquant des deux dernières décennies est certainement la part de plus en plus importante prise par les IDE à destination des pays en développement, alors qu'ils représentaient à peine un cinquième du total des flux en 1990. D'après le rapport sur l'investissement dans le monde 2011 du CNUCED⁷, récemment les pays en développement et les pays en transition ont ensemble attiré plus de la moitié des entrées mondiales d'IDE. Ces pays restent les destinations principales pour les investissements étrangers. Désormais, les pays se font une concurrence acharnée dans l'objectif d'attirer le plus d'IDE, pensant que ces derniers sont un moteur de la croissance et du développement.

⁴ Plusieurs économistes (F.PERROUX, 1998 ; L.ABDELMALKI, 1998 ; C.MAINGUY, 2004 ; M.CROZET et P.KOENIG, 2005 ; EFA. FOUA, 2005...) Ont rendu compte dans leurs analyses de l'ampleur et de la dynamique d'évolution des mouvements de capitaux depuis le début des années 1980.

- F.PERROUX, 1998, l'économie du XX siècle ,presses universitaires de Grenoble, Revue Études internationales volumes XXIX, n°2, JUIN.
- L.ABDELMALKI, 1998, Investissement Directs à l'Étranger : Déterminants stratégiques et effets structurants sur le système de l'économie mondiale, Études internationales volume 29 n°2, , P331-134
- M.CROZET et P.KOENIG, 2005, État des lieux du commerce international 'Le rôle des FMN dans le commerce international', Mondialisation et commerce, Cahiers Français n°325 page13-19.
- C. MAINGUY 2004, Université Paris X Nanterre, L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement, Revue Régionale et développement N°20, page 67.

⁵ Rapport, 2009, l'investissement dans le monde, CNUCED, page 6,7.

⁶ Le rapport sur l'investissement dans le monde, 2011, conférence des nations unies sur le commerce et le développement, http://www.unctad.org/fr/docs/wir2011overview_fr.pdf.

⁷ Le rapport, 2011, l'investissement dans le monde, Page 7.



Introduction générale

En effet, la libéralisation des politiques économiques, des flux d'IDE et de la technologie, combinée à la dérégulation et la privatisation ont amélioré l'accès des FMN aux marchés et aux facteurs de production. Bien que ce nouveau contexte soit favorable aux firmes, il augmente parallèlement les pressions liées à la concurrence en les obligeant à chercher de nouveaux marchés et de nouvelles ressources à l'étranger. Ainsi, la nature même des FMN a changé. De filiales étrangères autonomes et relativement indépendantes, elles ont évolué en firmes utilisant des systèmes de production transnationale et adopté de nouvelles relations entre elles telles que les alliances, le partenariat, les joint-ventures et les firmes réseaux⁸.

L'Algérie dans une perspective de l'ouverture

A la lumière de ce que nous venons de voir après le balayage de plus de deux siècles de l'évolution de la pensée économique, nous essayons de voir de près le cas de fait sur le terrain et particulièrement le cas Algérien, avec ses spécificités. Sa situation de rente et de le voir même sous l'angle de ce que l'on appelle le syndrome Hollandais.

L'Algérie après avoir épuisé à sa façon nombreuses théories de développement : planification centralisée, industries industrialisantes, en passant par le plan d'ajustement structurel. Le passage obligé que la banque Mondiale et le F.M.I imposent à tous les pays en développement sans discernement, ce qui est aberrant en soi, car on ne peut prescrire le même remède à tout le monde et à la même dose.

Un processus de désindustrialisation suivi d'une crise de la dette extérieure a étranglé l'économie algérienne entre 1988 et 1998. Des programmes de stabilisation, de rééchelonnement de la dette, suivis en dernier recours par des programmes d'ajustement sont menés en accord avec les institutions financières internationales.

Fin des années 1980 et début 1990, l'Algérie a vécu des circonstances dramatiques, qui ont figé la situation et ralenti le processus de modernisation, au moment où, d'autres régions du monde, telles que l'Extrême-Orient, l'Amérique Latine, l'Europe de l'Est et l'Inde réussissent leur processus d'introduction dans la mondialisation. Depuis une vingtaine d'années l'Algérie tente au tant que faire ce peu de se conformer aux exigences des organisations issues des accords de Bretton Woods ; mais jusqu'à présent sans succès. Alors que ses voisins immédiats sont déjà membres du G.A.T.T et depuis 1994 de l'OMC.

Dans la même période, l'Algérie s'attache à lancer une nouvelle logique économique : l'économie de marché est devenue la référence audacieuse à laquelle l'Algérie adhère. Des réformes sont entreprises, tant sur le plan économique et social qu'institutionnel, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie dans la perspective d'améliorer les performances en termes de croissance du PIB, de développement du secteur privé et d'accroissement des flux entrants d'IDE. Le processus de réadaptation de l'économie algérienne aux mécanismes de marché depuis quelques années a permis à la catégorie économique qu'est l'investissement de retrouver son rôle de vecteur de croissance.

⁸ Andreff W. 2003, Les multinationales globales, Ed La Découverte, Paris, 114p.

Introduction générale

La politique de promotion de l'investissement occupe une place centrale, à la suite de l'ambitieux « Programme de soutien à la relance économique » lancé en 2001 pour une période de trois ans et suivi par le plan complémentaire pour la période (2005-2009), ayant un intérêt particulier pour les infrastructures. Pour offrir un maximum de garanties, l'Algérie a ratifié de nombreuses conventions internationales et bilatérales ayant trait à l'investissement. Aussi, l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'union européenne (UE) ouvre des perspectives positives pour l'Algérie.

Les motivations et l'idée centrale de la recherche

La croissance économique est l'une des objectifs majeurs de chaque pays. C'est pour cette raison que des études théoriques et empiriques considérables ont été menées pour expliquer ses sources et préciser ses déterminants dont la dernière, est celle connue par "la théorie de la croissance endogène". Celle-ci considère que des facteurs comme le capital humain, l'innovation, la technologie, l'accumulation du capital et le commerce international, entre autres, sont des facteurs générateurs et explicatifs de la croissance économique.

Mais, presque tous les facteurs précités peuvent être véhiculés par l'ouverture économique ; ce qui laisse supposer que l'un de ses facteurs -les investissements directs étrangers (les IDE) -peuvent contribuer à la réalisation de la croissance économique au niveau des pays hôtes ce qui constitue un argument supplémentaire pour qu'il y ait une concurrence accrue pour leur attraction entre tous les pays qu'ils soient développés ou sous développés.

Le débat sur le rôle positif de l'ouverture internationale ainsi que les IDE sur la croissance économique a été conduit en utilisant des données agrégées au niveau des pays ou des industries. Plusieurs études empiriques incluant Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995), ont identifié un effet positif de l'ouverture (exprimée par le niveau des tarifs douaniers, les barrières non tarifaires, le taux de change réel, etc.) sur la croissance (représentée par le taux de croissance du revenu ou le niveau de revenu par tête). Plusieurs recherches faites sur le sujet concluent que la multiplication des échanges permet aux pays concernés d'obtenir une croissance de la productivité. Dans tous ces travaux, le mécanisme par lequel l'ouverture affecte la croissance est encore sujet de débat. Certaines études ont affirmé que la libéralisation commerciale permet une croissance plus rapide, alors que d'autres prônent les avantages d'une ouverture modérée.

Il reste de toutes manières difficile d'en mesurer l'impact sur le pays d'accueil surtout en raisonnant sur des notions économiques globales comme la croissance, tellement il peut y avoir de facteurs explicatifs de la croissance. Par exemple, une bonne gouvernance économique, le développement des infrastructures, l'augmentation de la population active, une formation efficace de la main d'œuvre, les gains de productivité, une certaine ouverture commerciale, une injection de capitaux étrangers semblent tous concourir à une accélération du PIB. Mais des effets négatifs ne sont pas à exclure, l'ouverture économique comme l'investissement étranger peuvent avoir un effet d'éviction sur l'économie.

Introduction générale

Du fait de rôle important que peut jouer l'IDE afin de stimuler et d'accélérer la croissance économique et de favoriser le développement dans les pays récepteurs, la plupart des pays en voie de développement s'acharnent à adopter différentes politiques d'attractivité, avec pour seul objectif d'influencer les choix d'implantation des investisseurs, en agissant sur les principaux déterminants des IDE.

Notre objectif en deuxième lieu est savoir les effets positifs et négatifs de l'ouverture économique particulièrement les investissements directs étrangers sur le développement et la croissance économiques

Problématique et Hypothèse

Problématique

Notre objectif est donc de montrer qu'à partir des nouvelles théories sur la croissance économique, les politiques d'ouverture menées par les pays en voie de développement, et plus particulièrement l'Algérie, peuvent être un élément et moteur de la croissance à partir du moment où ces pays possèdent une aptitude technologique et des ressources en capital humain qui conditionnent l'assimilation du savoir-faire et de la technologie, développés ailleurs.

Ce travail de recherche est consacré à la problématique de l'ouverture économique à travers l'investissement direct étranger et les effets de ces derniers sur le développement et la croissance économiques en Algérie. Ce dont le pays a besoin d'une ouverture économiques pour obtenir un taux positif de la croissance et un développement économique. Dans ce cadre, il convient de se poser la question suivante :

Quel est l'impact de l'ouverture économique notamment les IDE sur le développement et la croissance économiques en ALGERIE ?

Hypothèses

Pour atteindre les objectifs de notre thèse, les hypothèses ci-après ont été identifiées :

- Dans tous les pays du monde, surtout ceux en voie de développement, **l'ouverture économique** joue un rôle très important, elle est même considérés comme un moteur de la croissance économique et du développement.... nous nous attendons à trouver un impact positif.
- **Les investissements directs étrangers (IDE)** favoriseraient la croissance (créeraient de l'emploi, permettraient des transferts de connaissance, amélioreraient la productivité...). Nous nous attendons à trouver un impact positif des flux d'IDE sur la croissance et développement économique en Algérie.
- En ce qui concerne les coefficients des variables explicatives de notre modèle empirique nous nous attendons à un impact positif des exportations, du capital humain et un impact négatif du taux d'inflation.

Introduction générale

Il est question de prouver ces hypothèses ou les refuser à travers un cadre théorique et une analyse empirique.

La démarche méthodologique

Pour aborder l'étude de notre thème, nous avons adopté une méthodologie axée sur les sources d'information écrites comme les livres, les articles et d'autres outils de la recherche.

Notre travail se situe dans le cadre théorique de " Les modèles de croissance exogène furent les premiers à démontrer que les progrès technologiques étaient à l'origine de la croissance économique (Solow, 1956). Mais, il a fallu attendre les modèles de croissance endogène pour savoir comment ces progrès technologiques pouvaient être atteints, notamment grâce à la recherche et le développement (Romer 1986, 1990), les politiques d'ouverture peuvent alors jouer dans le processus de rattrapage technologique (Grossman et Helpman, 1991 ; Barro et Sala-i-Martin, 1996 ; Aghion et Howitt, 1998). Grâce à ces modèles, l'approche OLI (Dunning .2001), et certains auteurs comme Edwards (1997), Sachs et Warner (1995) ont testé et confirmé l'hypothèse d'une corrélation positive entre, d'une part, l'adoption des politiques d'ouverture commerciale, et d'autre part, le rattrapage technologique et la croissance économique. ". Les facteurs comme la technologie, le savoir faire et l'ouverture économique peuvent générer et expliquer la croissance économique. Ces facteurs peuvent être véhiculés par les investissements directs étrangers.

La démarche entreprise dans le cadre de ce travail repose sur deux principes. Le premier s'appuie sur une analyse théorique en se référant sur un ensemble de travaux qui ont étudié le lien entre l'ouverture économique ainsi que les investissements directs étrangers et la croissance économique. Le deuxième s'appuie sur une analyse empirique en reprenant des séries chronologiques utilisées dans l'estimation de la régression. Ici on va tenter de trouver une corrélation positive entre la variable dépendante qui est la croissance économique, représentée par le PIB, et les variables indépendantes dont l'ouverture, l'investissement direct étranger.... Les données prises en considération dans cette analyse empirique concernent la période allant de 1994 à 2014 et c'est la période de la libéralisation et de l'ouverture de l'économie algérienne, basé sur les données et les statistiques des institutions national et internationales : L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), l'organisme central en change de l'IDE, la banque mondiale, le fond monétaire international (FMI)... . L'objectif principal de cette étude empirique est de recueillir l'impact de l'ouverture économique notamment les IDE sur le développement et la croissance économiques en Algérie.

Introduction générale

La structuration du travail

La thèse comprend quatre chapitres. **Le premier chapitre** est consacré à l'approche théorique de la croissance économique, nous allons commencer, dans un premier temps, par examiner la question de La croissance de manière générale en restituant les débats, les caractéristiques, ainsi que les indicateurs qui permettent de les mesurer. Nous présenterons, par la suite, l'historique et les diverses théories de la croissance.

Puis, nous traiterons les principaux caractères que l'on peut observer dans les économies dites développées et "sous-développées". Celle-ci se divise en deux approches : l'approche orthodoxe et hétérodoxe. Rappelons simplement que les théories du développement, apparues bien après celles de la croissance, vers la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, sont justement nées de l'idée que le développement ne se réduisait pas seulement à la croissance. La question de la définition, comme toujours, reflète la complexité de l'objet étudié mais aussi l'évolution des théories qui l'abordent. Autrement dit, l'évolution théorique modifie les définitions en introduisant des nouveaux éléments saisis et analysés par les nouvelles théories.

Le deuxième chapitre va traiter deux points essentiels. La première consacrée a présenté le phénomène de la mondialisation et les différentes stratégies des firmes multinationales comme l'acteur principal dans la localisation de l'IDE. Le second point est consacré à étudié Les théories explicatives du phénomène de l'IDE, cette dernière traite plus précisément des choix stratégiques que fait la firme dans un contexte d'internationalisation. Comme on va présenter les principaux indicateurs de la politique d'ouverture.

Le troisième chapitre est intitulé l'ouverture économique et le développement économique en Algérie. Dans le cadre de cette ouverture exogène, il est nécessaire de considérer le rôle joué par les investissements directs étrangers entant que modalité particulière de l'ouverture dans le monde. Les différentes politiques d'ouverture économiques adoptés par l'Algérie feront donc l'objet de cette partie. Il est plus judicieux de faire un détour pour présenter l'ouverture et son effet sur l'économie.

Dans **le quatrième chapitre**, tente d'apporter des éléments de réponse à la question majeure de la thèse. Nous analyserons dans un premier temps les arguments empiriques qui permettent de conclure à la nécessité de l'ouverture économique pour permettre la croissance notamment le développement économique, et de présenter une revue littérature sur les IDE dans un deuxième temps. Ce chapitre est d'ordre pratique dans lequel on va construire un modèle économétrique qui met en relation le taux de croissance économique et les différents facteurs explicatifs dont notamment l'ouverture ainsi que les IDE.

En dernier lieu, on conclut avec un bref rappel théorique et pratique (**conclusion**), nous revenons aussi sur nos hypothèses afin de les affirmer ou les refuser, et de présenter les résultats de notre recherche. Ensuite nous soulignons les principaux apports de cette thèse. Enfin nous déterminons les limites de la recherche afin détendre notre travail d'investigation à d'autres perspectives.

Introduction**Section 1 : la croissance économique**

- I. Quelques notions liminaires
 1. La nature et le rythme de la croissance ;
 2. Variables clé de la croissance économique ;
 3. La composition du PIB ;
 4. Faits stylisés de la croissance.

- II. Les modèles théoriques de la croissance économique
 1. La Bref historique des théories de la croissance ;
 2. Les théories de la croissance exogène ;
 3. Les nouvelles théories de la croissance endogène.

Section II : Le développement économique

- I. Quelques notions liminaires
 1. Définir le développement et sous développement ;
 2. Histoire des théories du développement ;
 3. Les grandes familles de théories du développement ;
 4. Le contexte historique de naissance des théories du développement.

- II. Les modèles théoriques du développement économique
 1. Les théories du rattrapage ;
 2. Le développement par la lutte contre la pauvreté ;
 3. Les ajustements structurels / ajustements par le commerce ;
 4. Théorie de la gouvernance ;
 5. Les théories du développement durable ;
 6. Les théories du post-développement.

Conclusion

Introduction

La mondialisation a été un facteur important pour la relance des débats et des analyses théoriques. Elle bouscule les habitudes de pensée dans les pays développés comme dans les pays sous-développés. Elle interroge les chercheurs sur ses effets à la fois dans les pays industrialisés et les pays du Tiers Monde (compétition internationale, délocalisation, circulation des facteurs de production...) et redessine les relations et les enjeux (alliance du capital international et du capital financier, conflits pour certaines catégories sociales comme les salariés, ou les agriculteurs mis en danger par la concurrence sur les marchés agricoles...) Par ailleurs la mondialisation a exacerbé, tout au moins en Europe, mais aussi dans beaucoup de pays du Sud les inégalités territoriales de développement internes aux pays. C'est ainsi que des phénomènes comme le développement inégal qui était perçus jusqu'alors comme relevant plutôt des différences entre pays industrialisés et pays du Tiers Monde ont pénétré les espaces ruraux des pays industrialisés. Le sous-développement n'existe pas seulement dans le Tiers Monde, il pénètre aussi un certain nombre d'espaces des pays du Nord. La nécessité de donner la priorité aux problèmes d'environnement constitue le deuxième phénomène majeur de ces quinze dernières années. Il contribue largement à poser dans les pays industrialisés des problèmes de gestion des ressources qui remettent en cause le modèle de développement. Le débat sur le développement n'est donc plus restreint aux seuls pays sous-développés qui voient leur modèle de développement atteindre ses limites. Par ailleurs, les économies des pays développés connaissent depuis les années 80 des problèmes persistants comme le chômage, qui s'accompagne parfois du développement de l'économie informelle ou de la pluriactivité, phénomènes qui étaient jusqu'alors surtout présents dans les pays sous-développés.

Aujourd'hui, face à la persistance de la pauvreté et l'accroissement des inégalités, la question du développement économique et plus particulièrement le problème de sa durabilité se pose avec acuité. En effet le concept de durabilité suscite l'intérêt depuis la décennie 1980, il constitue un objectif mondial pour la majorité des institutions internationale.

Le développement économique met, aujourd'hui, en avant la lutte contre la pauvreté et ce pour l'ensemble des pays pauvres. Or, la lutte contre la pauvreté ne signifie pas uniquement la réduction des inégalités mais aussi une croissance économique qui doit répondre aux conditions de développement économique.

Il est donc question d'une croissance qui prend en considération l'aspect humain dans toutes ses dimensions économique, sociale et éthique. Une croissance qui devrait permettre de réduire les disparités dans le temps (autrement entre générations) et celles spatiales et régionales, au sein d'un même pays et entre les pays du Nord et ceux du Sud.

C'est ainsi que l'économie du développement doit traiter de nouvelles interrogations qui intéressent à la fois les pays développés et les pays sous-développés. Elle doit le faire d'autant plus que les échecs des politiques néo-libérales, comme les politiques d'ajustement structurel, est maintenant admis jusque dans les sphères les plus officielles des institutions dites « de développement » comme la Banque Mondiale et le FMI. De nouvelles interrogations et de nouvelles politiques doivent être imaginées. Elles ne peuvent l'être que si elles sont fondées sur une analyse solide de la réalité¹.

¹ Stiglitz, globalization and discontents, New York, Norton, 2002, page 96.

Après avoir longuement parlé, en cours, de la croissance économique et de l'analyse qu'en ont fait les divers économistes, nous allons dans ce chapitre traiter la croissance et le développement économique. Bien que la différence entre ces deux concepts ne soit pas toujours claire, nous allons cependant aboutir à l'idée que la croissance économique est une condition nécessaire du développement, mais qu'elle n'est pas une condition suffisante car d'autres facteurs doivent entrer en compte pour améliorer durablement le niveau de vie des populations.

Pour atteindre notre objectif, à savoir présenter les paradigmes actuels de la croissance nous allons commencer, dans un premier temps, par examiner la question de La croissance de manière générale en restituant les débats, les caractéristiques, ainsi que les indicateurs qui permettent de les mesurer. Nous présenterons, par la suite, l'historique et les diverses théories de la croissance. A la fin, un tableau sera présenté en liaison avec les éléments de renouvellement de l'économie.

Puis, dans la deuxième partie suivante, nous traiterons les principaux caractères que l'on peut observer dans les économies dites de développement et "sous-développées". Celle-ci se divise en deux approches : l'approche orthodoxe et hétérodoxe. Rappelons simplement que les théories du développement, apparues bien après celles de la croissance, vers la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, sont justement nées de l'idée que le développement ne se réduisait pas seulement à la croissance. La question de la définition, comme toujours, reflète la complexité de l'objet étudié mais aussi l'évolution des théories qui l'abordent. Autrement dit, l'évolution théorique modifie les définitions en introduisant des nouveaux éléments saisis et analysés par les nouvelles théories.

Section 1 : la croissance économique

La croissance économique est l'un des phénomènes les plus passionnants de la science économique, car elle permet d'expliquer non seulement le processus d'enrichissement des nations mais aussi d'expliquer les disparités de niveau de vie entre pays riches et pauvres. Etant donné que tous les hommes aspirent au mieux-être et que les performances économiques débouchent sur des revenus accrus et des plus grandes possibilités de consommation, la réalisation de la croissance économique constitue un objectif majeur de la politique économique et des politiques de développement des pays.

Dans le présent cours, nous parlerons du phénomène de la croissance économique, de ses différents contours, des problèmes ou questions qu'elle soulève, et plus particulièrement des différentes théories proposées par les économistes pour rendre compte de son déroulement. Aussi, nous parlerons de l'hypothèse de convergence des économies du monde vers un même niveau de vie ou de revenu.

Il convient d'ores et déjà de noter que les théories de la croissance ont connu trois grandes phases de développement. Les post-keynésiens Harrod* et Domar* sont les fondateurs de la macro dynamique en ce qu'ils sont les premiers à avoir proposé un modèle qui cherche les possibilités d'une croissance équilibrée. Leurs travaux ont consisté à un prolongement – dans le long terme – de l'analyse de Keynes sur l'instabilité des économies de marché.

Domar a montré que l'investissement était nécessaire pour qu'une économie croisse et qu'il exerçait une double influence sur l'économie. Par son aspect demande ou par le mécanisme du multiplicateur, il modifie le revenu national et la demande globale. Au même moment, il accroît par son aspect offre la capacité de production de l'économie. Dans ces conditions, la croissance sera qualifiée d'équilibrée, lorsque la croissance de l'offre est égale à la croissance de la demande. En introduisant les anticipations dans la détermination de l'investissement, il est arrivé à la conclusion que la relation déterminant le taux de croissance est instable.

Harrod a montré que la croissance économique de plein-emploi est par nature instable, c'est-à-dire qu'elle ne peut être que le fruit du hasard ou d'interventions stabilisatrices de l'Etat grâce aux instruments monétaires et budgétaires. Ceci parce que l'égalité nécessaire entre le taux de croissance effectif, le taux de croissance garanti (nécessaire pour que l'égalité entre l'épargne et l'investissement soit vérifiée) et le taux naturel ne peut se faire que sur le fil du rasoir.

A la suite des performances réalisées par les pays de l'OCDE* après la seconde guerre mondiale, les économistes se sont interrogés sur la possibilité de ne plus rencontrer des profonds retournements de conjoncture. En effet, après que les économies les plus développées du monde aient été secouées par la grande crise des années 1930 et que la deuxième guerre mondiale ait ravagé plusieurs d'entre elles, il a paru quelque peu étonnant de voir ces pays renouer assez rapidement avec une forte croissance économique : 5.%.

Les analystes, particulièrement Solow* et Swan* ont remis en cause le principe de l'instabilité de la croissance de plein-emploi de Roy Forbes Harrod et se sont proposés de

* Roy Forbes Harrod, né le 13 février 1900 dans le Norfolk et mort le 8 mars 1978, est un économiste anglais. Il fait ses études puis enseigne à l'Université d'Oxford, à l'Université de Cambridge où il fera connaissance avec John Maynard Keynes.

* Evsey Domar, né le 16 avril 1914, Łódź, Pologne, Décès : 1 avril 1997, Concord, Massachusetts, États-Unis.

♣ Organisation de coopération et de développement économiques.

♣ Robert Merton Solow est un économiste américain, surtout connu pour sa théorie sur la croissance économique : le modèle de Solow. Il reçut en 1987 le « prix Nobel » d'économie. Né le 23 août 1924 (91 ans), Brooklyn, New York, État de New York, États-Unis.

mettre en évidence les déterminants de la croissance et de caractériser son comportement dans le temps. Ils ont montré que dans le long terme, seul le progrès technique est le seul déterminant de la croissance des revenus individuels.

De tous les modèles suggérés dans les années 1950-1960 pour rendre compte du processus de croissance, c'est celui de Solow [1956] qui a reçu les plus grandes lettres de noblesse. Il constitue le point de départ de presque toutes les analyses car la plupart des modèles se comprennent bien par lui, même ceux qui semblent s'en écarter considérablement¹.

Le principal reproche adressé au modèle de Solow est celui de traiter le progrès technique comme une grandeur exogène. C'est ainsi que les nouvelles théories de la croissance qui se proposent de remettre en cause l'idée d'un progrès technique exogène ont vu le jour dans les années 1980. A dire le vrai, les tentatives d'endogénéisation du progrès technique ne remontent pas aux années 1980, car Kaldor [1957] et Arrow [1962] s'étaient déjà intéressés à cette avancée théorique.

Un des aspects essentiels des théories de la croissance endogène est l'hypothèse de rendement constant du capital. La première démarche théorique fut d'abandonner définitivement l'hypothèse des rendements décroissants du capital retenue par Solow. Le capital est alors perçu comme "l'ensemble exhaustif des facteurs de production susceptibles d'être accumulés", aussi bien le capital humain que le stock de connaissances. De plus, le renouveau des théories de la croissance repose sur une nouvelle façon de considérer l'origine et le rôle du progrès technique, qui n'est plus exogène, mais bien au contraire une variable qui renvoie à des comportements et des grandeurs macroéconomiques.

Les premiers travaux sur la croissance endogène sont ceux de Paul Romer ²et de Robert Lucas. L'ambition de leurs recherches était de rendre compte du caractère auto-entretenu de la croissance et du progrès technologique qui, dans les théories traditionnelles, était considéré comme une grandeur exogène ou une manne qui tombait du ciel.

A la suite de Romer [1986], certains analystes ont cherché le moteur de la croissance dans le phénomène d'apprentissage par la pratique (learning by doing). Une deuxième voie de recherche a été ouverte par Lucas [1988], et a privilégié le processus d'accumulation de capital humain au sein du système éducatif des pays. Romer [1990] et Aghion-Howitt [1992] ont – par la suite – fait du progrès technique un stock d'innovations, produit d'une activité volontaire de recherche et développement (R&D). Barro* [1990] a ouvert la voie à une autre piste de recherche : il a fait des dépenses publiques un déterminant de la productivité de l'économie.

La question des facteurs explicatifs de la croissance économique a toujours occupé une place centrale dans le débat. Les modèles de croissance endogène ont assez largement contribué à impulser le phénomène. Les travaux, tant théoriques qu'empiriques, se sont ainsi multipliés, occasionnant dans le même temps, une expansion sans précédent des variables mises en relation avec le taux de croissance de long terme. Capital humain, dépenses publiques, et R&D comptent parmi les explications les plus fréquemment rencontrées.

Sous la mouvance de la globalisation économique, une littérature abondante est aujourd'hui consacrée aux relations qui existent entre la croissance et la libéralisation, l'ouverture sur l'extérieur, le système financier, le poids de la dette extérieure, le climat des affaires, la bonne gouvernance et les guerres. D'autres travaux se proposent d'analyser avec plus de profondeur

* Trevor Winchester Swan est un économiste australien né le 14 janvier 1918 et mort le 15 janvier 1989.

² Romer, D., 1997, Macroéconomie approfondie, éd. Edi science, Paris, page 30, disponible sur le site : <http://links.jstor.org/sici.sici>.

* Robert Joseph Barro, né le 28 septembre 1944 à New York, est un macroéconomiste américain de réputation mondiale, professeur d'économie à l'université Harvard et Fellow à la Hoover Institution à l'université Stanford, (77 ans), ses livres Les facteurs de la croissance économique: une analyse transversale par pays...

la contribution de la femme dans le processus de croissance et de développement en insistant sur sa contribution en tant que facteur de production et agent de reproduction de la race humaine.

Ce premier point on va d'expliquer les fondamentaux et les différentes théories de la croissance économique.

I. Quelques notions liminaires :

La croissance économique caractérise l'augmentation durable de la richesse produite, ou l'accroissement de la production globale sur un territoire ou dans une économie nationale. Cette augmentation (qui peut être irrégulière et subir des fluctuations) est un phénomène quantitatif qui peut être mesurée en volume ou en valeur par l'évolution d'agrégats tel que le PIB. Cette croissance quantitative se traduit notamment pour les ménages par l'augmentation du niveau de vie.

1. La nature et le rythme de la croissance

Sachant, enfin, qu'une hausse du PIB correspond à une hausse de la croissance : La croissance est un phénomène quantitatif. C'est « l'augmentation soutenue pendant une période longue d'un indicateur de production en volume » (F. Perroux).³ François Perroux définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du PIB réel d'un pays dans le temps. Ceci revient dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie. Il importe de noter que si d'une année une autre, le produit de l'économie s'accroît un taux inférieur l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du revenu par tête d'habitant. Il serait donc préférable de la définir comme un processus d'élévation continu et soutenu du PIB par habitant du pays. La croissance qui est mesurée par le taux d'augmentation du PIB, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion court terme et long terme de l'ensemble des économies de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines. Sur le plan économique, le taux de croissance offre une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs de la politique économique : augmentation des revenus du travail et du capital et accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; augmentation de la capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de l'assiette fiscale pour la mobilisation des moyens nécessaires au développement des services publics ; affirmation de la puissance économique des pays vis-à-vis du reste du monde ; et accumulation de richesses et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à long terme.



³La croissance économique, Vincent Drobinski ,CPGE 2D1 ,ENC Bessières, mars 2014,page 4.

-MAILLET P., ROLLET P. (1998), *La croissance économique*, PUF, Que sais-je ?

-Célestin Venant Cossi QUENUM, Financement public des systèmes éducatifs et croissance économique dans les Pays en Voie de Développement : cas des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),these de doctorat sou la direction , Fulbert Gero Amoussouga, Faculté de Sciences Économiques et de Gestion, UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE,page 128 .

Samuelson* et Nordhaus⁴ considèrent que la croissance économique et le facteur le plus important, qui déterminent le succès économique des nations à long terme. « Economic growth is the single important factor in the economic success of nation in the long term » .

La définition de Simon* Kuznets⁵ va au-delà et affirme qu'il y a croissance lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population.

La commission du développement du gouvernement britannique⁶ souligne qu'il est important de distinguer trois notions qui « ne sont absolument pas les mêmes choses » : la croissance des flux biophysiques (énergie et matériaux) ; la croissance de la valeur monétaire de la production (PIB) ; la croissance du bien-être économique de la population.

La croissance donc est un processus fondamental des économies contemporaines, reposant sur le développement des facteurs de production, lié notamment à la révolution industrielle, à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie) des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté.

2. Variables clé de la croissance économique⁷

Les travaux sur la croissance économiques s'organisent principalement autour de quelques variables clé. Nous avons déjà fait appel au PIB par tête.

PIB, PNB, valeur ajoutée et revenu La mesure de la production agrégée selon la comptabilité nationale.

- Le PIB ou le Y (Produit Intérieur Brut). Il représente la valeur des biens et des produits dans le pays, il s'agit de l'ensemble de la production des entreprises présentes sur le territoire national, sans critère de nationalité, Son taux de croissance est la variable clé utilisée pour caractériser la croissance économique.

* Paul Anthony Samuelson est un économiste américain, prix Nobel d'économie en 1970 et chef de file de l'école qu'il appela la « synthèse néo-classique », qui entendait reprendre à son compte à la fois les théories de Keynes en macro économie, né le 15 mai 1915, Gary, Indiana, États-Unis, décédé le 13 décembre 2009, ses livres Les fondements de l'analyse économique, Economie: 16ème édition, Macro-économie.

-William D. Nordhaus est un économiste américain de l'école des choix publics. Il est né le 31 mai 1941 aux États-Unis à Albuquerque. Il est professeur d'économie à l'université Yale, né le 31 mai 1941 (74 ans), Albuquerque, Nouveau-Mexique, États-Unis.

⁴ Samuelson, Nordhaus, economics international, 17 th édition New York, mcgraw hill, page 568.

♣ Simon Kuznets, économiste et statisticien américain d'origine biélorusse, lauréat du « Prix Nobel » d'économie en 1971, né le 30 avril 1901, décédé le 8 juillet 1985.

⁵ La croissance économique, Vincent Drobinski ,CPGE,page 4,ope cit.

⁶ Alexandre NSHUE Mbo Mokime , Théories de la croissance et des fluctuations économiques, Université Protestante au Congo , Faculté d'Administration des affaires et sciences économiques, département des Sciences Economiques ,BP. 4745 Kinshasa II Kinshasa ,Lingwala, page 5 ,disponible sur le site :<http://upcrdc.org/spip.php?article31>

⁷ Murat Yıldızoglutre, sources de la croissance économique, université Bordeaux, France, Mars 2013, page 9, disponible sur le site : yildizoglu.x10.mx/croissance/sources-croissance-economique-Yildizoglu.

- Matouk Belattaf, économie du développement, office des publications universitaires, Algerie, 2010, page 16.

- On peut aussi mesurer la production agrégée par le PNB (Produit National Brut), qui est alors l'ensemble de la production des entreprises nationales quel que soit son emplacement géographique.

Notons que généralement ces deux grandeurs sont assez comparables, mais qu'il existe des exceptions notables.

- La production agrégée sera alors mesurée par la somme des valeurs ajoutées par les entreprises, La valeur ajoutée sera considérée comme la différence entre la valeur de la production d'une entreprise et celle de ses consommations intermédiaires.

Notons également que l'on peut envisager le PIB du côté de la production comme ci-dessus, mais aussi du côté des revenus.

- Le PIB correspond aussi aux revenus générés dans le pays par cette production, il sera alors la somme des revenus distribués dans l'économie au cours d'une période donnée, c'est à dire la somme des impôts indirects sur les ventes, des revenus du travail et des revenus du capital.

- Population (N) : La population totale du pays. Elle mesure notamment la taille du pays.
- PIB/tête : Cet indicateur permet de comparer les productions des pays en tenant compte de leur taille relative : Y/N . C'est la variable principale utilisée dans l'analyse empirique de la croissance économique.
- Population active (L) : C'est la partie de la population qui participe à la production de biens et services.
- PIB/ouvrier (y) : La production moyenne réalisée par chaque membre de la population active ; $y = Y/L$
- Le progrès technique

Ce sont les variables principales qui sont utilisées dans l'analyse théorique et empirique de la croissance économique.

3. La composition du PIB⁸

La comptabilité nationale établit le PIB (Y) comme étant égal à la somme de la consommation des ménages (C), des investissements des entreprises et des particuliers (I), des dépenses gouvernementales (G), et de la balance commerciale (B), elle-même mesurée par la différence entre exportations (X) et importations (M).

- Ce qui est mesuré par l'investissement I est appelé investissement fixe, pour le distinguer de l'investissement en stock Is. Le premier mesure toute acquisition de capital (terrains ou machines pour les entreprises, maisons ou appartements pour les particuliers, par exemple). La différence entre les biens produits et les biens achetés pour une période

8 ALLEMAND S. (2000), La croissance, Sciences Humaines, n° 105, mai, p. 42-43.

-Vincent Drobinski, la croissance économique, page 6, ope cit.

-MEDA D. (2008), Au-delà du PIB, pour une autre mesure de la richesse, Editions Gallimard.

-STIGLITZ J.E., SEN A., FITOUSSI J.P (2009), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, page 12, disponible sur le site : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr> .

donnée est appelé variation de stocks et est notée ici I_s . Si la production est supérieure aux ventes, les entreprises accumulent des stocks, et I_s est positive. Cette variation de stocks est généralement très faible et sera le plus souvent négligée dans tout ce qui suit.

- Les dépenses gouvernementales (G) correspondent aux achats de biens et services par le gouvernement. Les services sont ceux offerts par les fonctionnaires : on considère que le gouvernement achète les services de ses fonctionnaires et qu'il les offre ensuite au public.

On peut résumer cette décomposition par l'égalité fondamentale de la comptabilité nationale :

$$Y = C + I + G + X - M + I_s$$

Cette variation peut être exprimée en volume (en Dollars courants) ou en valeur (en Dollars constant en prenant en compte le taux d'inflation). L'évolution du PIB mesure le rythme de la croissance. Le PIB aux prix du marché est un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productives résidentes.

4. Faits stylisés de la croissance

- Faits stylisés de Kaldor :⁹

Kaldor présente une liste des faits stylisés que. Selon lui tout modèle de croissance devait prendre en compte. On peut les résumer comme suit :

- ✓ le produit réel par tête croît à un taux sensiblement constant sur de longues périodes.
 - ✓ le stock de capitale réel a tendance à croître plus vite que l'emploi.
 - ✓ le stock de capitale réel a tendance à croître au même rythme que le produit réel.
 - ✓ le taux de profit n'a pas de tendance nette à la hausse ou à la baisse en longue période.
 - ✓ le taux de croissance de la production peut varier considérablement d'un pays à un autre.
 - ✓ les économies où la part des profits dans le revenu est élevée ont aussi une part élevée de l'investissement dans le produit intérieur.
- Les faits stylisés de Romer :¹⁰

Romer dans un article dans le *Journal of Political Economy* a présenté cinq autres faits qui doivent être ajoutés à la liste de Kaldor :

- ✓ l'une à l'autre. Le taux de croissance moyen ne varie pas en fonction du revenu par tête.
- ✓ 2 : la croissance de la population est corrélée négativement avec le niveau de revenu par tête.
- ✓ la croissance du commerce international est positivement corrélée à celle de la production.
- ✓ la croissance du capital n'est pas suffisante à elle seule pour expliquer la croissance de la production. Puisqu'un in partant résidu inexplicable persiste.

⁹ Murat Yıldızoglutur, sources de la croissance économique, p 11, op. cit.

¹⁰ Mokhtari fayçal, Croissance endogène dans une économie en développement et en transition essai de modélisation cas de l'Algérie, thèse de doctorat sous la direction de Belmokadem Mustapha, faculté des sciences économiques et de gestion, université de Tlemcen, Algérie, 2009, p 14.

- ✓ les travailleurs qu'ils soient ou non qualifiés tendent à migrer vers les économies les plus riches.

La liste de Romer confirme l'existence de certains faits prennent en considération la comparaison internationale du taux de croissance de la production ainsi que le capital et le travail.

- **L'analyse du Barro et Sala-i-Martin¹¹**

Barro et Sala-i-Martin* 1996 à travers une comparaison de l'évolution du taux de croissance réel ont affirmé que la liste de Kaldor est généralement acceptable sur la base d'une analyse de l'évolution du PIB pour un échantillon formé de 100 pays, sur une période allant de 1960 à 1990, Barro et Sala-i-Martin présentent les conclusions suivantes :

- ✓ Dans leur globalité, les faits stylisés présentés par Kaldor sont largement acceptés, puisqu'ils présentent une adéquation parfaite avec les données de longues périodes.
- ✓ Exception faite pour le fait stylisé selon lequel le taux de rendement du capital est constant sur une longue période, qui n'est pas tout à fait confirmé, car l'analyse montre qu'il y a une baisse du taux du capital durant le processus du développement économique.
- **Autres faits stylisés de la croissance¹²**

Plusieurs chercheurs contenu par ainsi se sont basés sur les faits stylisés de Kaldor* pour développer et modifier les faits originaux au même créés de nouveau faits stylisés boltho et ont suivi l'analyse de Kaldor en présentant des faits stylisés sous forme de questions que tout modèle de croissance devrait pouvoir expliquer.

- ✓ pourquoi des pays où un ensemble de pays sont capables de se développer durant de longues périodes sans aucune tendance apparente de ralentissement ?
- ✓ Pourquoi la convergence des revenus par habitant travers le monde ne s'est pas réalisée ?
- ✓ Pourquoi la croissance dans certains pays au dans des groupes de pays s'accélére ou se ralentit sur moyen et long terme ?

Easterly and Levine dans une recherche pour la banque mondiale ont présenté les faits stylisés suivants.

- ✓ C'est le résidu plutôt que l'accumulation des facteurs qui explique la grande partie de la différence de revenu et de croissance entre les nations.
- ✓ Les revenus divergents dans le long terme.
- ✓ l'accumulation des facteurs est persistante autre tandis que la croissance n'est pas persistante.
- ✓ l'activité économique est fortement concentrée. Sur les facteurs de producteur dans les secteurs les plus riches.

¹¹ Montoussé M, 2008, juillet-août, Découverte de l'économie : Concepts, mécanismes et théories économiques, Cahiers Français, n°345.

* Xavier Sala i Martín, né le 17 juin 1963 (53 ans) à Cabrera de Mar en Catalogne, est un économiste libéral américain, spécialiste de l'économie du développement.

¹² Easterly, Levine ?it's not factor accumulation, stylised facts and growth models, world bank, 2000.

* Nicholas Kaldor est un économiste britannique, né le 12 mai 1908 à Budapest et décédé le 30 septembre 1986 à Papworth Everard dans le Cambridgeshire, ses livres , Le Fléau du monétarisme, Économie & instabilité.

- ✓ les politiques nationales exercent une influence considérable sur les taux de croissance sur long terme.

On peut citer d'autres faits stylisés qui ont une réelle incidence sur l'analyse des modèles de croissance économique tels que :

- ✓ Il existe une variation considérable du revenu par tête entre les économies. La comparaison internationale montre que les pays les plus pauvres ont des revenus par tête qui ne représentent que 5 % de celui des pays riches
- ✓ les taux de croissance économiques varient considérablement entre les économies
- ✓ les taux de croissance économique ne sont pas constants dans le temps.
- ✓ la comparaison internationale autre que la position d'un pays du point de vue du revenu par tête n'est pas stable des pays pauvres peuvent devenir riches et réciproquement.

Les faits stylisés représentent un champ de recherche structuré et délimité pour l'étude des modèles de croissance économique. Ces faits sont largement confirmés par des études empiriques qui utilisent des données de longue durée.

En plus, ce qui semble commun à la plupart des faits stylisés, c'est les différences observées dans les taux de croissance à travers les pays, et le fait qu'il n'y a aucune tendance confirmée pour l'accélération ou le ralentissement des taux de croissance. D'autre part, la plupart des faits stylisés prennent en considération l'importance de la croissance de la productivité des facteurs.

Enfin, il faut signaler que l'ensemble des faits stylisés (surtout ceux formulés par Romer) sont en conformité avec les données internationales, notamment les travaux sur la comptabilité de la croissance, le commerce international, la croissance de la population.

II. Les modèles théoriques de la croissance économique

Plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion.

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. De nos jours, deux analyses tendent à être privilégiées :

- ✓ La plus ancienne repose sur un modèle néo-classique développé par Ramsey¹³ (1928), Solow (1956), Swan (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965). Solow (Prix Nobel 1987) en est la figure pensante. Cette théorie des années 60, a été enrichie durant les années 80 afin de tenir compte d'un certain nombre de critiques.
- ✓ La seconde, la croissance endogène, semblerait ouvrir de nouvelles perspectives.

¹³ L'article de F.P Ramsey (1928), « *A Mathematical Theory of Saving* » occupe une place importante dans la théorie économique (c'est l'épine dorsale des modèles macroéconomiques d'inspiration néoclassique). Oublié pendant près de 35 ans, il a été redécouvert grâce aux travaux de Cass et Koopmans (1965). Sur le plan théorique, Ramsey propose la première formalisation au sein d'un cadre unifié, de la double fonction de l'épargne, identifiée à la fois comme source d'une satisfaction collective durable (via l'accumulation du capital), et comme sacrifice des programmes d'optimisation individuelle. Sur le plan méthodologique, cet article marque l'introduction des méthodes d'optimisation inter-temporelle dans la boîte à outils des économistes.

1. La Bref historique des théories de la croissance

- L'approche des Classiques :¹⁴

David Ricardo (1772 – 1823) cherche à montrer que l'économie tend naturellement vers un état stationnaire, c'est-à-dire vers un niveau maximal de la production, au-delà duquel le taux de croissance est nul.

L'analyse repose sur la loi des rendements décroissants : l'augmentation de la production, pour faire face à l'accroissement de la population, oblige à mettre en culture des terres moins fertiles, ce qui diminue les rendements. Cela entraîne une augmentation de la rente prélevée par les propriétaires fonciers, ainsi qu'une hausse des salaires (Pour Ricardo, le salaire et la rente sont déterminés par les mécanismes du marché ; la mise en culture de terres de moins en moins fertiles augmentent le prix du blé et donc de ces revenus). La hausse de ces revenus entraîne une baisse des profits qui conduit à une diminution de l'investissement, financé par les entrepreneurs.

A terme, la croissance économique doit tendre vers zéro, car les opportunités d'investissement deviennent de plus en plus rares avec la diminution du taux de profit. Pour Ricardo, le déclin de la croissance est donc inéluctable ; une politique libre-échangiste peut le retarder en diminuant le prix naturel du travail.

Adam Smith (1723 – 1790) se démarque des autres Classiques dans la mesure où il envisage la possibilité d'une croissance indéfinie. En effet, la division du travail génère des gains de productivité et est donc source de croissance durable. Mais Smith évoque aussi l'augmentation de la taille des marchés rendue possible par la baisse des coûts de production : un cercle vertueux peut s'engager, dans la mesure où l'extension de la taille des marchés incite les entreprises à investir et augmenter encore la division du travail pour y répondre. Smith perçoit donc les gains apportés par le progrès technique.

- L'approche keynésienne de la croissance.¹⁵

Roy Forbes Harrod (1900 – 1978) va construire un des premiers modèles keynésiens de la croissance en mettant en évidence trois taux de croissance :

- ✓ Le taux de croissance garanti qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement, condition de l'équilibre économique ;
- ✓ Le taux de croissance naturel qui permet le plein-emploi et résulte de l'accroissement de la population et du progrès technique ;
- ✓ Le taux de croissance effectif qui se réalise réellement.

¹⁴ Rémy HERRERA, POUR UNE CRITIQUE DE LA NOUVELLE THÉORIE NEOCLASSIQUE DE LA CROISSANCE, Chercheur au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), Maison des Sciences économiques, Université de Paris 1 (Panthéon–Sorbonne), paris, p 3.

¹⁵ ALLEMAND S. (1999), Walt Whitman Rostow , Les étapes de la croissance économique, Sciences Humaines, n°90, janvier, p. 42 – 43.

-Abraham-Frois, G., Economie politique, Ed. Economica, 1992, page 25 .

Or la croissance de la population est une donnée exogène, c'est-à-dire extérieur à l'activité économique, comme le progrès technique (ce qui ne sera pas la cas par la suite).

De plus, l'égalité entre l'épargne et l'investissement est rarement réalisée car l'épargne dépend du revenu, et l'investissement des anticipations des entrepreneurs. Il souligne que les décisions des agents économiques ne sont pas coordonnées. Il y a donc peu de chances que la croissance soit équilibrée et corresponde au plein emploi.

Evsey David Domar (1914 - 1997) fonde son analyse sur la théorie keynésienne de l'investissement et montre la difficulté de réaliser une croissance équilibrée.

L'investissement induit deux effets : un effet de demande et un effet de capacité.

L'effet de demande de l'investissement prend en compte le fait que lorsqu'une entreprise investit, une autre entreprise doit produire le bien d'équipement. L'effet de demande repose donc sur le principe du multiplicateur d'investissement : l'investissement induit une augmentation de la demande totale et donc de la production, dont l'amplitude dépend de la propension marginale à consommer.

L'investissement induit par ailleurs un effet de capacité. Il permet d'augmenter la quantité de capital, c'est-à-dire la capacité productive. L'effet de capacité de l'investissement dépend du coefficient technique (Y/K) qui indique la capacité productive d'une unité de capital.

La croissance est équilibrée lorsque l'effet de demande et l'effet de capacité sont équivalents, c'est-à-dire lorsque la demande évolue de la même manière que les capacités de production.

Les deux modèles sont réunis communément sous l'appellation « modèle Harrod-Domar ». Leur modèle repose sur l'hypothèse d'une rigidité du coefficient de capital, ce qui signifie qu'il faut augmenter dans les mêmes proportions la quantité de travail et de capital pour produire davantage, car les facteurs de production sont complémentaires. Les deux modèles ont en commun de montrer que les chances d'obtenir une croissance équilibrée, qui assure le plein-emploi, sont très faibles. Le chemin de la croissance équilibrée est donc très étroit, il repose sur le « fil du rasoir ». En effet, rien ne garantit que l'augmentation de la demande et l'augmentation de l'offre se compense, car le taux d'épargne et le coefficient de capital sont des variables indépendantes. Il faut aussi rappeler que le plein-emploi est aussi improbable car il dépend d'une variable indépendante, l'augmentation de la population active. L'intervention de l'Etat est ainsi, selon la tradition keynésienne, justifiée comme un élément correctif de la situation et perm et de se rapprocher de la croissance de plein-emploi.¹⁶

¹⁶ ALLEMAND S. (1999), « Walt Whitman Rostow : Les étapes de la croissance économique, opé cit, page 44.

2. Les théories de la croissance exogène:

- le modèle néoclassique de Solow*

Le modèle de Solow¹⁷ est un des principaux modèles de la théorie de la croissance économique. Développé par Roberet Solow, il est un modèle de l'économie néoclassique.

Robert Solow a construit un modèle formel de la croissance, à partir d'une réflexion critique sur le modèle de Harrod-Domar, qui constitue encore aujourd'hui le modèle de référence en science économique. Solow n'imaginait pas l'impact qu'aurait son modèle dans le contexte historique de l'époque de la Guerre Froide. Le modèle de Harrod était un modèle pessimiste qui pouvait être utilisé par les Marxistes pour annoncer la fin du Capitalisme. Le modèle de Solow est de nature optimiste car il ne prévoit pas de situation de crise. D'inspiration néo-classique, ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre). Solow appartient à l'école de la, son modèle sera critiqué par les néoclassiques et les keynésiens.

➤ Un modèle de croissance néoclassique contre le modèle keynésien Harrod-Domar¹⁸

Robert Solow a construit son modèle contre le modèle keynésien Harrod-Domar (HD). Le modèle HD distingue trois taux de croissance différents : le **taux de croissance naturel** (taux de croissance de la population active, exogène), le **taux de croissance effective** (taux de croissance observé) et le **taux de croissance garanti** (celui qui assure l'équilibre sur le marché des biens).¹⁹

Pour que la croissance soit stable, il faut que le taux de croissance effective soit égal au taux de croissance garanti ($g = \Delta Y/Y = s/v = gw$). Ainsi, même sur le long terme, le modèle HD décrit une croissance fondamentalement instable : elle est sur le « fil du rasoir », « on a knife-edge of equilibrium growth ». C'est la critique principale de Solow à l'encontre du modèle HD.

Pour remédier à l'opposition entre taux de croissance naturel et taux de croissance garanti, Solow se débarrasse du postulat des proportions fixes, c'est-à-dire de la non-substituabilité des facteurs de production capital et travail. Le modèle de Solow est également plus flexible concernant d'autres postulats : il permet un progrès technique neutre ainsi qu'une épargne élastique au taux d'intérêt.

Par ailleurs, on peut reprocher au modèle HD d'être très exogène, c'est-à-dire qu'il a besoin de paramètres extérieurs (taux de croissance de la population, taux d'épargne) ; réel, oubliant l'interférence avec la monnaie ; et enfin peu pratique en matière d'analyse des décalages temporels.

* Robert Solow a obtenu en 1987 le prix Nobel d'économie pour ses travaux concernant la croissance économique. Professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology, son modèle de croissance, publié pour la première fois en 1956, s'oppose au modèle keynésien de croissance développé par Harrod et Domar. Le modèle de Solow s'inscrit ainsi dans une perspective néoclassique et est à la base des théories de la croissance endogène apparues dans les années 1980.

¹⁷ Alexandre NSHUE Mbo Mokime , Théories de la croissance et des fluctuations économiques, p 18, ope cit .

¹⁸ Domar, 1947, Expansion et Emploi , et Harrod, 1948, Théorèmes Dynamiques Fondamentaux .

¹⁹ Murat Yıldızoglutre, sources de la croissance économique, p 19, ope cit.

Face au modèle HD, pessimiste quant à la possibilité d'une croissance durablement stable assurant le plein emploi, Solow propose un modèle assurant une stabilité structurelle de la croissance et tendant vers l'état stationnaire.

➤ **Hypothèses du modèle de Solow** ²⁰ *

Tout d'abord, on se trouve dans un cadre de **concurrence pure et parfaite**. Il n'y a donc pas d'externalités, d'Etat, de monopoles, etc. La croissance y est équilibrée et optimale.

Il y a un **bien unique**, $Y(t)$. C'est ce qu'indique Solow dès le début, afin de simplifier le modèle. Par conséquent, l'output est soit consommé soit épargné et investi, ce qui donne un équilibre sur le marché $Y = C + I$. La propension à consommer = $sY(t)$

Il y a **deux facteurs de production** : le travail et le capital.

- **Flexibilité** des prix des facteurs de production (néoclassique).
- Solow pose l'hypothèse de **substituabilité** de ces deux facteurs : le facteur capital est donc variable.
- La productivité marginale du capital est décroissante : chaque unité supplémentaire de capital décroît sa productivité marginale.
- Comme l'épargne est complètement investie, le stock de capital augmente. En outre, le capital se déprécie (dépréciation du capital d) : $\Delta K = sY - dK$.

Le **facteur travail** (ou la population active) **augmente au taux naturel de croissance**, taux non influencé par l'économie). $n = dL/L$. Le salaire s'ajuste en permanence, en fonction de l'offre et de la demande de travail. Enfin, l'on est toujours en situation de plein emploi.

Ce qui nous amène à poser la **fonction de production**, de type Cobb-Douglas :

$$Y = F(K, L)$$

L'investissement est égal à l'épargne: $S = I$. Le taux d'intérêt est flexible, ajustant instantanément l'investissement à l'épargne. L'épargne est entièrement investie. Sachant que s est la propension moyenne à épargner : **$I = S = sY$** . L'épargne est donc proportionnelle au revenu, par l'introduction de s , propension marginale à épargner.

Enfin, les **rendements d'échelle sont constants**.

➤ **Le modèle** : L'équation dynamique fondamentale de l'accumulation du capital²¹

²⁰ Berached amin, ouverture commerciale et la croissance économique dans les pays du sud et de l'est de la méditerranéenne, thèse de magister sous la direction de boukli hassane rafik, faculté des sciences économique, université d'Oran, Algérie, 2012 /2013, page 29.

* **Remarque** : Dans ce modèle, il n'y a pas de chômage, puisque si l'offre de travail est très importante, le taux de salaire s'ajuste en diminuant. Inversement, si l'offre de travail est trop faible, le taux de salaire augmente.

²¹ Vincent Drobinski, Investissement et la croissance économique, CPGE 2D1 - ENC Bessières, 14 mars 2014, p 10.

L'investissement est donné par :

$$I[t] = DK[t] = sY[t] = s.f[K[t]; L[t]]$$

Par ailleurs on sait que :

$$k[t] = \frac{K[t]}{L[t]} \Rightarrow \ln(k[t]) = \ln(K[t]) - \ln(L[t])$$

$$\text{D'où : } \frac{\partial \ln(k[t])}{\partial t} = \frac{\partial \ln(K[t])}{\partial t} - \frac{\partial \ln(L[t])}{\partial t} \quad \text{Donc } \frac{Dk[t]}{k[t]} = \frac{DK[t]}{K[t]} - n$$

On peut écrire cette dernière égalité de la façon suivante : $Dk[t] = \frac{I[t]}{K[t]} k[t] - n.k[t]$

$$\text{Ecrit autrement : } Dk[t] = \frac{I[t]}{K[t]} \frac{K[t]}{L[t]} - nk[t]$$

$$\text{Soit : } Dk[t] = \frac{s.f[K[t]; L[t]]}{L[t]} - nk[t]$$

Finalement il vient l'équation dynamique fondamentale du capital du modèle de Solow :

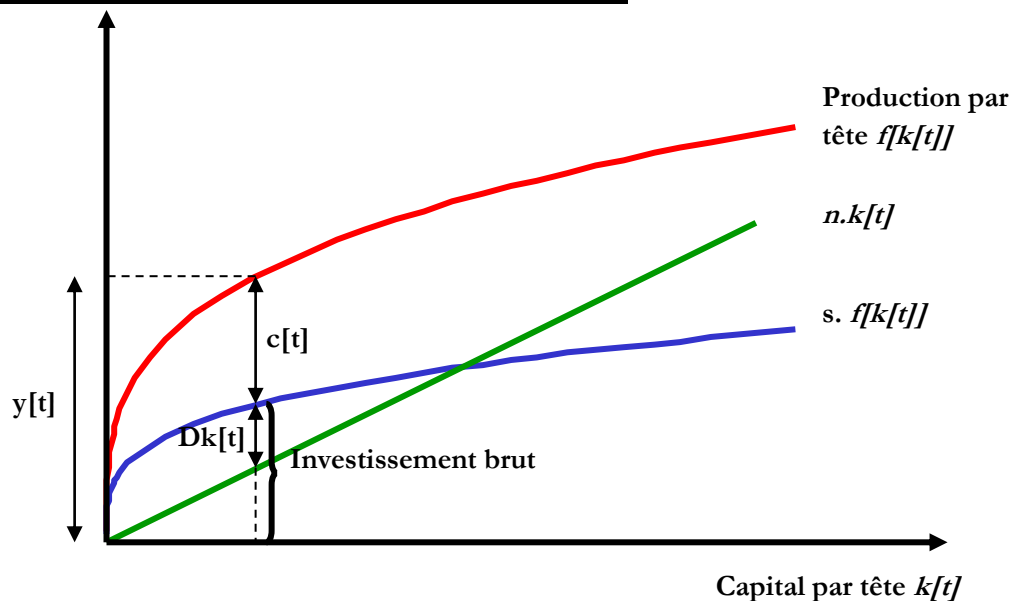
$$Dk[t] = s.f[k[t]] - nk[t]$$

Cette équation se décompose en deux termes. Le premier $sf[k[t]]$ (tracé en bleu sur le graphique suivant) est une fonction croissante. Mais à cause du rendement factoriel décroissant du capital par tête, sa croissance est moins que proportionnelle. Le second, $nk[t]$ (tracé en vert) est une droite de coefficient directeur n . La hauteur entre cette droite et cette courbe représente ainsi l'investissement net par tête.

En effet, il y a l'investissement brut réalisé par chaque membre de la société (différence entre l'axe des abscisses et la courbe bleue $(sf[k[t]])$). Mais comme le nombre de personnes augmente dans l'économie, le capital d'un point de vue individuel n'augmente que de $Dk[t]$.

Grâce à la représentation de la fonction de production par tête (en rouge) on peut lire pour chaque niveau de capital (axe des abscisses) la production par tête (axe des ordonnées). Il s'en suit que la différence entre l'investissement net et la production par tête donne la consommation par tête.

Figure 1-1 : représentation du model de solow



Source : Mokhtari fayçel , Croissance endogène dans une économie en développement et en transition essai de modélisation cas de l'Algérie ,these de doctorat sou la direction de Belmokadem Mustapha ,faculté des science economique et de gestion ,université de tlemcen ,Algerie,2009 ,page 77.

➤ stabilité du modèle : vers l'état stationnaire²²

Sans progrès technique, avec une population stable et un taux d'épargne constant, la croissance économique est équilibrée, du fait de la variabilité du coefficient de capital (ce qui est permis par la substituabilité des facteurs de production). La croissance est équilibrée lorsque le rapport entre la propension marginale à épargner et le coefficient de capital est égal à la croissance de la population active : $s/v = n$.

L'ajustement à l'état stationnaire est automatique, car :²³

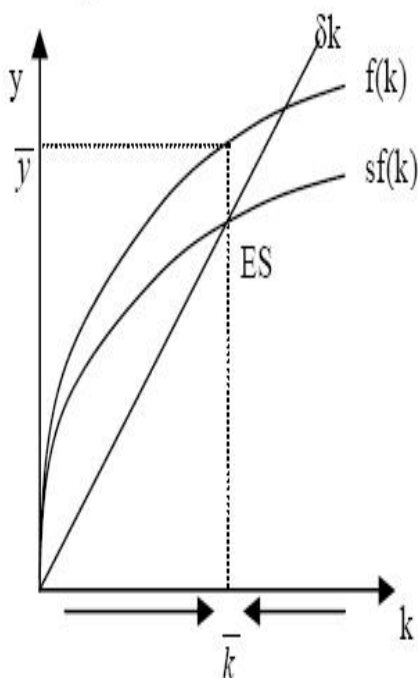
- si $s/v > n$, alors la main d'œuvre n'est pas assez nombreuse, ce qui entraîne une hausse des salaires. Puisque le coût relatif du travail augmente, le facteur capital se substitue au facteur travail. L'augmentation du coefficient de capital v ramène mécaniquement s/v à un niveau égal ou inférieur à n .
- si $s/v < n$, alors le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel. En résulte une situation de chômage qui entraîne une baisse relative du coût du facteur travail. Le facteur travail se substitue au facteur capital, et le coefficient de capital v diminue, ce qui ramène donc mécaniquement s/v à un niveau égal ou supérieur à n .

²² Darreau, Philippe, et Bordes-Marcilloux, Christian, *Croissance et politique économique*, de Boeck, 2002, <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article530>.

²³ <http://imf.org/external/country/civ/rr/2007/102207.pdf>, <http://www.ulb.ac.be/soco/macrolfaq/docs/RTS2.pde>

Figure 2-1 : convergence vers état stationnaire

Convergence vers ES



En $k < \bar{k}$: $Inv > Am \Rightarrow \Delta k > 0 \Rightarrow k$ augmente (même raisonnement jusque ES) $\Rightarrow y$ augmente (croissance)

En $k > \bar{k}$: $Inv < Am \Rightarrow \Delta k < 0 \Rightarrow k$ diminue (jusque ES)

\Rightarrow Convergence de y et k vers \bar{y} et \bar{k}

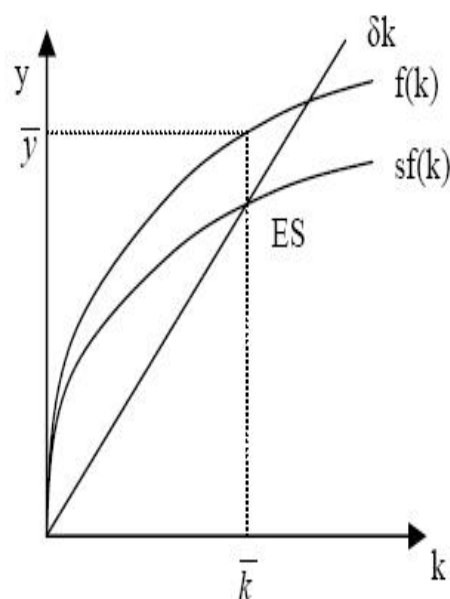
Source: <http://www.ulb.ac.be/soco/macrofaq/docs/RTS2.pdf>

L'état stationnaire est le moment où l'intégralité de l'investissement sert à l'amortissement. La croissance de la population active n est nulle.

Figure 3-4 : état stationnaire

Etat stationnaire (ES)

- $ES \Leftrightarrow k$ constant (\bar{k})
- k constant $\Leftrightarrow \Delta k = 0 \Leftrightarrow sf(\bar{k}) = \delta \bar{k} \Leftrightarrow Inv\ total = Am$
- \bar{k} constant $\Rightarrow \bar{y} = f(\bar{k})$ constant



Source: <http://www.ulb.ac.be/soco/macrofaq/docs/RTS2.pdf>

➤ **la règle d'or**²⁴

Le modèle de Solow conclut que **le taux d'épargne n'influence pas la croissance à long terme (LT)**, qui peut tout au plus décaler le passage à l'état stationnaire. Le seul effet est une augmentation de la croissance à court terme (CT) par une plus forte accumulation du capital, mais cet effet est lissé en raison des rendements décroissants du capital.

Le niveau de production dépend en revanche du taux d'épargne puisqu'il est la partie du revenu non consommée. Il est possible d'optimiser **le taux d'épargne** afin de limiter son effet négatif (le revenu épargné n'est pas consommé) tout en permettant l'augmentation du capital par tête grâce à l'épargne, ce qui augmente la production et donc le revenu. Le **taux d'épargne optimal** permet une forte consommation à court terme tout en préservant le bien-être de (LT). Il fait en sorte que le taux de croissance de l'économie soit égal ou tende vers le taux d'intérêt. Le taux d'épargne de la règle d'or est égal à la part des profits dans le revenu national.

➤ **l'introduction du PT et ses implications**²⁵

Dès lors que nous sommes à l'état stationnaire, comment expliquer un maintien de la croissance ?

Solow explique cela par le résidu, ce qui correspond à l'accroissement de la production qui n'est pas expliqué par l'augmentation des facteurs de production K et L. Solow considère qu'il résulte donc du progrès technique.

C'est une donnée exogène, une « manne qui tombe du ciel » : Solow n'explique pas d'où vient le progrès technique. Le résidu permet ainsi une mesure par défaut du progrès technique.

Soit t le progrès technique : $Y = F(K, L, T)$.

Implications

Avec l'introduction de nouvelles technologies, il y a augmentation de l'efficacité des travailleurs. Pour produire la même quantité de biens, moins de travail est nécessaire. Il y a donc une augmentation du facteur travail. Le taux de croissance de l'économie est donc égal à la somme de la productivité du travail et du taux de croissance des travailleurs (donc de la population active).

Les implications de ce modèle de croissance sont qu'à taux d'épargne égal, un pays développé et moins développé va tendre vers le même niveau de PIB/tête, en considérant que le progrès technique est universellement disponible. C'est le **principe de convergence**.

➤ **Les limites du modèle**²⁶

Tout d'abord, les **hypothèses** de Solow sont critiquées pour être beaucoup trop simplistes et irréalistes. Ainsi, Joan Robinson parlera de « royaume de Solowie ».

²⁴ <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/pp/yildi/croissance/croissanceweb/node8.html>

-Vincent Drobinski, Investissement et la croissance économique, opé cit, p13

²⁵ <http://imf.org/external/country/civ/rr/2007/102207.pdf>

-La Croissance Economique : la théorie et les faits Arnold Chassagnon, Universit_e de Tour et PSE, automne 2012.

²⁶ <http://www.er.uqam.ca/nobel/r22565/Library/TransparentsCh7.pdf>.

La **convergence** : d'après son modèle, Solow avait prévu que les pays pauvres rattraperaient les pays plus avancés, en lien avec les rendements décroissants. Dans la réalité, nous avons pu observer que ce n'est le cas que de quelques pays.

Le **progrès technique exogène** a été énormément critiqué. En effet, l'on a reproché à Solow de ne pas expliquer les sources du progrès technique, que c'est trop facile d'en faire une donnée exogène alors qu'il peut être endogène (effets d'apprentissage de Romer, l'accumulation du capital humain par Becker, gains de productivité de Barro).

De même, la thèse des **rendements décroissants** a aussi été critiquée, notamment par l'économiste Paul M. Romer, qui montre qu'avec certains investissements en recherche et développement, il peut y avoir des rendements croissants.

- **Le modèle néoclassique de La croissance optimale : Ramsey, Cass, Koopmans, Massé**

Le modèle de Ramsey est un modèle de croissance néoclassique issu des travaux de Frank Ramsey* (1928). Il diffère de celui de Solow (1956) dans le sens où il endogénéise l'épargne en considérant un consommateur altruiste qui vit une période et choisit la part de son revenu qu'il consomme et la part de son revenu qu'il lègue à ses descendants.

À côté des considérations du côté de l'offre qu'examine le modèle de Solow, le problème de la croissance est un problème de choix entre consommation future et consommation présente.

Dans le modèle de Solow, la propension à consommer est fixe. Ce choix est à la fois un souhait de simplicité mais également méthodologique : Solow pensait préférable de prendre comme valeur la propension à consommer observée statistiquement. Ramsey (1928), Cass (1965)♦ et Koopmans (1965)*²⁷ vont par contre endogénéiser ces variables, et plus précisément le taux d'épargne. Ils supposent ainsi que les agents maximisent une fonction d'utilité inter-temporelle :

$$\text{Max } \sum_{t=0}^{\infty} \beta^t U(C_t)$$

Le coefficient β caractérise le degré d'impatience des consommateurs (ou taux de préférence pour le présent). Plus il est proche de 0 et plus le consommateur pondère fortement les utilités des périodes les plus proches. Plutôt que d'être exogène, la propension à consommer découle donc d'un comportement de maximisation d'utilité à long-terme. On parle alors de croissance optimale.

Le modèle est une tentative de répondre à la question "quelle fraction de son revenu une nation doit-elle épargner ?". L'analyse de la croissance optimale se situe clairement dans une perspective normative : il s'agit de déterminer, pour une collectivité donnée, les conditions et caractéristiques de la meilleure croissance possible. Nous en avons eu un avant goût avec la recherche de la règle d'OR. La perspective envisagée par Ramsey et ses successeurs sera de

* Ramsey, F.P., "A Mathematical Theory of Saving", Economic Journal, 1928.

♦ Cass, D., "Optimum Growth in a Aggregative Model of Capital Accumulation", Review of Economic Studies, 1965.

* Koopmans, T.C., "On the Concept of Optimal Economic Growth", in The Economic Approach to Development Planning, Amsterdam, North Holland, 1965.

²⁷ NSHUE Mbo Mokime, Théories de la croissance et des fluctuations économiques, op. cit., page 29.

déterminer la meilleure politique d'épargne possible : il s'agira donc d'un arbitrage consommation/épargne permettant de maximiser l'utilité retirée de la consommation de toutes les périodes à venir.

Le modèle de Ramsey²⁸ est une généralisation du modèle de Solow dans le cas où le taux d'épargne est endogène et où on étudie son évolution, en fonction du taux de préférence pour le présent des agents. Le résultat principal de ce modèle est, qu'encore une fois, il existe un sentier de croissance nous permettant d'atteindre une combinaison optimale de capital et de consommation par tête. Toutefois la convergence n'est pas automatique et dépend de la situation initiale de l'économie. Pour atteindre une croissance équilibrée il peut être nécessaire de guider les agents, notamment via des transferts, en modifiant les niveaux de consommation et de capital.

Ce modèle est un archétype néoclassique qui nous dit donc que l'intervention de l'état est une nécessité permanente. Si on s'écarte de la courbe d'évolution optimale après un choc économique, il faudra intervenir pour rétablir la situation de manière à éviter les comportements de "fourmi" ou de "cigale".

Toutefois, nous avons pu voir aussi ses faiblesses et limites, ce qui a amené à la conception de nouveaux modèles de croissance, endogène, afin de pallier les défaillances de ce modèle.

3. Les nouvelles théories de la croissance endogène

Un nouvel éclairage sur l'origine et le rôle du progrès technique dans la croissance, différent du modèle de Solow. Les théories de la croissance endogène sont un ensemble de modèles, apparus au milieu des années 1980, qui rendent compte des causes de la croissance, de ce qui permet une augmentation durable de la production (PIB) et du niveau de vie (PIB/tête) d'un pays. A la différence des néoclassiques, pour qui la croissance est le fait de facteurs exogènes au modèle (dont le progrès technique), ces théories expliquent la croissance comme étant le résultat d'une accumulation des différents types de capital (physique, humain, public...). La croissance passée permet une augmentation de capital, dont l'utilisation permet une croissance future. La croissance endogène, ou croissance auto-entretenu ou le taux de croissance du PIB dépend à long terme d'un progrès technique endogène, le modèle de croissance endogène permet d'échapper à la loi des rendements décroissants grâce aux externalités positives du progrès techniques.

²⁸ ALLEMAND S. (2000), La croissance, *Sciences Humaines*, n° 105, mai, p. 42-43.

-Berached amin, ouverture commerciale et la croissance économique dans les pays du sud et de l'est de la méditerranéenne ,these de magister sous la direction de boukli hassane rafik, faculté des sciences économique ,université d'oran.Algerie ,2012 /2013,page 36.

-F.P.Ramsy, the economic journal, vol 38, numero 152, decembre 1928, disponible sur le site ://links.jstor.org/sici.sici=0013-0133%28192812%2938%3A152%3C543%3AAMTOS%3E2.0.co%3B2-R

- **Le modèle de Lucas 1988**²⁹

Lucas* (1988) présente une modélisation d'une économie composée de deux secteurs, un secteur de production de bien de consommation et un secteur d'éducation. On décrit le cadre d'analyse avant d'examiner l'importance de l'accumulation du capital humain dans la croissance économique à long terme.

R. Lucas (1988) pose l'hypothèse que le capital humain joue un rôle moteur essentiel dans les mécanismes de croissance endogène. «The engine of growth in the model is human capital». «...the production of human capital may be an alternative to improvements in technology as a mechanism to generate long-term growth» (Barro and Sala-i-Martin, 1995,).

Le capital humain désigne le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus. «By an individual's human capital I velli mean, (...), simply his general skill level» (Lucas, 1988,). Autrement dit, il traduit les niveaux d'éducation et de formation, la capacité à assimiler des connaissances nouvelles, la maîtrise de compétences et de savoir-faire spécialisés, l'expérience professionnelle d'un individu ou d'un groupe d'individus travaillant dans une même firme: «...human capital as the skills embodied in a worker» (Barro and Sala-i-Martin, 1995,). D'autre part, ce capital ne se limite pas aux seules qualifications professionnelles, mais il incorpore également les capacités physiques et émotionnelles des individus (état de santé, force musculaire, habileté manuelle, empathie, relations aux autres, auto motivation...) ainsi que leurs dimensions éthiques et culturelles (mentalité, loyauté, fidélité, précision...). Ainsi défini, le capital humain s'apparente à un bien privé dans la mesure où il est «appropriable» par l'individu qui en est porteur. Son rendement est alors privé, contrairement à celui de la connaissance non incorporée (premier modèle de Romer). L'hypothèse que le capital humain constitue un facteur de croissance n'est en soi pas nouvelle : la théorie classique et néo-classique soulignait déjà l'importance du rôle joué par la démographie. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'analyse des fondements économiques de la formation du capital humain. Lucas propose ainsi deux modèles qui visent à lever les objections de l'analyse néo-classique en même temps qu'ils établissent la possibilité théorique d'obtenir endogènement une croissance soutenue. Ses deux modèles considèrent la manière dont les individus, en l'occurrence les salariés, consacrent du temps à acquérir (s'approprier), au cours de leur vie, de nouvelles connaissances/compétences dans le but d'améliorer leurs performances productives. L'offre de capital humain est alors jointe à celle de travail²⁵. Contrairement au premier modèle de Romer (où le capital physique représente le variable accumulée), le capital humain devient la variable accumulée à un rythme endogène et producteur de rendements d'échelle croissants dans la production et au niveau global. Une telle spécification implique que la connaissance/compétence soit incorporée aux individus.

²⁹ ALLEMAND S. (1999), Walt Whitman Rostow : Les étapes de la croissance économique, SciencesHumaines, n°90, janvier, p. 42 – 44.

-Lucas R.E (1988), On the Mechanics of Economic Development, Journal of Monetary Economics, vol 22, pp. 3-42, disponible sur le site : <http://links.jstor.org/sici.sici>.

-Berached amin, ouverture commerciale et la croissance économique dans les pays du sud et de l'est de la méditerranéenne ,thèse de magister sous la direction de boukli hassane rafik, faculté des sciences économique ,université d'Oran, Algérie ,2012 /2013,p 48.

♣ Robert Emerson Lucas Junior est un économiste américain né le 15 septembre 1937 (78 ans) à Yakima, dans l'État de Washington. Il est titulaire d'une licence d'histoire et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Chicago.

- Le modèle AK ³⁰

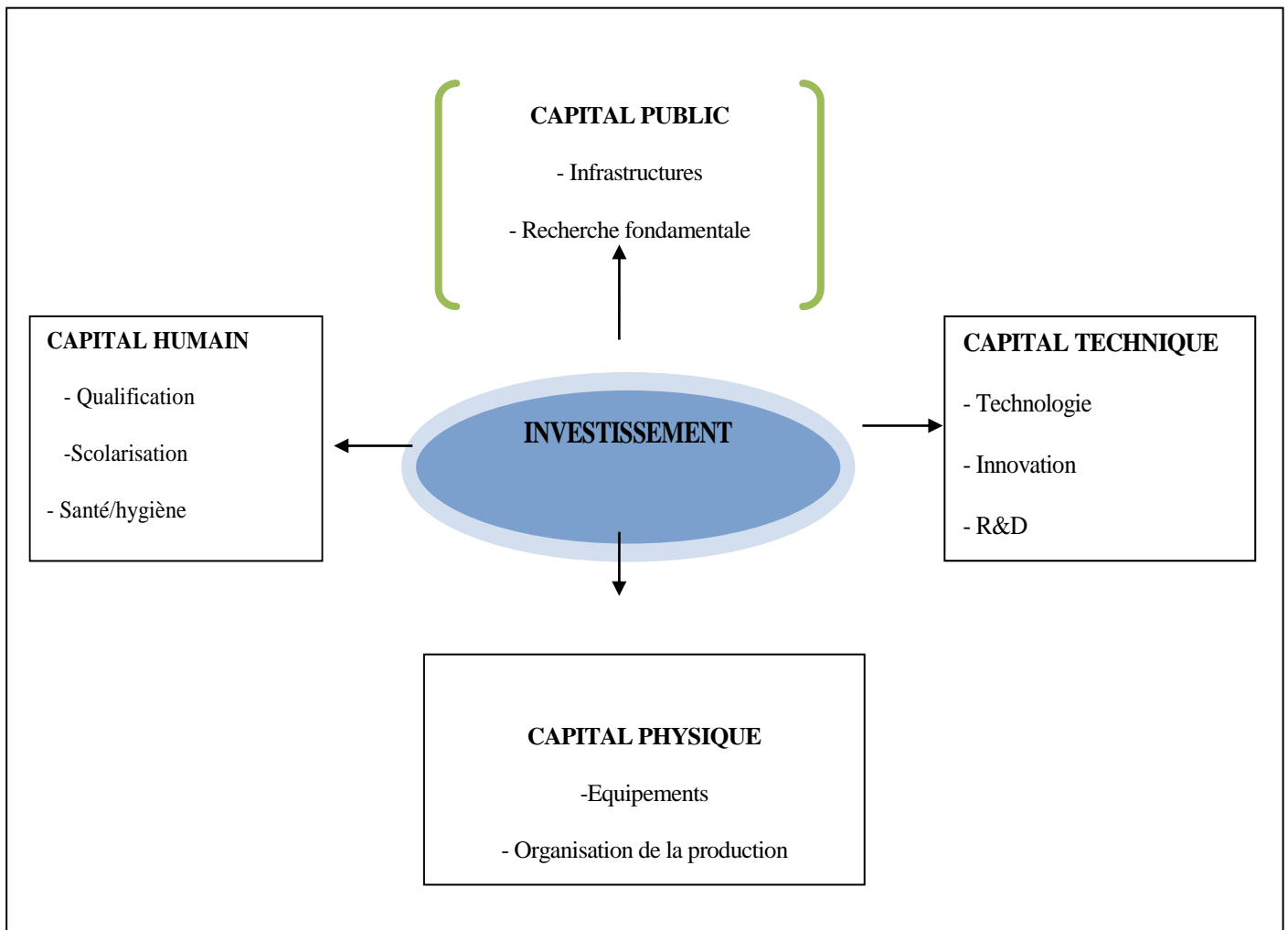
Plus grave sans doute est l'oscillation caractéristique de la détermination du moteur de la croissance dans ces modèles. Le modèle AK propose certes une forme générique d'endogénéisation du progrès technique, mais ses variantes sont incapables de nous dire quoi que ce soit de précis sur ce qu'est conceptuellement ce K moteur de croissance. Le « capital » peut en effet correspondre à n'importe quel facteur sujet à (connaissance, capital humain, infrastructures...), à la seule condition que l'on sache écrire la relation mathématique appropriée reliant positivement cette « chose » à la productivité¹⁵. Ces modèles peuvent intégrer réellement n'importe quoi, précisément parce qu'ils n'intègrent réellement rien. On dit de ces formalisations qu'elles sont riches ; on devrait plutôt dire qu'elles sont trop riches parce qu'il y a plusieurs (c'est-à-dire toujours déjà trop de) candidats à l'explication de la croissance, alors même que les bases conceptuelles de ce capital lato sensu restent inexplorées (car inexplorables) par l'orthodoxie, qui conserve en mémoire le souvenir traumatique de la polémique des deux Cambridge.

- Le modèle de Romer ³¹

L'arrivée des théories sur la Recherche-Développement (des objectifs volontaires en matière de recherche développement), **la diffusion progressive des innovations technologiques**, et plus précisément **les travaux de Romer** (1986, 1987, 1990) sont à l'origine des théories de la croissance endogène. Cette dernière est assimilée à un phénomène auto-entretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : le capital physique, la technologie, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économiques. Le schéma suivant va nous montrés ces quatre facteurs.

³⁰ D'AUTUME A. (1995), Les nouvelles théories de la croissance, Les cahiers français : les nouvelles théories économiques, n°272, p. 33-68.

³¹ Berached amin, ouverture commerciale et la croissance économique, ope cit ,p 58.

Figure 4-1 : la Croissance endogène chez Romer

Source : Arnaud Diemer, Théories de la Croissance endogène et principe de convergence, MCF IUFM D'Auvergne, disponible sur le site http://ebookbrowse.net/ar/arnaud-diemer-cours#.U2t3j_15PR8

- Le capital physique³²

C'est l'équipement dans lequel investit une entreprise pour la production de biens et de services. Romer (1986) a cependant renouvelé l'analyse en proposant un modèle qui repose sur les **phénomènes d'externalité** entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celles des autres firmes concurrentes ou non. L'explication à ce phénomène réside dans le fait que l'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ à de nouveaux apprentissages par la pratique. Parmi les formes d'apprentissage,³³ on peut citer l'amélioration des équipements en place, les travaux d'ingénierie (agencement des techniques existantes), l'augmentation de la compétence des travailleurs... Or ce savoir ne peut être approprié par la

³² Benoît Muller & Florian Cahagne 18 mars 2009, conférence de Macroéconomie, M F. Bittner.

³³ Arnaud Diemer Théories de la Croissance endogène et principe de convergence — MCF IUFM D'Auvergne, p 7.

firme qui le produit. Il se diffuse inévitablement aux autres firmes. L'investissement a un double effet : il agit directement sur la croissance et indirectement sur le progrès technique.

- La technologie³⁴

Cette théorie repose sur l'analyse des conditions économiques qui favorisent le changement technique. Chaque changement technique provient d'une idée mise en forme et testée. Cependant, entre l'émergence d'une idée nouvelle et sa mise en oeuvre concrète, il peut y avoir un très long chemin (test, essais-erreurs...) qui nécessite le concours de plusieurs personnes. Bref des coûts de mise au point qui peuvent être très élevés. En revanche, une fois ces étapes franchies, si l'idée est acceptée, le produit qui en résulte peut être multiplié avec un coût bien moindre (ainsi le premier disque compact, le premier ordinateur ont nécessité des efforts colossaux de la part de ceux qui les ont mis au point, cependant leur reproduction à l'identique a été beaucoup plus facile).

Le propre des idées qui provoquent des changements techniques, est qu'une fois les plâtres essuyés, elles donnent naissance à des rendements croissants (les exemplaires suivants coûtent beaucoup moins chers), voire fortement croissants (duplication d'un logiciel). Si bien que pour celui qui s'est efforcé de transformer l'idée en produit, le risque existe que des concurrents en profitent et que lui ne récupère jamais son investissement initial, alors que ces concurrents s'enrichissent. Des droits de propriété intellectuelle limiteront ce risque : brevets ou copyright protègent l'inventeur qui dispose d'un monopole d'exploitation (limité dans le temps) sur l'œuvre ou le produit tiré de son travail.

D'un point de vue économique,³⁵ cette théorie porte atteinte au cadre concurrentiel et permet l'incorporation d'éléments de concurrence imparfaite qui rendent possibles l'apparition de produits nouveaux et de nouvelles idées. A défaut les idées nouvelles ne tomberont pas forcément dans les mains de l'inventeur mais ceux de l'humanité (exemple de l'écriture, de la mécanique, de la relativité...). C'est justement lorsque l'on souhaite que les idées nouvelles bénéficient à tous, qu'il devient nécessaire d'en faire supporter le coût par la collectivité : ainsi le financement de la recherche fondamentale est public, afin que chacun puisse librement accéder à ses résultats, c'est un bien collectif.

Pour Romer, ³⁶le changement technique sera d'autant plus intense que les innovateurs espèrent en tirer un profit important. Le progrès technique n'est pas exogène, il est produit. Son niveau de production dépendra de la rémunération attendue, c'est à dire des droits de propriété et des rentes monopolistiques (on se situe bien dans le cadre de la concurrence imparfaite !).

Si au travail et au capital utilisé, on ajoute des idées nouvelles génératrices de changement technique, tout sera modifié. Car contrairement au capital dont les rendements sont décroissants et au travail dont les rendements sont constants (si on effectue sans cesse un investissement humain supplémentaire), les idées ont un rendement croissant : plus on s'appuie sur un stock d'idées importantes, plus on aura de nouvelles idées. Chaque idée ouvre le champ à d'autres idées potentielles. Par conséquent, en l'absence de progrès technique, le modèle de Solow s'applique à long terme, la croissance ne dépend pas du taux

³⁴ Guellec D., Ralle P, (1998) Les nouvelles théories de la croissance, Coll. Repères, ed. La découverte.

³⁵ Jean-Philippe Rudolf, Contribution à l'analyse empirique des processus de croissance endogène : une approche méthodologique centrée sur les entreprises, les régions et les territoires, thèse de doctorat, sous la direction de Pierre Wessner, FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, UNIVERSITE DE NEUCHÂTEL, Suisse, page 78,79.

³⁶ Jones C. (2000), Théorie de la croissance endogène, Editions De Boeck, p180.

d'investissement. Le progrès existe, et est d'autant plus intense que le nombre de chercheurs est élevé et le stock de connaissances important. Le nombre de chercheurs dépend de la capacité du système économique à leur offrir des rentes de monopole en cas de réussite.

Ainsi pour Romer, le rythme de croissance ne va pas en déclinant au fur et à mesure que l'on s'approche de l'état régulier, comme le prétendait Solow. Il dépend du nombre, de la proportion et de la productivité des chercheurs, c'est à dire de la capacité des rendements croissants de la recherche à compenser les rendements décroissants de l'investissement matériel. La diffusion de la connaissance parmi les producteurs et les effets externes du capital humain évitent la tendance à la baisse du rendement de l'investissement (décroissance des rendements du capital), et la croissance peut se poursuivre indéfiniment.

Contrairement aux approches néoclassiques,³⁷ Romer reconnaît cependant que le marché ne suffit pas à assurer une croissance maximale à long terme. L'Etat a un rôle important à jouer, non par le biais de la dépense publique envers la recherche (Romer ne pense pas que cela puisse accélérer durablement le progrès technique), mais en venant au secours des innovateurs par le biais d'une fiscalité compensatrice (moindre taxation des bénéficiaires issus des produits nouveaux), de mesures juridiques incitant la recherche-développement et les externalités de connaissances, de mesures anticoncurrentielles non dissuasives (ne pas décourager les innovateurs, voire l'abandon des poursuites judiciaires envers Microsoft).

- Le capital humain³⁸

Il a été mis en évidence par deux économistes de l'Ecole de Chicago, Theodor Schultz et Gary Becker, et est au centre des études menées par R.E Lucas (Prix Nobel en 1995). Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétences, qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail. Cette vision n'épuise pas l'analyse des processus de détermination du salaire individuel sur le marché du travail, mais elle est très puissante lorsqu'il s'agit d'analyser des processus plus globaux et de long terme.

- Le capital public³⁹

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Elles sont au cœur du modèle élaboré par R.J Barro. En théorie, le capital public n'est qu'une forme de capital physique.

Il résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend également les investissements dans les secteurs de l'éducation et la recherche.

En mettant en avant le capital public, cette nouvelle théorie de la croissance souligne les imperfections du marché. Outre l'existence de situations de monopole, ces imperfections tiennent aux problèmes de l'appropriation de l'innovation. Du fait de l'existence d'externalités entre les firmes, une innovation, comme il a été dit précédemment, se diffuse d'une façon ou d'une autre dans la société. La moindre rentabilité de l'innovation qui en résulte, dissuade l'agent économique d'investir dans la recherche-développement. Dans ce contexte, il pourra incomber à l'Etat de créer des structures institutionnelles qui soutiennent la

³⁷ Mokhtari fayçel , Croissance endogène dans une économie en développement, ope cit ,p63- 102.

³⁸ Rémy Herrera, pour une critique de la nouvelle théorie néoclassique de la croissance, p 8-9.

³⁹ Romer P. (1994), The Origins of Endogenous Growth, Journal of Perspective Economics, vol 8, winter, pp. 3-22.

rentabilité des investissements privés et de subventionner les activités insuffisamment rentables pour les agents économiques et pourtant indispensables à la société.

- **Le modèle d'Aghion et Howitt**

Dans la ligne schumpetérienne. Aghion et Howitt (1990)⁴⁰ ont conduit leurs travaux non pas sur un approfondissement de la spécialisation des biens, mais sur l'amélioration de leur nature intrinsèque. Leur modèle est à trois secteurs d'activité comme dans celui de Römer. Le bien de consommation final est produit à l'aide d'une gamme continue de biens intermédiaires, lesquels sont produits par des firmes monopolistiques. Le taux de croissance de l'économie dépend, ici aussi, du nombre de travailleurs qualifiés employés dans le secteur de la recherche. Toutefois, ils se démarquent de Romer sur au moins deux points :⁴¹

- ✓ Le progrès technique se manifeste non plus par l'accroissement de la diversité des biens intermédiaires, mais par l'augmentation de leur qualité intrinsèque, autrement dit par une productivité accrue. La gamme des biens intermédiaires est, par hypothèse, de taille fixe – le meilleur produit chassant le plus mauvais - et il existe un nombre fini de produits intermédiaires qu'un marché peut contenir. Le processus d'innovation permet alors de renouveler les biens à l'intérieur de la gamme de produits intermédiaires et d'en abaisser leur coût de façon permanente et cumulable ;
- ✓ le modèle admet l'existence d'une «externalité» négative de «destruction créatrice» : les monopoleurs ayant acquis les droits d'exploitation d'une innovation sont dépossédés de leur quasi-rente dès l'apparition de l'innovation suivante dont l'exclusivité est accordée à un nouveau concessionnaire. Ainsi, l'innovation substitue une nouvelle rente à l'ancienne qu'elle détruit. Le progrès technique présente ainsi un aspect «destructeur» : il rend périmés les techniques et procédés de production, ainsi que les produits intermédiaires précédemment découverts.

Aghion et Howitt concluent à la possibilité d'obtenir une croissance endogène régulière. Le taux de croissance équilibré de l'économie croît avec les ressources disponibles (capital humain consacré à la recherche) et décroît avec la préférence des agents pour le présent (qui tend à privilégier la consommation et non le développement des produits et l'investissement). Dans ces conditions, l'accroissement de l'offre de travail non qualifié réduit le taux de croissance de l'économie, résultat qui contredit les prévisions du modèle de Solow.

Tous ces travaux⁴² ont été poursuivis par Grossman et Helpman (1991), Aghion et Howitt (1992), Barro et Sala-i-Martin (1995)...Le progrès technique résulte ainsi d'un objectif fixé en recherche-développement, activité récompensée selon Schumpeter (1934) par la détention d'une forme de pouvoir monopolistique. S'il n'y a pas de tendance à l'épuisement de ces découvertes, les taux de croissance peuvent rester positifs à long terme.

Cette théorie avait cependant peu de chances de satisfaire aux critères de l'optimum de Pareto, en raison des distorsions consécutives à la création de nouveaux biens et de nouvelles méthodes de production. Dans ce cas, le taux de croissance à long terme dépend des actions des gouvernements (politique fiscale, respect des lois, fourniture de biens collectifs, marchés

⁴⁰ Saint-Paul, G., 1995, Les nouvelles théories de la croissance et leurs implications pour la politique économique, Revue Française d'Economie.

⁴¹ AGHION P., HOWITT P. (2000), Théorie de la croissance endogène, Dunod ,p 480.disponible sur le site : <http://links.jstor.org/sici.sici>

⁴² Berached amin,ouverture commerciale et la croissance économique,ope cit ,p 56.

financiers...). Le gouvernement a un pouvoir d'infléchissement du taux de croissance à long terme !

Les théories de la croissance endogène reposeraient donc sur l'idée que la concurrence parfaite est mortifère, et que l'activité économique a besoin de concurrence imparfaite et d'intervention publique. En même temps, elles réitèrent l'idée selon laquelle, sur le long terme, ni le taux d'investissement, ni l'effort de formation ne suffisent à assurer une réduction des écarts de développement entre pays.

Ces modèles ont été relancés dernièrement grâce à l'intégration de nouvelles variables explicatives (régime politique, démocratie...), de nouvelles relations (dépassement de la croissance trop restrictive afin d'intégrer les analyses en termes de développement, IDH de Amartya Sen) et du principe de convergence conditionnelle (Barro). Ainsi alors que l'analyse des découvertes renvoie au rythme du progrès technologique dans les économies de pointe, l'étude de la diffusion de ces découvertes renvoie à la manière dont les économies suiveuses se partageront par imitation ces découvertes (possibilité de convergence proche du modèle néoclassique car l'imitation coûte moins cher que l'innovation).

Tableau 1-1 : le Contexte de l'analyse de la croissance

Dans ce tableau on a essayé de résumer le contexte d'analyse de la croissance économique .



LES THEORIES DE LA CROISSANCE	ORIGINE DE LA CROISSANCE	CARACTERISTIQUES
Adam Smith (1776) Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations, Vol I et II (réimpression, GF –Flammarion,1991)	Division du travail	Croissance illimitée
Robert Malthus (1798) An essay on the principle of population, (réimpression, Cambridge Press, 1992)	Réinvestissement productif du surplus	Croissance limitée en raison de la loi de population.
David Ricardo (1817), Les principes de l'économie politique et de l'impôt (Réimpression, Champs- Flammarion, 1977).	Réinvestissement productif du surplus	Croissance limitée en raison du rendement décroissant des terres.
Karl Marx (1867), Le capital (Réimpression, Editions Sociales, 8l vol, 1978).	Accumulation du capital	Croissance limitée dans le monde de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle du taux de profit.
Joseph Schumpeter (1911), (1939) Business Cycles, A Theoretical, Historical and Statistical Analysis ofthe Capitalist Process, Mc GrawHill, NY / London. Kondratieff N.D (1992), Les grands cycles de la conjoncture, Economica.	Grappes d'innovations	Instabilité de la croissance, théorie explicative du cycle de long type Kondratief
Domar E.D (1957), Essays in the Theory of Economic Growth, Oxford University. Harrod R.F (1936), The Trade Cycle, Oxford University. Harrod R.F (1948), Towards a Dynamic Economics, London. Harrod R.F (1960), Second Essay in Dynamic Theory, Economic Journal, vol LXIXI, juin, pp. 277-293. Harrod R.F (1973), Economic Dynamics, Mc Millan.	Le taux de croissance est fonction du rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement	Instabilité de la croissance
Solow (1956, 1957, 1966) Modèle néo-classique Solow R.M (1956), A Contribution to the Theory of Economic Growth, Quarterly Journal of Economics, vol 70, février, pp. 65-94. Solow R.M (1957), Technical Change and the Aggregate Production Function, The Review of Economics and Statistics, vol 39, août. Solow R.M, Tobin J., Von Weizsacker C.C, Yaari M. (1966), Neoclassical Growth with fixed factors proportions, Review of Economic Studies, vol 33, pp. 79- 115.	Population et progrès technique exogène	Caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique.
Meadows (1972) Modèles du Club de Rome	Ressources naturelles	La croissance est finie en raison de l'explosion démographique, de la pollution et de la consommation

		énergétique.
Michel Aglietta (1976) Boyer et Mistral E. (1978) Robert Boyer (1986) Théorie de la régulation Aglietta M. (1976), Régulation et crise du capitalisme, Calmann-Levy. Boyer R., Mistral E. (1978), Accumulation, inflation et crises, PUF. Boyer R. (1986), La théorie de la régulation : une analyse critique, Agalma, La Découverte.	Articulation entre régime de productivité et régime de demande	Diversité dans le temps et dans l'espace des types de croissance.
P. Romer (1986) ,R.E Lucas (1988),R. Barro (1990 Greenwood et Jovanovic (1990) Théories de la croissance endogène Romer P. (1986), Increasing Returns and Long Run Growth, Journal of Political Economy, vol 94, octobre, n°5, pp. 1002- 1037. Romer P. (1990), Endogenous Technological Change, Journal of Political Economy, vol 95, pp. 71- 102. Romer P. (1994), The Origins of Endogenous Growth, Journal of Perspective Economics, vol 8, winter, pp. 3-22. Barro R.J (1990), Government Spending in a simple model of endogenous growth, Journal of Political economy, vol 98, n°5, pp. S103-S125. Lucas R.E (1988), On the Mechanics of Economix Development, Journal of Monetary Economics, vol 22, pp. 3-42.	Capital physique, technologie, capital humain, capital public, intermédiaires financiers	Caractère endogène de la croissance, réhabilitation de l'Etat, prise en compte de l'histoire.
G. Becattini (1991) Modèle des districts industriels	Forme d'organisation industrielle et territoriale	Explications des inégalités régionales de la croissance

Source : Arnaud Diemer, Théories de la Croissance endogène et principe de convergence ,MCF IUFM D'Auvergne, disponible sur le site http://ebookbrowse.net/ar/arnaud-diemer-cours#.U2t3j_15PR8

Le travail précurseur de Ramsey (un modèle d'équilibre général dynamique, 1928) est en fait resté ignoré jusqu'aux années 1960. La problématique de la croissance n'a été vraiment ravivée que plus tard, par les travaux des keynésiens, de Harrod (1939) et de Domar (1946). Étant réalisés après la Grande dépression, ces travaux ont surtout mis l'accent sur l'instabilité du système capitaliste. Mais le renouveau n'a vraiment eu lieu qu'à la suite de deux articles publiés par Robert Solow (1956, QJE).

Dans les années 80, l'intérêt pour les théories de la croissance s'est ravivé suite aux travaux de Paul Romer and Robert Lucas. Ces travaux ont mis le rôle des idées et du capital humain au cœur de la problématique de la croissance : Les théories de croissance endogène. Cette approche a été accompagnée de nombreux travaux empiriques cherchant à évaluer l'importance de ces facteurs.

Ces travaux ont donné corps aux théories néoclassiques de la croissance, partageant un certain nombre de caractéristiques communes :

- des marchés en général concurrentiels ;
- une dynamique d'équilibre ;
- l'émergence des rendements croissants grâce à l'accumulation du capital humain ou l'innovation technologique ;
- modèles multisectoriels ;
- introduction de la concurrence imparfaite dans un secteur
- analyse de la dynamique d'équilibre (sentiers de croissance équilibré –SCE).

L'analyse de la croissance économique se focalise particulièrement sur les sentiers de croissance réguliers de l'économie :

Définition (a) L'évolution de l'économie correspond à un sentier de croissance régulier quand les variables qu'on étudie croissent à un taux constant (donc avec une vitesse de croisière constante).

(b) Le sentier de croissance est équilibré (SCE) quand cette régularité respecte en plus l'équilibre de tous les marchés dans l'économie.

(c) Quand la vitesse de croisière correspondant au SCE est nulle, le SCE correspond à un état stationnaire.

Comme nous allons le voir plus loin, la nature de la dynamique dépend du niveau de l'analyse : quand l'évolution du PIB correspond à un sentier régulier, celle du PIB/tête peut correspondre à un état stationnaire. Ces travaux mettent donc l'accent sur la convergence vers le SCE pour un pays et la convergence entre les pays. Même quand les forces dynamiques comme l'innovation technologique sont incluses dans l'analyse, cette dernière présuppose résolu certains problèmes fondamentaux de la dynamique économiques comme la coordination des choix des agents et de leurs anticipations.

Au de-là de l'analyse quantitative de la croissance, les approches économique mettent l'accent sur la difficulté de ces coordinations sans la présupposition de l'équilibre et sur la transformation structurelle des économies.

La suite du chapitre va couvrir le développement économique.

Section II : Le développement économique

I. Quelques notions liminaires

La croissance économique caractérise l'augmentation durable de la richesse produite, ou l'accroissement de la production globale sur un territoire ou dans une économie nationale. Cette augmentation (qui peut être irrégulière et subir des fluctuations) est un phénomène quantitatif qui peut être mesurée en volume ou en valeur par l'évolution d'agrégats tel que le PIB. Cette croissance quantitative se traduit notamment pour les ménages par l'augmentation du niveau de vie.

Le développement est mouvement continu sur le long terme, de nature qualitative et quantitative, qui modifie durablement les structures économiques, sociales et démographiques de la société. Cependant le développement s'appuie sur la croissance, et la prolonge en modifiant sa nature et ses effets. Le niveau de développement et de bien-être des différentes nations s'apprécie par des indicateurs spécifiques (IDH* et IPH*).

1. Définir le développement et sous développement

Les travaux des chercheurs autour de ce à quoi renvoie le développement et bien entendu le sous développement, se divisent en deux catégories :

- celle qui analyse le sous développement comme une situation ou une réalité socioéconomique ayant des caractéristiques bien précises (ces caractéristiques sont différentes selon les courants théoriques),
 - et celle qui analyse le développement comme une vision du monde ayant comme référence unique le modèle occidental. Ces travaux sont représentés par⁴³ « un courant de pensée qui récuse le concept même de développement. Celui-ci apparaît comme une croyance occidentale au même titre d'ailleurs que le concept de pauvreté... le développement est donc dans cette optique, un paradigme occidental qui se fonde sur une expérience historique spécifique, ou reconductible»
- Les explications du développement

Pour définir le développement,⁴⁴ on se réfère souvent à la définition devenue classique proposée par l'économiste français François Perroux en 1961 : c'est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ». Cette définition implique deux faits principaux : si la croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement (partage très inégalitaire des richesses, captation des fruits de la croissance par une élite au détriment du reste de la population), il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et développement (le développement est source de croissance et nécessite une accumulation

* IDH : indicateur du développement humain.

* IPH : indicateur de pauvreté humaine.

⁴³ AZOULAY, G. (2002). Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités. Edition : Presses Universitaires de Rennes, collection Didact Economie, 2002, page 29.

⁴⁴ Philippe Deubel, Les caractéristiques du sous-développement, Article 1, (2008), Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, Pearson Education France.

- Souraya Hassan Houssein, Christian Pallox, février 2003, de l'économie du développement à l'économie du changement institutionnel, CRIISEA- UPJV.

initiale). Enfin, le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables. Une période brève de croissance économique ne peut ainsi être assimilée au développement.

Le contresens à éviter, ne pas confondre croissance économique et développement. Le développement englobe des bouleversements plus grands (valeurs et normes sociales, structure sociale, etc.) que le simple processus de croissance économique : le développement est par nature un phénomène qualitatif de transformation sociétale (éducation, santé, libertés civiles et politiques...). C'est également un processus de transformation dynamique des conditions de vie qui accompagne la croissance économique, qui elle, reste un indicateur quantitatif mesurable de la progression de la production (PIB).

Ainsi le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) définit le développement comme le fait d'« élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes ». Cette définition est inspirée de la théorie des « besoins essentiels (ou élémentaires) » créée dans les années 1970 au sein du Bureau international du travail (BIT). Le développement y est caractérisé par la disponibilité d'un minimum de biens pour assurer la survie (alimentation, habillement, etc.) et de services de base comme la santé ou l'éducation. Les besoins essentiels sont définis par le fait qu'ils sont quantifiables, universels et facteurs de croissance économique.

Le PNUD propose ainsi quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays :

- la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- la justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- la durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

L'économiste indien Amartya* ⁴⁵Sen a mis au point un Indicateur de Développement Humain (IDH), Parce que la qualité de la vie ne se réduit pas au bien-être matériel et comprend aussi des valeurs telles que la justice sociale, l'estime de soi et la qualité du lien social, le développement a à voir avec ce que les anglophones disent par le mot d'empowerment, terme construit sur power et qui désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à décider pour lui de ce qui le concerne et à participer au débat citoyen. En effet, le développement ne peut pas se réaliser sans la participation des personnes, c'est-à-dire finalement sans la démocratie. Ainsi, Amartya Sen insiste-t-il sur la possibilité effective que les personnes ont ou n'ont pas de définir leur projet de vie et de conduire ce dernier en fonction des conditions réelles qui leur sont faites. Ces conditions dépendent, certes, des ressources matérielles, mais aussi de données propres à chaque individu, par exemple la santé, et de données relatives à l'organisation sociale et politique, par exemple la place dévolue à chacun et la reconnaissance de son rôle. Le développement a donc des aspects économiques, sociaux et politiques. Désignant par les possibilités qui s'offrent aux personnes et la liberté qu'ont ces dernières de choisir, Amartya Sen

♣ Le prix Nobel d'économie 1998 a été attribué à Amartya Sen, un économiste indien, spécialiste des questions de sous-développement. C'est lui qui est à l'origine de l'IDH (indice de développement humain) adopté par l'ONU pour mesurer le développement.

⁴⁵Bernard Bret, (2003), Développement définition, disponible sur le site, <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>.

affirme que la liberté apparaît comme la fin ultime du développement, mais aussi comme son principal moyen pour considérer en conséquence que le développement peut être appréhendé ... comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus. Les expériences historiques montrent d'ailleurs que les systèmes autoritaires, dans l'économie de marché comme dans l'économie planifiée, ont échoué. Qu'ils aient ou non produit une croissance forte, les uns et les autres ont dû, doivent, ou devront se transformer et s'ouvrir à la démocratie pour atteindre le développement.

Une autre question réside ⁴⁶ dans les dégradations que le développement peut faire subir aux équilibres naturels, dans la mesure où on ne peut imaginer un développement sans modification des écosystèmes. Le problème a longtemps été ignoré parce que la nature avait une capacité de résistance et de récupération suffisante. Mais une crise des relations société-nature est apparue, qui, par réaction, a fait naître le concept de développement durable. Ce terme est utilisé largement, par les géographes comme par les écologistes, les économistes, les sociologues. Il s'est imposé dans le langage courant. Il faut donc bien entendre le développement durable pour ce qu'il est : un développement viable sur le plan économique, équitable sur le plan social et durable sur le plan environnemental. Ces trois piliers du développement durable sont indissociables, mais ils ne peuvent s'articuler les uns avec les autres que si la démocratie les met en cohérence et leur donne une efficacité systémique. La viabilité économique est nécessaire pour produire le bien-être matériel. L'équité sociale est nécessaire pour la qualité de vie de tous. La durabilité environnementale est nécessaire dans l'intérêt des générations futures. Inscrite dans le processus de développement, elle ne peut signifier la conservation en l'état de l'existant, mais elle implique que l'environnement légué aux générations futures donne à celles-ci les conditions pour penser et réaliser leur propre développement.

Les trois piliers du développement durable ne sont donc pas des contraintes qui, chacune, devrait limiter ses ambitions pour ne pas ébranler les deux autres. Il ne s'agit pas de brider le développement pour ne pas agresser la nature, ni d'être timide en matière de justice sociale pour ne pas gêner l'économie, mais d'inventer un mode de développement où chacune des dimensions constitue un atout pour le système d'ensemble. Ainsi pensé, le développement durable est un objectif difficile que certains jugeront utopique. N'est-ce pas parce que le développement lui-même est un utopie : le développement est un processus de progrès de la qualité de la vie à qui il serait arbitraire de fixer un terme, mais auquel il est nécessaire de fixer un cap.

- Les explications du sous-développement

Le développement est un phénomène très récent. Il n'a concerné qu'un petit nombre de pays à partir du XVIII^e siècle lors de la révolution industrielle des pays d'Europe de l'Ouest. L'état qualifié « sous-développement » était donc la situation normale du monde avant cette époque.⁴⁷

⁴⁶ Bernard Bret, *op. cit.*

⁴⁷ Souraya Hassan Houssein, Christian Pallox, *op. cit.*

❖ L'analyse libérale traditionnelle⁴⁸

Pour l'Américain Walt Whitman Rostow, le sous-développement n'est qu'un retard de développement, toutes les sociétés étant censées passer par les mêmes « étapes de la croissance économique ». Celles-ci forment un processus linéaire de développement, composé de cinq phases qu'on retrouve dans toutes les économies développées et, selon Rostow, dans les PED : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage (ou take-off), la marche vers la maturité et la société de consommation de masse. Le blocage du processus de développement peut être attribué à des causes « techniques », des choix erronés effectués par les gouvernements des PED : spécialisation internationale incorrecte, croissance du secteur public avec des dépenses budgétaires élevées, corruption des décideurs. Dans cette optique, partagée par de nombreuses institutions internationales, dont le FMI, dès que les PED auront réglé ces difficultés, ils devraient connaître un développement plus rapide, comparable à celui des pays émergents.

❖ Une analyse keynésienne du sous-développement⁴⁹

Sans remettre en cause l'intérêt de la participation au commerce international, des auteurs d'inspiration keynésienne attribuent le sous-développement aux spécificités des PED : une forte croissance démographique et un système productif marqué par le dualisme. L'excédent naturel important entraîne une forte croissance de la population active, donc de l'offre de travail. Comme la demande de travail n'augmente pas aussi vite, il en découle un chômage endémique, pesant sur les revenus salariaux. Le faible niveau de salaires empêche l'apparition d'une demande solvable, donc la création d'un marché susceptible d'offrir des débouchés à des entreprises locales. Toute possibilité de financement de l'investissement par l'épargne est également interdite par la faiblesse des revenus. Les PED se trouvent ainsi plongés dans « le cercle vicieux de la pauvreté » (expression de l'économiste Ragnar Nurske).

Le dualisme existe par la présence d'entreprises étrangères ou de firmes nationales produisant pour l'exportation. Mais ces unités de production modernes importent souvent leurs consommations intermédiaires et leurs biens d'équipement, et ne provoquent pas d'effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Il y a donc présence simultanée d'un secteur moderne et d'un secteur traditionnel, sans lien entre eux : des pans entiers de l'économie restent figés dans des techniques archaïques et sous-productives, entretenant la pauvreté des actifs majoritaires qui en dépendent.

❖ L'analyse marxiste⁵⁰

Cette analyse repose sur l'idée que le sous-développement est le fruit du développement des PDEM. C'est le commerce international qui participe à l'exploitation des PED par les PDEM. En effet, les premiers exportent surtout des produits à faible valeur ajoutée et importent des produits à forte valeur ajoutée en provenance des seconds. Ils sont donc condamnés à s'appauvrir en participant au commerce international, car celui-ci entraîne la captation d'un surplus par les PDEM. De plus, la participation au commerce international favorise la dépendance (technique,

⁴⁸ Les explications du sous développement, disponible sur le site : www.letudiant.fr/boite-a.../les-explications-du-sous-développement-2619.

- Abdelhamid Merad-Boudia, économie du développement, la librairie des Humanités, 2012, page 25.

⁴⁹ Les explications du sous développement, ope cit.

50 Bernard Conte, Le sous-développement : retard de développement, disponible sur site web : <http://conte.u-bordeaux4.fr>.

- Matouk Belattaf, économie du développement, office des publications universitaires, Algerie, 2010, page 33.

-Malcolm Gillis,Dwight .H,Perkins, économie du développement, 4o édition ,Boeck ;paris,1998,page 39-40.

humaine, financière) des PED vis-à-vis du monde développé. Dans cette perspective défendue par l'Égyptien Samir Amin, les pays développés du « centre » exercent des effets de domination sur les PED, pays « périphériques », en les contraignant à fabriquer et à acheter de façon favorable pour les économies développées. L'analyse tiers-mondiste

Cette analyse parfois qualifiée de « structuraliste » attribue le sous-développement aux structures mêmes des PED. Plusieurs facteurs entretiendraient ainsi le sous-développement. Le premier est la désarticulation de l'économie : un secteur moderne dominé par les FMN (voir fiche 63) cohabite avec le secteur traditionnel, sans effet d'entraînement entre les deux. D'où le maintien d'inégalités dans les niveaux de productivité, de revenus, donc des conditions de vie. Par ailleurs, la classe dirigeante des

PED peut avoir intérêt à orienter la croissance dans un sens qui lui est favorable, le plus souvent en augmentant la dépendance vis-à-vis des PDEM dont la gratitude peut s'exprimer de nombreuses manières (soutien armé au régime, aides sélectives aux partisans du régime, association à des joint-ventures...). La dépendance est alors généralisée, bloquant toute progression dans le système productif autochtone.

2. Histoire des théories du développement⁵¹

Au XIX^{ème} siècle (1876) l'école historique allemande définit les phases du développement économique (B. Hildebrand).

La notion de développement apparaît à la fin de la seconde guerre mondiale avec le mouvement de décolonisation amorcé par l'Inde en 1947.

Devant l'ONU, Truman (président des États-Unis) appelle les pays riches à aider au développement des nations pauvres. Il apparaît ainsi la notion de pays sous développés.

Les premières théories du développement sont définies comme partie intégrante des sciences de l'économie.

À partir des années 1950-1960 on a pu assister à la création de nombreuses agences de développement (UNICEF, WFP...) et à la création du PNUD (programme des nations unies pour le développement).

Toutes les théories du développement des années 1950-1960 sont écrites par des économistes. Toutes ces théories ont pour objet d'expliquer comment les pays sous développés peuvent rattraper les pays développés. À cette époque les vieilles nations industrielles sont le modèle à atteindre.

Les théories du développement ont profondément influencé les stratégies mises en place pour « développer » les pays « sous-développés ».

On distingue plusieurs groupes de théories en fonction : des différents modèles ayant cours dans les pays du nord (marxiste/libéral) l'idée que le Nord se fait su Sud.

⁵¹ Cédric Durand, Agnès Labrousse, colloque international, sur Introduction aux théories du développement école des hautes études en sciences sociales, EHESS (Siège), 190-198 avenue de France 75244 Paris cedex 13.

3. Les grandes familles de théories du développement

- Première famille : Les théories du rattrapage⁵²

Ce sont les théories naissant dans les années 1950. On peut les appeler « théories du rattrapage ». Dans ces théories il s'agit de rattraper le modèle des pays du Nord. Entre ces théories il y a des divergences de définition et d'idéologie (théories marxiste, théories capitalistes). Toutes ces théories donnaient à l'état la place de moteur du développement.

- Deuxième famille⁵³ : Les théories du développement par le bas

Ce sont les théories des années 1970, se basant sur la notion de pauvreté. Biblio : Josué de Castro « Géopolitique de la faim » & « Géographie de la faim ». Dans les années 1950 la pauvreté est perçue comme une conséquence du sous-développement économique. Dans les années 1970 on constate que le développement économique n'éradique pas forcément la pauvreté. La pauvreté devient une notion autonome de la sphère économique. C'est la naissance des théories de développement par le bas. Les populations deviennent alors les acteurs et non seulement les bénéficiaires.

- Troisième famille⁵⁴ : Les ajustements structurels / ajustements par le commerce

À partir du début des années 1980 naissent les théories de l'ajustement structurel et de l'ajustement par le commerce. Ces sont les théories néo-classiques. C'est un retour au monétarisme.

- Quatrième famille⁵⁵ : Les théories du développement humain

Ces théories apparaissent dans le milieu des années 1990. Ces théories veulent s'émanciper de la sphère économique. Le principal théoricien est Amartya Sen. À cette époque le PNUD définit l'IDH (indice de développement humain).

- Cinquième famille⁵⁶ : Les théories du développement durable

Les théories du développement durable sont liées aux menaces environnementales. Ces théories apparaissent dans les années 1990, mais l'identification des menaces environnementales est un peu plus ancienne : 1972 : première conférence de l'ONU sur l'environnement à Stockholm 1992 : On assiste à l'apparition de la notion de « Biens publics mondiaux ».

⁵² Les théories du développement, (2002), Gérard Azoulay, Ed Presses universitaires de Rennes, France page 102.

⁵³ La théorie du développement, disponible sur le site :

http://www.caim.info/page.php?ID_ARTICLE=DEC_ASSID_2002_02_0027

⁵⁴ E. Cudeville & S. Poncet, Les théories du développement, (2011), disponible sur le site : <http://ces.univ-paris1.fr/membre/Cudeville/pdf/pdf%20L3/Les%20theories%20du%20developpement.pdf>.

⁵⁵ Ope cit.

⁵⁶ Les théories du développement, (2002), Gérard Azoulay, ope cit, page 160.

- Sixième famille : ⁵⁷Les théories du post-développement

Ces théories critiquent le concept de développement et remettent en cause la notion de progrès. Les théoriciens de ce courant sont Herbert Marcuse, Ivan Illich, François Partant. Ils posent la question suivante : le développement est-il un concept occidental ?

Il y a une prise de conscience de la finitude du monde, ainsi que des questions environnementales.

On retrouve dans cette catégorie les théories de la décroissance qui disent qu'il y a seulement du mal-développement dans le monde actuel : un Nord trop développé et un Sud pas assez développé.

- Septième famille : Les théories de l'alter-mondialisme

Toutes ces théories s'appuient sur des expériences sociales.

4. Le contexte historique de naissance des théories du développement⁵⁸

Elles arrivent après la seconde guerre mondiale qui fut la première guerre menée au nom de la liberté. Les vieilles puissances sortent ruinées de cette guerre. Il y a naissance de nouvelles puissances hégémoniques (Etats - Unis, URSS) favorables à la décolonisation.

La décolonisation se fait sous différentes formes. La colonisation avait touché presque toutes les parties du monde.

Des élites de nature différentes vont présider ces nouveaux pays.

Les différentes formes de décolonisation : -

- ❖ négociation entre les élites nationalistes et la puissance coloniale.
- ❖ accès à l'indépendance à la suite de guerres longues et meurtrières (Indochine, Algérie, Mozambique).
- ❖ décolonisation dans le chaos, sans véritables élites nationalistes (RDC).
- ❖ remise du pouvoir à des élites francophiles

Ces indépendances ont été données à des pays très différents sur le plan des infrastructures, de l'éducation, etc.

L'Asie est décolonisée sans grande fragmentation. L'Afrique subit une forte balkanisation. Jusqu'aux années 1970 les théories du développement ne prennent pas en compte cette diversité. Ces théories prétendent appliquer la même recette à tous les pays sous-développés. Dans cette phase, les pays sous-développés ne sont pas caractérisés par leurs spécificités propres mais par ce qui leur manque pour atteindre le « développement ». Les pays développés ont de l'argent et des technologies, il manque donc de l'argent et des technologies aux pays sous développés.

⁵⁷ (IEP) Stéphanie Treillet, « L'impasse de l'anti-développement », in Lafaye de Micheaux E., Mulot E. et Ould-Ahmed P., Institutions et développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement, Rennes, France, PUR, 2007, pp. 41.

⁵⁸ LOUIS FAVREAU, (2004), Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, page 04. - <http://ces.univ-paris1.fr/membre/Cudeville/pdf/pdf%20L3/Les%20theories%20du%20developpement.pdf>, ope cit.

En 1955, la conférence de Bandung réunit la poignée de pays ayant accédé à l'indépendance à ce moment-là. Cette conférence est un peu l'acte de naissance du tiers monde. Ces pays insistent sur ce qui les unit et non sur ce qui les divise. On assiste à la naissance du non-alignement.

D'où vient le terme de « tiers monde » ?

Le mot « tiers-monde » marque l'indépendance vis-à-vis des 2 premiers monde qui sont le bloc de l'est et le bloc de l'ouest. Le tiers-monde est aussi définie par analogie avec tiers monde français (majorité pauvre et sans droits).

Le tiers monde a voulu gommer les différences pour donner l'image d'un ensemble uni et portant les revendications d'un monde mis à l'écart du développement.

II. Les modèles théoriques du développement économique

1. Les théories du rattrapage

- Les différentes théories

On les nomme aussi ⁵⁹« Théories du développement par la croissance ». À l'époque où ces théories sont établies, le développement ne se différencie pas de la croissance. Dans cette famille on retrouve des théories d'inspiration libérale et des théories d'inspiration marxiste.

- ❖ **Théorie de Rostow⁶⁰**

Dans les années 50, la croissance et le développement étaient synonymes, et la vision du développement était linéaire, et relevait du courant libéral. Une des premières théories représentatives de cette approche est la théorie des étapes de la croissance de W. ROSTOW, exposée dans son ouvrage de 1960 « The stages of economic growth : a non-communist manifesto ».

Fortement influencé par l'évolution des sociétés européennes, il a distingué 5 étapes successives qui doivent mener vers le développement :

- 1ère étape : celle de la société traditionnelle. Rostow renvoie aux caractéristiques répertoriées à l'époque comme celles des sociétés « traditionnelles » (dans le sens contraire à la modernité). Il s'agit de société agricole, utilisant des moyens de production peu élaborés, et ayant une productivité faible voir nulle, et des mentalités archaïques.
- 2ème étape : c'est l'étape du pré-décollage. Durant cette étape, les échanges commerciaux se développent, les progrès techniques naissent et se diffusent, et les mentalités évoluent.
- 3ème étape : c'est la célèbre et mystérieuse étape du « décollage » ou « take off ». L'investissement s'accroît ainsi que le taux d'épargne. La croissance crée un surplus qui sera réinvesti, et ainsi de suite.

⁵⁹ Dominique Charpentier, Alternatives Economiques, (décembre 2002), revue économique n° 209, disponible sur le site : <http://www.ehess.fr/fr/enseignement/enseignements/2013/ue/1154/>

⁶⁰Projet FORMder, Economie du développement rural, la formation multinationale et pluridisciplinaire en développement rural, ISBN : 2-85352-380-2, page 22.

- Programme des Nations Unies pour le développement PNUD, Théories et voies nationales de développement, disponible sur le site : ebonnet.fr/docs/5532.pdf?57a108b4045d1526a119b4df0d32fd57

- 4ème étape : celle de la maturité, car le progrès technique se diffuse dans l'ensemble de l'activité économique
- 5ème étape : c'est l'état du développement ou plutôt la société de la consommation des masses.

•
Les principales critiques de ce modèle sont les suivantes :

- une vision linéaire sans dynamique,
- aucune explication des causes ou des processus permettant de passer d'une étape à l'autre,
- ce modèle retrace le schéma d'évolution des pays européens mais ne donne ni explication des causes du sous développement, ni indication sur les facteurs qui peuvent déclencher un processus de développement,
- et bien entendu, le modèle ignore que les pays sous développés ne se trouvent pas dans le même contexte, ni dans les mêmes conditions historiques que les pays européens.

En fait, la théorie de Rostow est bien l'expression de la pensée du développement de son époque : le développement est la modernisation des sociétés traditionnelles, et le processus pour y arriver est celui suivi par les pays européens.

❖ Théorie de Lewis ⁶¹

Cette théorie propose une vision dualiste du développement. Cette vision part du constat que les économies sous développées sont des économies duales. Il y a juxtaposition d'un secteur traditionnel et d'un secteur moderne. Ces deux secteurs fonctionnent sur deux modes totalement différents. Dans le secteur traditionnel les besoins sont sociaux, dans le secteur moderne les besoins sont économiques. Dans le secteur traditionnel l'argent n'est pas une fin en soi. Dans le secteur moderne l'accumulation de biens et de marchandises est une fin en soi.

D'après cette théorie le secteur capitaliste moderne va absorber le secteur traditionnel par un transfert de main d'œuvre entre le secteur traditionnel et le secteur moderne. Cette théorie s'appuie sur l'évaluation historique de l'Europe.

L'histoire des pays sous développés a en effet montré un transfert du secteur traditionnel vers un nouveau secteur : le secteur informel. Ce n'était donc pas ce sur quoi comptait Lewis.

La grande erreur fut de penser que l'expérience historique singulière de l'Europe était modélisable.

❖ Théorie du développement par l'ouverture

C'est une théorie néoclassique inspirée par Ricardo. Cette théorie se repose sur le principe des avantages comparatifs. Il faut se spécialiser dans le domaine où on est le plus compétitif. Le commerce international devient le facteur de croissance.

⁶¹ Ope cit, page 23.

-Théories économiques. Théories du développement : disponible sur :
http://cerdom.over-blog.com/pages/theories_economiques_theories_du_developpement-1563499.html

Les pays sous développés doivent mettre en valeur leurs avantages comparatifs pour s'insérer dans l'économie mondiale et ainsi se développer. Le libre échange est donc indispensable au développement du tiers monde.⁶²

Cette théorie a été mise en pratique par les institutions de Bretton Woods : le FMI, la Banque mondiale et le GATT (qui deviendra l'OMC en 1995).

Les avantages des pays sous développés sont l'exportation de matières premières et des produits agricoles de base. Ils ont aussi un avantage comparatif dans la production de bien manufacturés de masse (nécessitant beaucoup de main d'œuvre). Sur cette base il faut donc dessiner la carte de l'organisation internationale du travail. D'après cette organisation l'Afrique doit se spécialiser dans l'exportation de matières premières et l'Asie doit se spécialiser dans la production de bien manufacturés de masse.

Ce néo-riccardisme arrive sur le devant de la scène à partir du début des années 1980.

❖ Théories marxistes et dépendantistes⁶³

Dans ces théories, le sous-développement et le développement sont deux faces d'un même objet. Il n'y a donc pas de linéarité dans le développement.

Il s'agit là de mettre fin aux causes du sous-développement. La principale cause est le transfert du surplus économique des pays du sud vers les pays du nord. Ce transfert s'opère d'abord par la colonisation (pillage direct des ressources et de la main d'œuvre). Après les indépendances, ce transfert s'opère par le rapatriement des bénéfices des investisseurs vers le nord, mais aussi par le service de la dette. Deux autres canaux de ce transfert sont la détérioration des termes de l'échange et la fuite des capitaux (les élites locales qui placent leur argent dans les pays du nord).

Cette école est née en Amérique latine dans les années 1950. Raoul Prebisch devient le président de la CEPAL (Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine). Cette commission devient le laboratoire de la naissance des théories de l'indépendance.

D'après cette théorie le monde est divisé entre un centre et une périphérie. Les pays développés sont au centre et commandent l'ensemble des deux cercles. Les économies périphériques sont marquées par le dualisme et par une production peu diversifiée. Les économies du centre se caractérisent par des structures de production homogènes et par une production très diversifiée. Ces différences centre/périphérie s'expliquent par la division internationale du travail.

⁶² Ricardo, David, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London, John Murray.,
Lire en ligne : <http://www.econlib.org>.

⁶³ Projet FORMder, *Economie du développement rural, la formation multinationale et pluridisciplinaire en développement rural*, opé cit, page 25.

-Amady Aly Dieng, que reste –il de vivant dans le marxisme en matière de développement ,disponible sur le site : <http://www.codesria.org/IMG/pdf/dieng.pdf>.

- PNUD, *Théories et voies nationales de développement*, opé cit.

C'est parce que les économies du Sud sont hétérogènes et peu diversifiées que celles-ci sont extraverties en direction du centre. C'est donc la domination extérieure qui a produit le sous-développement.

Cette théorie a beaucoup marqué les années 1960 et 1970 (Samir Amin, C.Furtado, A.G.Frank, E.Arghiri) La périphérie a rempli deux grandes fonctions historiques : débouché essentiel pour les produits industriels du nord ces pays ont dégagés des taux de profit supérieurs pour les investissements.

Dans les années 1960 la périphérie dégage de meilleurs profits grâce / à cause de la dégradation des termes de l'échange.⁶⁴

Termes de l'échange: rapport entre prix des matières premières et le prix des biens manufacturés.

Ces termes de l'échange se sont détériorés en faveur des biens manufacturés. Ceux-ci peuvent se détériorer de manière très brutale.

Par exemple, la Cote d'Ivoire était le premier exportateur de cacao dans les années 1960. En 1982 il y a détérioration brutale du prix du cacao. Ceci a eu pour conséquence de rendre difficile le remboursement de la dette.

Il arrive aussi que les termes de l'échange s'apprécient momentanément. La modification des termes de l'échange est en dents de scie avec une tendance vers la détérioration.

Dans les années 1970 la grande revendication des pays du sud est l'arrêt de la détérioration des termes de l'échange.

La détérioration s'explique par la faible capacité de négociation des pays du sud. Les prix sont fixés par les places financières extérieures.

Du fait de la raréfaction des matières premières, on se demande si les termes de l'échange sont en train de s'apprécier.

Dans la théorie dépendantiste les pays du nord restent le modèle à atteindre mais le moyen est la rupture des rapports inégaux entre le sud et le nord.

Ce qui caractérise les années 1960-1970 c'est l'industrialisation. Elle est considérée comme la voie royale vers le développement (selon le modèle de l'Europe et des États-Unis). L'URSS porte cette conviction. Le surplus paysan a été prélevé dictatorialement en faveur l'industrialisation. En URSS ce n'est pas le secteur privé qui industrialise mais l'État planificateur.

En suivant le modèle de l'URSS la consommation est sacrifiée au profit de l'accumulation de capital permettant les investissements nécessaires à l'industrialisation.

Cette pluralité des théories permet d'expliquer la mise en œuvre des processus de développement. À la fin des années 1970 on se rend compte que la croissance économique n'implique pas le développement social.

⁶⁴ Amady Aly Dieng, ope cit .

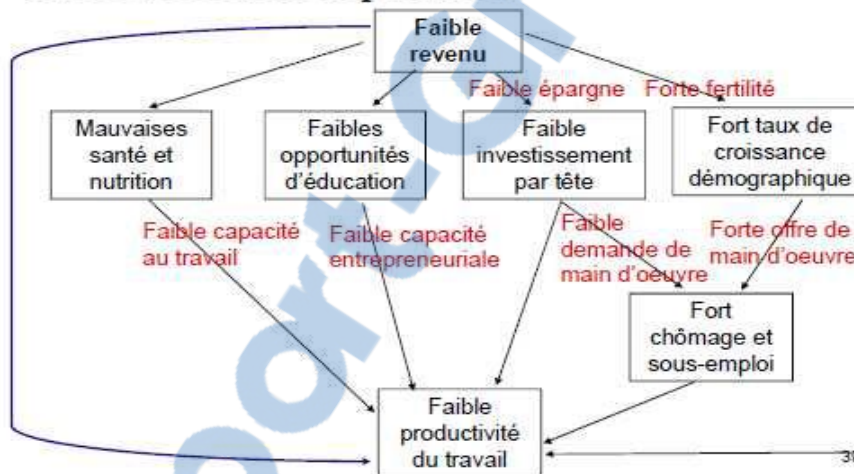
Les paysanneries des pays du sud ont été négligées au profit des industries qui étaient considérées comme la seule voie menant au développement (selon le modèle de développement de l'occident et de l'URSS).

Théorie du cercle vicieux de la pauvreté⁶⁵

Cette théorie voit dans la pauvreté la cause essentielle du sous développement. R. NURSKÉ* a bien exprimé cette idée en 1953 avec sa célèbre formule « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre ». Les pays sous-développés, en raison de la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus, sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables et capables de déclencher le processus de développement. Du côté de l'offre, la faible capacité d'épargne résulte du bas niveau de revenu réel qui lui-même reflète la faible productivité qui résulte, à son tour, du manque de capital, un manque de capital qui lui-même est le résultat de la faible capacité d'épargne ; ainsi, le cercle est fermé.

Figure 5-1 : L'analyse en termes de cercles vicieux de la pauvreté

Nurkse (1953) promoteur de l'analyse en termes de cercles vicieux de la pauvreté



Source : E. Cudeville & S. Poncet, Les théories du développement, (2011), <http://ces.univ-paris1.fr/membre/Cudeville/pdf/pdf%20L3/Les%20theories%20du%20developpement.pdf>.

- Les méthodes d'industrialisation

Dans toutes ces théories, l'industrialisation des pays sous développés est une étape obligée sur le chemin du développement.

⁶⁵ Théories économiques : Théories du développement, disponible sur le site : http://cerdom.over-blog.com/pages/theories_economiques_theories_du_developpement-1563499.html

* Ragnar Nurske est un économiste américain d'origine estonienne et considéré comme l'un des pionniers de l'économie du développement. Né 5 octobre 1907, il est décédé le 6 mai 1959.

❖ Industrialisation par substitution des importations⁶⁶

Cette stratégie, plutôt prônée par l'école dépendantiste, a été préconisée principalement par Gérard Destanne de Bernis, sur la base des analyses de François Perroux et de l'expérience des pays de l'Est.

D'après cette méthode il faut développer des industries (industrialisantes), c'est-à-dire des industries lourdes utilisant les matières premières existantes pour la fabrication de produits intermédiaires, puis des industries qui permettront à leur tour de produire des biens de plus en plus manufacturés.

Par exemple, la présence de minerai de fer et de charbon favorise l'implantation d'une aciérie, qui permettra de développer par la suite une industrie automobile, etc.

L'Algérie a suivi plus que d'autres pays cette stratégie, mais ce fut un échec, notamment en raison des limitations des capacités de la main d'œuvre locale et du montant élevé des investissements nécessaires.

❖ Industrialisation par le développement des industries d'exportation légère⁶⁷

Certains pays n'ont pas suivi ce modèle impulsé par la création d'industries lourdes. Ces pays ont développé des industries fabricant des produits de masse, nécessitant peu de capital et utilisant la main d'œuvre existante, abondante, peu qualifiée et peu payée, ce qui permet de produire à prix réduit à la fois pour la consommation locale et pour l'exportation.

Dans cette méthode l'industrialisation se fait en remontant la filière.

On commence par exemple par implanter une fabrique de t-shirt, puis une industrie de tissage, puis des filatures de coton, ...

Cette méthode est plutôt prônée par les écoles libérales. La République populaire de Chine, qui avait au début misé sur le développement des industries lourdes s'est tournée avec succès vers la promotion d'industries d'exportation légères. Mais d'autres pays se sont heurtés à la concurrence qui a limité leur capacité d'exportation.

- Le financement de la transition pays pauvre/pays riche⁶⁸

Dans les années 1960 le sous développement apparaît comme une conséquence de la faiblesse de l'épargne locale. Dans ces conditions, ou trouver de l'argent pour financer la transition vers le développement ?

⁶⁶ Siméon Maxime Bikoué, (2010), Industrialisation par substitution des importations en Afrique et compétitivité internationale : une revue économique et politique.

- Didier GIRARD, (2003), Industrialisation de la production d'applications, improuve revue économique.

⁶⁷ Luiz C. Bresser Pereira, Le sous-développement industrialisé, (. 1976), tome 17 n°68. L'Amérique latine après cinquante ans d'industrialisation (sous la direction de Pedro Calil Padis). pp. 891-930.

⁶⁸ Ben Fine, (2006), The new development economics , in Jomo KS and Ben Fine (eds), London and New York, Zed Books, pp. 1-20.

❖ L'aide extérieure

L'aide extérieure était une nécessité. Cependant cette aide devait s'arrêter après que les pays sous développés auraient atteint le développement.

L'aide au développement est arrivée très tôt, parfois même avant les indépendances (plan Constantine pour l'Algérie, caisse centrale de la France d'outre mer).

À la création de la CEE* en 1957 il y a la création du FEDOM (Fond Européen de Développement d'Outre Mer) qui deviendra plus tard le FED (Fonds Européen de Développement).

Dans cette période les théoriciens sont optimistes et pensent que le développement sera mené en 10 ou 15 ans.

Aujourd'hui l'aide extérieure s'est rendue indispensable et sa suppression n'est pas envisageable.

❖ Financement interne

On peut aussi trouver de l'argent en interne, comme dans les théories de Lewis (économie duale). Ceci peut se faire par la dégradation des termes de l'échange à l'intérieur même du pays.

L'état achète par exemple peu cher la production agricole aux paysans, et la revend plus cher sur les marchés internationaux. L'état prélève ainsi un bénéfice permettant de financer l'industrialisation.

Dans les théories marxistes d'accumulation primaire de capital, le prélèvement du surplus paysan est un point central (Preobrajenski).

Dans les théories capitalistes, le surplus est prélevé par le secteur privé. Dans les théories marxistes, le surplus est prélevé par l'état.

❖ Nationalisation des entreprises étrangères⁶⁹

Exemples :

- nationalisation du secteur minier au Zaïre dans les années 1970 ;
- nationalisation du pétrole algérien en 1975 ;
- nationalisation de Suez en 1956.

❖ Emprunt

Dans les années 1970, l'emprunt se généralise et les pays du Sud s'endettent.

* La CEE, Communauté économique européenne.

⁶⁹ Luiz C. Bresser Pereira, Le sous-développement industrialisé, op. cit.

2. Le développement par la lutte contre la pauvreté⁷⁰

Dans les années 1970, on se rend compte que les théories du rattrapage ont un impact très limité sur la réduction de la pauvreté. C'est l'échec de la théorie de la percolation de la croissance. Cette prise de conscience marque la naissance des théories de réduction de la pauvreté.

La question de la pauvreté commence à se poser en 1949. Cette année-là, la république populaire de Chine est proclamée. Cet événement est une conséquence directe de la pauvreté extrême dans laquelle se trouvaient les Chinois. Le bloc de l'ouest commence à avoir peur d'un effet domino entraînant sur la voie du communisme de nombreux pays pauvres, et décide donc de lutter contre la pauvreté (réforme agraire en Corée et à Taiwan par exemple, ou révolution verte en Inde et aux Philippines). Cependant produire est une chose, avoir l'argent pour pouvoir acheter la nourriture ainsi produite en est une autre. Ce volet de la consommation n'est pas traité à cette époque?

La question de la pauvreté en tant que telle arrive donc sur le devant de la scène dans les années 1970.

Beaucoup de théoriciens disent que les grandes famines en Ethiopie ne sont pas la conséquence de la seule sécheresse mais aussi une conséquence du facteur humain.

Pour pouvoir lutter contre la pauvreté il faut pouvoir la mesurer. Pour cela l'indicateur PNB /HAB n'est pas pertinent car il ne tient pas compte de la redistribution, de l'économie non marchande, des inégalités et de la satisfaction des besoins de base.

Cette remise en question de la pertinence du PNB s'inscrit dans une question plus générale : la croissance est elle le seul moyen d'accéder au développement. Les questions de développement s'affranchissent donc du secteur économique.

Théorie de la satisfaction des besoins essentiels :

On s'intéresse ici à assurer en priorité la satisfaction des besoins essentiels que sont : - la santé - l'éducation - l'alimentation - l'assainissement - l'accès à l'eau

La pauvreté doit se mesurer en prenant en compte les calculs de parité de pouvoir d'achat.

Dans les années 1990 le PNUD crée l'IDH (Indice de Développement Humain). L'IDH est un indicateur composite permettant d'avoir une mesure de la pauvreté en tenant compte des parités de pouvoir d'achat et des inégalités.

La satisfaction de ces basic needs répond à deux objectifs des pays du Nord : - La sécurité par la stabilisation des pays du Sud - La réduction de la pauvreté est rentable pour les pays du Nord

Dans les années 1970 commencent à naître les ONG. Ces organisations commencent à poser des questions aux états : - le développement ne peut pas être réduit à des problèmes de macro-

⁷⁰ Martin Upton , Rôle de l'élevage dans le développement économique et lutte contre la pauvreté, initiative pour les politiques d'élevage en faveur des pauvres ,disponible sur le site : http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp10.pdf

économie - l'état ne peut pas être le seul acteur du développement - les populations doivent être associées au développement - l'industrie n'est pas la voie royale du développement

3. Les ajustements structurels / ajustements par le commerce⁷¹

La question de la pauvreté connaît une véritable éclipse dans les années 1980 avec un retour en force du paradigme libéral jusqu'au début des années 1990.

Les années 1980 sont un tournant. À la suite des chocs pétroliers le monde entre en récession et tous les prix des matières premières s'effondrent (hors pétrole).

Les pays du Sud très endettés n'ont plus les moyens de payer l'emprunt.

Sous l'autorité du FMI, les pays du Sud procèdent à des ajustements structurels. Il s'agit là d'assainir les finances des états endettés pour les rendre solvable.

Un assainissement du train de vie des états était nécessaire, mais les politiques d'ajustement ont été conduites au détriment de la population et de la lutte contre la pauvreté.

On assiste au retour en force des théories monétaires : - priorité donnée aux exportations - marchandisation des produits non marchand

Le FMI va prêter aux pays endettés sous certaines conditions : - restaurer leur solvabilité - devenir des pays libre-échangiste - désétatiser les économies Cette décennie de l'ajustement fut pour beaucoup d'états une décennie de l'appauvrissement.

Ce retour en force de la libéralisation de l'économie mondiale est toujours d'actualité aujourd'hui. Nous sommes dans une société à socle néo-classique.

4. Théorie de la gouvernance⁷²

Cette théorie combine les approches de la science politique et de l'économie institutionnelle. Elle vise à démontrer que les États qui sont les plus aptes à favoriser le développement sont ceux qui exercent les fonctions régaliennes universelles et les seules politiques publiques que d'autres acteurs que l'État ne serait pas en mesure d'élaborer à sa place avec la même efficacité. Ce sont également des États suffisamment désengagés de la société civile et du marché pour laisser les mécanismes d'autorégulation de ceux-ci produire tous leurs effets.

5. Les théories du développement durable⁷³

À partir des années 1970 il devient de plus en plus évident que quelque chose cloche dans les modèles de développement ne prenant pas en compte l'environnement.

⁷¹ LOUIS FAVREAU, Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui, ope cit, page 08.

⁻⁷¹ Projet FORMder, Economie du développement rural, la formation multinationale et pluridisciplinaire en développement rural, ope cit, page 28-30.

⁷² Théories économiques : Théories du développement, ope cit.

⁷³ Gisèle Belem, (2010), Du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux, Les Cahiers de la CRSDD, École des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal, Case postale 8888, Succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8 Canada, page 30.

L'ONU réuni à Stockholm le premier forum sur l'environnement. On commence à parler d'écodéveloppement (Ignacy Sachs). Le but de l'écodéveloppement est de concilier l'économie, le social et l'écologie. Dans ce cadre la croissance doit être un outil pour atteindre la justice sociale et respecter les équilibres environnementaux.

Dans les années 1980 la menace se concrétise à travers plusieurs incidents technologiques comme les catastrophes de Tchernobyl et Bophl. Publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies (WCED en anglais), le Rapport Brundtland (ayant pour titre Notre Avenir à Tous) a été nommé ainsi du nom de la présidente de la commission, la Norvégienne Gro Harlem Brundtland. Ce rapport définit la politique nécessaire pour parvenir à un « sustainable développement ». Le rapport définit le concept ainsi : « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.» Depuis cette date, l'expression sustainable développement habituellement traduite en français par « développement durable » s'est répandue dans le monde entier.

Le 5 mai 1992 la convention de bale rentre en vigueur. Celle-ci a pour but de réglementer et de limiter la circulation des déchets toxiques dans le monde (et entre le Nord et le Sud).

En 1992 le sommet de la terre de Rio lance l'agenda 21 et met un place la convention sur le climat ainsi que la convention sur la biodiversité.

En 1997 a lieu de sommet de Kyoto.

Le développement durable peut être défini par le fait d'atteindre le bien être de l'humanité sans compromettre celui des générations futures. C'est donc un concept de solidarité

Inter-générationnelle et trans-générationnelle.

D'après les théoriciens du développement durable, il devient urgent de renverser les équilibres prévalent depuis la révolution industrielle. Les vieux pays du Nord doivent ralentir leur croissance (avoir un comportement plus sobre). Le Sud peu garder une forte croissance mais doit en changer le contenu. Il faut une croissance "verte" mais aussi déconnecter le développement de sa logique marchande et le rapprocher des besoins.

6. Les théories du post-développement⁷⁴

Depuis que le paradigme sur le développement fut introduit, il s'est accompagné d'une réflexion sur le concept de développement.

⁷⁴les stratégies du développement, (2002), article économique disponible sur le site :<http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-2002-1-page-89.htm> .

Les théoriciens du développement étaient persuadés que le progrès allait conduire au bien être et au bonheur de l'humanité. Le progrès humain serait sans limite. Le projet libéral impose la recherche de l'individualisme. C'est un projet unilatéraliste. Il s'agit de consommer toujours plus pour satisfaire le bonheur individuel.

Cette idée est considérée comme folle par les théoriciens du post-développement et de la décroissance. D'après eux, le développement est un mythe du "tous gagnant". Ils dénoncent aussi le mythe de la croissance infinie.

Le développement serait la poursuite de l'impérialisme occidental, transfiguré en civilisation universelle et la possibilité d'exploiter sous d'autres formes les pays de la "périphérie".

Alors que la croissance est un phénomène irrégulier, qui peut connaître des récessions sur le court terme, le développement est un mouvement qui s'inscrit sur le très long terme (plusieurs décennies, voire plusieurs siècles). Il produit de multiples effets :

- **Effets démographiques** : allongement de l'espérance de vie, baisse de la mortalité infantile puis diminution du taux de natalité (phénomène de transition démographique).
- **Effets sociaux-culturels** : développement de la scolarité, allongement de la durée des études et du niveau de formation de la population active, évolution des rôles liés au genre.
- **Effets économiques** : augmentation de la productivité des facteurs, amélioration des conditions de vie (baisse de la malnutrition), développement de la variété de la consommation et de l'épargne, et développement des infrastructures publiques (écoles, hôpitaux, communication). Alors que la croissance économique produit l'augmentation de la richesse collective, le développement permet l'augmentation générale du bien être individuel et accompagne l'extension des libertés humaines (A. Sen).

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, on a essentiellement présenté les théories qu'illustrent les modèles de la croissance et le développement économique. Nous venons de voir au travers de ces deux principaux concepts, que la prise en compte de l'intérêt général et du bien-être social est très récente dans la pensée économique.

Les premiers théoriciens du développement pensaient, un peu facilement, que le processus de développement peut s'appliquer à tous les pays et à toutes les périodes et que la croissance économique allait de paire avec le développement général de la société.

Il est certain que la croissance économique constitue l'incontournable voie pour répondre aux besoins essentiels ; le développement nécessite de toute évidence la croissance économique là où ces besoins ne sont pas satisfaits. Développement et croissance économique sont compatibles, à condition que le contenu de celle-ci respecte les principes que sont la durabilité et la non - exploitation des ressources non renouvelables ainsi que le respect d'autrui. Mais, à elle seule, la croissance ne saurait suffire.

Pendant longtemps, les économistes ont pu croire que la croissance était une condition suffisante du développement. L'existence de contre exemples a conduit à penser que la croissance est une condition nécessaire mais pas toujours suffisante au développement. En réalité, même cette dernière idée est contre dite par le RDH 2010 : de nombreux pays ont progressé en développement humain sans connaître de croissance du revenu. Il n'est donc pas vrai que la croissance soit une condition nécessaire du développement. Par contre on peut affirmer que la croissance est favorable au développement à certaines conditions : politiques sociales adaptées, réduction des inégalités et de la pauvreté....

Il semblerait à priori difficile de parvenir au développement sans croissance, en revanche la croissance ne génère pas systématiquement le développement. Par conséquent, la croissance n'est pas une condition suffisante pour assurer le développement.

Croissance et développement sont deux notions distinctes mais intimement liées. Sans croissance le développement semble impossible mais cette condition ne suffit pas car la croissance n'a pas que des effets positifs (inégalités, développement peu durable) et d'autres facteurs comme volonté de l'Etat et rôle de la culture... permettent le développement.

Introduction du chapitre**Section I : la mondialisation et les firmes multiples nationales**

Introduction

- I. La mondialisation
 1. Quelques notions liminaires
 2. Les défis et les facteurs dynamiques de la mondialisation
 3. les effets supposés positifs et Les différents aspects de la mondialisation

- II. Les firmes multiples nationales
 1. Quelques notions liminaires
 2. Les stratégies des firmes multiples nationales
 3. Les objectifs et les effets des firmes multiples nationales

Conclusion

Section II : l'ouverture et les investissements directs étrangers

Introduction

- I. La politique d'ouverture
 1. La politique économique
 2. Principaux indicateurs et déterminants de la politique d'ouverture

- II. Les investissements directs étrangers
 1. Quelques notions liminaires
 2. Les principales théories explicatives des I.D.E
 3. Les stratégies des Investissements Directs Etrangers

Conclusion

Conclusion du chapitre

Introduction du chapitre

De nombreux arguments ont été développés dans les différentes analyses pour expliquer l'ouverture économique et le phénomène de l'investissement direct à l'étranger. La diversité des situations rencontrées donne naissance à une variété d'explications du phénomène étudié. De plus, les situations rencontrées ont plutôt tendance à évoluer dans le temps en modifiant ainsi les différents facteurs explicatifs.

Une économie ouverte est une économie autorisant librement le commerce international avec les autres pays. Cette dernière qui caractérise notre environnement contemporain n'est pas une réalité donnée mais un processus qui évolue et apporte des changements. L'ouverture économique désigne une vague de libéralisation des échanges, des investissements et des flux de capitaux ainsi que l'importance croissante de tous ces flux et de la concurrence internationale dans l'économie mondiale. La dynamique provoquée par les échanges économiques entre les acteurs locaux et nationaux a dépassé les frontières des États en créant au fur et mesure l'espace mondial d'interdépendance des pays. Ainsi, les liens créés entre les nations par la mondialisation notamment les firmes multinationales qui sont le résultat tangible d'une longue évolution des investissements directs à l'étranger, tout ça permet aux firmes d'organiser (par le biais de la multinationalisation) leurs activités à l'échelle internationale et pose de ce fait le problème de la localisation. La notion d'attractivité implique la prise en compte de la spécificité de la firme multinationale qui localise ces activités, non pas comme une firme nouvelle mais avec une dépendance vis-à-vis de la maison mère et une interdépendance avec les autres filiales, en dehors des frontières nationales.

Parmi les éléments pris en compte dans les analyses, et pour atteindre notre objectif, à savoir présenter les paradigmes actuels de la mondialisation ainsi que les firmes multinationales, comme on peut citer les principaux indicateurs et déterminants de la politique d'ouverture, qui apparaissent comme des facteurs clés de l'ouverture. Les développements théoriques récents, l'approche éclectique... en l'occurrence, fournissent un cadre d'analyse cohérent et relativement complet pour expliquer le phénomène de l'investissement direct à l'étranger.

Ce deuxième chapitre est divisé en deux sections. La première section traite le phénomène de la mondialisation et les différentes stratégies des firmes multinationales comme l'acteur principal dans la localisation de l'IDE. Cette dernière traite plus précisément des choix stratégiques que fait la firme dans un contexte d'internationalisation. La seconde section est consacrée à l'étude de la politique d'ouverture, comme on va présenter les théories contemporaines et traditionnelles des investissements directs étrangers.

Section I : la mondialisation et les firmes multiples nationales

Introduction

La Mondialisation est un phénomène dont nous avons, à tort, l'impression qu'il se déroule ailleurs que chez nous ou que nous associons essentiellement à la négociation de traités dits de libre-échange. Mais c'est un phénomène qui a une influence sur notre vie quotidienne (uniformisation des modes de vie, influence de cultures dominantes etc.)

La mondialisation a suscité l'un des débats les plus tendus de la dernière décennie, a fait l'objet d'une quantité innombrable de livres et a été la cause de manifestations importantes en Europe et en Amérique du Nord. Ses détracteurs soutiennent que ce processus a exploité la population des pays en développement, a fortement perturbé leur existence sans s'avérer très bénéfique en retour. Ses défenseurs soulignent la diminution importante de la pauvreté dans les pays qui se sont intégrés à l'économie mondiale comme la Chine, le Vietnam, l'Inde et l'Ouganda. Ce qui est surprenant pour un terme aussi usité que la mondialisation, c'est qu'il ne semble pas exister de définition précise et largement acceptée. En effet, le nombre de définitions qu'on lui confère ne cesse d'augmenter avec le temps avec des connotations culturelles, politiques et autres en plus de sa référence à l'économie.

Cependant, le sens commun ou principal de la mondialisation économique renvoie au constat suivant : au cours des dernières années, une part de plus en plus importante de l'activité économique mondiale semble ouverte aux habitants de pays différents (plutôt qu'à ceux d'un même pays). Cette croissance des activités économiques transfrontalières prend diverses formes.

Ainsi, loin de réduire les incitations à commercer, les firmes multinationales permettent de pousser plus loin la mondialisation. L'intensification des échanges internationaux dans le cadre de la globalisation et les règles du marché libre a accentué la concurrence entre les entreprises des pays développés afin d'acquiescer de nouveaux marchés. Agrandir leur part des ventes dans le marché international pour un seul but qui est la maximisation du profit. Dans cette logique dès le début des années 1960, les firmes sont menées à s'internationaliser et crient ce qu'on appelle aujourd'hui les firmes multinationales.

I. La mondialisation

Le concept de mondialisation a été au centre des débats des instances académiques et politiques tout au long de cette dernière décennie, bien que faisant l'objet d'interprétations diverses.

1. Quelques notions liminaires

• Définition

Le terme s'enrichit au cours du temps au point de s'identifier, d'après **Robert Boyer***, à une nouvelle phase de l'économie mondiale. Plusieurs définitions peuvent être distinguées. En 1983, **Théodore Levitt*** désigne sous ce terme « la convergence des marchés qui s'opère dans le monde entier »¹. Terme qui s'applique surtout à la gestion des multinationales et

* Robert Boyer est un économiste français né le 25 mars 1943, (72ans), ancien élève de l'École polytechnique, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, ses livres Les modèles productifs...

* Theodore Levitt est un économiste américain et professeur de marketing à la Harvard Business School né le 1er mars 1925 à Vollmerz en Hesse en Allemagne et décédé le 28 juin 2006 à Belmont dans le Massachusetts, décédé le 28 juin 2006, ses livres L'imagination au service du marketing, Réflexions sur le management

¹ Cette définition est issue du Dictionnaire économique de l'Académie française 9e édition.

concerne exclusivement les échanges internationaux. Globalisation et technologie semblent façonner avec constance et résolution les relations internationales. Tout se passe comme si le « monde entier »² constituait une entité unique vendant la même chose, de la même manière à des coûts relativement bas. La firme multinationale doit s'adapter aux différences nationales, mais seulement à regret, dans la mesure où elle n'est pas parvenue à circonvier ou à recomposer les demandes spécifiques qui s'adressent à elles.

En 1990, Kenichi Omae applique la notion à l'ensemble de la chaîne de création de valeur (R&D, ingénierie, production, marchandisation, services et finance).³ La marche à la globalisation se fait par étapes : « Après avoir développé ses exportations à partir de sa base nationale, l'entreprise établit à l'étranger des services de vente, puis produit localement, puis ultérieurement accorde une maîtrise complète à la filiale créée sur place. » Le processus est alors à son terme : l'intégration globale où les firmes d'un même groupe conduisent leur R&D, financent leurs investissements et recrutent leur personnel à l'échelle mondiale. Pour la grande firme multinationale, la globalisation pointe une forme de gestion totalement intégrée à l'échelle mondiale.

• **Le contexte actuel de la mondialisation**

L'organisation mondiale du commerce: GATT * actuellement OMC est le résultat des négociations multilatérales, mené par les pays industrialisés juste après la deuxième guerre mondiale. Il envisage la réduction progressive des droits de douanes afin de les supprimer, rapidement il devient un code de référence pour le libre-échange depuis la signature de cet accord par 22 pays au mois de janvier 1947.⁴

Après des longues négociations entre les pays fondateurs du GATT, ce qu'on a appelé les « rounds », « l'objectif de ces rounds est de décider de mesures concrètes en vue de développer le commerce international. de 1947 à 1993, se sont succédés huit rounds qui ont permis de diminuer sensiblement les barrières tarifaires (...) Le GATT impose aux pays membres les comportements suivants : -le respect de la clause de la nation la plus favorisée : chaque pays s'engage à accorder aux autres pays signataires de l'accord les avantages commerciaux qu'il concéderait à l'un d'entre eux. Toute politique discriminatoire est donc condamnée - interdiction de proposer des subventions à l'exportation et d'ériger des barrières douanières discriminatoires.- interdiction de la pratique du dumping consistant à vendre à un prix inférieur au coût de production ». Ces rounds ont donné naissance à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) *, qui va prendre en charge l'organisation des négociations que se soit entre les pays membres du GATT, ou entre les pays candidats à l'adhésion.

Depuis une quinzaine d'années, l'économie mondiale s'est fortement intégrée. Cela est dû à deux principaux facteurs qui sont l'expansion de la philosophie économique libérale, ainsi que l'essor des technologies de l'information. La chute du mur de Berlin en 1989 fut le dernier clou posé sur le cercueil de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS),

² Ope cit.

³ Carlos MILANI, LES DIFFERENTES DIMENSIONS DE LA GLOBALISATION ET L'ESSAI D'UNE REGULATION PAR LE MARCHE, Cahiers du Brésil Contemporain, 2000, n° 41/42, p. 97-135

* « General Agreement on Tariffs and Trade » est signé à Genève en 1947 par 22 pays industrialisés et pays en voie de développement.

⁴ ABADLI Riad, Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance, thèse de doctorat, directeur de thèse, Habib IDRISSE BOUSSOUF, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, 2011, page 16.

* OMC, L'Organisation Mondiale du Commerce, signée à Marrakech en avril 1994 et qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1995.

qui implosa officiellement en 1991. Les États-Unis sont donc sortis grands vainqueurs de la guerre froide et la présence du système capitaliste dans le monde a grandement augmenté à cette époque. Cette période de relative stabilité politique, sous la tutelle des américains, a permis l'accélération de la libéralisation économique au niveau international. De nombreux accords de libre-échange ont été signés dans cette période, dont l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALÉNA) en 1989.⁵ C'est à ce moment que le phénomène de déréglementation a pu se propager à l'échelle mondiale sans trop de contraintes politiques. L'Organisation Mondiale du commerce (OMC) définit ainsi la mondialisation : La mondialisation consiste en l'interdépendance croissante des économies du monde causée par la chute des barrières tarifaires, la libéralisation financière et la déréglementation qui permettent de lever la plupart des entraves à la libre circulation des marchandises et des capitaux entre pays.

L'évolution rapide des technologies de l'information, catalysée par Internet, a fait en sorte de faciliter la communication et l'échange d'information au niveau mondial. Conjuguée à la libéralisation du système économique mondial, cette révolution dans le domaine des communications a permis aux corporations d'étendre leurs opérations dans plusieurs pays et ainsi élargir leur réseau de distribution, bénéficier d'importantes économies d'échelle et pouvoir utiliser la main-d'œuvre bon marché des pays de l'Est et du Sud. Combinées à la réduction massive des barrières tarifaires, ces avancées technologiques ont fait en sorte que la proportion des biens et services exportés/importés au-delà des frontières nationales a augmentée considérablement dans les deux dernières décennies.

La mondialisation qui caractérise notre environnement contemporain n'est pas une réalité donnée mais un processus qui évolue et apporte des changements. La dynamique provoquée par les échanges économiques entre les acteurs locaux et nationaux a dépassé les frontières des Etats en créant au fur et mesure l'espace mondial d'interdépendance des pays. Ainsi, les liens créés entre les nations par la mondialisation sont le résultat tangible d'une longue évolution.

- **L'économie globale en tant que stade ultime du processus de l'extension du capitalisme**

Selon Alexandre Zinoviev⁶, à l'origine du processus de la formation d'une économie mondiale qui casse les frontières des Etats-nations et influence de manière décisive leur économie, se trouve l'Occident pour qui la mondialisation économique est une nécessité vitale. Ce constat reflète la nature extensionnelle de l'économie de marché. Cette dernière a évolué d'une manière importante dans les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis. Ce groupe de pays appelé l'Occident est considéré depuis longtemps comme le berceau du capitalisme.

Ainsi, l'initiative des pays occidentaux pour la mondialisation devient compréhensible si cette dernière est analysée comme le résultat de l'évolution naturelle de l'économie de marché ou comme « la mondialisation du capitalisme », comme la définit Philippe Hugon. Dans cette optique, la mondialisation représente une étape logique dans l'évolution historique du capitalisme.⁷

En utilisant la méthode des stades de développement, Bucher et Schmoller au début du 20^{ème} siècle et des économistes contemporains Reich et Michalet interprètent l'histoire économique des pays capitalistes comme le changement de la taille des marchés en intégrant la mondialisation dans cette logique évolutionniste.⁸

⁵.Rapport PNUD 2000, Banque Mondiale.

⁶ Zinoviev Alexandre, L'Occidentisme. Essai sur le triomphe d'une idéologie, traduction française, Plon, 1995, p. 279.

⁷ Hugon Philippe, Economie politique et mondialisation, Paris : Economica, 1997, p.6

⁸ Michalet Charles-Albert, Mondialisation, la grande rupture, Paris : La Découverte, 2007

Ainsi, l'évolution de l'économie est passée par sept étapes de plus en plus complexes ⁹:

- 1) économie domestique ou familiale,
- 2) économie urbaine,
- 3) économie nationale,
- 4) économie régionale,
- 5) économie internationale,
- 6) économie multinationale et enfin,
- 7) économie globale.

De ce fait, avec l'évolution, l'espace géographique d'échanges s'élargit progressivement. Bucher et Schmoller n'ont distingué que les premières étapes en s'arrêtant à l'étape de l'économie nationale qui était en pleine extension dans le contexte du XIXe siècle.

Schmoller suppose l'existence d'une étape de l'économie mondiale mais ne la développe pas. En revanche, Reich et Michalet continuent cette classification. Les éléments spécifiques d'une étape précédente ne disparaissent pas mais la nouvelle étape apporte les catégories plus complexes qui se rajoutent aux précédentes et deviennent prédominantes.

L'économie domestique est autosuffisante et elle ne travaille pas pour le marché, mais seulement pour ses besoins propres. Le système institutionnalisé des échanges sur le marché n'existe pas dans cette société mais seulement certains éléments du commerce peuvent exister. L'économie urbaine est caractérisée par l'échange du producteur au consommateur et elle est basée sur les institutions qui se développent telles que le marché local, le gouvernement des villes, les règles définissant les frontières économiques où l'échange se produit librement. Au stade de l'économie nationale les biens sont produits pour le marché national et les institutions d'Etat permettent leur circulation. Le marché intérieur est caractérisé par la liberté de circulation pour les marchandises et les services et par la liberté d'établissement ; les économies individuelles sont reliées par la division nationale du travail et par les moyens de transport.

L'économie internationale est caractérisée par Michalet comme une étape initiale de la mondialisation suivie par les étapes multinationale et globale. Pendant la période de l'économie internationale, les échanges entre les nations sont en pleine expansion et sont basés sur la spécialisation intersectorielle.¹⁰

La mondialisation est donc le processus de changement d'échelle dans des domaines différents. Comme souligne J-F. Bayart, « la mondialisation d'aujourd'hui et la formation des Etats-nations d'hier consistent en des expériences historiques de changement d'échelle des sociétés, sans qu'elles donnent pour autant lieu à la complète unification des ces dernières ».¹¹

Ce processus a créé un environnement mondial dans lequel « un pays isolé ne peut pas répondre à toutes les questions de dimension globale »¹² et dans lequel les pays ont atteint un niveau très important d'interdépendance.¹²

⁹ Rapport PNUD 2000, Banque Mondiale, ope cit .

¹⁰ Michalet Charles-Albert, Mondialisation, la grande rupture, ope cit.

¹¹ Bayart Jean-François, Le gouvernement du monde, Paris : Fayard, 2004, p.13

¹².Rapport PNUD 2000, Banque Mondiale.

2. Les défis et les facteurs dynamiques de la mondialisation

• les principaux défis de la mondialisation¹³

La controverse fleurit sur les conséquences actuelles et potentielles de la mondialisation. Bien des dilemmes sont identifiables et, dans de nombreux cas, les réponses sont floues. De nombreux secteurs, mais aussi des individus concernés par l'impact négatif de cette évolution - militants, érudits, économistes, chercheurs et sociologues - ont identifié les problèmes suivants, comme autant de défis à relever:

1. La réduction de la souveraineté de l'Etat: Tandis que les gouvernements maîtrisent de moins en moins les décisions clés qui peuvent toucher leur économie et par conséquent le bien-être de leurs populations, les compagnies multinationales les plus puissantes, les structures intergouvernementales et les institutions financières privées ont une influence croissante et tendent à prendre la place des gouvernements. Voilà ce qui explique la forte réduction de souveraineté des Etats; leur rôle traditionnel est redéfini.
2. « Economiquement ciblé »: Les considérations économiques prennent le pas sur les considérations politiques et sociales. Alors que les entreprises privées et les organisations intergouvernementales - internationales ou régionales - s'imposent dans la gestion des affaires, se dessine le risque que prévalent les considérations économiques et financières sur les questions fondamentales d'ordre social, sanitaire ou environnemental.
3. Le manque de transparence et de responsabilité: Les gouvernements, les institutions publiques et les autorités bancaires nationales qui ont traditionnellement pour mission de décider de l'avenir de leurs pays et de leurs peuples, ont vu s'éroder cette responsabilité. Si leurs actions et décisions sont généralement contrôlées, puisqu'ils sont démocratiquement responsables, il n'en va pas de même pour les entreprises multinationales ou les institutions internationales et régionales. S'agissant de violations des droits de l'homme, par exemple, il est presque impossible d'engager leur responsabilité et de contrôler leurs initiatives. En outre, dans beaucoup de ces instances, le manque de transparence des mécanismes de prises de décision est remis en question. Ainsi, il arrive qu'à l'OMC les décisions se prennent à huis-clos après des processus complexes de négociations informelles ou formelles.
4. « Toujours moins »: Avec la libéralisation des échanges, les multinationales tendent à délocaliser leurs activités dans les pays leur offrant de meilleurs avantages comparatifs. D'un point de vue pratique, cela signifie des salaires plus bas pour les travailleurs, un droit du travail moins strict, des conditions de travail plus flexibles, un droit environnemental inexistant ou non-appliqué, des impôts réduits et des charges sociales allégées, mais aussi l'absence d'assurance chômage, de sécurité sociale, etc. Dans ces circonstances, il est facile de conclure que les droits de l'homme sont les premières victimes de ces pratiques, notamment - mais pas seulement - les droits économiques et sociaux des travailleurs dans les pays d'accueil qui sont confrontés à de difficiles conditions sociales et économiques et ont besoin des investissements étrangers pour réactiver leurs économies déjà fragilisées.
5. L'homogénéisation: Certains soutiennent qu'une société unique et intégrée, fondée sur des modes de vie sociaux et culturels standardisés, nous conditionnerait à manger les mêmes mets, écouter les mêmes musiques et regarder les mêmes films, où que nous vivions et quelle que soit notre nationalité. Cette situation nierait la spécificité de chaque pays et violerait nos droits à jouir de nos propres cultures. Dans ce contexte,

¹³ Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes - Conseil de l'Europe, disponible sur le site : http://eycb.coe.int/compass/fr/chapter_5/5_8.html
- International Forum on La mondialisation, www.ifg.org

les boycotts de consommateurs ont parfois réussi à corriger des pratiques commerciales contraires au droit et à l'éthique. En outre, certaines compagnies et organisations s'efforcent de développer des stratégies commerciales permettant de dépasser les problèmes de la mondialisation.*¹⁴

- **Facteurs dynamique de la mondialisation**

L'histoire de la mondialisation relevé l'existence des facteurs contribué à déclencher le processus de mondialisation et à l'entretenir. Le phénomène de mondialisation est par définition voué à l'expansion vers toujours plus de ressources, toujours plus partagées, vers des interactions ente plusieurs acteurs économiques plus importantes et plus lourdes de conséquences. La mondialisation fait référence à un processus qui se caractérise par Quelques points particuliers peuvent illustrer cette tendance résolument à la croissance : ¹⁵

1. l'expansion des télécommunications et des technologies de l'information;
2. la réduction des barrières nationales au commerce et à l'investissement;
3. L'accroissement des flux de capitaux et l'interdépendance des marchés financiers.

De fait, la mondialisation promeut une mobilité accrue des personnes (jamais le trafic aérien n'a été si important) - même les migrations font l'objet d'un contrôle renforcé -, les fusions mondiales entre compagnies deviennent monnaie courante, et l'on peut s'entretenir via les ordinateurs avec les habitants d'à peu près tous les pays du monde. Enfin, les récents krachs financiers en Asie et en Amérique latine ont mis en évidence une interdépendance financière et économique croissante au niveau mondial. ¹⁶

3. les effets supposés positifs et les différents aspects de la mondialisation

- **quelques uns des effets positifs :**

Une redéfinition de la citoyenneté: Une nouvelle dimension de la citoyenneté émerge: la citoyenneté mondiale. E résolument à la croissance allie le concept traditionnel de citoyenneté à l'exercice des droits politiques et juridiques ou à des obligations comme le vote. En effet, être un citoyen mondial aujourd'hui exige d'être davantage critique des produits consommés et des conditions de leur production, d'être plus conscient des questions mondiales comme la pauvreté, qui accable le monde, les problèmes environnementaux ou la violence. D'autre part, certains affirment que la mondialisation

* Plus spécifiquement, s'agissant de la libéralisation des échanges commerciaux, voici quelques-unes des principales institutions intergouvernementales internationales et régionales qui l'ont promue: l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le Forum économique mondial. Un cercle privé réunissant les 2000 compagnies les plus puissantes du monde. Elles se retrouvent chaque année à Davos en Suisse. Les associations régionales de commerce comme l'Union Européenne, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

¹⁴ International Forum on La mondialisation, www.ifg.org , ope cit.

¹⁵ Ecole nationale supérieure des mines, saint- Etienne, mondialisation, sur le site, www.ofce.science-po.fr/pdf/revue/10-87/pdf .

¹⁶ Serge Lepeltier, la mondialisation et l'environnement, Rapport d'information n° 233 (2003-2004, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, déposé le 3 mars 2004.

sociale et culturelle va à l'opposé de l'homogénéisation; au contraire, de nouvelles pratiques et identités résulteraient du processus d'interaction.

Une mobilité accrue et des communications accélérées : En dépit du fossé technologique qui à l'évidence se creuse entre les nantis et les démunis - un des aspects les plus négatifs de cette évolution -, l'une des conséquences positives de l'ouverture des frontières et du développement d'Internet et des autres technologies, c'est qu'il est devenu de plus en plus facile de voyager d'un pays à l'autre ou de communiquer avec les gens tout autour du monde. C'est l'occasion de partager et d'apprendre les uns des autres et d'autres cultures, en acquérant espérons-le davantage de tolérance et de respect.

L'ouverture graduelle des frontières: Elle devrait faciliter le développement et la mise en œuvre de systèmes juridiques transnationaux et régionaux pour la protection des droits de l'homme et la réparation de leurs violations. La Cour européenne des droits de l'homme est un exemple d'un système régional très efficace de protection des droits de l'homme.

- **Les différents aspects de la mondialisation** ¹⁷

- ✓ Le développement du commerce international

Le commerce international : de plus en plus de dépenses liées aux biens et aux services sont consacrées aux importations en provenance d'autres pays. Et une part croissante de la production des pays est vendue à l'étranger sous forme d'exportations. Dans les pays riches ou industrialisés, la part du commerce international dans la production totale (exportations et importations de biens par rapport au PIB) est passée de 32,3% à 37,9% entre 1990 et 2001. Pour les pays en développement (pays à faibles et moyens revenus), cette dernière est passée de 33,8 à 48,9% au cours de la même période.¹⁸

- ✓ L'accroissement de l'investissement Direct étranger (IDE)*

Au cours de la précédente décennie, les entreprises établies dans un pays ont intensifié les investissements visant à mettre en place et à gérer des activités dans d'autres. Les deux dernières décennies ayant vu une tendance vers une plus grande ouverture financière à travers le monde, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers ont plus que doublé par rapport au produit intérieur brut. Les échanges ont augmenté dans les années 90, passant de 324 milliards de dollars américains en 1995 à 1,5 billions de dollars américains en 2000. Toutefois, le taux d'investissement a varié considérablement ces derniers temps en fonction du contexte économique et politique dominant.

- ✓ L'augmentation du flux de capitaux

¹⁷ Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes - Conseil de l'Europe, page 188.
- Irina EGOROVA-LEGON, l'impact de l'ouverture économique sur les institutions internes, le cas de la Russie, thèse de doctorat, sous la direction de Guy BENSIMON, Université Joseph Fourier France, 2014, page 71.

- Indicateurs du développement mondial pour 2003, de la Banque mondiale.

¹⁸ Indicateurs du développement mondial pour 2003, de la Banque mondiale.

* On va mieux développé ce point en 2^{ème} section.

Au cours de la dernière décennie, dans bon nombre de pays (et en particulier dans les pays industrialisés), les épargnants ont diversifié leurs portefeuilles en y ajoutant des actifs financiers étrangers (obligations, titres, prêts), alors que les emprunteurs ont plus souvent préféré des sources de financement étrangères, en plus de celles de leurs pays. Alors que les flux de ce genre vers les pays en développement ont également fortement augmenté dans les années 90, ils se sont avérés bien plus volatiles que les flux commerciaux ou d'IDE et ont par ailleurs été concentrés dans moins de pays « émergents ».

II. Les firmes multiples nationales

1. Quelques notions liminaires

- Définition

Le commerce international est réalisé par des firmes. Mais celles-ci peuvent aussi s'implanter à l'étranger pour mieux contrôler leurs marchés ou leurs sources d'approvisionnement. En établissant une unité de production à l'étranger, la firme devient multinationale. **Une FMN est une firme qui possède au moins une unité de production à l'étranger.**¹⁹

Une entreprise peut avoir une représentation commerciale à l'étranger, mais elle ne sera vraiment multinationale que si elle fabrique tout ou partie de sa production à l'extérieur de son territoire national, souvent par le biais de filiales.

En principe, une filiale devrait appartenir à plus de 50% à la maison mère. Toutefois, les travaux statistiques sur les FMN considèrent en général que, lorsqu'une firme possède au moins **10%** du capital d'une entreprise étrangère, cette dernière peut être considérée comme une filiale de la première. C'est le seuil retenu par l'ONU. Dans le cas où plusieurs entreprises détiennent des participations dans une même filiale à l'étranger, la filiale est comptabilisée pour l'entreprise qui détient la plus forte participation. Le statut de FMN est en fait une question de degré : il n'y a pas deux situations extrêmes : être ou ne pas être FMN. Il existe un continuum le long duquel l'entreprise est de plus en plus multinationale.²⁰

(Michalet*, 1985) définit la FMN (firme multinationale) comme étant « une entreprise ou un groupe), le plus souvent de grande taille, qui, à partir d'une base nationale, a implanté à l'étranger plusieurs filiales dans plusieurs pays, avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle mondiale ». ²¹

L'objectif des sociétés transnationales à atteindre de l'investissement et de réaliser des profits économiques et financiers.

Les firmes multinationales communément nommées FMN sont des entreprises d'investissements directs ayant une envergure internationale. Elles occupent une place très importante dans les échanges internationaux, à tous les niveaux, aussi bien dans la production et l'exportation de produits primaires que de produits finis et de services. Elles étendent leurs ramifications dans

¹⁹ Berger Suzanne, Made in Monde, Le Seuil, 2006, page 35.

²⁰ Ope cite.

* Charles-Albert Michalet, né le 5 mars 1938 à Montpellier et mort le 21 novembre 2007, est un économiste français, membre et cofondateur du Cercle des économistes, ses livres, Qu'est-ce que la mondialisation ? : petit traité à l'usage de ceux et celles qui ne savent pas encore s'il faut être pour ou contre.....

²¹ Une approche pragmatique du développement des firmes multinationales, sur le site suivant,

<http://books.openedition.org/pupo/2729?lang=fr#ftn11>

-Fatima BOUALAM, Les Institutions et Attractivité des IDE, Colloque International, Ouverture et émergence en Méditerranée, 17 et 18 Octobre 2008 Rabat- Maroc. Université de Montpellier I Sciences Economiques, p 6.

plusieurs pays du monde et, pour cela, elles ont une politique bien précise de localisation stratégique.²²

- **Les modes d'implantation sur le territoire d'accueil :**

- 1) La création ex-nihilo d'une filiale de production possédée à 100% par la maison-mère. Cette situation est appelée en anglais Greenfield investment, c'est-à-dire une implantation sur terrain vierge. Forme majoritaire dans les années 1950 et 1960.
- 2) L'acquisition d'une firme locale déjà existante. Appelée en anglais Brownfield investment : c'est-à-dire investissement sur un ancien site industriel. Forme qui s'est développée à partir des années 1980 et considérée comme moins coûteuse que la précédente, plus rapide, et moins risquée. Souvent financé par l'échange d'actions.
- 3) La joint-venture : mise en commun de moyens humains, techniques et financiers dans le cadre d'une filiale commune. C'est souvent le cas en Chine où le recours à un partenaire local est indispensable. Elles sont nombreuses dans le secteur des hautes technologies en raison des coûts élevés de R&D. En 1999 a été créé Fujitsu-Siemens Computers dans les micro-ordinateurs et les serveurs, coentreprise détenue par les deux groupes. En 2001, Sony et Ericsson ont créé une coentreprise à 50/50 dans les téléphones portables.
- 4) Les licences : l'accord de licence accorde à une entreprise étrangère le droit de fabrication d'un produit (utilisation de la technologie et de la marque) en contrepartie d'un paiement (royalties) prenant la forme d'un % du chiffre d'affaires ou des bénéfices. Intérêt : permettre une présence sur un marché protégé ou trop petit pour justifier une filiale locale.
- 5) La sous-traitance : tirer parti de coûts locaux bas sans prendre soi-même le risque de l'investissement. Forme présente dans la confection (Lévy-Strauss), l'assemblage informatique (Taiwan est un sous-traitant de la Silicon Valley). Nike sous-traite 90% de sa production en Asie et se présente comme une firme spécialiste en concept, innovation et commercialisation.²³

La multinationalisation des entreprises est une facette de leur internationalisation, c'est-à-dire de l'élargissement de leur champ d'activité au-delà du territoire national. Elle s'effectue d'abord par des IDE (investissements directs à l'étranger), qui consistent en la création ou l'achat de sociétés à l'étranger qui deviennent des filiales de la firme ainsi multinationalisée, dès lors que leur capital est détenu majoritairement par la FMN. Il peut aussi s'agir de création d'une joint-venture, c'est-à-dire d'une filiale commune à deux entreprises de deux nationalités distinctes. Parfois l'IDE amène l'entreprise initiatrice à transférer son activité de production du pays d'origine vers un autre pays. On parle alors de délocalisation. Mais la multinationalisation se réalise aussi par la mise en place de « réseaux d'alliance » entre une ou plusieurs entreprises « centre névralgique » et un ensemble d'entreprises liées à celle(s)-ci par des contrats (sous-traitance, franchise, partenariat, coopération...).

²² Fatima BOUALAM, op. cit., p 8.

²³ Mustapha MAGHRITI, Déterminants des investissements extérieurs au Maroc: approche analytique et empirique sur le secteur industriel, Thèse de Doctorat en Economie Internationale, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Rabat-Agdal, 2007, p101.

- **Caractéristiques**

Les premières entreprises dont l'activité s'est mondialisée sont très anciennes (la Compagnie des Indes par exemple, créée par Colbert en 1664). Au XIXe siècle, l'exploitation de richesses des colonies contribue au développement d'activités de production.

C'est pourquoi la majorité des pays d'accueil des IDE sont des pays en développement. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale cependant, les FMN ne constituent pas, au niveau macroéconomique, un phénomène dominant; en effet, le montant des IDE reste faible et augmente peu. Depuis le début des années soixante, la multinationalisation s'est accélérée et s'est transformée. En effet, si les États-Unis dominent le processus, ils sont progressivement concurrencés par les pays européens et par le Japon. En outre, les nouveaux pays industrialisés émergent dans le club des pays investisseurs au début des années quatre-vingt-dix. Par ailleurs, les pays développés remplacent les pays du tiers monde comme principal pôle d'accueil des IDE. Enfin, si l'industrie a supplanté le primaire comme premier secteur attirant ces investissements, les IDE ont tendance, depuis le début des années quatre-vingt, à se redéployer vers le secteur tertiaire.²⁴

- **Les entreprises au plus gros chiffre d'affaires en 2013**

Tableau 1-2 : Les 10 plus grandes entreprises du monde, par chiffre d'affaires

Rang	Entreprise	Chiffre d'affaires 2013 (milliards \$)
1	Wal-Mart Stores	476,294
2	Royal Dutch Shell	459,599
3	Sinopec Group	457,201
4	China National Petroleum	432,008
5	Exxon Mobil	407,666
6	BP	396,217
7	State Grid	333,386
8	Volkswagen	261,539
9	Toyota Motor	256,455
10	Glencore	232,694

Source : <http://www.journaldunet.com/economie/pratiquecomptable -et fiscal /classement-entreprises.shtml>

Le pétrole reste une véritable manne pour les entreprises qui l'exploitent à en croire le palmarès Global 500 publié par le magazine Fortune. Excepté le distributeur américain **Wal-Mart**, les six **premières entreprises mondiales par leur chiffre** sont toutes des compagnies pétrolières, qui ont généré chacune en 2013 autour de 400 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

²⁴ Browaeyns Xavier. Introduction à l'étude des firmes multinationales, In, Annales de Géographie, 1974, t, 83, n°456. p145, Sur, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003 .

La première entreprise française, 11e du classement, n'est d'ailleurs autre que total. A noter la spectaculaire arrivée dans le top 10 de State Grid, l'entreprise publique chinoise de réseau électrique dont le chiffre d'affaires a bondi de 11,7% en 2013

2. Les stratégies des firmes multinationales :

La littérature traitant des Investissements directs étrangers (IDE) est abondante. Elle se rapporte essentiellement à trois problématiques : les déterminants des IDE (facteurs d'attractivité), aux modes d'entrée des Firmes multinationales (FMN) et leurs stratégies d'implantation, aux effets des IDE notamment en termes de création d'emplois et de transferts technologiques vers les entreprises locales et les économies d'accueil.²⁵

D'après les estimations de la CNUCED, il existe aujourd'hui dans le monde environ 65 000 entreprises multinationales qui comptent quelque 850 000 filiales étrangères dans divers pays. Une firme est dite multinationale lorsqu'elle réalise un investissement direct à l'étranger, c'est-à-dire une prise de participation significative dans le capital d'une entreprise étrangère, lui donnant un certain contrôle sur les décisions de la firme (les conventions internationales retiennent le seuil de 10 % du capital).²⁶

Pour une firme multinationale, son expansion sur des marchés étrangers peut prendre plusieurs formes : exportation directe à partir de sa base nationale, implantation d'une filiale de commercialisation, possession d'une unité de production (par création ou par rachat d'une entreprise locale), concession d'une licence de production à une firme étrangère ou bien formation d'une *joint-venture* avec une firme nationale du pays hôte. Le choix entre ces différentes alternatives est fonction de plusieurs variables relatives non seulement à la stratégie de la firme mais aussi aux caractéristiques du pays hôte (degré de maturité du produit, structure et organisation du marché étranger, barrières à l'échange, etc.). La décision d'implantation à l'étranger et la forme qu'elle prend répondent principalement à une logique microéconomique propre à chaque entreprise.²⁷

Dans ce cadre, un territoire peut se montrer attractif pour certaines activités et non pour d'autres. Cela explique l'existence de flux d'IDE. Par contre, le choix du mode et du pays d'implantation sera fonction de la combinaison des avantages de la firme et de la zone d'accueil (accès aux ressources naturelles, coût et qualification de la main d'œuvre, incitations fiscales, accès préférentiel à certains marchés étrangers, etc.).

L'expansion d'une FMN exige des choix stratégiques. Le premier, par lequel la firme devient internationale, est la décision d'investir à l'étranger. La décision est fondée sur une évaluation du risque encouru dans chaque PH potentiel, sur une analyse de son climat d'investissement et sur le choix de la localisation minimisant les coûts de l'IDE. Les FMN ont un impact sur l'économie des PH qui, conscientes de cela, définissent des politiques à leur égard. L'impact sur le commerce extérieur est généralement favorable mais, considéré aussi incontrôlable pour certains pays. Un effet sur la balance des paiements se traduit par l'entrée des capitaux étrangers dans les PH. Un transfert de technologie est assuré avec un impact direct sur les capacités de production et d'emploi.

²⁵ Foued Cheriet et Selma Tozanli , Essai de construction d'un score d'attractivité sectorielle des investissements directs étrangers. Cas du secteur agroalimentaire du Sud et de l'Est méditerranéens, Numéro 302 Novembre-décembre 2007 Économie rurale .p55.

²⁶ CNUCED. Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.2006.p23.

²⁷ Slim DRISS , l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie ,Région et Développement n° 25-2007.P141.

La rapide évolution de la structure des entreprises multinationales se reflète aussi à travers leurs activités dans le monde en développement, où l'investissement direct étranger croît rapidement. Dans les pays en développement, les entreprises multinationales ont diversifié leurs activités, autrefois limitées à la production primaire et aux industries extractives, et se sont lancées dans la fabrication et le montage, la mise en valeur du marché intérieur et les services.²⁸

L'essor de la place des FMN dans l'économie mondiale a deux conséquences. Tout d'abord, l'impact de la multinationalisation des firmes est une source de préoccupations pour les responsables politiques du monde entier et les travailleurs des pays développés. Par ailleurs, l'activité des FMN impose de revisiter les analyses de la mondialisation. En effet, les FMN sont naturellement des entreprises très actives sur les marchés mondiaux ; d'après les estimations de la CNUCED, elles sont impliquées dans près des deux tiers des relations commerciales internationales, si bien que les réflexions sur le développement du commerce mondial ne peuvent plus négliger aujourd'hui l'influence de ces acteurs du processus d'internationalisation des économies.²⁹

Les analyses théoriques de l'impact des multinationales sur le commerce extérieur des pays d'origine et d'accueil mettent en évidence deux types d'effets: des effets de **substitution** et des effets de **complémentarité**.³⁰

Les effets de substitution soulignent l'impact négatif que le flux d'IDE entre deux pays peut avoir, tant sur le commerce bilatéral entre le pays d'origine et le pays d'accueil, que sur les relations commerciales de ces deux économies avec le reste du monde. Inversement, les effets de complémentarité regroupent les impacts positifs que ce même flux d'IDE peut avoir sur les échanges entre le pays d'origine et le pays hôte, ainsi que sur les relations commerciales avec le reste du monde. La question consistant à savoir si les IDE se substituent ou non aux flux de commerce a une portée qui dépasse largement le débat académique. De l'équilibre entre les effets de complémentarité et de substitution va en effet dépendre un grand nombre de conséquences concrètes.

Par exemple, si les effets de substitution dominent, c'est le signe que la multinationalisation des firmes doit œuvrer à une certaine convergence internationale des tissus industriels et des niveaux de vie, ce qui serait profitable aux pays émergents, mais peut-être défavorable aux pays développés

Les approches théoriques récentes des investissements directs éclairent le débat sur la relation de complémentarité/substitution en présentant notamment les flux d'investissement à

²⁸ CHRISTOPHE VAN HUFFEL, Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du sud et de l'est de la méditerranée, Notes et documents. CRERI université de Toulon et de la var. P50.

- Lionel Fontagné et Farid Toubal, Investissement direct étranger et performances des entreprises, Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl, ©Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 - ISBN : 978-2-11-008154-4.p67.

- OCDE , les principes directeurs de L'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, © OCDE .2008.p76.

²⁹ Matthieu Crozet, Pamina Koenig, État des lieux du commerce international, Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international Mondialisation et commerce international, CREST & TEAM, Université Paris I CNRS Cahiers français n° 325, 2005, p38, sur le site suivant, http://www.ebanque-pdf.com/fr_les-firmes-multinationale-dans-le-commerce-intrenationale.html

³⁰ Lionel Fontagné et Michaël Pajot, Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs, un impact plus fort aux États-Unis qu'en France, économie et statistique. N° 326-327, 1999 - 6/7.p71, sur le site suivant, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ES326D.

l'étranger comme le résultat de décisions stratégiques des firmes cherchant à conquérir un marché étranger.³¹

Les modèles de concurrence imparfaite explicitent alors le comportement de chaque firme face à la possibilité d'exporter vers le marché étranger depuis son pays d'origine, ou bien, de manière alternative, de choisir de répliquer son site de production en réalisant un investissement direct dans le pays étranger afin de servir ce marché.

Les prédictions de ces modèles théoriques mettent l'accent sur plusieurs déterminants importants des investissements directs et de la stratégie d'exportation.

L'exportation est une stratégie qui permet d'économiser les coûts fixes d'implantation d'une filiale à l'étranger, mais qui implique d'avoir à supporter les coûts variables du transport et des droits de douane.

À l'inverse, la multinationalisation est une stratégie qui privilégie les coûts fixes. On montre que l'investissement est préféré à l'exportation lorsque le coût fixe d'implantation est faible, les économies d'échelles sont réduites, la taille du marché à investir est grande, le marché étranger est lointain (ou protégé par des barrières commerciales élevées), et lorsque les coûts de production à l'étranger sont relativement avantageux. Dans ce cadre simple de comparaison de deux stratégies d'internationalisation, l'exportation et l'investissement de réplification, il apparaît clairement que le flux d'investissement direct est là encore un substitut au flux de commerce international.

On le voit, la théorie économique peut aussi bien présenter l'IDE comme un substitut au commerce international que comme son complément. À l'évidence, les dernières décennies ont enregistré une croissance concomitante du commerce international et des flux d'IDE. Certaines imperfections de marché et surtout la possibilité de réaliser des investissements verticaux laissent entendre que ces deux évolutions sont effectivement liées⁴⁸. Cependant, les justifications théoriques plaidant en faveur de la substitution, qu'elles soient associées au modèle d'échange de facteurs ou à l'arbitrage fondamental entre exportation et investissement, sont particulièrement fortes et intuitives.

Le débat sur le rôle des multinationales dans le commerce international, bien délimité par la théorie, doit donc être tranché par l'analyse empirique.³²

- Les stratégies d'implantation des firmes transnationales³³

Dunning, dans ses études sur les FMN, distingue cinq (5) possibilités qu'exploitent les firmes pour choisir leurs lieux d'implantation. Dans le cadre de ses travaux, il considère cinq (5) types de firmes multinationales selon leur comportement productif :

- **Les « Ressources Seekers »** encore appelées « Chercheurs de Ressources ». Elles s'implantent dans une économie dans le but d'acquérir des ressources particulières, main d'œuvre par exemple, à moindre coût ou des ressources indisponibles dans son lieu de résidence.

- **Les « Market Seekers »** ou « Chercheurs de Grands Marchés ». Elles recherchent la rentabilité de l'approvisionnement sur le marché local. Généralement, elles tiennent compte de

³¹ KARAM WELD LHAJ , investissements directs étrangers dans le monde et au Maroc ,investir au Maroc.

Royaume du Maroc. Le premier ministre. Ministère des affaires économiques et générales .16 Octobre 2007.p9

³² Marouane ALAYA1, Dalila NICET-CHENAF et Eric ROUGIER : « À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens »Mondes en Développement Vol.37-2009/4-n°148,p99.

³³ Hadjila KRIFA-SCHNEIDER .Nicolas BAUDUIN , DYNAMIQUE ET DÉTERMINANTS DES IDE EN RUSSIE , EQUIPPE Université de Lille Université des Sciences et Technologies de Lille, Innovations 2007 , n° 26.p155,sur le site suivant, <https://ideas.repec.org/s/cai/inndbu.html>.

la taille du marché dans l'arbitrage entre exporter vers une économie à l'étranger ou s'y implanter.

- **Les « Efficiency Seekers »** encore appelées « Chercheurs d'Efficienc e » Elles recherchent l'efficacité de l'économie d'échelle et de la diversification des risques en s'implantant à l'étranger.

- **Les « Stratégie Asset ou capability Seekers »** ou « Chercheurs de Compétitivité ». Ce sont des firmes qui achètent des actions à l'étranger dans le but de promouvoir leurs objectifs de long terme. Elles sont motivées par le renforcement de leur compétitivité ou par la baisse de compétitivité de leurs concurrents.

- Le dernier type regroupe les firmes qui adoptent des stratégies d'investissement pour échapper à des restrictions afin de soutenir l'activité d'autres filiales ou tout simplement **des investissements passifs** dans le but d'accroître le capital.

- Les trois principales stratégies d'implantation à l'étranger sont :³⁴

1- La stratégie d'approvisionnement qui consiste en une intégration verticale amont par l'implantation de filiales dans les pays producteurs des matières premières nécessaires à ses activités principales.

2- La stratégie de marché qui est une intégration verticale aval dans laquelle les filiales relais produisent et vendent sur les marchés locaux.

3- La stratégie de rationalisation de la production qui s'effectue par le biais des filiales ateliers spécialisées dans la production d'un produit final ou d'un de ses composants. Cette stratégie permet de bénéficier des avantages comparatifs de différents pays pour chaque étape de la production d'un même produit.

- Les implantations à l'étranger s'effectuent par des investissements directs à l'étranger: création ou acquisition d'unités de production à l'étranger dans le but d'y exercer une influence significative et durable.

3. Les objectifs et les effets de la multinationalisation des entreprises

- Les objectifs³⁵

Historiquement, la multinationalisation avait pour objectif le contrôle et l'exploitation des matières premières. Elle a ainsi été, et reste encore, un moyen pour les entreprises de réduire les coûts de production. Aujourd'hui, les firmes cherchent à s'implanter là où le coût du travail est faible; elles peuvent aussi s'installer dans des paradis fiscaux qui leur permettent de diminuer les coûts financiers.

Par ailleurs, la multinationalisation apparaît comme une nécessité dès lors que les innovations deviennent rapidement obsolètes; il faut en effet conquérir très vite un immense marché pour bénéficier d'économies d'échelle et rentabiliser en un minimum de temps les investissements réalisés. Aussi la majorité des IDE est réalisée dans les pays développés, les FMN cherchant à pénétrer les marchés solvables et à y occuper toutes les niches. Mais les firmes qui se multinationalisent maximisent leur profit en répartissant leurs activités au niveau international en fonction des différences socio-économiques des pays dans lesquels elles s'implantent. On

³⁴ CHARLES BOHAN: « Les stratégies des firmes multinationales de l'automobile dans l'Europe élargie : le modèle centre périphérie à l'épreuve » *Géo carrefour*. Vol. 84/3 | 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009.p12, sur le site suivant, <http://geocarrefour.revues.org/7424000>

³⁵ Hadjila KRIFA-SCHNEIDER .Nicolas BAUDUIN , DYNAMIQUE ET DÉTERMINANTS DES IDE EN RUSSIE,ope cit .

assiste donc à la constitution de réseaux transnationaux intégrés au sein d'une firme unique et dont la gestion est facilitée par les progrès des technologies de l'information permettant l'interconnexion de tous les sites de production et la gestion en temps réel des opérations.

- Les effets des FMN :

Les investissements directs à l'étranger constituent certainement l'un des aspects les plus visibles de la mondialisation. Les entreprises multinationales représentent une part croissante de la production, de l'emploi et des échanges commerciaux dans le monde. L'évolution des flux d'IDE traduit donc l'extension du poids des firmes multinationales (FMN). Ces investissements augmentent rapidement, en particulier depuis les années 80, si bien que la mondialisation semble davantage portée aujourd'hui par l'accroissement des IDE que par l'ouverture commerciale des pays.

- ✓ Le poids des FMN dans le commerce mondial :

En 1995, l'ONU estimait qu'un tiers des échanges mondiaux était intra-firme et que 2/3 étaient associés aux FMN. En 1983, les FMN basées aux EU réalisaient les ¾ des exportations US et la moitié des importations. En GB, au début des années 1980, les FMN sont responsables de 80% des exportations anglaises et les FMN étrangères basées en GB de 30%. En moyenne, 45% des ventes totales des FMN sont des exportations. En Chine en 2004, 60% du commerce extérieur était associé à des filiales étrangères.

Le poids des échanges intra-firme : 1/3 du commerce mondial. Ce type d'échanges est particulièrement concentré dans les produits de haute technologie et les produits manufacturés complexes (automobiles, électronique). Environ la moitié des importations US constituent du commerce intra-firme, c'est à dire que l'entreprise acheteuse et l'entreprise vendeuse sont dans une mesure significative possédées et contrôlées par la même firme, la société mère.

En 1985, leur part dans les échanges US avoisine 30% pour les exportations et 40% pour les importations.³⁶

Pour le Japon, il représente entre ¼ et 1/3 du commerce total. En 1994, 42% des exportations des maisons mères US étaient dirigées vers leurs filiales à l'étranger ; pour le Japon le % était de 43%. Une étude du ministère français de l'Industrie a montré qu'en 1993 les groupes multinationaux français et étrangers implantés en France réalisaient 50% de leurs exportations et 34% de leurs importations à l'intérieur de leur propre groupe. Ce qui montre que l'IDE est facteur d'exportation.

La part des échanges intra-FMN dans le commerce extérieur US n'a pas sensiblement augmenté entre 1977 et 1989, part située entre 35% et 43%. A cause du fait que les FMN US ont conclu des accords de coopération ou de franchise avec des firmes indépendantes.

Selon l'INSEE (1999), 34% des exportations françaises sont intra-firmes dans l'industrie.

Les raisons des échanges intra-firmes : protéger la technologie et le savoir-faire, économiser les coûts de connaissance du marché, transférer les profits à l'étranger. Analysons ce dernier point.

Dans leur commerce internalisé, les FMN appliquent des prix de transfert ou prix de cession interne, fixés hors marché. Les prix de transfert sont les prix auxquels les différentes filiales

³⁶Doc school, Recherche et publication de documents, Le rôle des Firmes Multinationales (FMN) dans le commerce international (2008).disponible sur le site , <https://docs.school/sciences-politiques-economiques-administratives/economie-internationale/etude-de-cas/role-firmes-multinationales-fmn-commerce-international-2008-67405.html>

d'un même groupe se vendent des biens et des services. Le but est faire apparaître les profits dans les paradis fiscaux, de rapatrier les profits vers la société mère ou de contourner le contrôle des changes du pays hôte. Le mécanisme est simple : quand les prix de transfert sont élevés, la filiale qui vend enregistre les profits, et celle qui achète des pertes, et vice versa quand ils sont bas.

L'écart entre le prix mondial et le prix de transfert peut atteindre jusqu'à 155% dans la pharmacie,

60% dans l'électronique, 40% dans le caoutchouc. L'économiste américain S. Pack a trouvé une firme important en France depuis les USA des pneus à moins de 8 \$ alors que le prix mondial était de 200 \$.³⁷

En 2011, on estime que les filiales étrangères de STN ont employé 69 millions de personnes qui ont créé 28 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 7 000 milliards de dollars de valeur ajoutée. La production de biens et de services par les quelque 82 000 STN et leurs 790 000 filiales étrangères continue d'augmenter et le stock de leur IED a dépassé 15 000 milliards de dollars en 2008. La CNUCED estime le chiffre d'affaires total des STN à 29 000 milliards de dollars en 2009 (soit moins qu'en 2007 en raison de la récession). La valeur ajoutée (produit brut) des filiales étrangères dans le monde représente 11 % du PIB mondial en 2009.

Les secteurs d'activité des STN se diversifient. Les sociétés des secteurs manufacturier et pétrolier, telles que General Electric, British Petroleum, Shell, Toyota et Ford Motor, restent en tête du classement des 25 premières STN non financières du monde établi par la CNUCED (avant la crise de 2008-2009 qui a considérablement affaibli certaines de ces grandes entreprises). Néanmoins, les STN présentes dans le secteur des services, y compris dans les infrastructures, sont de plus en plus nombreuses depuis une dizaine d'années : 30 d'entre elles figuraient dans les 100 premières STN en 2011 contre 7 seulement en 1997.³⁸

✓ Les FMN, principal moteur de la mondialisation ³⁹

Ainsi, loin de réduire les incitations à commercer, les firmes multinationales permettent de pousser plus loin la mondialisation ; la croissance rapide des flux d'IDE depuis les années 70 a donc vraisemblablement tiré la croissance des échanges mondiaux. En localisant les différents éléments de la chaîne de valeur dans les économies proposant les meilleures conditions de production, les FMN renforcent les spécialisations des pays et permettent une exploitation plus approfondie des avantages comparatifs⁵⁴. Par ailleurs, cette complémentarité laisse entendre que les IDE sont très largement verticaux. Ce constat n'est pas sans conséquences pour l'économie mondiale. Tout d'abord, cette fragmentation des processus de production conduite par les FMN permet de renforcer encore la division internationale du travail, et donc, a priori les gains mutuels à l'échange mis en avant par les théories du commerce international

Ensuite, la complémentarité IDE commerce laisse entendre que les IDE ne sont pas synonymes d'une réduction directe des activités dans le pays d'origine.

Au contraire, l'essor des flux d'exportation avec l'IDE suggère que l'internationalisation des firmes y engendre des effets positifs en termes de production et d'emploi.

³⁷ CNUCED (conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement) - Rapport sur les firmes multinationales 2003.

³⁸ CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2012

³⁹ Matthieu Crozet, Team, 2009, État des lieux du commerce international Mondialisation et commerce international Cahiers français n° 325 ,page 19.

✓ L'emploi dans les FMN⁴⁰

L'ONU estimait qu'en 1992, les FMN employaient 73 millions de personnes dont 30 millions à l'étranger (7 millions étaient employés dans des PVD). D'après le BIT, le volume d'emploi aurait peu changé depuis car les stratégies récentes de fusions acquisitions engendrent l'intégration ou la restructuration d'emplois existants plutôt que la création nette d'emplois.

Le poids des filiales étrangères dans l'emploi de l'industrie manufacturière est lui plus élevé et plus disparate. Au début des années 1990, il dépasse 40% au Canada, en Irlande et aux Pays-Bas, il atteint 35% au Mexique, plus de 20% en Italie, France et Royaume-Uni, 12% aux Etats-Unis et en Allemagne, 2% au Japon.

Dans les PVD, l'emploi dans les FMN représente rarement plus de 2% de l'emploi total. Cependant certains pays ont connu une croissance considérable de cet emploi du fait du développement des zones franches et/ou des zones de libre-échange : Chine, Mexique, République dominicaine, Brésil, Malaisie, Tunisie, Ile Maurice, Taïwan, Sri Lanka, Guatemala. Il s'agit essentiellement d'emplois dans le secteur du textile et de l'électronique.

En matière de recrutement, en général dans une 1ère phase les responsables des filiales ont la nationalité de la société mère. Avec l'extension des filiales, des managers ayant la nationalité du pays d'accueil sont progressivement installés. Cela permet de mieux connaître les habitudes locales, d'avoir de meilleures relations avec l'administration et d'atténuer le caractère étranger de la firme.

✓ Effet sur les salaires

Les salaires dans les FMN sont en général plus élevés mais elles ont des exigences supérieures en termes de compétences et de productivité. Cette qualification est nécessaire à l'exploitation et au maintien de l'avantage compétitif de la filiale sur les entreprises locales. Ainsi les employés anglais des FMN japonaises d'automobile, provenant souvent des entreprises anglaises en perte de vitesse ont obtenu une meilleure productivité dans leur nouvelle position que dans l'ancienne, grâce à l'apprentissage des cercles de qualité et du zéro défaut.⁴¹

L'exemple mexicain des maquiladoras. En 1965, le Mexique décida de profiter du statut douanier particulier des EU qui exonérait les réimportations de produits US assemblés à l'étranger. Il encouragea l'établissement d'usines d'assemblage le long de la frontière dans une bande de 20km. Ces maquiladoras, la plupart étant à capitaux étrangers, pouvaient importer en franchise des pièces détachées en provenance des Etats-Unis et réexporter les produits assemblés aux Etats-Unis. Les produits assemblés (téléviseurs, automobiles, composants pour ordinateurs) ne subissaient qu'une taxe douanière US sur la valeur ajoutée. Elles fournissent 15% de l'emploi au Mexique. Après une première génération d'entreprises qui s'intéressent à la main d'œuvre féminine, jeune et bon marché, une seconde s'installe dans ces secteurs comme l'automobile ou l'électronique, nécessitant des qualifications plus sophistiquées.

Görg et Greenaway (2001)⁴² ont effectué un survol de la littérature sur les effets spillovers. Certaines études sur les retombés sur les salaires ont été incluses dans leur survol. Les deux auteurs indiquent que les résultats concernant les études en données de panel ont montré pour

⁴⁰ Ope cit .

⁴¹ Andreff W, Les multinationales globales, Repères n° 187, La Découverte, Paris, 2003.

⁴² Robert E. Lipsey, Home- and Host-Country Effects of Foreign Direct Investment, National Bureau of Economic Research, Challenges to Globalization, Analyzing the Economics, University of Chicago Press, February 2004, <http://www.nber.org/books/bald04-1>.

la plupart des retombées négatives. En revanche, une grande majorité des études en cross-section a montré des effets spillovers positifs au niveau des salaires.

En commentant les résultats de Gorg et Greenaway (2001), Lipsey (2002) indique qu'il y a suffisamment d'indications pour les effets spillovers positifs sur les salaires excluant ainsi toutes conclusions qui affirment que ces effets sont négatifs. Enfin, l'auteur avance qu'il faut tenir compte davantage aussi bien des spécificités et des politiques des pays que des caractéristiques des firmes et des industries. En effet, L'auteur argumente que ces facteurs peuvent promouvoir ou entraver les spillovers.

Or malgré toutes ces affirmations concernant les bienfaits des FMN de côté salaire, on ne peut pas négliger l'effet néfaste lié à cet aspect ; car les travailleurs des entreprises domestiques vont demander des hausses de salaire, une hausse qui peut ne pas être à la portée de ces entreprises qui sont déjà en situation difficile à cause de la pression concurrentielle exercée par les FMN (donc ça peut menacer l'existence des entreprises domestiques).

✓ Autres effets⁴³

- Les FMN augmentent les inégalités au sein des pays selon une étude du FMI de 2007. Comme ils concernent généralement les secteurs les plus intensifs en technologie, ils renforcent la position des qualifiés et contribuent à accroître les inégalités, au Nord comme au Sud.
- Les FMN contribuent à faire naître des instances de représentation du personnel au niveau international. Ainsi une directive de la Commission européenne de 1994 a créé un comité d'entreprise européen - réunissant les représentants des salariés - obligatoire pour les entreprises de taille européenne. En 1994, dans 32 FMN existait un comité d'entreprise mondial.
- Les FMN, malgré leur grande taille, accroissent le degré de concurrence car le nombre de joueurs s'accroît sur chaque marché national ; cf. le cas de l'automobile dans les années 1980, dans chaque pays la part de marché des premières entreprises a baissé sensiblement, par ex celle de GM aux USA et celle de Fiat en Italie (baisse de plus de 10 points).
- Les FMN peuvent ralentir les migrations de travail : « En un certain sens, la délocalisation de la production est un phénomène symétrique de la migration des travailleurs » selon C.A. Michalet. Par exemple, les si les firmes américaines investissent au Mexique, les Mexicains n'auront pas besoin de traverser la frontière pour trouver du travail.
- Les FMN n'aboutissent pas à une uniformisation du monde. Même si le déplacement du capital conduit à rapprocher les ratios de dotations globales en capital des pays, cela ne signifie pas une atténuation des avantages relatifs. Ceux-ci s'expriment à travers d'autres déterminants (connaissances, compétences, technologie, etc.) qui demeurent localisées.

⁴³ BERGER Suzanne, Made in Monde, ope cit.

- Les FMN ne remettent pas fondamentalement en cause la souveraineté des Etats malgré leurs chiffres d'affaires parfois plus élevé que le PIB de certains pays. Dans certains pays (Guatemala, Costa Rica, Malaisie), les IDE sont libres. Ces pays ne sont pas pour autant contrôlés par les investisseurs étrangers. Les marchés des changes et financiers transmettent les forces économiques plus rapidement que les entreprises et d'une manière plus difficile à contrer. Ainsi la crise de la livre en 1992 a bien plus efficacement montré les limites de la souveraineté que l'investissement d'un groupe automobile japonais n'aurait pu le faire.⁴⁴

Conclusion

Les firmes multinationales contribuent largement à la mondialisation des économies. La multinationalisation est ainsi à l'origine d'une spécialisation à l'échelle internationale dans laquelle les pays développés se sont réservé les activités à haute valeur ajoutée.

Cependant, elle engendre dans ces pays des délocalisations d'activités industrielles, sources de destruction d'emplois peu qualifiés, excluant ainsi de facto les actifs les moins productifs du marché du travail.

Par ailleurs, la multi nationalisation donne aux firmes un poids considérable dans l'économie mondiale : environ 35000 FMN (et leurs 150000 filiales) réalisent un chiffre d'affaires égal à la moitié du PNB mondial.⁴⁵ Les firmes multinationales sont en partie à l'origine de l'accroissement des échanges internationaux .De ce fait, elles limitent les marges de manœuvre des pouvoirs publics dans la conduite de politiques nationales.

On trouve encore que Les investissements directs à l'étranger constituent certainement l'un des aspects les plus visibles de la mondialisation. Les entreprises multinationales représentent une part croissante de la production, de l'emploi et des échanges commerciaux dans le monde. L'évolution des flux d'IDE traduit donc l'extension du poids des firmes multinationales (FMN). Ces investissements augmentent rapidement, en particulier depuis les années 80, si bien que la mondialisation semble davantage portée aujourd'hui par l'accroissement des IDE que par l'ouverture commerciale des pays.

Alors par la suite ; il convient de cerner les définitions et les théories expliquant l'ouverture économique et les investissements directs à l'étranger.

⁴⁴ BERGER Suzanne, Made in Monde, ope cit.

⁴⁵ Rapport du sénat <http://www.senat.fr>

Section II : l'ouverture et les investissements directs étrangers

Introduction

Une économie ouverte se définit par opposition à l'économie fermée. Sauf que l'ouverture est un choix délibéré une posture généralement assumée, alors que l'économie fermée n'est rarement une posture affichée sauf pour les grands pays qui peuvent vivre en autarcie.

De nos jours ce débat tourne autour de la méthode qui doit être suivie par les pays en développement pour l'ouverture de leur économie. Le premier courant souligne les bienfaits d'une ouverture spontanée, qui doit se faire d'une façon directe, partant d'une idéologie que le choc qu'elle va créer aura des effets positifs. L'économie du pays (les entreprises) sera obligée d'adapter son système (organisation de la production, bonne gestion et commercialisation, une stabilité macro-économique) et de maximiser sa productivité afin de résister à la concurrence, qui va entraîner par la suite une forte augmentation de sa croissance. Cette hypothèse soutenue par **J. Sachs** *et **A. Warner**⁴⁶, à partir d'une étude de l'indice d'ouverture.

Parmi les déterminants de l'ouverture économique **-les investissements directs étrangers- Jacquemot**⁴⁷, qui définit l'IDE comme l'emploi des ressources financières qu'un pays fait à l'étranger. Pour l'OCDE, un investissement direct est effectué en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise. Par contre, le FMI donne une autre définition des investissements directs : les investissements effectués dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur.

D'autre part, on va traiter par cette section les principaux indicateurs et les déterminants de la politique d'ouverture ainsi que les différentes théories économiques sur les investissements directs étrangers.

I. La politique d'ouverture

1. La politique économique et perspective :

Le fonctionnement du marché ne permettant pas toujours d'aboutir à une situation d'équilibre satisfaisante, l'intervention de l'Etat devient alors nécessaire pour réguler l'économie et ce dernier élabore une politique économique.

1. Définition.

On définit la politique économique comme l'ensemble des moyens mis en œuvre par l'Etat pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé dans le but d'améliorer la situation économique générale du pays.

* Jeffrey David Sachs est un économiste américain. 5 novembre 1954 (61 ans), Il dirige et enseigne à l'Institut de la Terre de l'université Columbia. Il est consultant spécial du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon,

♣ Douglas A. Warner III, Warner est un banquier, né le 9 juin 1946 (69 ans), New York.

⁴⁶Eduardo Borensztein, Jose De Gregorio, Jong-Wha Lee, How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth? *Journal of International Economics*, 1998, v45 (1,Jun), 115-135.

* Pierre Jacquemot est président du GRET-Professionnels du développement solidaire (France). Actuellement maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et chercheur associé à l'IRIS, il est membre du Conseil national du développement et de la solidarité internationale et du Comité de rédaction de la revue *Afrique contemporaine*

⁴⁷ Ope cit.

Plusieurs raisons peuvent justifier l'intervention de l'État dans la sphère économique, parmi lesquelles la nécessité de maintenir la cohésion sociale, l'équilibre des marchés ou le libre exercice de la concurrence.⁴⁸

La politique économique est l'ensemble des interventions des administrations publiques (dont l'État, la banque centrale, et les collectivités territoriales) sur l'activité économique. Usuellement les économistes distinguent les politiques économiques conjoncturelles qui visent à orienter l'activité économique à court terme et les politiques économiques structurelles qui viennent à modifier le fonctionnement de l'économie sur le moyen ou long terme.⁴⁹

2. Les objectifs de la politique économique.⁵⁰

Il est de coutume de présenter les objectifs des politiques économiques en se référant aux fonctions de l'État dégagées par R. Musgrave en 1959 :

- ✓ L'État doit veiller à l'**allocation** optimale des ressources, en assurant la production des biens collectifs purs (qui sont consommés indivisiblement par l'ensemble de la collectivité, par exemple la Défense nationale), en luttant contre les effets externes et les monopoles, car les monopoleurs captent à leur profit une partie de la valeur ajoutée;
- ✓ l'État a une fonction de **stabilisation** de l'activité économique en veillant au respect des grands équilibres, d'où un taux de croissance du PIB le plus élevé possible, le plein-emploi, la stabilité des prix, c'est-à-dire un taux d'inflation le plus faible possible et un équilibre des échanges extérieurs, en d'autres termes de la balance des paiements;
- ✓ l'État a enfin pour fonction de **redistribuer** la richesse créée, en fonction des choix manifestés par les électeurs, sur une base éminemment subjective de combinaison d'efficacité économique et de justice sociale.

Donc Les principaux objectifs de la politique économique sont, pour les économistes, au nombre de quatre :

- ✓ La croissance économique, qui est mesurée par le taux de croissance du PIB. Dans ce domaine, l'objectif de l'Etat est de favoriser une croissance élevée et inscrite dans la durée.
- ✓ le **plein emploi**, évalué par le taux de chômage. L'Etat va aider, directement ou indirectement, à créer des emplois.
- ✓ la **stabilité des prix**, traduite par le taux d'inflation. Il s'agit pour l'Etat de garantir le maintien du pouvoir d'achat des agents économiques en luttant contre l'inflation qui l'érode.
- ✓ L'équilibre **des comptes extérieurs**, indiqué par le solde de la balance des paiements.

- Les différentes politiques économiques :

On distingue deux grands types de politique économique selon le but poursuivi par l'Etat :

- s'il s'agit de contrebalancer un ralentissement temporaire de l'activité économique, l'Etat mettra en œuvre une **politique conjoncturelle**.

⁴⁸ Benoît Ferrandon, la *politique économique et ses instruments*, Documentation Française, 2004., p10 .

⁴⁹ Ope cit .

⁵⁰ Pierre vernimmen , finance d'entreprise ,6eme édition par pascal quirty et yam le fur 2005.dalloz.paris.p733.

- si au contraire, il s'agit de modifier en profondeur les structures économiques et sociales, l'Etat aura recours à une **politique structurelle**.

✓ La politique conjoncturelle

Une conjoncture est une situation économique à un moment donné. Elles peuvent être définies comme une action des pouvoirs publics afin d'influencer la croissance à court terme dans la perspective de rétablir les grands équilibres du « carré magique ». Elles peuvent être expansionnistes (de **relance**) en cas de croissance faible et de chômage élevé, ou de **rigueur** (de stabilisation) en cas d'inflation et de déséquilibre des échanges extérieurs, le plus souvent provoqués par une expansion mal maîtrisée.

Il s'agit des fameuses politiques de stop and go pratiquées pendant les Trente Glorieuses, dont la clé était la courbe de Phillips, illustrant la nécessité d'arbitrer entre le chômage et l'inflation dans l'optique keynésienne. Une politique de relance passe par une augmentation des dépenses publiques ou une baisse des impôts et une politique monétaire expansionniste : une offre accrue de monnaie entraîne davantage d'échanges, car les sources de financement sont plus aisées et moins coûteuses. À l'inverse, une politique de rigueur signifie hausse des prélèvements obligatoires, baisse des dépenses publiques et une politique monétaire restrictive (progression modérée des moyens de paiement en circulation) a pour but d'agir, à court terme, sur les indicateurs économiques pour orienter l'activité dans un sens permettant de rétablir les grands équilibres macroéconomiques.⁵¹

○ Le carré magique⁵²

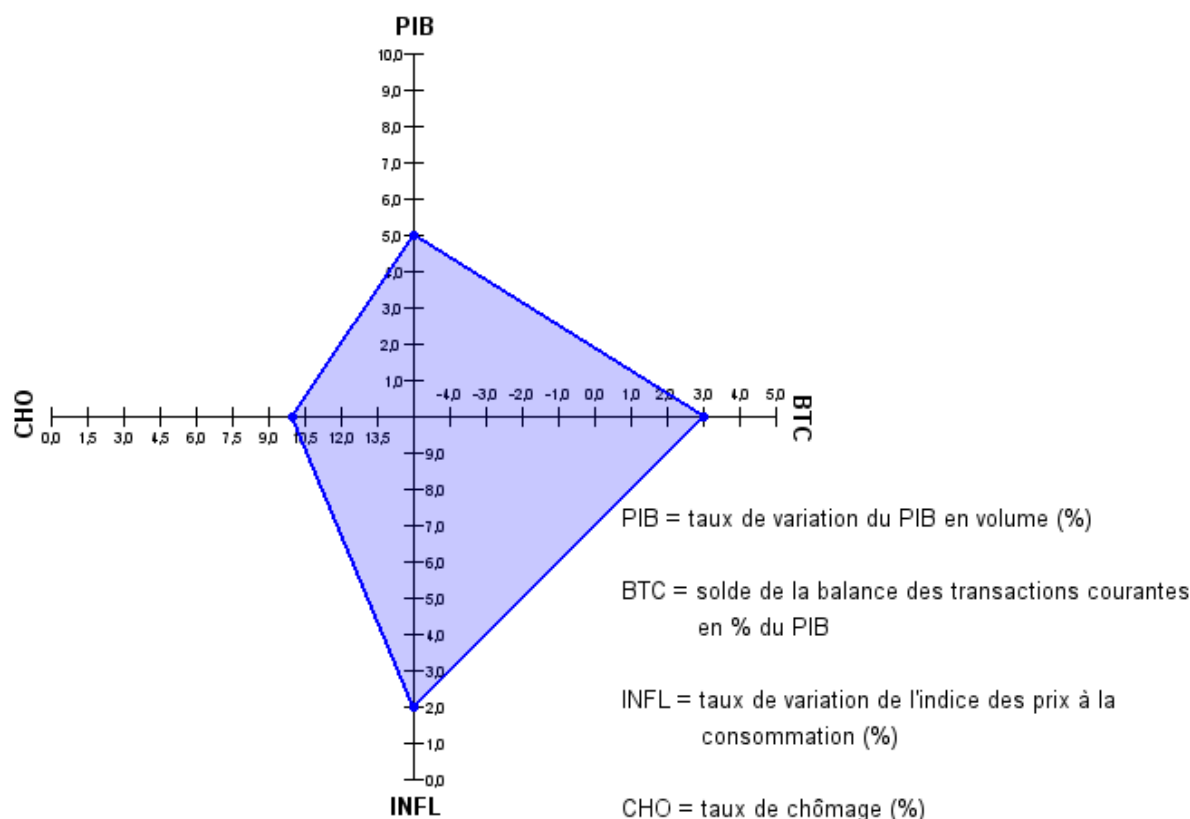
Il existe de très nombreux objectifs mais on résume souvent les 4 principaux à l'aide d'une représentation graphique appelée *carré magique* et due à l'économiste britannique **Nicholas Kaldor***.

Ce quadrilatère a pour sommets les quatre objectifs de la politique économique d'un Etat : le taux de croissance, le solde de la balance commerciale, le taux inflation des axes, on obtient un quadrilatère : plus la surface de celui-ci est grande, plus la santé économique du pays considéré est importante. Précision importante néanmoins : les échelles du taux d'inflation et du taux de chômage doivent être inversées, les objectifs étant d'atteindre 0% sur chacun de ces axes. Ci-dessous un exemple avec une croissance de 5%, une balance commerciale positive de 3%, une inflation à 2% et un chômage à 10%.

⁵¹ Ope cit

⁵² Jean-Christophe Graz, les nouvelles approches de l'économie politique internationales, Économie politique internationale, p54.

* Le carré magique de Kaldor est une théorie économique développée par Nicholas Kaldor. Economiste d'inspiration keynésienne né à Budapest, Nicholas Kaldor participe notamment à l'élaboration du rapport Beveridge, et conseille dans les années 1960 et 1970 les chanceliers de l'Echiquier lors de gouvernements travaillistes.

Figure 1-2 : Le carré magique

Source : Charles LARUE, Qu'est-ce que le carré magique de Kaldor ?, sur le site , <http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/14053-quest-ce-le-carre-magique-de-kaldor>.
<http://www.skyminds.net/economie-et-sociologie/la-regulation-des-activites-sociales/les-politiques-economiques/>.

Ce carré est qualifié de « magique » car, selon Kaldor, il est impossible de réaliser ces quatre objectifs simultanément. En effet, par exemple, selon la courbe de Phillips*, il n'est pas possible d'avoir en même temps un taux de chômage et un taux d'inflation faibles, ces deux attributs étant négativement corrélés.

✓ La politique structurelle⁵³

La structure est la manière dont les parties d'un tout sont arrangées entre elles. Les moyens d'action demeurent pour l'essentiel les mêmes que précédemment, mais prennent une orientation durable, dans le but de corriger les oublis ou les erreurs du marché :

* La courbe de Phillips : La courbe de Phillips, du nom de son auteur néo-zélandais, l'économiste William Phillips, est une relation inversement proportionnelle entre chômage et taux d'inflation d'une économie. Ainsi, un chômage plus faible serait corrélé avec une inflation plus forte. La théorie de William Phillips, publiée en 1958, soit à une époque où le keynésianisme faisait l'unanimité, se fonde sur une analyse de données de l'économie britannique entre le XIX^e siècle et 1957. Elle sera reprise dans les années 1960 par les économistes Robert Solow et Paul Samuelson, ainsi que Modigliani.

⁵³ Nicoletti Giuseppe, Stephen S. Golub, Dana Hajkova, Daniel Mirza et Kwang-Yeol Yoo , L'INFLUENCE DES POLITIQUES SUR LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER , Revue économique de l'OCDE n° 36, 2003p13 .

- la planification indicative agit par incitation sans se substituer au marché, en favorisant le développement de secteurs ou de régions cibles
- la politique industrielle est un ensemble de relations entre l'État et l'industrie, par le jeu de prises de participation, de crédits bonifiés, de subventions, de réductions d'impôts, de commandes publiques. Elle peut viser le système productif dans son ensemble ou un secteur particulier (les nouvelles technologies) ou encore un groupe de secteurs en les associant à de grands programmes (Ariane ou Airbus pour l'industrie européenne)
- les politiques de recherche, d'éducation ou de santé agissent également sur le système productif, car elles génèrent des effets externes positifs dont vont profiter les entreprises pour améliorer leur compétitivité structurelle. Peuvent aussi faire partie de ces politiques, les politiques d'aménagement du territoire ainsi que celle concernant l'environnement⁵⁴ s'inscrit dans le long terme et vise à agir sur les structures économiques du pays pour transformer le mode de fonctionnement du système économique.

Les mesures prises touchent l'emploi, la santé, la fiscalité mais aussi la politique industrielle et agricole, la politique de l'environnement, l'aménagement du territoire, le système de protection sociale (réforme des retraites), etc.

Ces politiques ne donnent des résultats que longtemps après leur mise en place.

La politique économique est de plus en plus un enjeu de souveraineté, dans la mesure où l'économie a pris une place déterminante dans la vie des pays, surtout les plus développés. Parmi les secteurs économiques les plus touchés par les enjeux de souveraineté, on retiendra particulièrement la défense, l'énergie (sécurité d'approvisionnement), l'ingénierie informatique (matériel et logiciel).

En théorie économique contemporaine, toute politique économique doit implicitement ou explicitement faire face aux difficultés soulevées par les théorèmes de l'économie du bien-être, le théorème de Coase ainsi que la critique de Lucas.

Ces trois éléments de théorie économique soulignent en effet respectivement l'efficacité de l'allocation par le marché, la souplesse des contrats au regard des mesures de politique et enfin l'importance des comportements opportunistes des agents face à toute forme de politique économique.

Schématiquement, une politique économique se déroule en trois phases distinctes :

- L'État (c'est-à-dire le gouvernement) doit établir un diagnostic de la conjoncture économique actuelle. Il doit en particulier prendre en compte certains indices importants : le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation...
- Une fois le diagnostic établi, il doit définir les priorités que sa politique va adopter. En effet, une politique économique ne peut être axée que sur certains objectifs principaux (parmi les plus courants figurent la lutte contre le chômage, la tentative de relance de la croissance, ou encore la lutte contre l'inflation), les autres objectifs étant du coup nécessairement relégués au second plan, ou négligés.
- L'État doit ensuite décider des outils qui vont lui permettre de mettre en œuvre son action pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.⁵⁵

⁵⁴ Ope cit.

⁵⁵Politique Economique,(2014), disponible sur , <https://www.ladissertation.com/Sciences-Economiques-et-Sociales/Sciences-%C3%89conomiques/Politique-Economique-162268.html>. ope cit

3. Les Principaux indicateurs et déterminants de la politique d'ouverture

- Littérature théorique

Une économie ouverte se définit par opposition à l'économie fermée et vis versa. Sauf que l'ouverture est un choix délibéré une posture généralement assumée, alors que l'économie fermée n'est rarement une posture affichée. De nos jours tout le monde est convaincu qu'une économie ouverte peut être plus efficace et peut apporter une plus value distribuable, donc une satisfaction plus grande pour la population.

Pendant longtemps, les économistes se sont contentés à exposer l'avantage du libre-échange, sans plus, et à rejeter d'emblée les plaidoyers protectionnistes. Toutefois, dès le 19^{ème} siècle Frédéric LIST et J Stuart MILL, l'argument en faveur du libre-échange a été mis à l'écart notamment dans le cas des pays en voie de développement. Durant la dernière moitié du 20^{ème} siècle les critiques ont été multipliées et amplifiées, et l'analyse normative de la politique commerciale est devenue mire, nuancée et plus complexe.

L'analyse normative : Théorie de TORRES, RICARDO et sa reformulation par HECKSCHER et OHLIN ont longtemps fourni l'argument normatif par excellence pour justifier le libre-échange.⁵⁶

David Ricardo,⁵⁷ au 19^e siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production.

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957),⁵⁸ assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance. Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce internationale et celle de la croissance endogène.

Grossman et Helpman (1991) ⁵⁹démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à

⁵⁶ ABADLI Riad, Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance, opé cit ,page 14.

⁵⁷ Nadia Lemzoudi, L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique, Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest, rapport de recherche, Université de Montréal, Décembre 2005, page 07.

⁵⁸ Jin, C. Jang, On the Relationship Between Openness and Growth in China, Evidence from, Provincial Time Series Data , The World Econom, Volume 27, Issue 10, november 2004, p.71-82.

⁵⁹ Rodriguez, F. et Rodrik, D., Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's guide to the, Cross-National Evidence ,dans B. Bernanke et K. Rogoff, *Macroeconomics Annual 2000*, MIT Press, Boston, 2000.

laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées.

De nos jours ce débat tourne autour de la méthode qui doit être suivie par les pays en développement pour l'ouverture de leur économie. Le premier courant souligne les bienfaits d'une ouverture spontanée, qui doit se faire d'une façon directe, partant d'une idéologie que le choc qu'elle va créer aura des effets positifs. L'économie du pays (les entreprises) sera obligée d'adapter son système (organisation de la production, bonne gestion et commercialisation, une stabilité macro-économique) et de maximiser sa productivité afin de résister à la concurrence, qui va entraîner par la suite une forte augmentation de sa croissance.

Une **économie ouverte**⁶⁰ est une économie autorisant (toujours plus ou moins) librement le commerce international avec les autres pays, un coefficient d'ouverture de chaque économie nationale (rapportant les importations et les exportations d'un pays à son PIB (produit intérieur brut)) pouvant donner la mesure de cette ouverture.

Par opposition, une économie dite « fermée » réalise peu d'échanges avec les autres pays. Tel était par exemple le cas, avant la chute du mur de Berlin, des pays de l'ancien « Bloc de l'Est » (URSS, etc.).

Dans le contexte de la mondialisation, une ouverture croissante de toutes les économies nationales est à l'œuvre depuis de nombreuses années, et partant la dépendance croissante de nombreuses économies à la conjoncture mondiale, ainsi qu'une sensibilité accrue aux mouvements internationaux de prix.

Il est évident que l'ouverture économique⁶¹ dans le contexte contemporain suppose que les économies et les sociétés nationales s'ouvrent à tous les attributs de la mondialisation économique.

On conclut donc que l'ouverture internationale, dans sa définition économique, désigne à la fois un fait évaluable et une attitude en matière de politique des relations économiques internationales. La multiplicité des constructeurs à l'échelle mondiale implique de fait tous les établissements de formation à la démarche d'ouverture internationale.

⁶⁰ <http://economie.trader-finance.fr/economie+ouverte/>

⁶¹ Strange S., *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge University, p. XIII cite par Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde*, Paris: Fayard, 2004, p.13

- Définition des indicateurs d'ouvertures :♣

- ✓ Indice de libéralisation commerciale générale.⁶²

L'analyse de Choksi, Michaely et Papageogiou (1991) se distingue des études précédentes par sa capacité à proposer un indicateur général de politique d'ouverture commerciale. Selon les auteurs, le principe n'est pas de fixer un seuil au-delà duquel une économie sera jugée ouverte, mais d'analyser les étapes à suivre pour qu'une libéralisation commerciale soit plutôt considérée comme réussie. La procédure nécessite donc une observation générale de tout le processus des réformes, même si quelques critères clés sont mis en évidence comme la qualité institutionnelle, la stabilité politique ainsi que les épisodes de libéralisation à suivre. De l'avis des auteurs, la libéralisation n'est effective que si elle s'accompagne de réformes cohérentes dont un régime de change crédible.

Cet indicateur a été fortement critiqué par Edwards (1998) qui a mis en cause le caractère global de la libéralisation économique ainsi que sur les aspects normatifs auxquels il fait référence. Cependant, cet indicateur figure parmi les utilisés pour faire une classification des pays entre 'économies ouvertes' ou 'fermées' en particulier au vu des épisodes de libéralisation commerciale suivis.

- ✓ Distorsion des prix relatifs (Dollar, 1992).⁶³

Indice de Compte tenu de la complexité des différents indices de mesure de la politique d'ouverture, Dollar (1992) va proposer un indicateur simplifié en se basant sur le niveau des prix relatifs des différents pays (noté RPL). Cet indicateur ne tient pas compte des élasticités des prix comme les précédents indicateurs l'ont fait, mais vise à établir une comparaison du niveau des distorsions commerciales en prenant pour référence le niveau des prix des Etats-Unis (USA). Tout écart positif existant entre les prix domestiques d'un pays donné et ceux du pays de référence (multipliés par le taux de change) est synonyme de distorsion commerciale. L'indicateur se base donc sur deux éléments, la variation des prix et le taux de change.

- ✓ Indice de restriction commerciale.⁶⁴

L'indice d'Anderson et Neary (1994) se déduit de la distorsion causée par une barrière au commerce et consiste à mesurer la réduction du bien être subie par les consommateurs le long de leur courbe de demande. Les deux effets, l'effet prix dû au tarif (ou quota)♣ et l'effet

♣ Les indicateurs d'ouverture les plus utilisés sont : l'indice de Sachs et Warner ; l'indicateur du rapport sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale (1987) ; l'indicateur de Leamer ; la prime moyenne sur le marché parallèle des changes ; Le tarif moyen à l'importation pour les produits manufacturés ; la couverture moyenne des barrières non tarifaires ; l'indice de distorsion dans le commerce international de Heritage Foundation ; le ratio des revenus des taxes sur le commerce extérieur à la valeur du total du commerce ; l'indice de distorsion dans les importations de Wolf.

⁶² Boudhief M. & Siroën J.M, Ouverture et développement économique , Economica, Economie, 2001,page 98.

⁶³ Ope cit page 160.

⁶⁴ Akiko Suwa-Eisenmann, Ouverture et croissance, PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE – université de RENNES, Paris, 13-14 MARS 2008.

♣ Que ce soit un tarif et/ou quota l'écart entre le Prix domestique et le Prix international donne l'ampleur de la barrière au commerce international.

quantité, agissent ensemble pour donner une élasticité du prix de la demande dont est issu l'indicateur dénommé tarif uniforme.

- ✓ Indicateur basé sur les tarifs effectifs.⁶⁵

Pritchett et Sethi (1994) ont établi un indicateur de tarification douanière effective (collected tariff rate) calculé à partir du niveau observé des recettes et du taux de la nomenclature officielle. Les auteurs ont constaté, à partir d'un échantillon composé de trois pays en développement (la Jamaïque, le Kenya et le Pakistan), que le taux effectif dépendait du taux officiel mais que leurs relations variaient en sens inverse.

- ✓ (OPENNESS) de Sachs et Warner, 1995⁶⁶

Un pays est ouvert si aucune des 5 définitions suivantes ne s'applique :

1. Barrière Non Tarifaire couvre plus de 40% des échanges.
2. Droit de douane moyen = 40% ou plus
3. Black Market Premium de plus de 20%.

La prime sur le marché noir – black market premium- est l'écart entre le taux de change sur le marché parallèle et le taux de change officiel. Cette prime mesure le degré de contrôle sur le taux de change. Une prime élevée montre l'existence d'un rationnement des devises, ce qui peut jouer comme une taxe sur les importations.

4. Pays socialiste

Les pays socialistes se sont appuyés sur la planification et maintenu leurs économies fermées. Les pays africains se sont appuyés sur le contrôle des exportations (monopole d'exportations des biens alimentaires) afin de maintenir des prix bas pour leur propre population urbaine.

- ✓ Edwards (1998)⁶⁷

Son objectif est de montrer que les résultats de Sachs et Warner sont robustes et pas l'effet d'une approche particulière. Il reprend l'ensemble des mesures d'ouverture (Sachs et Warner et les autres) et explore systématiquement la corrélation entre ces mesures et la TFFG.

Edwards juge alors, que la nature complexe de la politique commerciale (le commerce international peut être affecté par les droits de douane, les quotas, les licences, les interdictions, les contrôles du taux de change, les subventions,...) rend illusoire la tentative de construire un indice unique du degré d'ouverture et va induire des contradictions.

OPEN
WDR

LEAMER
BLACK
TARIFF
QR

Sachs-Warner
Indice d'ouverture de la Banque Mondiale
(composite)
Résidu d'une équation d'ouverture
Prime sur les devises au marché noir
Tarif moyen à l'importation
Taux de couverture des barrières

⁶⁵ Akiko Suwa-Eisenmann, Ouverture et croissance, op. cit.

⁶⁶ Estevadeordal, Antoni, and Alan Taylor, Is the Washington Consensus Dead? Growth, Openness, and the Great Liberalization, 1970s-2000s; IDB working paper IDB-WP-I38; Washington, DC: Inter-American Development Bank, 2009.

⁶⁷ McMillan, Margaret S. and Dani Rodrik, Globalization, Structural Change and Productivity Growth, Working Paper No. 17143, NBER, <http://www.nber.org/papers/w17143>, June 2011.

HERITAGE	quantitatives Indice de perception des distorsions commerciales
CTR	Recettes des taxes à l'importation en proportion de la valeur des importations
WOLFF	Un autre résidu de régression d'ouverture

✓ Rodriguez Rodrik (1999)

✓ Rodriguez Rodrik (1999)

Pour Eux, c'est le contraire. Ils font un exercice de déconstruction brutal de toute cette économétrie, en particulier de Sachs Warner.

✓ Wacziarg Welsh (2003)

Toutes les études de première génération étaient en coupe transversale ; WW refont l'estimation en panel en identifiant soigneusement la date de libéralisation commerciale et en s'en servant (alors que SW ne se servaient pas de la date)

- les mesures de l'ouverture⁶⁸

Les indicateurs aujourd'hui proposés dans la littérature sont multiples. Certains d'entre eux, exigent la constitution d'une base de données importante et servent de "biens publics" aux études plus récentes. Baldwin (1989) distingue deux familles de mesure : "the incidencebased measure of openness" et "the outcome-based measure of openness". La première est fondée, notamment, sur le niveau ou la dispersion des tarifs ou sur la fréquence des barrières non tarifaires. La seconde s'appuie sur l'écart entre un résultat constaté, en termes de prix des biens ou de flux d'échange, et le résultat prévisible lorsque l'État n'impose aucune barrière au commerce. Cette diversité des indicateurs n'aurait pas grande importance si tous décrivaient, même grossièrement, la même réalité. Or, Pritchett (1996) observe que les indicateurs sont peu corrélés entre eux et aboutissent à des classements très différents. Selon l'indicateur utilisé, certains pays, comme par exemple, le Chili, la Corée du Sud (et même Hong Kong ou Singapour) apparaîtront très ouverts, dans d'autres ils laisseront leur place à des pays qui n'ont pourtant pas fondé leur réputation sur l'ouverture commerciale (par exemple, le Congo, la Jordanie..., voir notamment Pritchett, 1996 mais également Serranito, 1999, Combes et alii, 2000). Cette contribution se situe dans ce courant sceptique. Elle s'interroge sur la mesure même de l'ouverture commerciale et donc sur sa pertinence comme fondement d'une prescription de politique économique. Nous détaillerons les types d'indicateurs les plus fréquemment proposés afin d'en cerner les limites et les améliorations possibles. Pour ne pas reprendre littéralement la classification de Baldwin, certains sont considérés comme des indicateurs qui visent à isoler le niveau absolu de l'ouverture commerciale alors que les autres

⁶⁸ Mouna Ben Rejeb, L'impact de l'ouverture sur la performance des entreprises : L'exemple Tunisien, thèse de doctorat, sous la direction de Bernard Guillochon, université paris dauphine, Paris, 2010, page 112.

apprécient l'ouverture relativement à un ou des partenaires commerciaux. Cette distinction n'est pas anodine car les indicateurs relatifs C'est apparaissent plus instables par nature. Ils dépendent, en effet, de l'ensemble des politiques commerciales mises en œuvre. En contrepartie, ils rappellent aussi que les performances commerciales d'un pays dépendent des politiques commerciales menées dans les autres pays. Dans tous les cas, ces indicateurs doivent permettre de classer les pays.

○ **Les indicateurs d'ouverture absolue**

Ces indicateurs sont traditionnellement les plus utilisés. Ils visent à évaluer directement le degré d'ouverture d'une économie au commerce extérieur soit en observant le résultat par un ratio d'ouverture, soit en évaluant directement les mesures de protection mises en œuvre dans le pays considéré.

Le ratio d'ouverture⁶⁹

Bien qu'abondamment utilisé dans la littérature, le rapport : $(X+M) */ PIB$ Permet d'indiquer le degré de dépendance d'un pays au commerce extérieur. Il présente plusieurs limites. Tout d'abord au niveau de la construction du ratio, qui met en rapport une production au numérateur et une valeur ajoutée au dénominateur. Ceci peut introduire un biais en faveur de pays massivement ré-exportateurs qui importent des biens intermédiaires ou des produits semi-finis qui seront incorporés dans les exportations. Puis la politique industrielle et commerciale appliquée peut introduire des distorsions et peut entraîner une augmentation artificielle du ratio. Mais la principale critique adressée au ratio d'ouverture, c'est qu'il peut dépendre de beaucoup de facteurs autres que les politiques commerciales comme la taille, la structure des avantages comparatifs et la configuration géographique. En effet, les plus grands pays sont moins dépendants du commerce extérieur et les pays qui détiennent des ressources naturelles abondantes le sont davantage. Or ces éléments sont indépendants de la politique commerciale du pays.

La mesure directe⁷⁰

Elle consiste à évaluer directement les mesures des obstacles aux échanges. Mais celles-ci posent quelques problèmes d'interprétation. La moyenne simple du tarif douanier introduit un biais, puisqu'elle favorise les pays qui imposent fortement les quelques produits importés en grande quantité et défavorise ceux qui protègent fortement des secteurs pour lesquels les flux d'importation seraient de toute façon faibles.

Si ces taux sont pondérés par le volume des importations, cela pose aussi des problèmes, car un tarif élevé sur un produit a tendance à réduire le volume des importations donc son poids dans la moyenne. En plus, la possibilité d'avoir différents tarifs (ad valorem, spécifiques, consolidés, appliqués, contingents tarifaires) rend difficile le calcul d'un taux moyen (Bouët, 2000). Dès lors, pour contourner ces problèmes, d'autres auteurs ont utilisé la part des recettes tarifaires dans le PIB ou dans les importations. Mais cet indicateur présente aussi des biais puisqu'un pays indiqué comme le plus fermé sera celui qui maximise ces recettes fiscales sans, pour autant, appliquer une politique commerciale protectionniste.

⁶⁹ Guillaumont P, Ouverture, vulnérabilité et développement, Colloque Ouverture économique et développement, Tunis, 23-24 juin 2000.

* X et M représentent respectivement les exportations et les importations du pays (x).

⁷⁰ Mouna Ben Rejeb, L'impact de l'ouverture sur la performance des entreprises, opé cit, page 114.

Puisqu'il existe une relation non linéaire entre les recettes et les tarifs. Et comme le droit de douane moyen, le rapport des recettes sur les importations ne permet pas d'associer aux mesures tarifaires les mesures des barrières non tarifaires (BNT). Ces BNT posent des problèmes pour évaluer leurs impacts sur le prix à l'importation. Généralement, c'est la part des importations couvertes par les BNT qui est prise en compte. A côté des problèmes déjà rencontrés pour les tarifs, il existe la difficulté de ne pas pouvoir quantifier l'intensité de la protection. Une autre approche peut être utilisée consiste à combiner plusieurs indicateurs partiels de politique commerciale. Elle a été présentée par Sachs et Warner (1995) qui ont utilisé une variable muette pour signaler le caractère fermé ou ouvert d'une économie. Pour résoudre le problème de l'hétérogénéité des barrières à l'importation (tarifs, quotas, normes, subventions, droits d'anti-dumping, etc.), la méthodologie adoptée par les chercheurs³³ a permis de mettre place un concept qui permet le calcul de la protection globale appelé OTRI (overall trade restrictiveness index). Cet indice global permet le calcul de l'équivalent tarifaire de l'ensemble des obstacles dont s'entoure un pays.

○ Les méthodes d'ouverture relative ⁷¹

Permettent d'apprécier l'écart entre la valeur constatée dans un pays et une norme construite dans un pays ou une zone de référence. Le degré d'ouverture est apprécié selon une mesure de la distorsion ou par une évaluation par les résidus. La première méthode consiste à mesurer un indicateur de distorsion à partir des écarts de prix, entre les prix mondiaux et les prix intérieurs. Cette démarche se heurte à deux difficultés, tout d'abord les distorsions introduites par les politiques ne sont pas les seules qui expliquent ces différences, d'autres facteurs³⁴ doivent être pris en compte. Puis les distorsions considérées devraient aussi prendre en compte l'influence des politiques sur les prix internes. La deuxième démarche consiste à comparer le volume constaté du commerce extérieur à celui prévu à partir d'un modèle de référence, méthode qui repose sur le modèle de gravité. Ce résidu capterait l'influence de la politique commerciale, ce résidu s'interprète comme l'écart entre la valeur de l'intensité du commerce d'un pays avec celles d'autres pays qui auraient les mêmes caractéristiques. Ainsi, un pays est considéré ouvert, si ce résidu est positif. En comparaison avec le ratio d'ouverture, cet indicateur est meilleur, puisqu'il élimine certains des facteurs explicatifs de l'échange autre que ceux relevant de la politique commerciale. Toutefois, les travaux s'appuyant sur cette méthode ne peuvent conclure que sur l'opportunité pour un pays d'être plus ou moins ouvert que les autres. D'après Siroën (2000), même si ces méthodes présentent certaines limites, elles devraient permettre une amélioration de la fiabilité des mesures d'ouverture.

II. Les investissements directs étrangers

Les investissements directs sont des investissements réels sous forme d'usines, équipements, terres, stocks qui implique à la fois le capital et la gestion .dans un investissement direct ; une entreprise crée habituellement une filiale à l'étranger. ce sont surtout les entreprises multinationales de l'industrie, des mines, ou des services ;ceux-ci sont aujourd'hui importants.⁷²

⁷¹ Siroën, Jean M, L'ouverture commerciale est-elle mesurable ? Colloque Ouverture économique et développement, Tunis, 22-23-24 juin 2000.

⁷² Malcolm Gillis,Dwight .H,Perkins, économie du développement, 4o édition ,Boeck ;paris,1998,page 445.



1. Quelques notions liminaires

• Définition Des Concepts

L'IDE est une notion fortement évolutive. Sa définition diffère selon la nature de la source qui l'apprécie. Selon Tersen et Briscout (1996) : « la difficulté essentielle que pose l'IDE est qu'il s'agit d'un phénomène tellement complexe qu'il est difficile d'en appréhender toutes les facettes, mais qu'il est dangereux de chercher à isoler une seule. »⁷³

Jacquemont, définit l'IDE comme « l'emploi des ressources financières qu'un pays fait à l'étranger »⁷⁴

Les IDE sont définis par le manuel de la balance des paiements du FMI (5e édition),⁷⁵ comme : « l'investissement direct à l'étranger (IDE) est l'action d'un investisseur, basé dans un pays donné (pays d'origine), qui acquiert un intérêt d'au moins 10 % dans une entreprise résidant dans un autre pays ». Ce pourcentage est supposé donner à l'investisseur un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Comme la finalité de l'opération à l'étranger est supposée être celle de la gestion durable, on peut ainsi distinguer l'investissement direct de l'investissement de portefeuille. Ce dernier est constitué de simples placements financiers, soit à long terme, soit à caractère spéculatif (acquisition d'actions, d'obligations, de produits dérivés, options et autres instruments financiers). Donc les IDE sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'Entreprise.

Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent *quatre formes* :

- ✓ La création d'une entreprise ou d'un établissement à l'étranger
- ✓ L'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante
- ✓ Le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger
- ✓ Les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.).

Au début des années quatre-vingt, l'OCDE (1983)⁷⁶ aussi a défini l'IDE de la manière suivante : « Toute personne physique, toute personne publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles est un Investisseur Direct Etranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des opérations dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs directs.

Par entreprise d'investissement direct, on entend une entreprise jouissant ou non de la personnalité morale dans laquelle un seul investisseur étranger contrôle :

- Soit 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans une entreprise jouissant de la personnalité, ou de l'équivalent dans une entreprise n'ayant pas la personnalité morale, à moins, qu'il ne puisse être établi que cela ne permet pas à l'investisseur d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

⁷³ Tersen.D et Bricourt J-L., Investissement international, Armand colin, 1996, page 5.

⁷⁴ Denis tersen.JEAN-luc bricout ,1999, investissement international ,page 07.

⁷⁵ Manuel de la balance des paiements du FMI, 5eme édition.

⁷⁶ OCDE, Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE, paris 1994, page 15.

- Soit moins de 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote dans l'entreprise, mais a un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de décision effectif implique seulement que l'investisseur direct soit en mesure d'influencer la gestion de l'entreprise ou d'y participer, et non qu'il dispose d'un contrôle absolu ».

L'OCDE définit l'Investissement Direct à l'Etranger ainsi: ⁷⁷« L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un *pays* obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre *pays*. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions. Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital». Ces derniers incluent notamment les prêts accordés par une maison-mère à sa filiale implantée à l'étranger.

D'après toutes ces définitions, les Investissements Directs ne créent pas de dettes pour le pays qui les reçoit, en ce sens qu'il n'y a aucune obligation juridique qui puisse contraindre l'Etat du pays d'accueil à en rembourser la valeur. Cela ne veut pas pourtant dire qu'ils ne créent pas des flux en retour, puisqu'ils sont le plus souvent effectués pour rapatrier des bénéfices vers la maison mère (sauf si des opportunités d'investissements rentables se présentent sur place). A ce flux de revenu, peut s'ajouter un flux de capital si l'investisseur décide de redéployer son capital vers d'autres pays

Ainsi, nous constatons que l'IDE constitue le principal vecteur de la hiérarchisation de l'ensemble de l'économie mondiale.

- **Formes Et Enjeux Des IDE**
- ✓ Les formes des IDE :⁷⁸

L'investissement direct à l'étranger (IDE) peut se faire selon deux modalités principales, la construction d'un site de production ex nihilo (on parle alors d'investissement Greenfield) ou le rachat d'un site de production existant (on parle alors d'une fusion et acquisition internationale).

L'OCDE reprend fréquemment dans ses analyses une distinction selon la forme des IDE. Pour se constituer un réseau de filiales à l'étranger, l'investisseur peut :

* soit créer une filiale entièrement nouvelle, avec l'installation de nouveaux moyens de production et le recrutement de nouveaux employés. On parle alors d'IDE de création (Greenfield investment en anglais).

* soit acquérir une entité étrangère déjà existante. Dans ce cas, l'IDE d'acquisition se traduit principalement par un transfert de propriété des titres de la filiale acquise. Cette catégorie est également connue sous le terme anglais de (brownfield investment).

Les fusions-acquisitions transfrontalières appartiennent à cette forme des IDE.

-Une fois la filiale créée, l'investisseur peut encore décider :

D'accroître les capacités de production des filiales déjà existantes. L'IDE d'extension se traduira alors par l'injection de fonds nouveaux permettant l'extension des moyens de

⁷⁷ OCDE, Définition de référence des investissements directs internationaux, 4ème édition, 2008, Paris, Page 45.

⁷⁸ OCDE, Définition de référence des investissements directs internationaux, opé cit, page 50.

-dictionnaire d'économie et de sciences sociales, éditions Nathan, 4^{ème} édition mise à jour 1998.

-La conférence des nations unies sur le commerce et le développement ,2010.

production et/ou le recrutement de nouveaux employés. Cette catégorie est parfois confondue avec celle des IDE de création.

De soutenir l'activité d'une filiale qui connaît des difficultés financières en y injectant des fonds nouveaux afin de compenser les pertes résultant de l'exploitation. L'OCDE parle alors d'IDE de restructuration financière.

Markusen (1995) ⁷⁹introduit une typologie des IDE basée sur la logique qui sous-tend la décision de créer des filiales à l'étranger. Il distingue :

L'IDE horizontal où toutes les filiales produisent des biens identiques à ceux de leur maison-mère qui correspondent à l'implantation de l'ensemble de la chaîne productive, et répondent à une logique d'accès au marché dans le pays d'implantation. Ils concernent généralement plutôt les relations entre pays de niveau de développement élevé, dans lesquels les ressources (humaines, d'infrastructures, etc.) nécessaires pour ce type d'implantation existent.

Ce type d'IDE vise à faciliter l'accès de l'investisseur à un marché étranger solvable aux perspectives de développement favorables. Certains facteurs (obstacles tarifaires ou non aux échanges, coûts de transport) affectant la compétitivité des exportations, l'investisseur préfère planter à l'étranger des entités reproduisant, comme dans son pays d'origine, toutes les étapes du processus de production afin de servir le marché local. ⁸⁰

L'IDE vertical par lequel l'investisseur fragmente les différentes étapes de conception, de production et de commercialisation de ses produits en implantant dans des pays différents des filiales qui produisent des biens intermédiaires et/ou finaux différents. Il s'agit ici pour l'investisseur de tirer parti des différences de coût des facteurs entre pays. Dans ce cas, l'activité à l'étranger est un complément de l'activité de la maison-mère, car l'une et l'autre ne se situent pas au même niveau de la chaîne de production qui, à l'inverse, ne concernent que certains segments de la chaîne, pour lesquels les économies d'accueil offrent des avantages absolus de localisation et correspondent davantage à une stratégie d'optimisation des coûts de production pour des firmes organisées globalement; la délocalisation d'une partie de la production dans un pays à bas salaires illustre ce type d'investissement. L'IDE vertical relève de la délocalisation, mais il n'en constitue que l'une des modalités (aux côtés de la sous-traitance internationale par exemple. Toutefois, la distinction entre IDE horizontal et vertical n'est pas aussi claire dans les faits : les firmes multinationales s'engagent souvent dans des stratégies d'intégration complexe, qui englobent à la fois des formes d'intégration verticale dans certains pays et horizontale dans d'autres

Le comportement stratégique des firmes sur les marchés mondiaux ne se limite toutefois pas à choisir entre exporter ou servir les marchés étrangers en y implantant une filiale.

Elles peuvent aussi exploiter la diversité des avantages comparatifs pour gagner en compétitivité.

⁷⁹ J. Markusen, *The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade ? Journal of Economic Perspective*, vol. 9, n°2, 1995, p16.

⁸⁰ Lionel Fontagné et Farid Toubal *Investissement direct étranger et performances des entreprises*, Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl. ©Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 – p36.

En introduisant une distinction entre investissement **vertical** et investissement **horizontal**, les analyses des comportements stratégiques des firmes proposent une prédiction alternative de l'impact de l'activité des firmes multinationales sur le commerce international.

Alors qu'un investissement horizontal conduit à une simple réplique de la firme, c'est-à-dire à produire le même bien dans plusieurs pays, un investissement vertical vise à fragmenter le processus de production.⁸¹

La firme multinationale va scinder sa chaîne de valeur en différentes activités et localiser chaque fonction de l'entreprise dans le pays offrant les meilleures conditions de production. On comprend alors que le développement de ce type d'investissement direct va générer de nouveaux flux de commerce ; on a alors une relation de complémentarité entre commerce et IDE.

L'ouverture croissante des pays au commerce international et la libéralisation progressive des flux de capitaux ont sans aucun doute bouleversé le comportement des grandes firmes multinationales. Leur influence sur la structure et le volume du commerce international est cependant ambiguë. D'un côté, l'ouverture commerciale doit réduire les motivations des investissements directs horizontaux et, en retour, ceux-ci doivent venir limiter la croissance des échanges internationaux. De l'autre côté, la réduction des protections internationales doit aussi favoriser l'essor des IDE verticaux qui, eux, vont avoir tendance à accroître le commerce total.

L'investissement a, en règle générale, un effet positif sur l'économie d'un pays. Mais l'investissement étranger apporte des bienfaits qui lui sont propres.⁸²

Par exemple, dans les pays où l'épargne nationale est faible et où les structures d'intermédiation du crédit sont insuffisantes, l'IDE peut être une source précieuse de financement complémentaire. Dans la plupart des cas, l'IDE est également une source de financement extérieure moins volatile que l'emprunt et les investissements de portefeuille.

En plus, le rapport de l'OCDE conclut que les investisseurs étrangers peuvent apporter des bienfaits supplémentaires à l'environnement économique du pays d'accueil. Ces apports se manifestent essentiellement sous trois formes :⁸³

- ✓ Liens entre l'IDE et les échanges internationaux. La présence d'entreprises à capitaux étrangers permet d'intégrer plus étroitement les économies en développement dans l'environnement international des échanges. On considère généralement que l'un des principaux vecteurs du développement économique est l'accès aux flux d'échanges commerciaux
- ✓ Effets directs sur la performance du secteur privé du pays hôte. L'arrivée d'entreprises étrangères se traduit généralement par une progression de la productivité et du développement des entreprises. Cela peut stimuler la concurrence, particulièrement dans des secteurs jusqu'alors protégés.

⁸¹ Thomas A. Zimmermann, Les investissements directs : évolution actuelle en théorie, pratique et politique, La Vie économique Revue de politique économique-2008.p15.

⁸² Matthieu Crozet, Pamina Koenig, État des lieux du commerce international Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international Mondialisation et commerce international, CREST & TEAM, Université Paris I - CNRS Cahiers français n° 325, page 35.

⁸³ OECD, L'investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les coûts, Paris 2002, page 45.

- ✓ Effet d'entraînement sur les entreprises locales. La présence d'entreprises à capitaux étrangers peut permettre une diffusion de compétences, notamment technologiques et humaines, auprès des entreprises locales. Cet effet exige toutefois que le secteur des entreprises de l'économie d'accueil ait atteint un certain "seuil" de développement ; il appartient aux pouvoirs publics du pays hôte de faire leur possible pour que ce soit le cas.
- ✓ Les enjeux des IDE :

Les coûts économiques de l'IDE, s'ils existent, prennent surtout la forme d'effets secondaires non souhaités. Des entreprises déficitaires peuvent nécessiter une restructuration, entraînant des pertes d'emplois. De grandes entreprises à capitaux étrangers peuvent s'arroger des positions dominantes sur le marché et réduire ainsi la concurrence. Les importations et les exportations des entreprises à capitaux étrangers peuvent accentuer la volatilité de la balance des paiements. Mais ces "coûts" sont généralement limités dans le temps et peuvent être corrigés grâce à des mesures adéquates par les pouvoirs publics des pays d'accueil.⁸⁴

L'IDE a tendance à accentuer les forces comme les faiblesses de l'environnement économique du pays.

Dans ce contexte, le rapport cite plusieurs enjeux spécifiques :⁸⁵

Pour les pays d'accueil : L'existence d'un environnement économique relativement sain dans le pays d'accueil est aussi importante pour attirer l'IDE que pour profiter pleinement de ses apports. La transparence et le respect de la règle de droit figurent en tête des préoccupations des investisseurs. Autre facteur qui compte, la taille de l'économie d'accueil, comme le montre le fort pouvoir d'attraction de la Chine pour l'IDE. Les petits pays peuvent eux aussi étendre la taille du marché en appliquant des politiques d'ouverture générale aux échanges et d'intégration commerciale régionale.

Pour les pays d'origine : Les gouvernements des pays d'origine des investisseurs ont également un rôle important à jouer. Il leur faut notamment prendre en compte les conséquences de leurs politiques économiques nationales pour la capacité d'autres pays d'accueil potentiels à attirer les investisseurs étrangers.

Les IDE participent à la construction des avantages comparatifs d'une économie. Il est donc crucial pour les États d'éviter une "déconstruction" de ces avantages comparatifs en favorisant l'ancrage de ces investissements,⁸⁶ c'est-à-dire leur durabilité. Cela est possible en incitant à créer des interdépendances entre la firme étrangère et les producteurs locaux (échanges, coopération technologique...).

L'IDE est vecteur de transfert de technologie, ce qui est crucial pour le décollage et la remontée des filières vers des productions à plus fort contenu technologique ou de haut de gamme.

⁸⁴ PAUL.R.KRUGMAN, Maurice.Obstfeld , économie internationale »4eme éditions.2eme tirage, traduction de la 6eme édition américaine par ACHILLE HANNEQUART ET FABIENNE LELOUP, paris , 2004 ,page 125.

⁸⁵ Bertrand Bellon et Ridha Gouia, investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen, édition economica, paris 1998.page 09.

⁸⁶ OCDE, les principes directeurs de l'OCDE à l'entreprise multinationale, OCDE 2008, page40.

Dans le premier, les IDE permettent une diversification de la gamme de produits offerts aux consommateurs du pays d'accueil et contribuent ainsi en cela à une amélioration du bien-être général, au-delà des effets favorables sur l'emploi et les revenus. De son côté, le secteur des biens d'investissement est un vecteur puissant de diffusion des progrès techniques au pays hôte et remplit, de ce fait, un rôle très proche de celui des importations de biens à haute valeur ajoutée.

Les investissements directs étrangers sont un des types de capitaux communément sollicités par divers Etats. Notons néanmoins que les IDE suscitent un engouement tout particulier en ce qui concerne les pays en développement.

Les principales raisons qui motivent ce choix sont dues au fait que l'IDE :

Permet des transferts de technologie, en particulier sous forme de nouveaux types d'intrants de capital fixe ; ce que les investissements financiers ou le commerce des biens et services ne peuvent assurer.

Promeut la concurrence sur le marché intérieur des intrants.

S'accompagne souvent de programmes de formation du personnel des nouvelles entreprises ; ce qui contribue au développement des ressources humaines du pays hôte.

Engendre des bénéfices qui contribuent à l'amélioration des recettes fiscales du pays bénéficiaire.

○ **Les avantages et les inconvénients des IDE** : ⁸⁷

L'investissement direct étranger (IDE) est l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation ; l'un des enjeux majeurs pour les pays développés comme pour les pays en développement est d'en faire un atout pour le bien-être mondial. Selon une nouvelle publication de l'OCDE, si l'IDE peut parfois poser des problèmes dans l'économie qui l'accueille, ses avantages compensent très largement ses inconvénients.

Un IDE est la détention d'un intérêt stable par une entreprise située dans le pays d'origine d'un montant équivalent de 10% ou plus d'une entreprise située dans un pays étranger (le pays hôte). Bien que cette proportion de 10% soit généralement suffisante pour donner à l'entreprise du pays d'origine des moyens de contrôle importants de l'entreprise située dans le pays hôte, la plupart des IDE sont en général des contrôles à 100% ou presque de filiales. Les IDE regroupent trois types d'investissement : le capital en actions, les prêts intra-entreprises et les profits réinvestis sur place. Les IDE sont extraits des balances des paiements. Toutefois, de grandes différences dans les méthodes de collecte et de mesure entre les différents pays conduisent à des écarts bilatéraux substantiels entre IDE entrants et IDE sortants.

Les avantages des IDE sont désormais largement reconnus : transfert des techniques, développement de la concurrence, diffusion des meilleures pratiques de production et de gestion, élévation du niveau d'éducation et de compétences professionnelles dans les pays hôtes. En outre, ces derniers se voient offrir un accès aux internationaux. Tous ces facteurs devraient soutenir la croissance.

Au niveau du stock de capital, on considère généralement qu'un IDE effectué dans un pays développé renforce les gains de productivité. Dans les pays émergents, les IDE participeront au processus d'accumulation nécessaire au progrès économique.

⁸⁷ OCED, L'investissement direct étranger au service du développement. Optimiser les avantages, minimiser les coûts, Paris 2002, page 60.

Par ailleurs, les créations d'emplois qu'apporte un IDE sont également génératrices de croissance des revenus et donc de l'activité. Il existe une différence importante entre le secteur des biens de consommation et celui des biens d'investissement.

D'après Bosworth et Collins (1999), l'IDE produit une augmentation remarquable de l'investissement intérieur lorsque les entrées de capitaux de portefeuille semblent n'avoir pratiquement aucun effet sensible sur l'investissement et les prêts un impact mitigé.

Un autre point encourageant la prolifération des IDE est leur résilience aux perturbations économiques. En effet, les IDE sont le plus souvent sous forme de machines ou d'infrastructures, donc difficiles voire impossibles à rapatrier en cas de crise économique. C'est cet élément qui les distingue des investissements de portefeuille qui sont très volatils et sensibles à la conjoncture économique.

L'IDE devrait donc augmenter l'investissement intérieur, favoriser la croissance économique et est tout adapté aux pays en développement.

Selon les recherches de Fontagné L. et Pajot M., (1999), ⁸⁸les IDE améliorent la compétitivité des entreprises installées sur le marché intérieur du pays récepteur et ont un impact positif sur les échanges extérieurs, en particulier sur les exportations. Ils entraînent aussi des externalités positives par les effets de sous-traitance et d'exploitation du progrès technologique.

-Tous ces éléments illustrent bien l'opportunité que représentent les investissements directs étrangers aux pays en développement. Cependant ces derniers doivent veiller à ne pas trop se leurrer quant aux avantages des IDE.

En effet, la forte proportion d'IDE dans les apports de capitaux peut être signe de faiblesse, et non de force pour le pays récepteur. Les IDE affluent beaucoup plus dans les économies dont les marchés financiers sont déficients comme les pays à haut-risque. Ainsi, les investisseurs ont l'opulence de s'ingérer librement dans le fonctionnement de l'économie du pays hôte et d'y opérer directement au lieu de s'en remettre au marché financier ou aux institutions juridiques. Or, la politique économique recommande aux pays désireux d'accroître leur capacité d'accès aux marchés internationaux de capitaux, de se concentrer sur la mise en place de dispositifs d'application crédibles. ⁸⁹

De même, le transfert de contrôle engendré par l'IDE n'arrange pas toujours l'économie résidente. En effet, avec les IDE, les investisseurs directs étrangers obtiennent des informations cruciales sur la productivité des entreprises qu'ils contrôlent. Ainsi, ils tendront à ne garder dans leurs portefeuilles que les entreprises très productives et à vendre les moins productives aux épargnants nationaux « non informés ». Comme dans d'autres cas de sélection adverse, ce processus peut conduire les investisseurs directs étrangers à surinvestir.

Un endettement excessif peut aussi limiter les avantages de l'IDE car l'investisseur peut rapatrier le nominal. Dans ce cas les gains liés à l'IDE seront réduits du montant de l'emprunt contracté dans le pays de l'IDE. De plus, l'IDE peut renforcer l'action des lobbys.

L'IDE fragilise aussi les économies naissantes. En effet, la prise de contrôle des entreprises nationales par des étrangers représente sur un certain plan un amoindrissement de la souveraineté de l'Etat récepteur. ⁹⁰

L'importance des IDE n'étant plus à démontrer, il convient de s'intéresser aux théories et travaux qui ont porté sur eux.

⁸⁸ Disponible sur le site, <http://lionel.fontagne.free.fr/rech.html>.

⁸⁹ Loungani P. et Razin A., Finances & Développement, juin 2005. op cit, page 08

⁹⁰ Céline Rozenblat, Les entreprises multinationales, un processus urbain dans un environnement international et transnational, L'information géographique n° 2 – 2007. Page 16.

2. Les principales théories explicatives des I.D.E :

Plusieurs théories ont traité les IDE, les plus récentes sont celle de Dunning (1993) et de Caves (1996). Par ailleurs, on peut remarquer que les théories les plus importantes sont basées sur l'économie industrielle.

Dans sa thèse de Doctorat, Hymer (1960) a distingué entre l'investissement de portefeuille et l'investissement direct. Il montre que les hypothèses d'arbitrage sur le capital expliquant les mouvements internationaux de capital, sont en contradictions avec le comportement des multinationales et sont, ainsi, incapables d'expliquer les causes des IDE et ce pour trois raisons.

Premièrement : une fois que le risque, l'incertitude, la volatilité des taux de change, et les coûts d'acquisitions des informations sont incorporés dans la théorie de l'arbitrage de portefeuille, plusieurs des prévisions économiques restent, tout de même, invalides. En fait, ceci est dû aux imperfections du marché qui affectent les performances des firmes, et en particulier leurs stratégies sur les marchés étrangers.⁹¹

Deuxièmement : les IDE permettent non seulement le transfert de ressources (capital), mais aussi de technologies, d'expériences managériales et de savoir-faire. D'où l'existence de rentes économiques importantes et d'effets d'externalité positifs, qui peuvent être aussi importants que les effets directs des déplacements de capitaux et des investissements étrangers.

Troisièmement : les IDE n'ouvrent pas la possibilité de changement de possession (ownership), de ressources ou des droits. **Hymer** explique la distribution des IDE entre les marchés, par les théories microéconomiques.

En appliquant les théories d'économie industrielle, Hymer pense que les FMN sont identiques aux firmes locales.

Le fait d'investir à l'étranger englobe certaines difficultés : communication, transport, barrières de langues...

Cependant les FMN doivent posséder des avantages spécifiques de localisation : technologie, économie d'échelle qui permet de dépasser les barrières locales et d'être compétitive face aux entreprises locales.⁹²

Des recherches ont été menées par **Kindleberger*** (1958), **Caves** (1983) et **Dunning *** afin d'identifier, les avantages de délocalisation tel que : la capacité technologique, l'expérience, la structure industrielle, la différenciation des produits, les connaissances du marché, et les compétences organisationnelles.

⁹¹

⁹² NJOUM NGUENIN MARTIAL, L'ANALYSE DES DETERMINANTS DEL'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER, ope cit, page 18.

* Charles Poor « Charlie » Kindleberger est à la fois historien de l'économie et un spécialiste américain de l'économie internationale, né le 12 octobre 1910, New York, État de New York, États-Unis, décédé le 7 juillet 2003, ses Livres : Histoire mondiale de la spéculation financière: de 1700 à nos jours, plus...

* John Harry Dunning est un économiste britannique, né le 26 juin 1927 à Sandy et décédé le 29 janvier 2009.

Dans l'approche de **Vernon** * (1966), il explique les IDE selon le cycle de vie du produit. Au début le produit est conçu dans le pays d'origine avec des technologies innovatrices, et il est aussi produit pour le marché local.

Après, arrivé à un autre stade du cycle de vie, une certaine croissance et connaissance du marché, de synergie, le produit est exporté vers d'autres pays ayant des caractéristiques similaires au pays d'origine.

Lorsque le produit devient standard et mature, les coûts de travail deviennent très importants dans le processus de production, c'est à ce moment là que les firmes délocalisent à la recherche de coûts de production bas.

Le cycle de vie du produit était, ainsi, la première interprétation dynamique des déterminants des IDE et de leurs relations avec le commerce international.

Dans les années soixante dix, quelques économistes, en particulier **Buckley** (1991) et **Casson** (1976), **Lundgren** (1977), et **Swedenborg** (1979), ont proposé l'application de la théorie d'internationalisation afin d'expliquer la croissance des FMN basées sur la théorie des coûts de transactions. En effet, le choix entre servir un marché extérieur par l'exportation ou par le franchisage et d'y investir, dépend de certains coûts, tel que les coûts d'opportunité, d'installation ou encore des coûts de maintenance... tant que ces coûts existent la FMN préfère s'installer elle-même à proximité du marché en question, ou bien elle peut opter pour le franchisage.⁹³

Ce dernier semble être le cas de plusieurs multinationales, notamment « Coca-Cola » qui a élaboré un système de franchise à l'échelle internationale lui permettant d'être présente sur tous les marchés.

En analysant cette théorie (approche d'internationalisation), on retrouve très clairement l'idée d'existence d'imperfections sur le marché, développé au début des années soixante.

Ainsi, afin de minimiser les coûts de transactions et d'améliorer l'efficacité de la production, les FMN décident de délocaliser leurs productions. Il faut noter, néanmoins, que cette vision des IDE néglige les spécifications internes de localisation. Par spécifications internes de localisation on entend les données économiques, sociales et politiques du pays hôte et qui jouent un rôle prépondérant à la fois dans la décision de délocalisation et du choix du pays d'accueil.

De même, les travaux de **Mayer*** et **Mucchielli*** se sont intéressés à la localisation à l'étranger des firmes multinationales et en ont déduit quatre facteurs déterminants : la

* aymond Vernon (1913-26 août 1999) est un économiste américain, connu pour sa théorie du cycle de vie du produit et pour son application au commerce international.

Dans cette théorie développée en 1966, Vernon étudie la nature des innovations aux États-Unis et les stratégies des firmes tout au long de la durée de la vie économique du produit. Jusque dans les années 1970, les États-Unis sont le pays où les coûts salariaux sont les plus élevés, mais où le revenu par tête est le plus important.

⁹³ NJOUM NGUENIN MARTIAL, op. cit., page 19.

* Hans Mayer est un économiste autrichien (1879-1955) qui fut le disciple à Vienne, Sa contribution principale est la théorie dite de « l'imputation » 1 : Il s'agit de déterminer - dans une démarche conditionnée par la perspective marginaliste - la productivité d'un facteur de production.

demande du marché des biens, le coût des facteurs de production, le nombre d'entreprises locales et étrangères déjà installées sur place et la synthèse des différentes politiques d'attraction menées par les autorités locales. En d'autres termes, les entreprises recherchent les lieux où la demande est importante et là où les coûts de production sont faibles.⁹⁴

Plus tard en 1998, **Wilhelms et Witter** ont créé le concept d'adaptation institutionnelle à l'IDE, publié dans l'ouvrage intitulé «Foreign Direct Investment and its Determinants in Developing Countries ». ⁹⁵

La théorie élaborée intègre des variables microéconomiques (concernant l'investisseur), macroéconomiques (couvrant les caractéristiques de l'économie réceptrice de l'IDE) et des variables méso économiques (représentant les institutions liant l'investisseur et le pays hôte tel que les agences du gouvernement qui publient les politiques concernant l'investissement direct).

Enfin, les travaux de **Morisset et Neso**⁹⁶ ont montré quant à eux que les procédures administratives complexes, nécessaires à l'établissement et au fonctionnement des affaires, découragent l'entrée des flux d'IDE. -Les auteurs ayant traité de l'IDE ont tenté de formaliser ses causes en développant ou en appliquant des approches théoriques.

Certains des arguments avancés s'inspirent des théories de commerce, de l'investissement ou du marketing. Chacune des théories contribue à notre compréhension des raisons sous-jacentes à l'IDE ou offre une explication relative à un IDE particulier .il n'existe cependant pas de théorie complète de l'IDE. Notre analyse va donner lieu à plusieurs contributions dans la littérature économique : les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement, la théorie de l'arbitrage financier, la théorie du cycle de vie du produit, la théorie des marchés et la théorie éclectique.

○ Les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement :

Malgré l'émergence des premières firmes multinationales dès la fin du XIXe siècle, le commerce entre nations a constitué l'axe de réflexion dominant en économie internationale jusqu'à la fin des années 1950. Selon la théorie traditionnelle du commerce international, l'entreprise n'est qu'un lieu de rencontre des divers facteurs de production. Aussi, ses avantages sur ses concurrents internationaux, lui permettant d'exporter, ne peuvent provenir que de la dotation en facteurs spécifiques au pays où elle produit. Ces avantages ne sont donc ni exclusifs, ni transférables internationalement. Dans ces conditions, l'IDE n'a aucune raison d'être. Fondamentalement, la théorie pure du commerce international s'attache à répondre à la question du pourquoi l'échange de biens entre deux pays, et quels sont les biens qui peuvent être exportés.⁹⁷

Ainsi, le commerce international prend sa source dans les différences des coûts relatifs comparés ou des avantages comparatifs, telle que l'a dégagée la théorie classique de

♣ Jean-Louis Mucchielli, est un économiste né en 1950 à Luynes est professeur des universités et a été recteur d'académie, directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il est chevalier dans l'Ordre National du Mérite et commandeur des Palmes académiques.

⁹⁴ Thierry Mayer et Jean-Louis Mucchielli, La localisation à l'étranger des entreprises multinationales Une approche d'économie géographique hiérarchisée appliquée aux entreprises japonaises en Europe, revue économique , ÉCONOMIE ET STATISTIQUE N° 326-327, 1999 - 6/7

⁹⁵ WILHELMS Saskia K. S. et WITTER Stanley M. D. (1998) «Foreign Direct Investment and its Determinants in Developing Countries» p 79.

⁹⁶ MORISSET Jacques et NESO Olivier L. (2002) «Administrative Barriers to Foreign Investment in Developing Countries», Washington D.C. 20433, World Bank, page 21.

⁹⁷ Campos-Nauro F. et Kinoshita Y. Foreign direct investment and structural reforms, Evidence from Eastern Europe and Latin America , IMF Working Paper, WP/08/26, January,2008.

l'échange international, formulée par Ricardo et Stuart Mill. La théorie néoclassique de l'échange international, sous ses hypothèses réductrices d'immobilité internationale des facteurs de production et libre circulation des marchandises, a rejeté la firme multinationale de son champ d'analyse. Cette théorie va notamment reformuler l'approche classique en termes de substitution et donner naissance au modèle Hecksher-Ohlin. Ce modèle s'attache à démontrer que l'immobilité internationale des facteurs de production n'empêche pas l'égalisation internationale de la rémunération de ces facteurs.

○ Les facteurs de production dans la théorie économique :

Le modèle Hecksher-Ohlin-Samuelson (HOS) du commerce international a servi de base de départ aux premières analyses des investissements internationaux. L'apport de ce modèle se résume dans le fait que les pays échangent des produits en fonction de leurs avantages comparatifs liés aux différences de dotations factorielles entre eux. Chaque pays se spécialise dans la production et exporte les biens qui utilisent relativement le plus de facteur dont il est relativement le mieux doté. A terme, l'échange international égalise les rémunérations des facteurs entre chaque pays, et l'investissement direct n'a pas lieu d'être.⁹⁸

En effet, les avantages comparatifs ne sont pas transférables, c'est bien la localisation géographique de l'entreprise (localisation à laquelle est rattachée une certaine dotation en facteurs) qui détermine l'existence d'avantages ou de désavantages comparatifs. La différence de rémunération du capital entre des pays abondants en capital et des pays faiblement dotés en capital affecte sa rémunération. Les premiers ont une rémunération du capital plus faible alors que pour les seconds le contraire est valable. Elle sera plus élevée du fait de sa rareté. Les mouvements des capitaux doivent donc aller du Nord vers le Sud.

Ainsi, la théorie des échanges basée sur les dotations relatives de facteurs de production pourrait expliquer les mouvements d'investissements directs verticaux, visant à intégrer une filière de production, dont les phases successives correspondent à des combinaisons factorielles différentes géographiquement. Toutefois, elle ne donne pas de réponse adéquate pour les déterminants des mouvements d'investissements directs horizontaux impliquant l'internationalisation de la production de biens similaires dans des économies dont les dotations relatives en facteurs sont voisines et dont les barrières tarifaires tendent à s'uniformiser⁹⁹

D'autre part, la théorie pure du commerce international est une théorie de l'équilibre général (équilibre statique avec l'hypothèse d'homogénéité et d'identité des biens produits dans les différents pays avec des fonctions de production considérées comme identiques ou presque sur le plan international) des échanges internationaux de produits et de services où les changements technologiques, les innovations et l'avance technologique sont ignorés. Les entreprises produisent de l'innovation en réaction en premier lieu aux occasions de profit, dont elles ont d'abord connaissance, et qui seront forcément d'après les besoins nationaux. Après avoir satisfait le marché intérieur, les entreprises prennent conscience des possibilités de profit offertes par les marchés étrangers.

⁹⁸ Camara M, Les investissements directs étrangers et l'intégration régionale, Les exemples de l'ASEAN et du MERCOSUR, Revue Tiers Monde, VOL XLIII, n° 169, Janvier-Mars, 2002, pp.47-69.

- <https://perso.univ-rennes1.fr/denis.delgay-troise/CI/Cours/REI321.pdf>

⁹⁹ Nicoletti Giuseppe, Stephen S. Golub, Dana Hajkova, Daniel Mirza et Kwang-Yeol Yoo, L'INFLUENCE DES POLITIQUES SUR LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER, Revue économique de l'OCDE n° 36, 2003/I.

Linder (1961) a introduit la demande comme élément prépondérant dans l'explication des échanges internationaux de produits manufacturés. Un pays ne peut exporter que les produits qui sont l'objet d'une demande substantielle sur son marché intérieur, et seuls les pays dont la demande est très proche de ce marché sont susceptibles de l'importer. Ce modèle explique pourquoi non seulement le commerce, mais aussi l'investissement direct, sont plus répandus entre les pays industrialisés (ayant des structures de demandes similaires), qu'entre les pays industrialisés et les pays non-industrialisés. Ce modèle fait apparaître aussi la nécessité de biens différenciés comme source de l'avantage comparatif à l'échelle internationale entre concurrents.¹⁰⁰

Ainsi, tous les éléments de la concurrence monopolistique devraient être incorporés dans la théorie de l'échange en tant que forces créatrices d'échanges. Par ailleurs, de meilleures techniques de production, des économies d'échelle... sont également à l'origine d'avantages comparatifs. A ce niveau, Posner (1961), a démontré que pendant un certain temps le pays innovateur (en produits et en techniques nouvelles) bénéficie d'avantages monopolistiques et ses exportations augmentent tant qu'il y a encore le décalage entre l'innovation et son imitation par les autres pays. Mais, le processus continue du fait de l'apparition de nouvelles technologies. Ainsi, le déterminant de l'échange international réside dans l'écart technologique entre pays : les pays en avance exportent des biens intensifs en nouvelles technologies et les autres, des produits banalisés.

Ces intuitions ont été formalisées par Krugman (1979), qui considère deux pays ou zones : Nord et Sud. Contrairement au Sud, le Nord innove. Les innovations donnent de nouveaux produits fabriqués localement au Nord, puis après un certain temps au Sud. L'auteur montre comment de nouvelles industries doivent émerger en permanence au Nord, pour maintenir le niveau de revenu de cette zone, les industries nouvelles déclinant et disparaissant tôt ou tard face à la compétition des bas salaires des pays du Sud. Les hauts salaires du Nord reflètent alors la rente de monopole pour les nouvelles technologies. Le monopole technologique du Nord ne peut être maintenu que par des innovations constantes dans de nouveaux produits. L'innovation est plus reliée aux comportements des firmes que des pays, il convient de ne plus les considérer simplement comme le lieu de rencontre des facteurs de production⁴. L'approche micro de l'échange international peut permettre l'insertion de l'IDE dans son processus et tenir compte de ses implications.

Les théories traditionnelles de l'échange international ont donné lieu, dans les années cinquante, à de nombreuses vérifications empiriques, dont le paradoxe de Leontieff. Le premier test sur les données du commerce américain pour 1947, a donné un résultat indiquant que les substituts d'importations avaient une intensité relative en capital supérieure à celle des exportations. Alors que, Leontieff a supposé que les Etats-Unis étaient un pays abandonnant en capital. Il a tenté de démontrer que les exportations américaines étaient intensives en capital et que les importations intensives en travail. Le paradoxe de Leontieff⁵ se révèle à l'opposé de ce que le modèle d'Heckscher-Ohlin- Samuelson (HOS) a prévu. Les résultats des autres études qui ont suivies pour d'autres pays ont montré tantôt un paradoxe tantôt une conformité avec ce modèle. Ils ont surtout révélé des situations de pays intermédiaires, tel que la France, impliquant alors une hiérarchisation des avantages comparatifs (Lassudrie-Duchêne et Mucchielli, 1979).¹⁰¹

Pour répondre à la question de savoir qu'est ce qui se passe sur le marché des facteurs de production quand chaque pays se spécialise conformément au théorème d'Heckscher-Ohlin, c'est-à-dire quand chaque pays se spécialise dans la production du bien qui contient le plus de son facteur abondant. Dans les conditions du théorème d'Heckscher-Ohlin, quand un pays

¹⁰⁰ L'ouverture aux échanges dans le modèle Heckscher- Ohlin-Samuelson (HOS), disponible sur le site , <http://www.ebanque-pdf.com/fr/economie-international-la-theorie-hos.html> , <http://perso.univ-rennes1.fr> .

¹⁰¹ Ope cit.

passé de l'autarcie à l'économie ouverte, la rémunération du facteur utilisé intensivement dans la production du bien exporté s'accroît et la rémunération des autres facteurs diminuent.

Dans le cadre de l'échange international et la répartition nationale des revenus, la relation illustrée par le théorème de Stolper-Samuelson (1941) révèle que l'ouverture à l'échange réduit les salaires et augmente les profits dans les pays relativement abondants en capital. Ce théorème prédit la modification des revenus des facteurs à la suite de l'échange international, qui peut être appliqué aux échanges entre les pays industrialisés (riches en main d'œuvre qualifiée, qui importent des biens incorporant plus de travail non qualifié et exportent des biens intensifs en travail qualifié) et les pays en développement (riche en main d'œuvre non qualifiée). Il est à noter que, l'ouverture à l'échange s'accompagne à la fois d'une augmentation globale de bien-être et d'une redistribution des revenus en faveur du facteur relativement abondant (le capital dans les pays en développements) et en défaveur du facteur relativement rare (le travail dans les pays développés).¹⁰²

Il découle de ce théorème que l'intensification des échanges entre pays industrialisés et pays en développement provoque la diminution de la rémunération des travailleurs non qualifiés dans les pays industrialisés. Les salariés sont donc lésés par l'échange et ont tout intérêt à s'y opposer. Inversement, les propriétaires de moyens de production (capital) sont avantagés par l'échange et ont donc intérêt à promouvoir le libre-échange.

Aussi, les approches néo-factorielles et néo-technologiques issues du test de Leontieff ont tenté d'améliorer l'analyse, avec un souci d'intégration d'une dimension dynamique dans la détermination des avantages comparatifs. Ainsi, le capital humain et, par là même, les fondements de la qualification du travail, étaient devenus une des bases principales des avantages comparatifs. Wood (1994) montre l'importance des différences de qualifications, en étudiant le commerce de biens manufacturés entre le Nord (pays développés) et le Sud (pays en développement). Selon l'auteur, les critiques du modèle HOS sont exagérées. Il démontre que la théorie des proportions de facteurs fournit une description correcte de la structure du commerce international du fait que les deux groupes de pays considérés ont des dotations factorielles très différentes.

Le modèle établie par Salter et Swan¹⁰³ repose sur la différence entre les biens et services échangeables et non-échangeables au niveau international. Ainsi, les biens et services échangeables au niveau international recouvrent tous les biens et services produits par une économie qui, réellement ou potentiellement, font l'objet d'exportations ou d'importations. Alors que, les biens et services non-échangeables au niveau international sont ceux qui ne dépassent jamais les frontières, que ce soit parce que les coûts de transports interdisent toute exportation ou importation, ou parce que les biens en question sont véritablement non échangeables au plan international (tels que les services publics, la terre, le logement, la construction, les spécialités locales qui ne sont pas commercialisées sur les marchés internationaux et les produits hautement périssables).

La différence la plus notable entre les produits échangeables et non-échangeables au niveau international concerne le processus de formation des prix. Dans le cadre d'une économie ouverte dépendante (qui subit l'évolution des cours internationaux), les prix des produits

¹⁰² Mayeur, A, Le modèle d'Heckscher-Ohlin, Macroéconomie. Paris: Nathan, 2011.

¹⁰³ Karen Thierfelder, TRADE AND TRADABILITY, EXPORTS, IMPORTS, AND FACTOR MARKETS IN THE SALTER-SWAN MODEL, TMD DISCUSSION PAPER NO. 93, U.S. Naval Academy and International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C. 20006, U.S.A.2002, page 2-8.

échangeables sont déterminés par les cours des marchés internationaux et traduits par le taux de change en prix pour le marché domestique. Les prix des produits non-échangeables au niveau international se forment exclusivement par le jeu de l'offre globale et de la demande solvable domestique.

La distinction entre biens échangeables et non-échangeables sur laquelle repose ce modèle permet de mettre en évidence des aspects importants des processus macro-économiques de formation des prix et de réaction de la production. Ainsi, les produits se caractérisent plutôt par des degrés d'échangeabilité. Dans un même pays, un produit donné peut être négociable au niveau international en certains lieux (à proximité de la frontière) et non-négociable dans d'autres lieux (régions éloignées). Le fait que la plupart des produits se situent quelque part entre les deux extrêmes des biens strictement échangeables ou non-échangeables au niveau international a des conséquences sur les processus de formation de leurs prix.

Le modèle de Salter et Swan fournit des indices quant aux principaux facteurs à l'origine des déséquilibres structurels et quant au rôle des politiques macro-économiques dans le renforcement ou l'atténuation de ces dynamiques de déséquilibre. Limiter les interventions politiques, qui entravent le fonctionnement du marché et soutenir les forces du marché de façon à créer une situation d'équilibre macro-économique, paraît une bonne initiative. Même lorsqu'un déséquilibre se produit (que ce soit à la suite d'une crise interne ou externe), les mesures politiques qui sont mises en œuvre devraient donc toujours être orientées dans le même sens que les forces du marché de façon à rétablir un nouvel état d'équilibre macro-économique. Cependant ce modèle, présente des limites liées principalement à certaines de ces hypothèses.

○ **L'échange et l'investissement dans la théorie économique :**

Avec l'expansion des investissements directs étrangers, le commerce et l'IDE apparaissent comme deux moyens pour desservir les marchés étrangers. La question qui se pose alors est de savoir s'ils sont complémentaires ou substituables ? La substituabilité est souvent présente dans la théorie traditionnelle du commerce international, mais également dans certains développements des nouvelles théories du commerce qui mettent l'accent sur le comportement individuel de la firme. Les analyses prennent en compte le fait que la firme a le choix entre plusieurs modes de pénétration des marchés étrangers. Bien que de nombreuses analyses théoriques prennent comme hypothèse une relation de substitution, le lien de complémentarité est commun à la plupart des études empiriques.¹⁰⁴

✓ **La substitution entre l'échange international et les mouvements de capitaux:**¹⁰⁵

De nombreux auteurs (certains sont exposés dans ce qui suit) ont vu dans l'abandon de l'hypothèse de l'absence d'obstacles aux échanges de marchandises entre pays, la possibilité d'envisager les transferts de capitaux comme des substituts au commerce. Pour comprendre la thèse de substitution des flux de capitaux aux flux de marchandises, il convient de reprendre le raisonnement de Mundell (1957). L'hypothèse de départ consiste à prendre dans un modèle HOS, une situation dans laquelle l'échange de produits est fortement limité sinon empêché, par des barrières douanières. L'idée est que les obstacles au commerce des marchandises stimulent les transferts de capitaux. L'auteur suppose que le capital est un facteur internationalement mobile et qu'un droit de douane est appliqué d'abord par le pays relativement abondant en travail aux marchandises provenant du pays relativement abondant en capital.

¹⁰⁴ Mayeur, A, Le modèle d'Heckscher-Ohlin, ope cit.

¹⁰⁵ L'ouverture aux échanges dans le modèle Heckscher- Ohlin-Samuelson, ope cit.

Cette mesure a une incidence sur le pays utilisant ces droits sur le prix des biens, d'une part sur le marché mondial, et d'autre part sur le marché domestique. La situation qui se présente par la suite est que les producteurs locaux, qui avec un prix non compétitif au prix mondial, peuvent rester en marge ou rentrer dans la compétition. L'offre nationale s'accroît en conséquence, alors que la demande intérieure baisse avec la hausse du prix. Par conséquent, les pays exportateurs, relativement abondant en capital, confrontés à la nouvelle structure des prix dans le pays importateur de leurs produits, ont doublement intérêt à venir investir dans ce pays. La rareté relative induisant une rémunération plus élevée, un flux de capital et donc des investissements vont avoir lieu dans le pays protectionniste, ce qui va entraîner une augmentation de sa production du bien plus capitalistique (théorème de Rybczynski, 1955). Après le transfert de capital, le pays investisseur perd une partie de son facteur abondant au bénéfice du pays investi. Les frontières de production se modifient dans les deux pays, ainsi que la quantité et la nature des biens produits. Ainsi, les flux de capitaux se poursuivront tant que la différence dans les prix relatifs de facteurs de production persistera, et jusqu'à l'équilibre où le droit de douane pourrait être supprimé et les transferts abandonnés.

Par conséquent, les pays peuvent modifier leurs dotations naturelles en facteurs de production en utilisant des droits de douane élevés ou inversement en recourant à des primes à l'exportation. Une barrière tarifaire incite a priori les firmes d'un pays à établir des unités de production à l'intérieur du mur protectionniste d'un autre pays. Cet argument a longtemps été évoqué pour expliquer la motivation des firmes à s'implanter dans un pays protectionniste, sous la condition que la demande y soit suffisamment importante. Cette explication n'est plus valable du fait que les droits de douane ont connu une baisse généralisée depuis la seconde guerre mondiale.

Lorsque les entraves à l'échange persistent entre l'exportation et l'investissement direct, le choix se porte plus avantageusement vers ce dernier mode de pénétration. Parmi les auteurs qui ont soutenu ce propos, Caves (1981) admet que de nombreux pays en développement (les nouveaux pays industrialisés aussi) auraient délibérément poursuivi une politique d'attractivité des firmes étrangères, par la mise en place de protections tarifaires et de restrictions quantitatives aux importations. Ces pays ont dû abandonner de telles mesures une fois le processus d'industrialisation enclenché.

Ce raisonnement peut être utilisé aussi bien pour les droits de douane que pour les coûts de transport. La conséquence reste identique. Partant de l'idée que tout obstacle à l'échange, de quelque nature qu'il soit, stimule les transferts de capitaux. Cela donne un paradoxe considérable. Si l'on considère, qu'un pays souhaitant protéger ses industries locales contre les dangers que feraient peser des investissements étrangers et voulant conduire une politique de développement nationale, n'aura pour ainsi dire qu'une solution. Il doit libéraliser son commerce extérieur en levant toutes barrières (tarifs douaniers discriminatoires, contingents d'importation et frais de transports) entraînant un retour aux exportations. A ce niveau, il convient de ne pas voir simplement l'investissement étranger comme un flux de capitaux, mais comme l'installation d'un stock de biens physiques, difficiles de les sacrifier sans supporter un coût élevé.

Mucchielli (1985) constate qu'il existe un arbitrage entre l'exportation et la production à l'étranger selon la nature des produits et en fonction des avantages compétitifs relatifs à chacun et des avantages comparatifs dans le pays d'origine et le pays d'accueil. Pour la firme multiproduits, l'exportation et l'importation à l'étranger sont substituables pour un produit donné et complémentaires pour l'ensemble de la gamme des produits. La firme délocalise la fabrication de gammes intensives en travail et préserve dans le pays d'origine les productions

de haut de gamme, avec une hiérarchisation relative de ses possibilités et donc de ses choix. A savoir que, des entraves, telles que les contraintes institutionnelles pesant sur l'implantation à l'étranger, rendraient le choix de la firme moins ouvert.¹⁰⁶

Dans la tentative macroéconomique d'intégrer le capital dans la théorie de l'échange international, le modèle de Mundell (1957)¹⁰⁷ est une contribution majeure, qui ouvre la voie aux autres analyses. Ce modèle présente la substitution entre l'échange international et les mouvements de capitaux, un cas destructeur de l'échange international, allant à l'encontre du principe de l'avantage comparatif.

✓ La complémentarité entre l'investissement et l'échange¹⁰⁸

Après l'apport de Mundell (1957), Purvis (1972) envisage le capital comme étant essentiellement monétaire et abstrait. L'auteur formalise le paradigme de complémentarité entre mouvement de capital et échanges internationaux, dans le cadre d'équilibre général du modèle HOS. Il cherche à montrer que dans certaines situations, le mouvement de capital est incitateur ou créateur d'échanges internationaux, favorisant à la fois une offre excédentaire d'exportation et une demande excédentaire d'importation, en supposant constants, les prix relatifs des biens ou les termes de l'échange. Il s'agit là, des termes que Purvis (1972) utilise pour définir la complémentarité.

La présentation de Purvis (1972) a l'avantage d'éviter le cas de substitution possible, destructeur de l'échange, où les exportations du pays A, ayant un avantage comparatif dans la production de biens à intensité de capital Y, sont fortement concurrencées par la capacité de production accrue du pays B en bien Y. Cependant, cette présentation se heurte à plusieurs objections. Le cas de complémentarité demeure un cas possible, mais pas nécessaire. Aussi, le fait qu'elle suppose que le mouvement de capital détermine la diminution de la production des biens Y à forte intensité de capital, semble peu réaliste. Enfin, ce modèle reste incertain et ambigu.¹⁰⁹

Face à ces incertitudes et en s'inspirant de la présentation de Purvis (1972), Kojima (1978) tente une explication plus réaliste. Le paradigme de Kojima (1978) se présente comme une formulation opposée à celle de Mundell (1957) et nettement moins équivoque que celle de Purvis (1972). Le modèle présenté par Kojima (1978) a pour but de montrer qu'avec l'investissement direct étranger, la relation de complémentarité existe certainement. Ceci est le cas, lorsque dans le pays d'accueil (B) se développent des industries à intensité de travail, bénéficiant d'un avantage comparatif, et parallèlement à cela se contractent les industries à intensité de capital, se trouvant désavantagées relativement. Un phénomène inverse se produit dans le pays investisseur (A), lorsque diminuent les industries intensives en main d'œuvre, comparativement désavantagées. Par ailleurs, la possibilité de voir le mouvement de capital venir renforcer la production des biens à forte intensité de capital dans le pays (B) et concurrencer celle du pays (A), pour lesquels celui-ci a un avantage comparatif, est éludée, quand on opte pour le paradigme de Kojima.

¹⁰⁶ Thierry Mayer et Jean-Louis Mucchielli, La localisation à l'étranger des entreprises multinationales, *op. cit.*

¹⁰⁷ Belghamani nadjat (2013), le modèle de Mundell (1957), consulté à l'adresse, <http://fr.scribd.com/doc/168954233/La-theorie-du-commerce-international-Mundell-1957#scribd>

¹⁰⁸ Why Trade? Consulté à l'adresse, <http://www.nobelprize.org/educational/economics/trade/ohlin.html>.

¹⁰⁹ <http://www.nobelprize.org/educational/economics/trade/ohlin.html>, *op. cit.*

Pour souligner le caractère complémentaire des investissements et des échanges, Kojima (1978) prend l'exemple des investissements japonais dans les pays en développement. L'auteur considère que l'investissement se compose aussi bien de capital que de technologie. Alors, les pays sont différents en termes de dotations de facteurs ainsi qu'en termes de technologie. Par ailleurs, le capital et la technologie sont spécifiques à chaque secteur. L'analyse se base sur l'idée selon laquelle un pays développé (le Nord), abondant en capital et disposant d'un avantage comparatif dans les machines (intensif en capital), et un pays en développement (le Sud), doté d'une main d'oeuvre moins chère. Le transfert de capital et de technologie des firmes spécialisées dans le textile du Nord vers le Sud améliore la productivité dans ce secteur avec une baisse des coûts de fabrication et rend possible l'échange international. Les coûts devenus plus faibles que le prix international, le Sud va exporter du textile et importer des machines. Ainsi, l'investissement est créateur d'échange¹¹⁰.

A l'inverse, pour le caractère limitatif ou destructeur de l'échange, l'auteur prend le cas du modèle américain. L'investissement direct à l'étranger s'applique aux industries à technologie de pointe, où les firmes oligopolistiques américaines ont un avantage comparatif. L'investissement vient se substituer à l'échange international, en transférant les techniques utilisatrices de capital et de technologie, fortement sophistiquées. Le produit, au lieu d'être exporté du pays d'origine, est produit sur place, dans le pays d'accueil. Le résultat est destructeur de l'échange international. L'approche de Kojima (1978) reste normative mais à la vocation d'éclairer sur ce que peuvent engendrer les flux de capitaux sur les échanges internationaux.

✓ La dynamique de l'investissement et de l'échange¹¹¹

Les idées de Kojima (1978) ont été reprises par Ozawa (1979) dans le cadre d'un modèle dynamique de la spécialisation et de l'investissement japonais à l'étranger appliqué aux pays en développement de l'Asie du Sud-est. L'idée de départ est que les investissements japonais à l'étranger vont dépendre de l'évolution industrielle du Japon. Avec un temps de retard, chaque phase de l'investissement international sera reliée à une phase antérieure de l'industrialisation japonaise. Pour expliquer cela, Ozawa (1979) relève quatre phases dans l'industrialisation récente du Japon. L'auteur identifie d'abord ces phases par rapport à ce qui s'est opéré dans les industries japonaises à partir de 1950 jusqu'à fin 1980, en distinguant l'industrie légère, l'industrie lourde, l'industrie des biens de consommations et l'industrie des biens hautement technologiques. L'auteur explique que chaque phase d'industrialisation ralentit progressivement sous l'influence de contraintes de croissance spécifiques, pendant qu'une autre phase se met en place.

Dans la phase 1, les contraintes de croissance, liées à la hausse des salaires et au manque progressif de main-d'œuvre non qualifiée et bon marché, vont décider de la délocalisation des firmes là où ces contraintes n'existent pas. Il s'agit du premier type d'investissement direct à l'étranger motivé par la recherche de main-d'œuvre bon marché. Dans la phase 2, les contraintes de croissance apparaissent, d'une part, dans l'impossibilité de continuer sur l'espace national les productions intensives en espace, du fait qu'elles entraînent de la pollution et des congestions industrielles, et d'autre part, dans la forte dépendance de l'industrialisation dans les matières premières étrangères. Un deuxième type d'investissement à l'étranger apparaît avec une grande sécurité de l'approvisionnement en matières premières et une délocalisation des industries lourdes. Le Japon conserve alors la spécialisation dans

¹¹⁰ Ope cit .

¹¹¹ HUMBERT Marc, Investissement international et dynamique de l'économie mondiale, Economica 1999, page 20.

l'assistance technique, les brevets, les contrats-clés en main, plutôt que, la production directe dans l'industrie lourde.

La phase 3 est relative à la période où le Japon avait enregistré un excédent chronique dans les exportations de biens de consommation. Cette situation a entraîné le protectionnisme des autres pays développés. Une stratégie de substitution aux exportations et de recyclage des surplus à l'étranger a fait apparaître une nouvelle forme d'investissement direct, plus orientée vers des délocalisations d'usines de montage dans les pays importateurs. Parallèlement, la phase 4 de développement s'est mise en marche, plus orientée vers une production de biens hautement technologiques, donnant progressivement lieu à de nouvelles formes d'investissements internationaux telles que les alliances entre firmes.

Au final, les différents types d'investissements qui s'enchaînent en fonction de l'évolution du développement de l'économie japonaise, lui ont permis d'abandonner progressivement des spécialisations. Ainsi, les avantages comparatifs s'estompent et le pays se consacre à de nouvelles spécialisations aux avantages comparatifs naissants. La croissance et l'investissement direct font un cercle vertueux au Japon.

○ **L'approche macroéconomique du capital** ¹¹²

✓ La rentabilité du capital

Selon la théorie économique, l'objectif des investissements privés est de maximiser les profits, lesquels dépendent du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale du capital (ce qui revient à parler du pourcentage de rendement net par rapport au coût de l'investissement). Il y aura profit tant que l'efficacité marginale du capital excède le taux d'intérêt relatif à l'emprunt de fonds d'investissements, ou à gagner n'importe où en investissant leurs fonds propres. Plus l'écart est élevé entre les deux, plus nombreuses seront les occasions d'entreprendre de nouveaux investissements.

L'approche classique des IDE est mieux représentée par les travaux de MacDougall (1960) et Kemp (1964). Ces auteurs expliquent les flux d'investissements internationaux par les différences internationales de rendement du capital. Cependant, ils ne font aucune distinction entre les investissements directs et les investissements de portefeuille. En supposant des dotations nationales fixes de main d'œuvre ainsi que la concurrence parfaite, la rentabilité du capital est une fonction décroissante du stock de capital et est égale au produit marginal du capital. En conséquence, sous l'hypothèse supplémentaire qu'il n'existe pas de différentiel de risque entre pays, on s'attend à ce que des investissements directs prennent place jusqu'à ce que la rentabilité du capital étranger et celle du capital domestique s'égalisent.

Bertin (1967) fait le constat que le modèle classique ne reste pas seulement théorique, de sorte qu'en incluant le risque, il se rapproche de la réalité. Dans la situation de marché en concurrence imparfaite entre marchés nationaux, l'auteur avance qu'il faut encore que la différence de rendement entre le pays B et le pays A9 soit jugée suffisante par le détenteur du capital pour inciter celui-ci à investir à l'étranger compte tenu des dangers réels ou supposés que court le capital investi. A taux de rendement égal, l'investissement se dirigera de préférence vers les pays et les secteurs économiques les plus sûrs. Dès lors, on peut penser que, l'investisseur sera amené à majorer le rendement qu'il attend d'une prime de risque proportionnelle du danger qu'il estime courir. Par conséquent, tout investissement dont les

¹¹²Mustapha Meghriti, déterminants des investissements directs étrangers au Maroc ,approche analytique et empirique sur le secteur industriel, doctorat en science économique, sous la direction de Mohamed Laarbi Elharras, université de Rabat, Maroc 2007,page 32.

perspectives de rendement apparaîtraient inférieures au taux exigé serait automatiquement rejeté.

Les années 1950, ont connu une montée considérable des investissements directs entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale. L'hypothèse que le mouvement de capital se fait normalement d'un pays où le taux d'intérêt est faible vers un pays où le taux d'intérêt est élevé est controversée. Kindleberger (1965)¹¹³ tente d'expliquer la structure de l'investissement international des Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe dans les années 1960. Considérant que les flux internationaux de capitaux entre ces deux régions étaient déterminés essentiellement par des différences de taux d'intérêt, l'auteur explique que ce sont les différentes préférences pour la liquidité qui fondent les mouvements de capitaux à court et long terme.

Pour un taux d'investissement donné et si les épargnants du pays considéré ont une forte préférence pour la liquidité, le taux d'intérêt à long terme sera relativement élevé et le taux d'intérêt à court terme relativement bas. Sachant que les épargnants européens ont une préférence pour la liquidité supérieure à celle des épargnants américains, qui peut être assimilée à une grande aversion au risque. Cette différence de comportement justifie la structure des taux d'intérêt dans les deux régions. Les placements à court terme sont mieux rémunérés aux Etats-Unis qu'en Europe, et inversement les investissements à moyen et long terme en Europe sont plus rémunérateurs.

Ce raisonnement peut en effet expliquer ce flux de capitaux américains vers l'Europe, à ce moment. Mais il n'apporte pas d'éclaircissement sur le fait que ce flux soit essentiellement des investissements directs plutôt que des placements financiers. A noter, que la théorie classique des mouvements internationaux de capitaux, incluant l'évaluation du risque, et ne retenant que la différence du taux de rendement attendu du capital investi comme variable explicative, considère que les deux types d'investissement (investissement direct et placement de portefeuille, évidemment de nature et d'objectifs différents) sont parfaitement substituables et fortement interdépendants.

Ragazzi (1973)¹¹⁴ justifie ces différences, en affirmant que l'investissement direct est effectué essentiellement par des entreprises, et que par ailleurs, les particuliers sont plus attirés par des investissements de portefeuille. A ce titre, les objectifs diffèrent. Les décisions d'investissement des particuliers dépendent des taux de rendement et du risque et des meilleures valeurs mobilières étrangères avec une efficacité du marché boursier étranger. Alors que, les entreprises sont essentiellement motivées par la croissance, et la profitabilité à moyen et long terme de l'investissement dans le cadre de leur stratégie globale¹⁰.

L'auteur justifie la façon dont les inconvénients liés à des marchés de capitaux inefficaces en Europe incitent à l'investissement direct qui les évite. Ainsi, une compagnie américaine aurait avantage à acquérir une entreprise européenne (ou une filiale) plus profitable. Tandis que, les

¹¹³ Kindleberger (Charles P.) - International economics; Foreign trade and the national economy Weiller JeanRevue Économique, 1965, vol. 16, issue 5, pages 837-838, disponible sur les sites ; http://www.persee.fr/articleAsPDF/reco_0035-2764_10_001.pdf?mode=light , http://econpapers.repec.org/article/prsreveco/reco_5f0035

¹¹⁴ LYROUDI KATERINA, PAPANASTASIOU JOHN, VAMVAKIDIS ATHANASIOS, Foreign Direct Investment And Economic Growth In Transition Economies, University of Macedonia, Dept. of Accounting and Finance, Greece International Monetary Fund, USA, South-Eastern Europe Journal of Economics,2004.

investisseurs de portefeuille préféreront acheter des valeurs émises par les entreprises américaines plutôt qu'européennes. L'inaptitude des investisseurs européens à acquérir le contrôle de leurs propres firmes (de tailles relativement petites), justifie que la prise de contrôle soit laissée aux grandes compagnies américaines, bénéficiant ainsi d'un rendement encore plus élevé.

En ce demandant justement dans quelles circonstances peut-on espérer voir apparaître un investissement direct ou un investissement de portefeuille ? Il est logique de penser que les mouvements de placements de portefeuille iront vers les pays où les taux de rendement des valeurs mobilières d'une classe de risque donnée, sont plus élevés. Ce flux permettra à un moment donné d'égaliser les rendements des valeurs d'égal risque à l'échelle internationale. Ainsi, dans des conditions de concurrence parfaite, la mobilité du capital sous forme de placements de portefeuille, à des taux de rendement intéressants, est plus efficace que l'investissement direct. Les filiales étrangères en s'installant dans un pays étranger prennent le risque justement de produire à des coûts plus élevés, en l'absence d'avantages spécifiques que les concurrents locaux, à cause du manque de connaissance institutionnelle du marché local, des difficultés d'adaptation et du coût des communications et du transport internationaux .

✓ Le taux de capitalisation

Si la théorie des zones monétaires d'Aliber (1970) s'adapte plutôt bien aux observations des années 1945-1970, elle ne peut expliquer les actuels investissements directs bilatéraux ni leur répartition sectorielle. En conservant le modèle de concurrence parfaite conduisant à l'égalité des taux de rendement par la mobilité du capital, Aliber (1970) introduit dans sa thèse le facteur explicatif de l'investissement direct, qui est le risque de change. Le facteur clé expliquant l'IDE est qu'il existe différentes régions monétaires dans le monde.

En conséquence, il y a un biais dans l'estimation de l'investisseur en raison des variations de taux de change. Compte tenu de l'incertitude des prévisions en matière de change, les valeurs libellées en monnaies fortes bénéficient toujours d'un taux de capitalisation plus élevé que celles libellées en monnaie faible. A ce niveau, le taux de change n'est pas le déterminant, mais plutôt les risques de change liés aux changements dans le taux. Selon l'auteur, les firmes appartenant à la région à forte devise possèdent un avantage et sont poussées à investir leurs ressources dans les pays de la région à faible devise.

La première hypothèse d'Aliber (1970)¹¹⁵ est que la firme du pays d'origine dispose d'un avantage monopolistique « le brevet » dont la valeur s'identifie à la capitalisation de la différence entre coûts de production avant et après l'utilisation du brevet. Quelle est la manière la plus profitable pour la firme d'exploiter son « brevet » dès le moment où elle souhaite pénétrer un quelconque marché étranger : exporter, vendre une licence ou s'implanter et produire à l'étranger ? Le processus de décision dépend selon Aliber (1970) de la taille du marché et du niveau des droits de douanes, dans le cas de régions douanières séparées mais avec une seule zone monétaire unifiée.

Dans ce cadre, la firme devait décider où elle allait produire, en fonction de l'accessibilité aux marchés, de la disponibilité des matières premières et des prix des facteurs. Aussi, les droits de douane affectaient la localisation de la production en créant un stimulant pour exploiter le « brevet » à l'intérieur de chaque zone douanière. Le niveau de ce stimulant dépendrait à la fois de la valeur du « brevet » dans le pays d'origine et de niveau des droits de douane. Dans

¹¹⁵ Julie Michel, les investissements directs étrangers dans les activités de recherche et développement, fondements théoriques et application aux entreprises suisse, Peter Lang, publication universitaires européennes, Bern 2009, page 10.

le cas de régions douanières unifiées mais avec des zones monétaires séparées, la conséquence immédiate est que les taux d'intérêt sur les actifs similaires exprimés dans différentes devises peuvent différer, à cause de la possibilité de changements dans les taux de change. Etant donné que les régions douanières sont unifiées, la production se concentrera pour des raisons d'économie d'échelle. Pour conclure, la théorie des mouvements internationaux de capitaux, qui privilégie la recherche de la maximisation du taux de rendement du capital en s'appuyant sur des considérations monétaires ou financières, a été avant tout élaboré pour construire un modèle explicatif des flux internationaux d'investissements de portefeuille. Ce n'est que les déviations ou les rejets des hypothèses de base relatives à la mobilité parfaite du capital au niveau international, conduisant à l'égalisation des taux de rendement, que les théories des mouvements internationaux de capitaux en viennent à expliquer les flux d'investissements directs. Cette explication reste partielle, du fait qu'elle ne tient pas compte de ce que les flux d'investissements directs impliquent dans les pays d'accueil. Les apports vont au-delà du strict flux financier. La transmission d'autres facteurs d'input (technologie, capacités de gestion, avantages de la gestion intégrée, etc.) est attendue.

○ **La théorie de l'arbitrage financier** : ¹¹⁶

L'arbitrage est une combinaison de plusieurs opérations permettant de réaliser un bénéfice sans risque (en théorie au moins !) en tirant partie des seules imperfections susceptibles d'apparaître entre différents marchés. L'arbitrage permet d'assurer l'égalité des prix à un même moment. Il assure la fluidité entre les différents marchés et contribue à leur liquidité. C'est l'opération de base qui permet de garantir l'efficacité des marchés.

L'arbitrage sur les marchés de capitaux est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas sur un marché et vendu à un prix plus élevé sur un autre. Les fonds peuvent alternativement être empruntés à un taux plus bas et prêté à un tiers à un niveau plus élevé. L'arbitragiste agit bien sur ainsi pour dégager un profit mais l'arbitrage a pour effet d'égaliser les prix ou les taux d'intérêt entre les marchés si les mouvements des capitaux sont totalement libres. Aussi longtemps que des différences de prix ou de taux d'intérêt existent entre les marchés, le capital sera attiré vers les marchés sur lesquels il peut obtenir la rémunération la plus élevée.

Cette théorie a été appliquée aux flux d'investissement étranger. La manière dont elle peut s'appliquer au portefeuille d'investissement est évidente, dans la mesure où ce type d'investissement est souvent très sensible aux mouvements internationaux des taux d'intérêt, entre autre. Elle est moins facilement applicable à l'IDE, qui réagit davantage à des facteurs de long terme qu'à des facteurs de court terme. Cependant, d'un point de vue général, tout investissement sera attiré par des perspectives d'une rémunération supérieure. Dans le cas de l'IDE, la rentabilité d'un investissement est souvent influencée par une combinaison de facteurs, et l'arbitrage du capital dès lors qu'une analyse plutôt général.

¹¹⁶ Gunther CAPELLE-BLANCARD, ARBITRAGE, finance ? Encyclopédie Universalis, consulté le 14 septembre 2015. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/arbitrage-finance/>

○ **La théorie du cycle de vie du produit** :¹¹⁷

La théorie du cycle de vie du produit de Vernon(1966) est parfois appliquée à l'IDE. Cette théorie permet d'expliquer pourquoi une fois produits dans les pays développés, les biens sont finalement fabriqués à moindre coût dans les pays en développement, et ensuite exportés vers leurs pays de production d'origine. De manière plus limitée, les entreprises rallongent parfois la durée de vie d'un produit en concédant des licences de production à des pays moins développés. Ce fut le cas dans le milieu des années 1990 lorsque Rover s'organisa pour sa gamme obsolète de véhicules Maestro soit produite en Bulgarie. C'est là le problème de cette théorie. Elle n'explique pas pourquoi une entreprise devrait privilégier l'IDE à la concession de licences ou même à l'exportation depuis le territoire national par exemple. S'il est vrai que le coût de la main d'œuvre peut être plus bas dans un pays en développement, les économies d'échelle ne pourront être réalisées qu'en concentrant la production dans une usine implantée sur le territoire national. La théorie du cycle de vie des produits permet d'expliquer pourquoi certains produits suivent un mode de productions particulières et l'IDE. Elle n'explique pas pourquoi certains produits sont d'abord produits dans des pays en développement ou pourquoi des produits similaires apparaissent parfois simultanément dans des pays différents.

• **La théorie de l'approche éclectique** : ¹¹⁸

C'est l'approche la plus complète sur la stratégie des FMN en matière d'investissement étranger et qui remonte au milieu des années 70 avec l'œuvre de Dunning (1977). Partant du concept de marché imparfait développé par plusieurs théoriciens (Hymer, Kindleberger et Coase), son approche globale sur les facteurs explicatifs de l'investissement direct fait de lui le pionnier du paradigme OLI (propriété, localisation, internationalisation) dans laquelle il réunit trois avantages essentiels qui, selon lui, poussent les multinationales à s'implanter à l'étranger. Le premier avantage est un avantage spécifique de l'entreprise transnationale dans le pays d'accueil, il peut s'agir de l'avantage que l'entreprise a sur ses rivales en termes d'actifs tangibles ou intangibles, de technologie avancées ou de marketing qui lui permet de réduire ses coûts et de faire face à ses concurrents, ensuite l'exploitation effective de ces actifs oblige souvent la firme à internationaliser ses opérations internationales en établissant des filiales à l'étranger (intégration verticale) au lieu de céder des licences aux firmes locales car cela augmenterait relativement ses coûts de transaction. Enfin, une fois ses avantages réunis, se pose alors le choix de la localisation permettant aux FMN d'exploiter au mieux les possibilités offertes par les pays d'accueil (prix des inputs, marchés, coûts de transport...).

La firme procède donc à l'investissement dans le pays d'accueil lorsqu'elle aura réuni simultanément ces trois types d'avantages (OLI). La FTN gardera tout de même la maîtrise de la pénétration du marché étranger par l'exportation même lorsqu'elle ne possède pas d'avantage à la localisation. Dans le cas extrême, la FTN effectuera une vente de licence auprès d'entreprises locales s'il n'a pas non plus d'avantage à internationaliser sa production à l'étranger.

Donc cette théorie¹¹⁹ L'une des premières tentatives de recensement des diverses combinaisons d'avantages qui conduisent une entreprise à s'implanter à l'étranger et donc à

¹¹⁷ <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/theorie-du-cycle-de-vie.html>

¹¹⁸ Wla dimir Andref, Les multinationales globales, La Découverte, 2003, page 60.

¹¹⁹ Ferrera L., Henriot A, La localisation des entreprises industrielles, comment apprécier l'attractivité des territoires, Economie Internationale, 2004, page 93.

choisir une nation particulière comme lieu d'implantation est l'oeuvre de Dunning connue sous le nom de la théorie éclectique.

Cette théorie, connue également sous le nom de paradigme OLI (**O**wnership, **L**ocalisation, **I**nternalisation), suggère la présence de trois avantages qui expliquent le choix d'IDE par une firme multinationale, il s'agit de la propriété d'avantages spécifique, de localisation et d'internalisation :

- **Les avantages Spécifiques (O : Ownership)** : l'avantage *spécifique* représente l'avantage exclusif que peut avoir la firme multinationale vis-à-vis des firmes locales du pays d'accueil. Il consiste en la maîtrise d'un produit nouveau, d'un nouveau processus de production ou d'un actif intangible comme la réputation de la qualité du produit ;
- **Les avantages de localisation (L : Location)** : l'avantage de *localisation* est généralement lié aux caractéristiques du pays hôte. En effet, en produisant à l'étranger, la firme peut éviter les barrières naturelles ou artificielles à l'échange comme les droits de douane, les quotas à l'exportation ou l'importation, les coûts de transports, etc. Elle peut aussi bénéficier d'un accès préférentiel à d'autres marchés, dont bénéficie le pays hôte. Cet avantage peut être lié à l'allocation spatiale des ressources naturelles entre les pays
- **Les avantages d'internalisation (I : Internalisation)** : la firme multinationale dispose d'un avantage d'*internalisation* car en présence des deux précédents, il n'est pas toujours profitable d'installer une nouvelle filiale à l'étranger. Si la firme envisage d'accorder une licence de production à une firme locale, elle sera confrontée à deux principales difficultés : d'une part, elle n'est pas incitée à révéler la totalité de son processus ou de sa technologie de production du fait que la firme à laquelle elle concède la licence peut rejeter le contrat, copier la technologie à moindre coût et devenir une concurrente de la multinationale. D'autre part, il existe un problème d'asymétrie d'information entre la multinationale et le licencié, liée au fait que tout accord doit comporter des incitations à maintenir la réputation sur la qualité ou la marque du produit pour ceux à qui on concède la licence. Ces difficultés créent une incitation à internaliser les transactions au moyen de l'implantation directe, donc à l'apparition des flux d'IDE.

Les avantages énumérés ci-dessus sont exploités par des entreprises dont la demande vise à satisfaire soit le marché local, soit le marché étranger.¹²⁰

3. Les stratégies des Investissements Directs Etrangers

Les IDE ont plusieurs stratégies d'implantation, ce qui se traduit, bien évidemment, par des déterminants de localisation différents. Ainsi, on peut distinguer trois stratégies d'investissement des FMN :

- Une stratégie d'accès aux ressources naturelles du sol et du sous sol ;
- Une stratégie de marché dite « Horizontale »
- Une stratégie de minimisation des coûts ou « Verticale »

- **La stratégie d'accès aux ressources**

La stratégie d'accès aux ressources naturelles était la première raison d'attraction des IDE. Son évolution et son ampleur étaient déjà existant dès le XVI^{ème} siècle. Elle n'est pas

¹²⁰ Ope cit ,page 94.

une caractéristique de l'économie multinationale ou globale puisque elle est apparue avant même l'évolution du concept « Globalisation ».

Dans ce cadre d'analyse les ressources naturelles sont exploitées à l'étranger car, pour des raisons climatologiques ou géologiques qui sont peu abondantes voir inexistantes dans le pays d'origine, ou que le pays disposant de ces ressources naturelles est incapable de les exploiter ou de les commercialiser sans investissement international, tel est le cas pour les exploitations de terrains pétrolier et miniers par exemple. Néanmoins, l'importance relative des ressources s'est considérablement modifiée au cours de l'histoire. Aujourd'hui les métaux précieux ont été supplantés par le pétrole ou les minerais servant aux alliages, mais fondamentalement il s'agit toujours d'exploiter des ressources naturelles afin de les transformer et de les exporter vers le pays d'origine ou vers le reste du monde, et en faire ainsi une « vache à lait ».

Cet aspect des IDE est le plus simple à comprendre et le plus évident à expliquer. Son déterminant principal est en fait l'existence des ressources naturelles dans le pays hôte. Cependant, ce dernier doit avoir un minimum de caractéristiques économiques et politiques qui lui permettront d'accueillir convenablement les IDE.¹²¹

Dans plusieurs études économétriques portant sur les déterminants des IDE des variables comme l'infrastructure, la corruption et la stabilité politique paraissent toujours significatifs et ayant une influence sur les flux d'IDE et ce, quelle que soit la stratégie adoptée par les FMN.

Au de là de cet état de fait, et en absence de variables macro-économiques, politiques ou de bonne infrastructure, encourageantes dans le pays d'accueil des IDE, on peut dire que c'est une sorte de phénomène d'arbitrage qui s'installe pour les décideurs des firmes multinationales intéressées par l'exploitation des ressources naturelles existantes. En effet, si le risque d'instabilité touche directement l'activité de l'entreprise et que le gain potentiel de l'exploitation n'arrive pas à couvrir ce risque, il est évident qu'il y aura moins d'IDE et inversement.¹²²

- **La stratégie Horizontale**

La stratégie Horizontale ou de marché s'applique aux décisions d'investissements à l'étranger qui visent à produire pour le marché local d'implantation. Les investissements sont effectués dans des pays qui ont un niveau de développement équivalent⁷³. La stratégie peut donc être qualifiée d'horizontale car elle concerne les flux d'investissements croisés Nord-Nord qui se développent entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, c'est à dire au sein de la triade.

Ces investissements horizontaux sont donc basés essentiellement sur la théorie du commerce et de l'investissement intra-branche développé par Krugman (Krugman et Obstfeld 1996) et du modèle Heckscher-Ohlin. Dans cette théorie, le commerce intra-industriel joue un rôle particulièrement important et principalement dans le commerce des biens manufacturés entre nations industrielles avancées. En effet, au fil du temps les pays industriels sont devenus de plus en plus semblables dans leur niveau de technologie et leur disponibilité en capital et travail qualifié. Comme les nations commerçantes les plus importantes sont devenues similaires par leurs ressources et leur technologie, on ne trouve généralement plus d'avantages comparatifs clairs pour une industrie. Au fur et à mesure de l'avancement du processus du commerce intra-branche entre les pays développés, les multinationales se sont aperçu qu'il y aurait éventuellement avantage à investir dans les pays à niveau de développement équivalent, afin de les satisfaire tout en étant à proximité du marché local.

¹²¹ MICHALET C.A, La séduction des nations ou comment attirer les investissements, Economica, Paris,1999.

¹²² MORISSET J, Foreign direct investment in African: policies also matter, OECD global forum on international investment, new horizons and policy challenges for foreign direct investment in the 21st century, 2001,14p

Les IDE horizontaux sont très spécifiques et leur déterminant principal est l'existence d'un marché intérieur porteur. Il implique un engagement durable vis-à-vis du pays hôte. Par ailleurs, l'investisseur est intéressé non seulement par le développement du marché pour son produit particulier, mais aussi par le développement de l'économie du pays hôte en général. Le facteur prépondérant pour la réalisation de ce type d'investissement est l'existence de main d'œuvre qualifiée et d'infrastructure adéquate. Les pays en voie du développement se trouvent, bien évidemment, à la marge de ce type d'investissement.

- **La stratégie verticale**¹²³

Par opposition à la stratégie horizontale, cette dernière intéresse les flux d'investissements dirigés Nord- Sud exclusivement. Les pays les moins développés n'investissent pas dans les pays de la triade, et on est plus dans un cadre de flux à double sens. Selon la théorie du commerce international, cette stratégie est basée principalement sur le commerce inter branche. Les différences de dotation en facteurs (capital, travail), et les avantages comparatifs des pays jouent un très important dans l'explication des IDE verticaux. Les filiales de production sont étroitement spécialisées. Le choix de leur localisation visant à faire coïncider leur fonction de production avec les dotations factorielles des pays d'accueils. C'est le cas des entreprises qui cherchent à réduire au minimum leurs coûts de production. Elles profitent, ainsi, des différences de coûts des facteurs, et essentiellement des coûts de main d'œuvre. Elles placent la partie de la chaîne de production qui soit relativement intensive en facteur travail dans les pays où les coûts de main d'œuvre sont relativement faibles. La qualification de cette main d'œuvre a évolué dans le temps.

Conclusion

Distinguer clairement la logique qui est en œuvre dans la dynamique actuelle de l'ouverture économique est un préalable essentiel pour comprendre les choix de localisation des FMN, notamment les investissements directs étrangers.

Cette section traite du phénomène de l'investissement direct à l'étranger dans la théorie économique. La localisation est développée en tenant compte de la combinaison des avantages O-L-I, pour expliquer le choix des firmes. Pour cela nous avons considéré, d'une part, la théorie de la multinationalisation exogène où l'émergence des multinationales apparaît comme le résultat de la différence entre les pays dans la rémunération des facteurs, et d'autre part, la théorie de la multinationalisation endogène qui introduit une dimension stratégique plus complexe. De plus, les choix (IDE, exportations et licence d'exploitation) permettent d'expliquer les stratégies des firmes.

Autrement dit, la décision d'investir à l'étranger dépend du résultat d'un jeu combiné qui introduit une dimension stratégique tenant compte des structures de coûts, des stratégies des concurrents et de la politique commerciale des pays.

¹²³ ASIÉDU E. , On the determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different? World Development Vol.30, n°1,2002, pp.107-119.

- Disponible aussi sur le site , <http://www.institut-numerique.org/chapitre-i-revue-de-la-litterature-relative-aux-ide-dans-les-ped-510129d01ec98>

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre nous venons de voir que La politique de l'ouverture consistant principalement a encouragé la croissance des exportations et a attiré les IDE a tourne une nouvelle page de l'histoire du développement économique.

De fait, Aujourd'hui, l'un des sujets les plus débattus par les économistes est celui de la mondialisation, sa notion, son origine, et surtout sa responsabilité en matière des nouveaux enjeux. Les firmes multinationales (FMN) notamment les Investissement Directs Etranger (IDE) sont l'un de ces enjeux. Ils occupent actuellement une importance place à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent son équilibre financier et augmentent sa compétitivité internationale.

Ce chapitre traite du phénomène de l'investissement direct à l'étranger dans la théorie économique. La localisation est développée en tenant compte de la combinaison des avantages O-L-I, pour expliquer le choix des firmes. Pour cela nous avons considéré, d'une part, la théorie de la multinationalisation exogène où l'émergence des multinationales apparaît comme le résultat de la différence entre les pays dans la rémunération des facteurs, et d'autre part, la théorie de la multinationalisation endogène qui introduit une dimension stratégique plus complexe.

Plus récemment, un survey de la littérature sur les déterminants des IDE, par Faeth (2009) confirme que la logique de localisation des IDE, ne peut pas être expliquée par une seule approche. L'auteur explique, par ailleurs, que le phénomène de l'IDE peut être expliqué par une combinaison de facteurs tels que les avantages compétitifs, les effets d'agglomération, la taille du marché et ses caractéristiques, les coûts des facteurs, les coûts de transport, la protection des investissements, les facteurs de risque et les variables politiques.

Si l'ouverture commerciale à l'international peut apparaître globalement favorable au développement en favorisant la croissance des économies grâce aux effets positifs de leur insertion dans l'économie mondiale, la relation apparaît difficile à cerner précisément et n'apparaît pas automatique : une ouverture mal maîtrisée, une spécialisation centrée uniquement sur des produits bruts peuvent générer des conséquences négatives. On peut alors retrouver une double interrogation actuelle à propos des conséquences du commerce international et plus largement de la mondialisation : celle de l'impact global du processus et de l'existence de gains collectifs et celle de la répartition des gains et des pertes du processus. L'enlisement des négociations commerciales internationales et l'ampleur des débats sur les politiques commerciales adaptées soulignent aujourd'hui la complexité de ces questions.

Dans ce contexte, on trouve que L'ouverture internationale, dans sa définition économique, désigne à la fois un fait évaluable et une attitude en matière de politique des relations économiques internationales. La multiplicité des constructeurs à l'échelle mondiale implique de fait tous les établissements de formation à la démarche d'ouverture internationale.

Donc L'ouverture économique fait référence à un processus qui se caractérise par:

1. l'expansion des télécommunications et des technologies de l'information;

2. la réduction des barrières nationales au commerce;

3. L'accroissement des flux de capitaux et l'interdépendance des marchés financiers.

Par conséquent aussi, les IDE peuvent, non seulement, participer au développement économique et humain d'un pays, en apportant les fonds nécessaires pour financer une partie des investissements intérieurs, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir-faire commercial. L'importance des l'IDE trouve sa justification dans leur capacité à enrichir les externalités nationales offertes aux entreprises domestiques, dans leur contribution à l'amélioration de la production domestique et aussi dans les effets d'entraînement qu'ils exercent sur l'ensemble de l'économie et par conséquent sur la croissance économique du pays en général.

Autrement dit, l'investissement direct étranger (IDE) est l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation ; l'un des enjeux majeurs pour les pays développés comme pour les pays en développement est d'en faire un atout pour le bien-être mondial. Selon une nouvelle publication de l'OCDE, si l'IDE peut parfois poser des problèmes dans l'économie qui l'accueille, ses avantages compensent très largement ses inconvénients.

Au cours des années 1980, les flux et les stocks d'investissements internationaux ont connu une progression sans précédent. Le rôle des firmes multinationales dans l'économie mondiale s'en est trouvé significativement accru : les 37 000 entreprises multinationales représentent aujourd'hui 25% du PIB mondial, dont 9% produit à l'étranger par leurs filiales. Elles contrôlent plus le tiers du commerce mondial et jouent un rôle déterminant.¹²⁴

Pour mieux développer ces points, on va démontrer par la suite les effets de l'ouverture et **les investissements directs étrangers**, l'un de ces facteurs principal qui' ils occupent actuellement une importance place dans les économies, peut être expliqué sur l'économie Algérienne.

¹²⁴ M. Ben Abdallah et R.Meddeb, Interaction entre IDE, capital humain et croissance dans les pays Emergents, GDR d'économie et finance internationale quantitative ouverture économique et développement, Tunis Juin 2000, TEAM Paris I, page 01.

Introduction du chapitre

Introduction

Section I: l'ouverture et la croissance économique dans le monde

- I. Le rôle de l'ouverture dans la croissance économique
 1. L'ouverture et la croissance économique
 2. Les investissements directs étrangers et son effet sur la croissance économique (une revue de la littérature)

- II. Les expériences de l'ouverture dans le monde
 1. Echec de la libéralisation: Thaïlande et expériences similaires
 2. Libéralisation contrôlée: Chine et expériences similaires
 3. Evolutions des investissements directs internationaux

Conclusion

Section II :l'ouverture et le développement économique en Algérie

Introduction

- I. La politique Algérienne envers l'ouverture économique
 1. Le programme d'ajustement structurel 1994-1998
 2. Le plan de la relance Économique « PRE » 1999-2005
 3. Les accords d'association EURO-MED
 4. Le Programme de développement quinquennal 2010-2014

- II. Les tendances des investissements directs étrangers en Algérie
 1. L'évolution des investissements directs étrangers en Algérie
 2. L'évolution des IDE dans les pays M.A.T (Revue statistique)
 3. Le contexte macroéconomique algérien

Conclusion

Conclusion du chapitre

Introduction du chapitre :

L'ouverture commerciale permet l'intensification de la concurrence ce qui peut constituer un catalyseur de la croissance des économies. A l'échelle macroéconomique, elle permet une meilleure allocation globale des ressources. Et à l'échelle microéconomique, cette concurrence peut aider à la recherche de gains de productivité, à améliorer l'adaptation à la demande et dans certains cas à accélérer le rythme de l'innovation.

L'ouverture, à travers les investissements directs étrangers (IDE), semble être aujourd'hui un catalyseur de la croissance économique tant dans les pays émergents que dans les pays développés.

L'investissement direct étranger, vecteur important de l'ouverture, connaît actuellement un développement considérable. Son essor traduit d'une part, l'intensification par un nombre croissant de sociétés multinationales, de leurs activités à l'échelle mondiale sous l'effet de la libéralisation de nouveaux secteurs à l'investissement et, d'autre part, l'existence d'un surplus d'épargne international en quête de meilleurs placements.

On peut donc affirmer qu'un consensus se dégage, sous certaines conditions, aussi bien parmi les chercheurs que les décideurs sur la pertinence de cette relation. Cependant, le débat reste ouvert quant à l'identification des canaux de transmission à travers lesquels l'ouverture affecte la croissance économique. Des études récentes ont montré que le lien positif entre l'ouverture notamment les IDE et la croissance économique. Cette ouverture s'est présentée comme une solution pour la création d'un environnement plus propice à l'investissement et une solution pour un développement durable. De ce fait, ce processus de l'ouverture a commencé vers la fin des années 1970. La libéralisation des flux privés a différé d'un pays à un autre. Il y a des pays qui ont choisi de procéder à une libéralisation totale comme la Thaïlande. Au contraire, d'autres pays ont choisi de contrôler les entrées des capitaux et de les orienter selon les objectifs du développement du pays. Parmi ces pays, nous citons la Chine qui a encouragé les investissements directs étrangers. Nous pouvons également évoquer l'Inde, la Corée du Sud et Taiwan.

Entre 1967 et 1980, l'Algérie est un pays mono exportateur, a suivis une stratégie de développement socialiste planifiée, en ce moment là l'Algérie a connu une croissance économique soutenue à la suite d'une disponibilité des ressources financières entraînée par la hausse du prix des hydrocarbures a permis à l'Etat un recours aisé à l'endettement. La chute des prix du pétrole au milieu des années 1980 conjuguée à un fort endettement, ont causé le bouleversement qui a entraîné le pays dans une situation problématique, caractérisée par un déficit budgétaire important et des fermetures massives d'entreprises dégradant les conditions socioéconomiques. Fin des années 1980 et début 1990, l'Algérie a vécu des circonstances dramatiques, qui ont figé la situation et ralenti le processus de modernisation, au moment où, d'autres régions du monde, telles que l'Extrême-Orient, l'Amérique Latine, l'Europe de l'Est et l'Inde réussissaient leur processus d'introduction dans la mondialisation. Depuis la fin 1990, l'Algérie s'attache à lancer une nouvelle logique économique (l'économie de marché).

au début de l'année 1994 le passage d'une économie dirigée à une économie de marché est conforté par la dévaluation du dinar algérien, la libéralisation du commerce extérieur, la liberté des prix, et le rééchelonnement de la dette extérieure. Avec l'ancrage à l'économie de marché, la classe moyenne, majoritairement composée de fonctionnaires avant 1994, s'est trouvée décimée en quelques années.

L'économie de marché est devenue la référence audacieuse à laquelle l'Algérie adhère. Des réformes sont entreprises, tant sur le plan économique et social qu'institutionnel. Le processus de réadaptation de l'économie algérienne aux mécanismes de marché depuis quelques années a permis à la catégorie économique qu'est l'investissement de retrouver son rôle de vecteur de croissance.

Dans une première étape, avec les réformes de la première génération, l'Algérie a entrepris une politique de réformes structurelles, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie dans la perspective d'améliorer les performances en termes de croissance du PIB, de développement du secteur privé et d'accroissement des flux entrants d'IDE. Afin de maîtriser les conditions de stabilité économique, l'Etat entreprend une nouvelle stratégie d'industrialisation et rentre dans une phase qui lui confère le statut de responsable et coordinateur des objectifs à atteindre, en collaboration avec les opérateurs économiques.

Dans le cadre de cette ouverture exogène, il est nécessaire de considérer le rôle joué par les investissements directs étrangers en tant que modalité particulière de l'ouverture, les différentes politiques d'ouverture économiques adoptées par l'Algérie feront donc l'objet de cette partie. Il est plus judicieux de faire un détour pour présenter l'ouverture et son effet.

Ainsi, ce chapitre sera organisé selon les deux points suivants :

- l'ouverture et la croissance économique dans le monde
- l'ouverture et le développement économique en Algérie

Section I: l'ouverture et la croissance économique dans le monde

Dans une conjoncture mondiale marquée par l'ouverture et l'interdépendance accrues des marchés, les PVD* s'ouvrent de plus en plus aux flux financiers et aux échanges internationaux. Nous constatons, environ depuis deux décennies, une évolution progressive des politiques des gouvernements des PVD vis-à-vis de l'ouverture ainsi que des IDE*. Aujourd'hui, on assiste à un changement radical d'attitude où des politiques de promotion visant à drainer les flux d'IDE remplacent les comportements de suspicion.

En effet, plusieurs économistes (Graham et Krugman, 1995, Caves, 1996, Lall, 2000, etc.) accordent à l'IDE une place importante dans le développement économique, allant jusqu'à le présenter comme une sorte de remède miracle pour les « problèmes chroniques » des PVD.¹

La libéralisation de l'entrée des différents flux de capitaux était différente d'un pays à un autre. Il y a des pays qui ont privilégié certains types de flux que d'autres. D'autres pays ont procédé à une libéralisation totale des flux de capitaux. L'ouverture des marchés aux investisseurs étrangers était fatale pour des pays et positif pour d'autres.

Dans ce cadre, nous présentons par la suite le rôle de l'ouverture économique et les différentes expériences de libéralisation de flux de capitaux.

I. Le rôle de l'ouverture économique dans la croissance économique

L'analyse des contributions consacrées aux liens entre ouverture commerciale et croissance économique suscite des réactions et conduit à attirer l'attention sur l'existence de comportements grégaires dans le domaine de la recherche... étroitement associée à une insuffisance d'esprit critique à propos de la robustesse des indicateurs d'ouverture commerciale utilisés dans les travaux empiriques et à trop de présupposés théoriques²

1. L'ouverture et la croissance économique³

Un indicateur simple mais discutable, permet a priori de mesurer l'évolution du degré d'ouverture des économies : il s'agit de la somme des importations et des exportations sur le PIB au temps t et au temps t+1. De 1977 à 1997 par exemple, la Chine, le Mexique, l'Argentine, les Philippines, la Malaisie, le Bangladesh, la Thaïlande, l'Inde et le Brésil ont connu une progression plus rapide de leur numérateur que de leur dénominateur. Ces économies se sont donc ouvertes, à l'inverse du Pakistan, du Kenya, du Togo, des Honduras, du Sénégal, du Nigéria, de l'Égypte et de la Zambie pour reprendre les exemples donnés par D.Dollar (2004). Ces auteurs (2001) classent les pays selon ce ratio (calculé sur les périodes

* PVD : pays en voie de développement

*1 IDE : Investissement Direct Etranger

¹ Alaya, M, 2004, Investissement Direct Etranger et Croissance Economique : Le cas de la Tunisie », Centre d'Economies de Développement ; Université Montesquieu Bordeaux.

² Bertrand Blancheton, 2004, ouverture économique, croissance et développement, première journée du développement de GRES, université Montesquieu, Bordeaux 6.

³ Pierre SALAMA, 2008, revue Tiers Monde, ouverture et pauvreté : quelle ouverture ldisponible sur le site suivant,

http://pierre.salama.pagesperso-orange.fr/art/ouverture_et_pauvrete_quelle_ouverture@fr.pdf.

1975-1979 et 1995-1997 pour soixante huit pays en voie de développement), complété par un autre indicateur (la réduction des droits de douane entre 1985-1987 et 1995-1997). Les trente pour cents (soit 24 pays) qui ont à la fois le plus accru leur commerce par rapport à leur PIB et réduit le plus leurs droits de douane seraient des « globalizers » et auraient connu une accélération de leur croissance, quand bien même ils seraient relativement « fermés » y compris après cette phase d'ouverture (le Brésil, l'Argentine par exemple). De là à attribuer à l'ouverture des vertus... il n'y a qu'un pas, vite franchi.

Cet indicateur prête davantage à confusion qu'il ne mesure l'évolution de l'ouverture. Birdstall et Hamoudi (2002), dans leurs critiques aux travaux de Dollar et Kraay (2001), ont souligné cette ambiguïté et montrent que « le contenu des exportations et les changements dans les prix mondiaux comptent davantage dans l'histoire de la globalisation des globalizers que leur libéralisation »⁴. Cet indicateur met en effet en rapport un dénominateur composé de l'absorption et du solde des échanges extérieurs, et un numérateur comprenant la somme des importations et des exportations. Considérant deux pays identiques, il suffit que l'un accepte un déficit conséquent de ses échanges extérieurs pour qu'il apparaisse comme plus « ouvert » que l'autre qui refuse ce déficit. Dans le même ordre d'idée, il suffit qu'il y ait une amélioration des termes de l'échange pour que les pays principalement exportateurs de matières premières apparaissent comme davantage ouverts, et fassent partie du groupe des « globalizers » de Dollar et Kraay, et à l'inverse, il suffit qu'il y ait un effondrement du cours de matières premières et que ces pays suivent une politique de rigueur visant à équilibrer leurs comptes externes, pour qu'ils ne fassent plus partie de ce groupe, ainsi que le montrent Birdstall et Hamoudi et le rapport de l'UNCTAD sur les pays les moins avancés (2004) , Etablir une relation économétrique de causalité entre l'ouverture externe – considérée sous le seul aspect de la réduction des droits de douane et de l'augmentation de l'indicateur d'ouverture - et le niveau du taux de croissance du PIB, sans considérer d'un côté, ce qui se passe du côté des mesures de contingentement, des licences d'importation, de la protection par la qualité, et surtout sans prendre en considération d'un autre côté, les politiques industrielles entreprises (subventions, réductions préférentiels des taux d'intérêt), peut donc donner une vision biaisée des processus en cours et conduire à des interprétations simplistes, si ce n'est erronées. Certains pays s'ouvrent mais en contrôlant leur ouverture par des mesures de protection indirectes, transitoires, accompagnées de politiques industrielles spécifiques permettant de protéger une production locale qui, à terme, sera destinée aux exportations (comme le montre les expériences asiatiques). D'autres pays se limitent à appliquer les mesures libérales préconisées par les institutions internationales sans mesures d'accompagnement, ainsi qu'on a pu l'observer en Amérique latine et de manière caricaturale en Argentine dans les années quatre vingt dix. Comme le fait d'ailleurs remarquer Kandur ⁵, le ratio exportation plus importation sur le PIB n'est pas un indicateur de politique économique en soi, mais plutôt une variable dépendante, et son augmentation ne dépend pas nécessairement de la réduction des droits de douane, mais du « climat des affaires », de l'efficacité des institutions.

Enfin, comme le montrait Pierre Salama, dans un article assez ancien, mesurer le degré d'ouverture par le ratio exportation plus importation sur PIB et déduire que son accroissement est à l'origine d'une accélération de la croissance de ce PIB peut être erroné. Prenant

4 Birdstall N. Et Hamoudi A. (2002), Commodity Dependence, Trade and Growth: when "openness" is not enough ,orking paper n°7, Center for Global Development, page 15.

5 Kandur R (2004), Growth, Inequality and poverty, some hard Questions, mimeo, www.people.cornell.edu/pages/sk145

l'exemple de Taiwan et de la Corée du sud, Pierre Salama⁶ montre qu'il y a un décalage entre l'essor de la croissance et l'augmentation du PIB dans les années cinquante, au début du processus d'industrialisation « à marche forcée ». L'accélération du taux de croissance du PIB précède celui des exportations. On observe par contre que les courbes d'investissement et du PIB correspondent : c'est parce que le taux de formation brut s'élève que la croissance s'accélère. En affinant l'analyse, on observe enfin qu'il y a également un parallélisme entre la courbe des investissements et celle des importations, et plus particulièrement des importations de biens d'équipement. La leçon est limpide : les importations de biens d'équipement qui permettent à la fois d'incorporer les technologies récentes, d'améliorer de manière significative la productivité du travail d'une part, et d'autre part, les investissements massifs accélèrent la croissance tout en impulsant un fort processus de modernisation. Les exportations peuvent alors suivre, d'autant plus qu'elles bénéficient d'une politique industrielle conséquente (protectionnisme temporaire et sélectif pour les industries naissantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint un niveau de compétitivité qui leur permette d'exporter massivement, avant même de chercher à satisfaire leur marché intérieur, politique de bas taux d'intérêt et risque de change pris par le gouvernement). Ce ne sont donc pas les exportations qui sont à l'origine de l'accélération de la croissance et, le ratio d'ouverture croissant, parce qu'il additionne une cause (les importations) et un effet (les exportations) perd de sa pertinence à expliquer la croissance. On comprend alors combien la hausse de ce ratio, pour reprendre Kandur, est un produit (une variable dépendante) plutôt qu'un indicateur de politique économique.

2. Les investissements directs étrangers et son effet sur la croissance économique (une revue de la littérature)

L'IDE pourrait agir comme un substitut au commerce, l'investissement étranger étant utilisé pour mettre en place des unités qui produisent des biens qui ne peuvent être importés à cause de restrictions commerciales (ce que l'on appelle du tariff-hopping). Ou alors les investisseurs pourraient voir l'ouverture au commerce comme un signal qu'un pays s'engage à des politiques en faveur des marchés et de la stabilité, alors que l'ouverture au commerce leur permet d'importer des biens intermédiaires requis pour initier des projets, de rapatrier une partie des profits, et d'exporter les biens qu'ils produisent. Des coûts de transport en chute pourraient aussi permettre un "saucissonnage" de la chaîne de la valeur ajoutée, tel que les firmes peuvent produire un bien en plusieurs étapes à plusieurs endroits, ajoutant à chaque fois un peu plus de valeur. Dans ce cas, l'IDE va agir comme un complément plutôt que comme un substitut à l'ouverture commerciale. De fait, les preuves empiriques suggèrent que les économies ouvertes attirent plus d'IDE que des économies fermées.⁷

Plusieurs études incitent sur le fait que les IDE stimulent l'investissement domestique et le commerce extérieur (Blomström et al. 2000, Agosin et Mayer 2000). L'impact des IDE sur la croissance sera donc dépendant des interactions qui se développeront (Ou non), avec les variables suivantes, choisies en raison de leur importance dans le cas des pays en développement : le capital humain, l'évolution des investissements domestiques, la politique commerciale, la distribution des revenus, l'emploi, le transfert des technologies.

⁶ Pierre Salama, *op. cit.*

⁷ Wacziarg, R. (2001), Measuring the dynamic gains from trade, *The World Bank Economic Review*, vol. 15, n° 3, p. 395-398

✓ Croissance et développement humain :⁸

Il est évident que les rendements des investissements sont plus importants là où la main d'œuvre est mieux formée et les infrastructures sont plus développées. Selon l'OCDE l'investissement dans l'enseignement général et les autres formes de capital humain sont essentiels pour qu'un pays offre un climat favorable à l'IDE. Selon la même source, la présence des FMN dans les pays en développement pourrait être un élément clé du développement des compétences d'autant que certains savoirs sont impossibles à transmettre par écrit. Alors, Le meilleur moyen, pour les pays en développement, d'acquérir le savoir contenu dans le processus de production des économies les plus développées pourrait donc être la présence d'entreprises étrangères dans l'économie nationale. En effet, le stock du capital humain est à la fois, un facteur qui détermine la quantité et la qualité des flux d'IDE entrants, et un mécanisme susceptible à être développé à travers les IDE.

✓ Croissance et investissement domestique ⁹

Dans quelle mesure l'IDE peut évincer ou exercer un effet d'entraînement sur les Investissements nationaux ? Cette question a fait l'objet de plusieurs études empiriques tentant de mesurer le lien entre les IDE et les entreprises domestiques. Analysant l'effet de l'entrée des firmes multinationales sur l'investissement domestique dans un pays d'accueil, Ils ont conclu que, l'effet d'entraînement dépend de la stratégie suivie par ces multinationales « production pour le marché local ou exportation ». Cependant, malgré ces effets théoriques potentiels, l'effet d'éviction a été le plus observé au niveau des pays en voie de développement.

✓ Croissance et politique commerciale ¹⁰

L'impact des IDE sur la balance commerciale « structure des exportations et importations » est souvent considéré comme fondamental pour les pays en développement pour lesquels il s'agit de pallier le manque de devises. En effet, les exportations, ont pour corollaire un afflux de devises contribuant au financement des importations. Elles permettent aussi d'obtenir des économies de spécialisation et des économies d'échelle. A ce sujet, les FMN peuvent jouer un rôle de « catalyseur d'exportation » et faciliter l'intégration des entreprises locales sur les marchés mondiaux. A travers les accords de sous-traitance et de coopération, elles peuvent permettre aux firmes locales d'obtenir des informations à moindre coût sur la demande et la qualité des produits des marchés mondiaux.

Alors que les effets indirects se manifestent à travers la présence de la FMN qui incite les gouvernements à développer les infrastructures et à réduire les barrières à l'échange aussi d'améliorer leur efficacité productive par l'adoption des technologies modernes, pour faire face à la concurrence internationale.

✓ Croissance et revenu/emploi ¹¹

8 Le rapport d'OCDE (2001), Growth, technology transfer and foreign direct investment—, OCDE Global Forum on International Investment, New horizons and policy challenges for foreign direct investment in the 21st century, 26-27 November, Mexico.

9 Fontagné Lionel, 1999, l'investissement étranger direct et le commerce international, France, page 23.

10 OCDE rapport 2002 sur L'investissement direct étranger au service du développement, optimiser les avantages minimiser les coûts, Paris.

11 Fatima BOUALEM, 2010, L'investissement direct à l'étranger le cas de l'Algérie, thèse de doctorat, université Montpellier 1.France.

Les travaux concernant les impacts sur les pays en développement s'intéressent également au rôle qu'ils peuvent jouer sur la distribution des revenus et l'emploi. En ce qui concerne les effets des IDE sur l'emploi, ils ont été diversement interprétés dans la littérature. Des modèles théoriques démontrent que l'ouverture aux capitaux étrangers a un effet positif sur la création d'emploi dans le pays hôte. D'autres constatent qu'après la décentralisation, la privatisation des entreprises entraîne une perte d'emplois.

✓ Croissance et diffusion de technologie ¹²

Il est évident que la présence des FMN facilite l'accès des PVD aux technologies avancées et simplifie le transfert de technologie, mais elle ne garantit pas tout de même l'assimilation de ces technologies non plus la « capacité d'absorption » du pays hôte. Autrement dit, les entreprises locales devraient compléter le processus de transfert par des efforts internes tout en mobilisant des ressources financières.

La pertinence des technologies transférées est cependant déterminante. Pour qu'elles puissent générer des externalités, il faut qu'elles puissent s'appliquer à l'ensemble du secteur des entreprises du pays d'accueil, et pas seulement à l'entreprise qui en bénéficie au départ. Le niveau technologique des entreprises du pays d'accueil revêt une grande importance. Si l'on en croit les données disponibles, il faut, pour que l'IDE ait une incidence plus positive que l'investissement local sur la productivité, que l'« écart technologique » entre les entreprises locales et les investisseurs étrangers soit relativement limité. Lorsqu'il existe d'importantes différences, ou lorsque le niveau technologique absolu du pays d'accueil est faible, les entreprises locales ont peu de chances de pouvoir absorber les technologies étrangères transférées par l'intermédiaire des entreprises multi multinationales (par le biais desquelles les écarts technologiques pourront, naturellement, être réduits à long terme). (OCDE, 2002). Théoriquement, l'IDE semble être un acteur majeur de la croissance et du développement économique. En agissant à travers plusieurs canaux, l'IDE pourrait être d'une grande utilité pour les PVD, en l'occurrence les pays de la rive sud de la méditerranée, mais ne peut être considéré comme le principal remède aux problèmes de développement des pays. Les pays incapables de lever localement des capitaux à investir n'ont guère de chances de bénéficier d'IDE. Les autorités des pays d'accueil qu'il incombe de faire l'effort essentiel d'élever les niveaux d'instruction, d'investir dans les infrastructures et d'améliorer la situation du secteur des entreprises locales. Les filiales locales des entreprises multinationales sont en mesure de compléter ces efforts, et les organismes étrangers ou internationaux peuvent apporter leur concours.

II. Les expériences de l'ouverture dans le monde

1. Echec de la libéralisation: Thaïlande et expériences similaires

L'expérience de libéralisation des flux de la Thaïlande nous paraît intéressante à traiter. Avant la libéralisation, ce pays a réussi à surmonter ses difficultés macro-économiques et à atteindre des niveaux de croissance exceptionnels. Avec l'intensification de la libéralisation la croissance économique s'est dégradée et une crise s'est déclenchée. Dans la partie suivante, nous étalons évaluer l'expérience thaïlandaise. Nous présentons également des expériences similaires ; celle de la Malaisie, l'Indonésie et le Chili.

¹² OCDE, 2002, ope cit.

- **L'ouverture en Thaïlande**

L'expérience thaïlandaise sera traitée en trois points: le premier concerne l'expérience Thaïlandaise avant la libéralisation des flux de capitaux, le deuxième aborde la libéralisation des flux de capitaux et le troisième point traite les effets de cette libéralisation.

- ✓ Avant la libéralisation des flux de capitaux

La libéralisation financière en Thaïlande a connu trois étapes importantes. D'abord le processus a été lancé vers la fin des années 1980 dans le but de trouver de nouvelles ressources financières pour le financement de l'économie Thaïlandaise. Ensuite, ce processus s'est intensifié d'une façon remarquable dès le début des années 1990. Enfin, suite à la crise financière qui s'est déclenchée en 1997 le pays a connu des problèmes d'instabilité économique. Etant donné cet enchaînement, **une question se pose crucialement : est ce que la libéralisation financière a participé à l'émergence de la crise ? Si oui, comment la libéralisation financière et spécialement la libéralisation des entrées des capitaux a-t-elle contribué au déclenchement et à la propagation de la crise?**¹³

Au début des années 1980, la Thaïlande a connu certains problèmes d'ordre macro économique qui se sont manifestés par une appréciation du taux de change, des pertes au niveau des revenus fiscaux et par une baisse des exportations. Cette situation a engendré une stagnation au niveau de la croissance économique. A cette époque, les insuffisances du système financier, qui était basé principalement sur les banques commerciales et les sociétés de financement, n'ont pas permis la sortie de cette stagnation.¹⁴

A partir de 1983, aux problèmes économiques réels en Thaïlande s'est ajoutée une crise financière. Cette dernière était associée à des taux d'intérêt élevés engendrant une hausse de l'épargne et du crédit domestique. Ce dernier est passé de 40,8% du PIB en 1980 à 59,5% du PIB en 1987. De surcroît, la mauvaise gestion du système bancaire et des sociétés de financement ont exacerbé les problèmes suscités. En effet ces institutions étaient faiblement. Les institutions financières thaïlandaises profitaient du manque de contrôle pour entreprendre des activités de spéculation sur des investissements très risqués. Bien sûr cela a aboutit à une crise caractérisée par une série de faillite au niveau des sociétés de financement.¹⁵

Pour faire face à cette situation, un programme de stabilisation a été entrepris entre 1984 et 1987. Ce programme visait l'amélioration de la qualité des activités industrielles locales. Il s'insérait dans un modèle de développement spécifique dans lequel le rôle de régulation était attribué à l'Etat thaïlandais (Donadieu, 2003). Afin d'éviter les dérives économiques et financières des années passées, le nouveau modèle adopté devait encourager les secteurs industriels exportateurs, assurer une orientation efficace du crédit et garantir la sélection des projets les plus rentables. La mise en place et l'application de ce modèle ont été réussies visible notamment à travers l'augmentation des investissements, l'accroissement des et le programme de stabilisation a atteint les objectifs désirés. Le succès de ce programme était exportations et l'amélioration de la croissance du PIB par tête atteignant même un niveau

¹³ Sur le site, <http://www.bilaterals.org/?combattre-les-accords-de-libre&lang=en>.

¹⁴ Les échanges et l'ajustement structurel Les enjeux de la mondialisation, Par OECD.

¹⁵ Alba P., Hernandez L. et Klingebiel D. (1999), "Financial liberalization and the capital account: Thailand, 1988-97", Policy Research Working Paper Series 2188, The World Bank.

record de 11,6% en 1988.¹⁶

✓ La libéralisation des entrées de capitaux

La libéralisation des entrées de capitaux a commencé dès le milieu des années 1980 mais des restrictions au niveau du rapatriement des intérêts et des dividendes ont demeuré jusqu'au début des années 1990. Les IDE se sont renforcés avec l'amendement du "Investment Promotion Act" en 1991. Ils sont passés de 0,7% du PIB en 1987 à 6,5% du PIB en 1998 malgré la crise qui a touché la Thaïlande en 1997. L'investissement de portefeuille était soutenu par la création d'un premier ADR (American Depositary Receipt) en 1991. En 1987, il représentait 0,7% du PIB alors qu'en 1993, il a atteint les 4% du PIB. L'activité bancaire internationale s'est intensifiée avec la création d'un centre financier offshore en 1993, Bangkok International Banking Facility". Concernant les crédits bancaires étrangers, ils ont enregistré une forte augmentation jusqu'à l'avènement de la crise de 1997. En effet, les crédits bancaires étaient seulement de 0,5% du PIB en 1987 alors qu'ils s'élevaient à 7,9% du PIB en 1996. Après le déclenchement de la crise ce phénomène d'augmentation a été stoppé. Les flux de crédits bancaires sont même devenus négatifs. Cette situation est au fait que les remboursements de crédit dépassaient les nouveaux prêts.

Toutes les mesures de libéralisation entreprises pour assurer la libre circulation des capitaux ont permis d'attirer les capitaux étrangers.

La libéralisation a eu lieu dans un environnement macro-économique stable avec une forte croissance. Selon l'école de la libéralisation et conformément aux effets positifs des flux de capitaux sur la croissance que nous abordons ultérieurement, cela devait accélérer la croissance économique. Or cela n'a pas été le cas. Bien au contraire, l'indice de libéralisation semble évoluer dans le sens opposé à celui de la croissance économique.

L'augmentation de la vulnérabilité de l'économie thaïlandaise s'explique par la modification du comportement des agents et de l'Etat après la libéralisation. En effet, avant la libéralisation financière, l'Etat thaïlandais était responsable de l'orientation des faibles fonds disponibles. Les investisseurs étaient obligés de présenter des projets conformes aux objectifs de l'Etat. Cependant, suite à la libéralisation, ces restrictions ont été levées. Les investisseurs n'étaient plus limités dans leurs choix d'investissements et n'étaient plus obligés de céder aux exigences de l'Etat. Les emprunteurs choisissaient les investissements qui offraient les rendements les plus élevés. Comme ces projets étaient les plus risqués, les créances douteuses avaient augmenté. Cela a été naturellement suivi par des mouvements spéculatifs.

L'économie thaïlandaise s'est fragilisée par l'entrée des capitaux étrangers et le manque de réglementation prudentielle ce qui a favorisé le déclenchement de la crise en 1997. La crise s'est déclenché suite à la décision du gouvernement d'abandonner l'ancrage du bath au dollar. Cette décision a provoqué un mouvement de panique chez les investisseurs étrangers. Les fonds étant spéculatifs et volatiles, sont fragiles face à l'incertitude. En conséquence, plusieurs investisseurs ont décidé de fuir le pays et par la suite toute la région. Comme

¹⁶ Document de stratégie Thaïlande-Communauté européenne pour la période 2007-2013 sur le site, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/.../csp-thailand-2007-2013_fr.pdf

l'économie thaïlandaise était très dépendante des capitaux étrangers, elle s'était retrouvée dépourvu d'un moteur essentiel. Les effets de la crise étaient immédiats. En effet, la croissance du PIB par tête en 1998 a atteint un niveau historiquement bas de -11,1% alors que dix années auparavant le pays enregistrait un taux de croissance de 11,6% (1988). Depuis cette date jusqu'en 2009, la Thaïlande n'a jamais retrouvé ses taux de croissance d'avant crise.

Pour résumer le cas de la Thaïlande, nous pouvons dire que ce pays a connu deux phases. La première phase a pris fin en 1995. Elle se caractérisait par une forte croissance et une parfaite maîtrise de l'inflation. Le taux d'investissement était important et l'épargne également. Avec l'intensification de la libéralisation et le renforcement de la présence des investisseurs étrangers sur le marché thaïlandais, la situation s'est largement dégradée et essentiellement après le déclenchement de la crise. L'ouverture des marchés aux investisseurs étrangers était fatale pour la Thaïlande.¹⁷

- **L'ouverture en Chili**¹⁸

La libéralisation financière chilienne, amorcée au milieu des années 70, ne s'est pas limitée à un simple abandon de la fixation des taux d'intérêt. Elle visait à promouvoir une logique globale de marché dans le secteur financier. La libéralisation des taux d'intérêt s'est donc accompagnée d'une privatisation des banques publiques, de la disparition de toute espèce de restriction à l'entrée dans le secteur (suppression du capital social minimum) et, plus généralement, de toutes les formes de surveillance de l'activité bancaire par les Autorités Monétaires. Au niveau externe, toutes les restrictions à l'entrée ou à la sortie de capitaux furent abolies.

Les résultats furent catastrophiques. Dès les premiers mois, les faillites bancaires à répétition conduisirent le gouvernement à instaurer à nouveau un capital social minimum. Mais, il fut annoncé que la banque centrale ne garantirait en aucune manière les dépôts du public et qu'un établissement bancaire en situation de faillite latente ne recevrait aucun secours de la part des Autorités. Cela revenait à interdire à la banque centrale chilienne de jouer un rôle de prêteur en dernier ressort. Pourtant, à la suite des graves difficultés connues par une des banques les plus importantes du pays (Banco Orsono) au cours de l'année 1977, le gouvernement, revenant sur ses déclarations, décida d'intervenir pour la soutenir dans la crainte que la faillite d'un établissement d'une telle importance ne ruine la confiance dans le secteur financier. Ce n'est qu'en 1981 que la pérennité du système fut confiée à une "super intendance" bancaire, ce qui revenait à réintroduire une réglementation bancaire.

Les faillites ne se limitèrent malheureusement pas qu'au seul secteur bancaire. Villanueva et Mirakhor (1990) rapportent que le nombre de faillites d'entreprises s'est multiplié de façon importante entre 1974 et 1982. Par ailleurs, la privatisation ne permit pas l'émergence de la concurrence dans le secteur bancaire. En 1982, les deux plus grandes entreprises chiliennes contrôlaient les principales compagnies d'assurance, les principaux fonds mutuels et les deux plus grandes banques commerciales du pays.

Qu'en fut-il des effets bénéfiques sur l'épargne, l'investissement et la croissance économique? Dans une étude récente, Burkett et Dutt (1991) montrent que le processus de libéralisation financière entrepris au Chili n'a permis ni la croissance de l'investissement ni la croissance économique. S'il y a bien eu un effet positif sur l'épargne dû à l'accroissement de la profondeur financière, celle-ci semble s'être essentiellement dirigée vers des activités non-

¹⁷ Ope cit.

¹⁸ Études économiques de l'OCDE, volume 2007/20, Chili 2007.
- Benachhou. A, les pays émergents, ISBN, 2011, page 163.

productives du type "actifs immobiliers et spéculation sur les marchés d'actions, acquisitions d'entreprises par des holdings bancaires ou importations de biens de consommation de luxe". Quant à l'ouverture du marché des capitaux domestiques aux capitaux étrangers, elle se traduit, par une appréciation telle du taux de change qu'elle vint annuler les quelques rares effets bénéfiques qu'avait eu la politique de libéralisation financière.¹⁹

On le voit, les résultats obtenus au Chili vont largement dans le sens des opposants à la libéralisation financière. Pourtant, au début des années 80, la Corée du Sud et Taiwan entrèrent, eux aussi, comme nous l'avons déjà mentionné dans un processus de libéralisation financière. Toutefois, celle-ci ne fut que partielle. Si elle se traduit bien par une libéralisation des taux d'intérêt, elle laissa à l'Etat un rôle prépondérant en tant que régulateur du système financier et elle n'ouvrit pas le marché des capitaux domestiques à l'extérieur.²⁰

- **L'expérience des pays d'Asie du Sud –est²¹**

Les mécanismes de libéralisation financière mis en œuvre par les économies d'Asie du Sud-est, à travers surtout la suppression du contrôle des mouvements de capitaux, la déréglementation des taux d'intérêt et le relâchement des coefficients de réserves obligatoires imposés aux banques, a indéniablement profité à l'activité productive de ces pays.

En Corée, par exemple, la libéralisation des taux d'intérêt s'est faite entre 1991 et 1993 et avec elle la modification du taux des réserves obligatoires qui est passé d'environ 30 % en 1990 à 7 % en 1996. De la même façon, les pays asiatiques se sont inscrits dans le processus de mondialisation financière en adoptant des politiques d'élargissement de la concurrence entre les institutions financières. Ainsi, l'Indonésie et la Malaisie ont assoupli les conditions d'entrées dans le secteur bancaire en 1988 et 1989, tandis que la Corée et la Thaïlande modéraient, respectivement en 1991 et 1993, les restrictions jusque-là imposées sur l'activité des banques étrangères en leur sein .

L'ouverture financière s'est avant tout traduite, pour l'ensemble des pays asiatiques, par des entrées remarquables de capitaux. Les cinq pays du sud-est asiatique que sont l'Indonésie, la Corée du sud, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande ont vu les flux de capitaux tripler dans la première moitié des années 90, passant d'environ 25 milliards de dollars en 1990 à 66 milliards en 1996. Pour la période 1995-96, ces pays ont bénéficié de flux nets de capitaux privés équivalents, en moyenne à 6,6% de leur PIB.

Les flux massifs de capitaux vers les pays du Sud-est asiatique ont rapidement conduit, grâce à une croissance rapide des crédits domestiques et à la transformation efficiente de l'épargne en investissements productifs, à la performance économique de ces pays,. La combinaison d'importants flux de capitaux et des taux d'investissement intérieurs élevés mesure combien, dans la première moitié des années 90, l'ouverture financière a été efficace en matière de croissance économique pour ces pays. En Malaisie, par exemple, la FBCF passe de 37 % du P.I.B. en moyenne sur la période 1990 - 95 à plus de 42 % en 1996.

Tableau 1-3 : Quelques données macroéconomiques des pays d'Asie du Sud-est

¹⁹ Burkett P. et Dutt A.K., Interest Rate Policy, Effective Demand, and Growth in LDC.s, International Review of Applied Economics, Vol. 5(2), pp 127-153, 1991.

²⁰ Heman Büchi, Annick Souyet, L'expérience chilienne, succès de la politique économique dans la stabilité monétaire, Revue d'économie financière 1994 Volume 4 Numéro 1 pp. 403-410.

²¹ Nada Saliba, Mondialisation et libéralisation financière, endettement et crises dans les pays émergents d'Asie, Le cas de la Thaïlande, la Corée du Sud, l'Indonésie et la Malaisie, thèse de doctorat, faculté des sciences économiques université Sorbonne, Paris 3, 2009, page 170.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

	Croissance réelle du PIB					inflation		Solde budgétaire		Epargne/PIB		Investissement / PIB	
	1985	90-95	1996	1997	1998	90-95	1996	90-95	1996	90-95	1996	90-95	1996
Indonésie	2.5	7.3	8.0	4.9	13.7	8.6	6.4	-0.2	0.0	28.4	30.6	33.4	32.7
Corée	6.2	7.7	7,1	5,0	-5,8	6,4	4,9	-0,5	0,2	35,4	33,9	36,5	36,8
Malaisie	-0,1	8,8	8,6	7,8	-6,7	4,0	3,6	-0,4	-0,5	34,6	40,6	37,0	42,2
Philippines	-7,4	1,8	5,7	5,1	-0,5	10,7	8,4	-2,2	-0,5	19,1	22,7	22,5	23,9

Sources : FMI 2000.

Progressivement insérés dans l'économie mondiale, l'ensemble des pays asiatiques enregistre, à la veille de la crise financière qui les frappera de plein fouet en 1997, des performances économiques remarquables, mesurées par une croissance rapide, une inflation modérée, des finances publiques solides, une épargne élevée et des secteurs productifs en progrès.

En 1996, les économies asiatiques font, en outre, preuve de situations fiscales et monétaires saines comme l'indiquent, dans le tableau 1, et l'évolution favorable des réserves internationales rapportée par le tableau 2 suivant.

Tableau 2-3 : Les réserves internationales des pays asiatiques en milliards de dollar

Années	Indonésie	Corée	Malaisie	philippines
1990	7459	14793	9754	924
1991	9258	13701	10886	3246
1992	10449	17121	1722	4403
1993	11263	20228	27249	4676
1994	12133	25639	25423	6017
1995	13708	32678	23774	6372
1996	18250	34037	27009	10030

Sources: World development indicators (2005), FMI,

On constate qu'avant 1996 dans les données statistiques disponibles pour l'Indonésie, la Corée, la Malaisie, les Philippines ou encore la Thaïlande, la libéralisation financière est sans nul doute en mesure de tenir ses promesses en faveur de l'inscription d'une économie sur le chemin de la croissance. Les événements récents le rappellent, en dépit de bons indicateurs macroéconomiques, les économies asiatiques sont passées, en l'espace de quelques mois, du statut de référence des marchés financiers à celui de victimes de la crise financière. La libéralisation financière a laissé s'exprimer le pire. La montée des risques est-elle le corollaire de la libéralisation financière? Aujourd'hui beaucoup d'économistes s'accordent à dire que l'ouverture financière des pays asiatiques s'est faite de manière trop brutale et mal maîtrisée et

les tentatives d'explication des causes de la survenance de crises sont maintenant nombreuses²²

A l'état des données statistiques disponibles sur les pays d'Asie du sud-est, il nous semble que ce sont l'affaiblissement des bilans des banques asiatiques en raison des entrées massives de capitaux et d'une ouverture financière désordonnée, d'une part, et d'impardonnables fautes dans les stratégies de prêts des pays qui les ont satisfaits d'autre part, qui sont avant tout à incriminer dans l'instabilité et la vulnérabilité des systèmes qui se mettent en place.

2. Libéralisation contrôlée: Chine et expériences similaires

- **La chine** ²³

La Chine a opté pour une libéralisation des entrées de capitaux qui va avec ses objectifs de développement. Elle a encouragé les investissements directs étrangers et spécialement ceux axés sur l'exportation. L'entrée des autres types de flux est encore soumise à des restrictions. Cette politique ciblée a donné de très bons résultats. La résistance de l'économie chinoise à la crise asiatique en est la parfaite illustration. En effet, suite à cette crise, la croissance de la Chine a connu une baisse du taux de croissance de seulement 1,5 point entre 1997 et 1998 et ce contrairement à l'ensemble des pays de la région qui ont connu une baisse d'environ 4 points. Cette baisse a ramené la croissance à un taux négatif en 1998.

La Chine a également été épargnée de la contagion de la crise des subprimes[♣] étant donné l'exposition très limitée du secteur financier aux titres toxiques. Cependant, la Chine a été touchée par la transmission de la crise des subprimes de la sphère financière à la sphère réelle.

La récession mondiale qui a suivie la crise et la contraction du commercial international a négativement affecté les exportations chinoises et par conséquent la croissance économique du pays . Ceci a amené la Chine à reconsidérer le rôle de la demande intérieure au lieu de compter exclusivement sur les exportations. En effet, la demande intérieure était étroite vu l'importance de l'épargne chinoise. Le taux d'épargne par rapport au PIB était en moyenne de 42,7% sur les vingt dernières années.

La libéralisation des entrées de capitaux en Chine a été largement contrôlée et orientée par les autorités. Cette libéralisation restrictive a porté ses fruits au niveau de la croissance économique.

C'était le cas pour d'autres pays comme l'Inde, Taiwan et la Corée de Sud. Dans ce qui suit, nous présentons brièvement les expériences des trois pays mentionnés.

²² Nada Saliba, *op cit* .

- Benachenhou. A, *les pays émergents*, *op cit*, page 149.

²³ Zhaomin Zou, *La transition financière chinoise : un contre-exemple de la libéralisation financière*, Journée doctorale d'économie, Association des doctorants de Grenoble en économie, Grenoble, halshs-00904296, France, 2013, page 07, 08,09.

Benachenhou. A, *les pays émergents*, *op cit*, page 11.

♣ Le terme « **subprime** » s'est fait connaître en français à la suite de la crise des subprimes aux Etats Unis, qui a déclenché la crise financière de 2007à2011. Il désigne des emprunts plus risqués pour le prêteur (et à meilleur rendement) que la catégorie prime, particulièrement pour désigner une certaine forme de crédit hypothécaire (en anglais : mortgage).

• l'Inde²⁴

L'Inde a eu une expérience similaire à celle de la Chine en matière de libéralisation des flux de capitaux. Dès le début des années 1990, l'Inde a encouragé l'entrée des investissements directs étrangers et spécialement les investissements dans les secteurs exportateurs et les secteurs industriels prioritaires. Pour ce, des mesures d'incitation fiscales à l'exportation ont été prises.

Cependant, certains secteurs stratégiques ont été protégés de la concurrence étrangère jusqu'à récemment. La libéralisation de ces secteurs a fait le sujet de certaines restrictions.

A ce titre, le secteur de raffinage pétrolier est un très bon exemple. Dans ce secteur, la participation étrangère a été autorisée à partir de l'année 2004 ; sans avoir le droit de dépasser la limite de 26% de l'ensemble de l'investissement. Pour le secteur de télécommunications, la limite de participation s'est élevée à 49% du capital total.

La stratégie d'attractivité des IDE en Inde a permis l'augmentation des exportations comme le démontre le graphique 2.19. Elle a également permis l'évolution de la composition des exportations. Ces derniers étaient dominés par les exportations des produits agroalimentaires et du textile. Par la suite, d'autres secteurs ont pris de l'importance comme le secteur énergétique et le secteur chimique.

La compétitivité de l'Inde est expliquée par trois éléments essentiellement en plus de la dévaluation de la roupie indienne (Cavalier, 2006). Le premier élément est la diversification des produits proposés avec une spécialisation dans les secteurs les plus dynamiques de la demande mondiale comme le secteur des produits pétroliers, le secteur de chimie organique ou d'équipements électriques. Le deuxième élément réside dans la restructuration interne des entreprises industrielles permettant l'amélioration de la qualité et de l'image des produits ainsi que leur contenu en innovation. Le troisième élément est l'orientation des exportations indiennes vers les zones géographiques à forte croissance comme les pays de l'OPEP et les pays d'Asie émergente.

Le marché boursier local est resté largement dominé par les investisseurs locaux qui opèrent dans un cadre institutionnel développé. La protection du marché domestique des investissements volatils est pleinement assurée. Cette structure des flux étrangers a permis à l'Inde de faire face aux différentes crises notamment la crise asiatique. L'Inde a été relativement épargnée par cette crise ce qui lui a permis de garder d'abord des taux de croissance positifs et d'assurer ensuite une reprise rapide.

• La Corée du Sud et Taiwan²⁵

La libéralisation financière dans ces deux pays était tardive et progressive privilégiant la libéralisation financière interne. Taiwan a instauré en 1982 une politique de libéralisation en trois phases. La première

²⁴ Sophie Chauvin, Françoise Lemoine, L'économie indienne : changements structurels et perspectives à long-terme, CEPII, Document de travail n°04, 2005, page 13.

- Atul Kohli, La politique de croissance économique de l'Inde, alternative sud, l'Inde une modernité controversée volume 18/3940, 2011, page 43.
- Benachou. A, les pays émergents, op.cit page 61.

♣ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

♣ L'Asie émergente inclut essentiellement l'Inde, la Chine, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines.

²⁵ Atul Kohli, op.cit page 44.

Philippe Régnier, développement en Corée sud 1961-1998, institut universitaire d'études du développement, Service des publications, Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21, page 12,13.

phase permettait l'investissement étranger indirect à travers des fonds établis en Chine. La seconde phase autorisait l'investissement direct par des investisseurs étrangers internationaux. La troisième phase permettait l'entrée de tous flux de capitaux sans restrictions.

En Corée du Sud, l'investissement étranger était toléré mais avec certaines restrictions. Les IDE ne doivent pas concurrencer l'investissement domestique, farouchement protégé par l'Etat. Ainsi, le marché interne était protégé. L'acquisition de la technologie était assurée à travers la procuration de licences plutôt que par l'investissement direct étranger.

Le modèle de développement des deux pays a exclu les capitaux étrangers du processus pour inclure les exportations et le développement de l'industrie lourde. Cette stratégie a permis à Taiwan et à la Corée de Sud de s'industrialiser grâce à leurs fonds nationaux et leurs marchés internes. Ainsi ces deux pays ont réussi à atteindre des niveaux de croissance exceptionnels et à passer au rang des pays développés.

3. Evolutions des investissements directs internationaux

L'analyse des multinationales et des investissements directs était difficile à cause du manque de données statistiques rétrospectives homogènes. A partir des années 60, des données mondiales sur les investissements internationaux sont devenues courantes. La composition des IDE a véritablement changé entre le début du XXe siècle et aujourd'hui. En terme sectoriel, en 1914, 55% du stock des IDE se trouvait dans le secteur primaire, 20% dans les chemins de fer, 15% dans les produits manufacturés et seulement 10% dans les services, la distribution et les banques. Alors qu'au début des années 2000, dans le total du stock mondial d'investissements directs, la part du secteur primaire passe de 9% en 1990 à 6% en 2002, le secteur des produits manufacturés passe de 42% à 34% et le secteur des services de 49% à 60%.²⁶

Les IDE se sont fortement développés à partir du dernier tiers du XIXe siècle. En 1870, ils représentent environ 40% du total des investissements de capitaux internationaux à long terme, dont l'essentiel se concentrait dans les investissements en placements de portefeuille. En 1914, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne réalisaient plus de 87% des investissements directs mondiaux. La Grande-Bretagne contrôlait à elle seule près de la moitié des investissements. Alors qu'en 1938, la situation a changé. La Grande-Bretagne reste le premier pays d'origine, mais perd 5 points de pourcentage. Le poids des Etats-Unis augmente fortement pour représenter 28% des IDE. La répartition de l'investissement direct par pays d'accueil est différente de la répartition par pays d'origine. Les pays en développement y jouent un rôle important, car ils représentent 64% de ce stock en 1914 et 66% en 1938.

Les investissements internationaux ont connu une forte croissance dans les années 1960 et 1970. Entre 1960 et 1978, le montant du stock d'investissements internationaux dans le monde est passé de 66 Md \$ à 380 Md \$, soit une multiplication par six (selon les données de l'ONU et l'OCDE). Entre 1986 et 1990, l'IDE constituait l'élément le plus dynamique dans le processus de mondialisation : le taux de croissance des flux sortants était en moyenne de 25%

²⁶ Rapport des CNUCED, La montée en puissance du secteur des services, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication.2004, p.19.

par an contre 12% pour les exportations de biens et services, avec une croissance de la production mondiale (PIB) de 1.3%.

Les années 2000 ont vu un renversement de tendance avec une forte baisse des flux d'investissements étrangers en 2001-2003. Le taux de croissance annuel de 7% des exportations (2000-2003) a largement dominé celui des investissements directs sortant (-12% annuels). Entre 1990 et 2003, le montant des flux sortant d'investissements directs a presque triplé alors que celui des exportations n'a que doublé. Le montant des flux d'investissements directs représentait ainsi 6% des exportations en 2003, alors qu'ils représentaient que 2.5% en 1998.²⁷

Les IDE restent toujours fortement concentrés entre les pays développés. Entre 1970 et 1973, ils représentaient plus de 99% des flux d'investissements sortants des pays d'origine pour ensuite passer à 91%, entre 2000 et 2003. Pour ces mêmes périodes, mais en tant que pays d'accueil, leur poids est environ de 75% avec une tendance à la baisse. Les pays émergents jouent un rôle plus important, en particulier la Chine qui devient un des premiers pays d'accueil au monde.

L'année 2000 a vu la poursuite de la croissance des IDE dans le monde, comme les années précédentes, le phénomène est porté par les F&A transnationales. Les pays développés restent les principaux acteurs dans les opérations d'IDE autant que pays d'origine et d'accueil. Pour autant, les flux entrants dans les pays en développement marquent une évolution positive. Les flux entrants d'IDE ont atteint de nouveaux records en 2000 avec 1300 Md \$, et ont progressé de 18 % par rapport à l'année précédente, alors que la progression avait été de 27 % en 1999 et de 40 % en 1998. Les IDE restent principalement portés par les F&A transnationales qui représentent 88 % des flux entrants en 2000. Ces opérations ont atteint pour la 8ème année consécutive un montant record de 1144 Md \$, soit une progression de 49,3 % par rapport à 1999.

Toutefois, le comportement des firmes en matière d'investissement est aussi très influencé par la conjoncture. Après avoir atteint un niveau sans précédent en 2000, les flux mondiaux se sont brutalement contractés en 2001, pour la première fois depuis 10 ans. Cela était dû essentiellement au fléchissement de l'économie mondiale, ce qui a entraîné une chute de la valeur des F&A transfrontières. La valeur totale des opérations réalisées en 2001 (594 Md \$) ne représentait que la moitié du chiffre enregistré en 2000.

Le déclin de l'IDE en 2001 a concerné essentiellement les pays développés, pour lesquels les flux d'IDE ont chuté de 59 %, comparativement aux PED, qui n'ont enregistré qu'une baisse de 14 %. Dans ces pays, l'IDE, tant entrant que sortant, a brutalement chuté, de plus de moitié, tombant respectivement à 581 Md \$ et à 503 Md \$, après avoir atteint un niveau record en 2000. Globalement, les entrées d'IDE en Europe centrale et orientale sont restées stables. Les flux mondiaux d'IDE ont atteint 735 Md \$, dont 503 Md \$ dans les pays développés, 205 Md \$ dans les pays en développement et 27 Md \$ dans les pays en transition d'Europe centrale et orientale. La part des pays en développement dans le total des flux d'IDE a atteint 28 % et celle des pays d'Europe centrale et orientale 4 % en 2001, contre une moyenne de 18 % et de 2 % respectivement les deux années précédentes. Dans les pays en développement ou en transition, l'IDE est resté assez stable malgré le ralentissement de

27 Ope cit.

l'économie mondiale et les événements tragiques du 11 septembre. En particulier, l'IDE est resté plus stable que les flux d'investissement de portefeuille et de crédits bancaires.²⁸

Les entrées mondiales d'IDE ont diminué en 2002 pour la deuxième année consécutive, enregistrant une baisse de 20 % pour atteindre 651 Md \$, soit leur montant le plus bas depuis 1998. Ce recul s'explique essentiellement par la faible croissance économique enregistrée dans la plupart des régions du monde et par les faibles chances de reprise, du moins à court terme. La dépréciation des valeurs boursières, la diminution des bénéfices des sociétés, le ralentissement du processus de restructuration dans certains secteurs et la fin des programmes de privatisation dans certains pays y ont également contribué. La forte chute du montant des F&A internationales a joué un grand rôle dans cette baisse générale. Le nombre de F&A, après avoir atteint un sommet en 2000 avec 7894 opérations, est passé à 4493 en 2002, et leur valeur moyenne qui était de 145 millions de dollars en 2000, n'était que de 82 millions en 2002. Le nombre de F&A d'un montant supérieur à 1 milliard de dollars est passé de 175 en 2000 à 81 seulement en 2002, atteignant là encore le niveau le plus bas depuis 1998.

En 2002, la baisse de l'IDE a été inégalement répartie selon les régions et les pays et même selon les secteurs : les investissements dans l'industrie manufacturière et les services ont diminué alors qu'ils ont augmenté dans le secteur primaire. L'IDE sous forme de capitaux propres et de prêts intragroupes a baissé plus que les bénéfices réinvestis. Les opérations de F&A ont diminué plus dans les entrées d'IDE que dans les projets de création d'entreprise. Sur le plan géographique, l'IDE a diminué de 22 % à destination aussi bien des pays développés que des pays en développement (pour atteindre 460 Md \$ et 162 Md \$ respectivement). Cette baisse se concentre pour moitié dans deux pays, à savoir les États-Unis et le Royaume-Uni. Parmi les régions en développement, l'Amérique latine et les Caraïbes ont été durement touchées, enregistrant pour la troisième année consécutive un recul des entrées d'IDE, qui a été de 33 % en 2002. L'Afrique a enregistré une chute de 41%, mais si l'on tient compte du niveau exceptionnel des entrées en 2001, il n'y a pas eu de repli de l'IDE. C'est en Asie et dans le Pacifique que l'IDE a le moins baissé grâce à la Chine qui avec des entrées record s'élevant à 53 Md \$, est devenue le premier pays d'accueil dans le monde. L'Europe centrale et orientale est la région qui a obtenu les meilleurs résultats, les entrées d'IDE y atteignant un montant record de 29 Md \$.²⁹

Les entrées des IDE ont diminué en 2003 dans le monde, pour la troisième année consécutive, et sont tombées à 560 Md \$. Cette diminution a de nouveau tenu à une baisse d'IDE à destination des pays développés, à 367 Md \$, il y a eu une régression de 25 % par rapport à 2002. Un repli a été particulièrement spectaculaire aux États-Unis où les entrées d'IDE ont chuté de 53 %, à 30 Md \$, leur montant le plus bas des 12 dernières années. L'IDE à destination de l'Europe centrale et orientale a aussi fortement baissé, de 31 à 21 Md \$. Le groupe de PED a été le seul à enregistrer une reprise de l'IDE, dont les entrées ont progressé de 9 % pour atteindre globalement 172 Md \$. Si l'IDE a progressé en Afrique tout comme en Asie et au Pacifique, il a par ailleurs continué à régresser en Amérique latine et dans les

²⁸ CNUCED, Questions de politique générale concernant l'investissement et le développement, TD/B.COM.2/44, 21 novembre, 2002.

²⁹ CNUCED, 2003, Les politiques d'IDE et le développement : Perspectives nationales et internationale », Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication.

Caraïbes. Les pays les moins avancés (PMA) ont continué à ne recevoir que peu d'IDE (Md \$).³⁰

Sous l'effet d'une forte augmentation de l'IDE à destination des PED, les flux mondiaux d'IDE se sont légèrement redressés en 2004 après trois années consécutives de baisse. Au niveau mondial, les entrées d'IDE se sont élevées à 648 Md \$ en 2004, en hausse de 2 % par rapport à 2003. Elles ont bondi de 40 % dans les pays en développement, atteignant 233 Md \$, mais ont baissé de 14 % dans les pays développés. En conséquence, la part des pays en développement dans les entrées mondiales d'IDE s'est établie à 36 %, un record depuis 1997. Les États-Unis conservent leur rang de premier destinataire de l'IDE, suivis du Royaume-Uni et de la Chine.³¹

Les entrées d'IDE ont été considérables en 2005, avec une augmentation de 29 %, soit 916 Md \$, après avoir déjà progressé de 27 % en 2004. Mais, les entrées mondiales d'IDE sont restées nettement en dessous du niveau record de 1400 Md \$ en 2000. L'essor récent des IDE s'explique par la multiplication des F&A internationales, notamment parmi les pays développés, ainsi qu'un dynamisme économique dans les PED et les pays en transition.³² Pour la troisième année consécutive, les entrées mondiales d'IDE ont augmenté de 38 %, pour s'élever à 1306 Md \$ en 2006. Ce montant est proche du record atteint en 2000, illustrant les bons résultats économiques enregistrés dans les pays développés, les PED et les pays en transition de l'Europe.³³

Après quatre années consécutives de croissance, les entrées mondiales d'IDE ont augmenté de 30 % pour s'élever à 1833 Md \$ en 2007, dépassant ainsi largement le record historique atteint en 2000 (Tableau 1.1). Malgré la crise financière et la crise du crédit qui sévissent depuis le deuxième semestre de 2007, les entrées d'IDE ont continué de progresser. Les F&A internationales ont contribué de manière notable à l'essor mondial de l'IDE. En 2007, le montant de ces opérations s'est élevé à 1637 Md \$, dépassant de 21 % le précédent record établi en 2000.³⁴

Le cadre de l'investissement international s'est considérablement modifié au cours des vingt dernières années. Si les facteurs traditionnels (l'accès au marché, aux ressources naturelles et à la main-d'œuvre bon marché) restent importants dans les choix de localisation des FMN, d'autres facteurs doivent être pris en compte aujourd'hui, comme l'environnement institutionnel et réglementaire, mais aussi l'impact du progrès technique. Par conséquent, l'évolution des flux d'IDE dans un pays ou une région donnée dépend de plusieurs paramètres dont les déterminants économiques et institutionnels. D'une manière générale, le constat

³⁰ CNUCED, 2004, La montée en puissance du secteur des services, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication.

³¹ CNUCED, 2005, Les sociétés transnationales et l'internationalisation de la recherche et développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.

³² CNUCED, 2006, L'IDE en provenance des pays en développement ou en transition : Incidences sur le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies, New York et Genève.

³³ CNUCED, 2007, Sociétés transnationales, industries extractives et développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.

³⁴ CNUCED, 2008, Sociétés transnationales et leurs rôles dans infrastructures, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.

qu'on peut faire est que les PED attirent peu d'IDE, même si quelques pays constituent des exceptions.

- **Evolution des flux d'IDE dans les pays développés**

Au sein des pays développés, l'Union européenne, les États-Unis et le Japon concentrent plus de 71 % des flux entrants mondiaux et plus de 82 % des flux d'IDE sortants en 2000. L'Union européenne a renforcé sa position aussi bien en tant que région d'accueil que de source d'IDE. Les États-Unis, demeurent en 2000 le plus grand pays d'accueil d'IDE avec des flux entrants s'élevant à 281 Md \$. Leur part dans les flux sortants a en revanche diminué de 2 points. En dépit des politiques de promotion particulièrement incitatives, le Japon a vu ses flux d'IDE entrants en 2000 décroître de 36 % (8 Md \$) au regard de l'année précédente, en raison du ralentissement prolongé de la croissance économique du pays.

À l'inverse, les flux d'IDE sortants ont augmenté, passant au niveau le plus important atteint depuis dix ans. Le fléchissement de la croissance a intensifié la concurrence. Cela peut avoir stimulé l'IDE dans des activités pour lesquelles il est rentable de délocaliser la production dans des pays à bas salaires. Il semble que ces deux facteurs aient beaucoup contribué à l'augmentation des investissements japonais en Chine et à l'expansion des flux d'IDE dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Entre 1995 et 2000, les flux d'IDE de l'Union européenne ont connu une progression spectaculaire. L'Union européenne est le premier investisseur mondial depuis 1996. En 2000, les flux sortants de l'Union européenne se sont maintenus à un niveau élevé (985 Md €, soit 12 % du PIB global de l'UE). Ces flux ont été encouragés par une conjoncture économique favorable dans l'Union européenne, mais également aux États-Unis, premiers bénéficiaires des investissements européens. En très forte progression depuis 1997, les flux entrants dans l'Union européenne ont doublé entre 1999 et 2000, où ils ont atteint un nouveau record de 823 Md €.

À la faveur des déréglementations nationales, les mouvements de concentration ont principalement porté sur les télécommunications, l'automobile, la banque, et la pharmacie. Au sein de l'Union, les firmes poursuivent des stratégies de développement visant à faire émerger des groupes européens d'envergure mondiale, c'est notamment le cas dans la banque et l'assurance. Il est observé, une part croissante prise par les flux intra-UE, qui ont représenté 65 % des flux sortants et 81 % des flux entrants dans l'Union européenne en 2000. Particulièrement dynamiques, les flux intra-UE ont doublé entre 1999 et 2000, tandis que les flux extra-UE progressaient de 59 %.

Un frémissement de l'IDE, tant entrant que sortant, en 2001 a concerné principalement les pays développés, avec une chute, de plus de moitié, tombant respectivement à 581 Md \$ et à 503 M\$. Les États-Unis, malgré le ralentissement de la croissance et les événements du 11 septembre, sont restés la première destination, mais les flux ont chuté de plus de moitié, tombant à 124 Md \$. Les États-Unis sont redevenus le premier investisseur international, même avec 114 Md \$ d'IDE, et une baisse de 30 %. L'union européenne est à nouveau le principal partenaire des États-Unis pour l'IDE, dans les deux sens. Toutefois, les partenaires des États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont devenus des destinations d'IDE plus importantes. En ce qui concerne l'IDE entrant, les F&A transfrontières sont restées le premier mode d'entrée. Les flux d'IDE entrants et sortants de l'Union européenne ont chuté d'environ 60 % en 2001, s'établissant à 323 Md \$ et 365 Md \$ respectivement. Les flux d'IDE entrants et sortants de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande,

qui ont des liens économiques étroits avec la région Asie-Pacifique, ont été moins affectés par la conjoncture des États-Unis que ceux du Canada, où les flux entrants ont chuté de 60 % .³⁵ Alors qu' en 2002, les entrées d'IDE ont considérablement diminué, dans plusieurs pays, le remboursement de prêts intragroupes a fait reculer l'IDE. Cette diminution de l'IDE a été caractérisée par l'effondrement des F&A internationales, en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni. En revanche, l'Australie, l'Allemagne, la Finlande et le Japon ont été les pays qui ont reçu le plus d'IDE en 2002. Les sorties d'IDE ont aussi diminué pour atteindre 600 Md \$ en 2002. Cette baisse a surtout concerné la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Les sorties d'IDE ont augmenté en Autriche, en Finlande, en Grèce, en Norvège, en Suède et aux États-Unis. Le Luxembourg arrivait en tête des pays d'accueil et des pays d'origine.³⁶ Contrairement aux années précédentes, 2003 a été l'année où la situation était confuse dans les pays développés. De sorte que, 10 pays font état d'une augmentation des entrées d'IDE, et 16 d'une diminution. Globalement, les entrées ont régressé de 25 %, à 367 Md \$. Les prêts intragroupes ont accusé une forte baisse, ainsi que les flux de capitaux propres, mais dans une moindre mesure. Toutefois, les bénéficiaires réinvestis ont augmenté grâce à une amélioration de la rentabilité. Le nombre et le montant des F&A internationales ont pour la troisième année consécutive. L'IDE à destination des États-Unis s'est réduit de moitié, de 63 à 30 Md \$. Les flux à destination de l'Union européenne dans son ensemble ont baissé de 21 %, à 295 Md \$. Dans le même temps, l'IDE en provenance des pays développés s'est accru de 4 % avec 570 Md \$, en raison surtout de l'accroissement des flux en provenance des États-Unis, qui ont augmenté de près d'un tiers et ont atteint 152 Md \$. Les États-Unis ont été de nouveau la principale source d'IDE, suivis dans l'ordre par le Luxembourg (à cause de l'IDE en transit), la France et le Royaume-Uni. L'augmentation des sorties d'IDE, conjuguée à une diminution des entrées, a abouti à un solde net négatif de 122 Md \$ pour les États-Unis au titre de ces deux postes, ce qui ne s'était jamais vu jusque là.³⁷

Les entrées d'IDE ont progressé en 2004 en raison d'une reprise des F&A internationales. Cette progression a eu lieu en grande partie dans les firmes ayant leur siège dans les pays développés (637 Md \$). Près de la moitié de ces investissements provenaient des États-Unis, du Royaume-Uni et du Luxembourg. Les sorties nettes d'IDE ont dépassé les entrées nettes de 260 Md \$. Si les sorties d'IDE de l'Union européenne ont baissé de 25 %, s'élevant à 280 Md \$ (montant le plus bas depuis sept ans), la plupart des autres pays développés ont accru leurs investissements à l'étranger. Les sorties d'IDE des États-Unis ont progressé de plus de 90%, atteignant le montant record de 229 milliards de dollars.³⁸

Les entrées d'IDE se sont chiffrées en 2005 à 542 Md \$. En pourcentage, la part des pays développés a légèrement augmenté, passant à 59% dans les entrées mondiales d'IDE. Le Royaume-Uni est le principal destinataire des IDE en 2005, avec une augmentation de 108 Md \$ à 165 Md \$. Les États-Unis sont le second destinataire même avec une baisse des volumes d'entrées d'IDE. Les sorties mondiale d'IDE ont atteints 779 Md \$, avec les pays développés comme principal source. Les Pays-Bas se sont classés en tête avec des sorties d'IDE de 119 Md \$, devant la France et le Royaume-Uni.³⁹

En 2006, les entrées d'IDE se sont accrues à un rythme nettement supérieur à celui des deux années précédentes. Les États-Unis sont redevenus le premier pays d'accueil, suivis du

³⁵ CNUCED, 2002, ope cit.

³⁶ CNUCED, 2004, ope cit.

³⁷ CNUCED, 2004, ope cit.

³⁸ CNUCED, 2005, ope cit.

³⁹ CNUCED, 2006, ope cit.

Royaume-Uni et de la France. Les FMN des pays développés sont restées les principales sources d'IDE, représentant 84% des sorties mondiales. Si les investissements des Etats-Unis à l'étranger sont repartis à la hausse, près de la moitié des sorties mondiales étaient le fait des pays de l'Union européenne, surtout de la France, de l'Espagne et du Royaume-Uni par ordre décroissant. La multiplication des F&A internationales en 2006 a contribué à l'essor mondial de l'IDE. Cette augmentation est due à la hausse des cours boursiers, à l'accroissement des bénéfices des entreprises et à des conditions de financement favorables. Jusqu'à 172 « méga transactions » ont été enregistrées en 2006, représentant près des deux tiers de la valeur totale des F&A internationales.

Les F&A internationales ont pratiquement doublé en Amérique du Nord sous l'effet de plusieurs accords conclus dans le secteur minier. En Europe, le Royaume-Uni a été le principal pays destinataire tandis que les entreprises espagnoles ont réalisé de nombreuses acquisitions à l'étranger.⁴⁰ En 2007, les entrées d'IDE ont atteint 1248 milliards de dollars. Les États-Unis sont restés le premier pays destinataire, suivis du Royaume-Uni, de la France, du Canada et des Pays-Bas. L'Union européenne était la première région d'accueil, attirant près des deux tiers du total des entrées d'IDE dans les pays développés. En 2007, le montant des opérations F&A internationales s'est élevé à 1 637 Md\$, dépassant de 21 % le précédent record établi en 2009.⁴¹

• Evolution des flux d'IDE dans les pays en développement

Une grande partie du monde en développement demeure marginaliser des échanges internationaux. Les coûts peu élevés ne suffisent pas à eux seuls à compenser une faible productivité ou l'absence des moyens de production qui sont nécessaires pour compléter les équipements propres à la FMN, ou encore l'absence de fournisseurs locaux ayant des produits obéissant aux normes internationales. Les IDE se dirigent préférentiellement vers les économies dont la croissance est ancienne, que ce soit pour trouver de nouveaux débouchés ou pour profiter de coûts de production moins élevés. De plus, les risques associés à l'investissement ont tendance à être inversement proportionnels au stade de développement atteint. S'ils peuvent être justifiés par l'espoir de bénéfices monopolistiques procurés par l'exploitation d'une ressource naturelle donnée dans un PED, il ne peut y avoir d'attente similaire en cas d'investissement dans le secteur manufacturier ou les services. Puis, il est presque certain qu'aucune mesure adoptée par le pays concerné pour diminuer encore les coûts, que ce soit en facilitant l'entrée des IDE ou en réduisant davantage les salaires, ne compensera les autres insuffisances qui font que les risques encourus sont importants.⁴² Ces considérations expliquent pourquoi les flux d'IDE vers les PED observés récemment ne concernaient qu'une poignée de pays. En 1993, les dix principaux pays bénéficiaires avaient reçu 79 % du total des IDE à destination des PED, et sept d'entre eux, localisés en Asie de l'Est, avaient canalisé à eux seuls près de deux tiers de cet apport. La Malaisie était en 1990 l'un des PED qui avait attiré le volume le plus important d'IDE, et les entrées de capitaux sont restées à un niveau élevé par la suite, représentant une source majeure de financement extérieur.

⁴⁰ CNUCED, 2007. ope cit.

⁴¹ CNUCED, 2008. ope cit .

⁴² CNUCED, 1997, Sociétés transnationales, la structure du marché et la politique de concurrence, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.

Les flux entrants vers les PED continuent à progresser bien qu'à un rythme moins soutenu. Ils atteignent 240 Md \$ en 2000, mais leur part dans les flux mondiaux a encore diminué pour s'établir à 19 %, à comparer au pic de 41 % atteint en 1994. Dans certaines zones en développement (Afrique, Amérique latine et Caraïbes), les flux d'IDE ont diminué en 2000. Les pays les moins développés occupent toujours une place marginale en termes d'attractivité d'IDE avec une part de 0,3 % des flux entrants mondiaux en 2000. Estimés à 255 milliards de dollars en 2004, ils ont augmenté de 48 % par rapport à l'année précédente, atteignant un niveau historique, et ont progressé dans toutes les régions en développement de nombreux facteurs ont contribué à expliquer la croissance particulièrement forte de l'IDE dans les pays en développement en 2004. L'intensification de la concurrence dans de nombreuses industries conduit les sociétés à rechercher de nouveaux moyens d'améliorer leur compétitivité. On peut citer à juste titre, le développement de leurs activités sur les marchés à forte croissance des pays émergents dans le but d'accroître le chiffre d'affaires, et la rationalisation des activités de production afin de profiter des économies d'échelle et abaisser les coûts de production. La hausse des prix de nombreux produits de base a en outre favorisé l'IDE dans des pays dotés de ressources naturelles telles que le pétrole et les minéraux.

Conclusion

Dans le contexte de l'ouverture économique, le développement et la croissance économiques d'une nation dépend étroitement de ses relations économiques avec le reste du monde, notamment des flux d'IDE. Ils sont l'une des plus importantes illustrations de l'ouverture économique, qui se définit comme investissement réalisé par une résidente d'une économie dans le but d'acquies un intérêt durable.

Les différentes expériences exposées dans cette partie nous montrent que la libéralisation des flux de capitaux peut amener à une détérioration de la croissance et une augmentation de la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes. Les expériences de libéralisation présentées étaient relativement rapides et n'ont pas forcément suivi l'ordre optimal conseillé. Les différentes expériences présentées se caractérisent par une politique de libéralisation des flux de capitaux particulière. En effet, les différents pays évoqués n'ont pas suivi les recommandations des organisations internationales qui ont encouragé les pays en développement à procéder directement à une libéralisation totale et complète. Ces pays ont choisi de favoriser l'investissement direct étranger au détriment des autres flux. Cependant, certaines restrictions ont demeuré sur les investissements directs dans le but de protéger les marchés domestiques et choisir les investissements qui vont avec la politique de développement interne du pays. Cette protection n'a pas empêché les pays étudiés de réaliser une croissance économique importante et exceptionnelle dans certains cas.

Par la suite on va voir ce contexte sur l'économie Algérienne.

Section II : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Introduction

Au-delà de la mise en œuvre des dispositions prises dans le cadre des réformes, l'enjeu pour l'Algérie est bien la mutation du modèle de développement suivi jusque-là. Les réformes ont visé à initier le mouvement vers une économie de marché, ouverte aux échanges internationaux et impulsée par le secteur privé. Ainsi, les réformes de « seconde génération » ont prolongé les réformes de « première génération », favorisant la libéralisation commerciale. Le partenariat entre autres s'inscrit du point de vue du mouvement des réformes, dans le prolongement des PAS.

Ce choix qui était inadmissible pour le pouvoir algérien dans les années 1980, devient un passage obligatoire, surtout après le blocage du plan d'auto ajustement économique adopté dans cette période (suite à une situation politique instable). Malgré que ces programmes n'aient réussi que dans deux cas, celui de la Corée du Sud et le Chili, les autorités algériennes s'engagent dans ce processus afin de dépasser la crise. Un choix dont sa mise en œuvre sera très difficile en vu de l'absence des conditions : techniques, économique, politique et sociaux. Mais l'accroissement rapide de la dette extérieure et ses services vont mettre terme à la politique de planification suivit depuis l'indépendance.⁴³

A ce titre, il prévoit une ouverture accrue de l'économie Algérienne et sert de catalyseur aux processus d'ouverture multilatérale et bilatérale. Les pays en développement dont l'Algérie qui bénéficiaient d'une franchise douanière pour leurs exportations vers les pays industrialisés depuis les années 1970 doivent désormais accepter la création de zones de libre échange pour pouvoir continuer à bénéficier de cet avantage. Cela conduit les autorités algériennes à ouvrir des négociations avec l'Union européenne dans le cadre du processus de Barcelone (1995) dont l'objectif est d'aboutir à une zone de libre-échange (2012) à travers de l'accord d'association signé en 2002.

L'amélioration de la compétitivité structurelle du pays, qui suppose dans la logique l'approfondissement de l'intégration internationale par l'ouverture aux capitaux productifs étrangers et la convergence institutionnelle vis-à-vis des partenaires, européens en particulier, devient prioritaire. Cette extension de la norme d'ouverture donnera lieu à une relance des négociations des accords internationaux, la signature de l'accord d'association avec l'UE (entré en vigueur en 2005) et l'adhésion à la Grande zone Arabe de libre-échange (engagée en 2004 et entrée en vigueur en 2009).

On peut donc affirmer que l'Algérie s'est trouvée obligée de faire d'autres concessions à ses principes elle adopte des réformes libérales dites « réformes de nouvelle génération, dites La privatisation des entreprises publiques et l'ouverture aux IDE » ont constitué deux axes importants dans la politique économique suivie par l'Algérie depuis le début des années 2000. Certes, l'Algérie a connu ces dernières années un flux d'IDE important par rapport aux années 1990, mais qui restent néanmoins insuffisants par rapport au potentiel du pays.

À ce stade on va présenter les différentes politiques économiques 1994/2014 ainsi l'évolution des IDE en Algérie.

⁴³Chenntouf .T, (2008), l'Algérie face à la mondialisation, African Books Collective, page 40.

I. Les politiques d'ouverture de l'économie algérienne

Le plan d'ajustement dicte des recommandations pour l'ajustement de l'économie du pays endetté, c'est-à-dire remettre de l'ordre dans les déficits publics et commerciaux (à travers la diminution des dépenses publiques pour maîtriser le déficit budgétaire, par la diminution des importations et l'augmentation des exportations pour maîtriser le déficit commercial) ainsi que lutte contre l'inflation.

1. Le programme d'ajustement structurel 1994-1998

Comme on vient de voir, l'économie algérienne était totalement paralysée par la dette, des négociations sont entamées par le gouvernement algérien avec les prêteurs pour accorder des délais de paiement. Le premier rééchelonnement avec le Club de Paris a été conclu, fin mai 1994, suite à un accord "stand by" d'une année avec le Fonds Monétaire International. 4,4 milliards de dollars de dette sont restructurés sur une période de 16 ans, dont 4 ans de grâce. Le paiement du service de la dette, au titre des montants rééchelonnés, ne reprendra donc qu'en mai 1998.

L'Algérie se présentera une seconde fois devant le Club de Paris un an après la première fois précisément en juillet 1995, et pour la première fois devant celui de Londres, pour un accord de rééchelonnement de sa dette. Ce dernier ne sera finalisé qu'en juin 1996. Les montants consolidés, au titre des deux accords sont respectivement de 7 et 3,2 milliards de dollars. C'est donc un total de 14 milliards de dollars qui a fait l'objet de rééchelonnement.⁴⁴

L'obtention des prêts tout comme le rééchelonnement de la dette algérienne, étaient conditionnés par un engagement de l'Algérie dans un programme de stabilisation et d'ajustement structurel, dont les principales mesures selon le rapport de la CNES étaient les suivantes :⁴⁵

- ✓ Ajustement du taux de change par l'entremise d'une dévaluation de 40 %, dès le début des programmes, en vue de soutenir le processus de libéralisation du commerce extérieur.
- ✓ Levée progressive des interdictions qui entravaient les transactions courantes
- ✓ Réduction du déficit du Trésor public.
- ✓ Rationalisation des modalités d'accès au filet social.
- ✓ Poursuite du processus de libération des prix entamé depuis 1989 par la réduction des subventions explicites et implicites (énergie et produits alimentaires).
- ✓ Réduction du rythme de l'expansion monétaire.
- ✓ Ajustement des taux d'intérêt appliqués au refinancement des banques, des taux de réescompte, d'intervention et sur les découverts bancaires

Le lancement du plan d'ajustement structurel en Algérie c'est fait en 1994, bien après ses deux voisins (le Maroc en 1983 et la Tunisie en 1986), selon les mesures qu'on vient d'évoquer. Ces derniers on peut les classer sous deux axes :

⁴⁴ BENABDELLAH.Y 1999, La réforme économique en Algérie : entre rente et production, monde arabe, Maghreb, numéro 166, page 27.

⁴⁵ CNES 1999, Rapport préliminaire sur les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement structurel. Bulletin officiel N° 6. <http://www.cnes.dz>.

Le premier consiste à équilibrer le déficit budgétaire et le second la libéralisation du marché (dans leurs majorités ces mesures concernent l'assouplissement des règles qui organisent le commerce extérieur algérien.). Pour répondre au premier, le PAS projetait de faire passer le déficit budgétaire de 5,9% du PIB en 1993, à 0,3 % en 1994, et le déficit global du Trésor de 8,7 % à 3,3%. L'objectif est de rééquilibrer le budget à travers :

- l'amélioration des ressources qui se fait par l'élargissement de la taxe sur la valeur ajoutée, l'augmentation du rendement fiscal, la lutte contre l'évasion fiscale et le développement des emprunts sur le marché financier, afin d'éviter les financements inflationnistes.

- La baisse des dépenses : pour les dépenses courantes, l'Algérie est appelée à réduire l'indexation totale de la hausse des prix, seule manière d'arrêter de nourrir la spirale salaire/inflation. La standardisation des dépenses publiques passe par la suppression des subventions des prix des produits de première nécessité.

Tandis que le deuxième qui semble le plus important n'est pas cohérent avec le premier. Car la technique recommandée par les institutions internationales pour atteindre l'équilibre budgétaire, est de réduire les importations et d'accroître les exportations, si on prend en compte « les conditions nécessaires à la réussite de l'ajustement structurel induit par les échanges ». ⁴⁶ Contrairement à ce qu'on recommande, la libéralisation du commerce extérieur va augmenter les importations, suite aux rapports qualité et prix entre les FMN et les entreprises locales. Ce rapport est toujours en faveur des FMN, qui ont un avantage technologique (meilleure qualité de produits), et l'exercice du rendement d'échelle va baisser le coût de production (meilleur prix). Face à la qualité et au prix de ces produits, les produits locaux se trouvent en difficulté. Cette vision appuyée par Paul Krugman « l'effet du rendement d'échelle », ⁴⁷ l'idée est que - dans un environnement stratégique (oligopolistique) où l'objectif des firmes est de cerner le maximum des marchés (bénéficiaire d'un monopole à travers le rendement croissant de son appareil productif), alors que les pays tentent à secourir les producteurs locaux qui ne sont pas dans la mesure de faire face à cette politique concurrentielle imparfaite. Cette course au profit renvoie logiquement les pays à des réglementations protectionnistes-. Sauf dans le cas où la consommation sera comprimée.

Du côté des exportations, selon le rapport de l'OCDE: «les échanges et l'investissement étranger direct contribuent à l'ajustement par le biais notamment des facteurs suivants : Promotion de la compétitivité et de l'innovation. Amélioration de l'accès aux moyens de production essentiels, qu'il s'agisse des matières premières, des biens d'équipement ou des services. Stimulation des exportations, en élargissant les débouchés commerciaux ou en favorisant les synergies entre pays dotés d'avantages comparatifs dans des domaines différents ». Alors qu'à partir du même rapport qu'on vient d'évoquer dans le paragraphe ci-dessus, les produits des entreprises locales qui ne sont pas compétitives à l'échelle nationale, vont-ils concurrencer les FMN sur le marché international? L'Algérie dans cette nouvelle politique d'ouverture imposée par les PAS va-t-elle diversifier ses exportations comme il est programmé ? C'est ce qu'on va voir en analysant les exportations et les importations algériennes entre 1994 et 1998.

⁴⁶ Rapport, OCDE, Les échanges et l'ajustement structurel. Rapport N° 83114, 2005, page 5.

⁴⁷ OCDE, études économiques de l'OCDE 1994-1995, Norvège 1995, OCDE 1995. Page 38.

- L'évolution des exportations dans la période de l'Ajustement structurel

Le PAS qui a pour but la libéralisation de l'économie algérienne, ainsi que la recherche de l'expansion de son marché, la maximisation de sa production et l'amélioration de la croissance, par le biais de l'ouverture économique. Cette réforme adoptée par plusieurs pays au début des années 1990, dont le cas du Norvège (une économie dépendante des recettes du pétrole et du gaz tout comme l'Algérie) ou « les mesures structurelles adoptées depuis 1993 visent dans une large mesure à consolider et élargir un programme de réformes à grande échelle lancé au début des années 90. L'objectif central de ce programme est de rendre la fourniture des biens et services plus efficiente en exposant davantage les producteurs norvégiens à la concurrence extérieure afin d'améliorer la croissance économique en longue période ». ⁴⁸Le commerce extérieur algérien avec un taux d'ouverture de l'ordre de 52,71% en 1991, 49,18% en 1992 et de 44,92% en 1993 respectivement avant l'application du PAS en 1994, qui est même plus ouvert que celui du Mexique 35,5% l'année de la signature des accords de l'ALENA, et même plus ouvert que l'économie française qui enregistre pour les mêmes années 44,43%, 43% et 41,17% en 1993.⁴⁹

Alors que : « les réformes de structure vont privilégier une action sur l'offre et résorber les déséquilibres sectoriels pour lancer la production des biens exportables afin de rétablir à long terme l'équilibre de la balance des paiements »⁵⁰. Dans ce cadre l'existence d'un outil de production industriel important sur lequel l'Algérie compte pour diversifier les exportations. Mais les diagnostics établis ont révélé que les faibles performances du secteur industriel sont dues à la fois à des causes d'ordre structurel et conjoncturel (des installations industrielles vulnérables, manque de fiabilité du mode de gestion). Pour réorganiser le tissu industriel algérien, une politique de mise à niveau est lancée. Les entreprises publiques économiques (EPE) doivent réajuster leurs productions selon la demande du marché et de pouvoir s'adapter à son évolution en termes de qualité et de coût, réorganiser la production d'une façon qui permet l'utilisation maximal du potentiel productif.

A partir du tableau ci-dessous, ainsi que sa représentation graphique on va voir les conséquences de l'ajustement structurel sur les exportations algériennes, afin de savoir s'il a réussi à augmenter et à diversifier ces derniers comme il a été prévu lors de sa mise en œuvre.

Tableau 3-3 : L'évolution des exportations algérienne de marchandises par groupe d'utilisation de 1994 à 1998 en millions de dollars

Libellés	1994	1995	1996	1997	1998
Produits Alimentaires	35	111	136	37	29
Énergie et lubrifiants	8606	9730	12595	13210	9664
Produits bruts	23	39	44	40	50
Demi-produits	207	284	496	387	268

⁴⁸ Ope cit page 39.

⁴⁹ Disponible sur, <http://perspective.usherbrooke.ca>.

⁵⁰ Rapport : OCDE, Les échanges et l'ajustement structurel. Rapport N° 83114, 2005. Page 5.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Équipements agricoles	3	4	3	1	1
Équipements industriels	9	18	46	23	22
Biens de consommation	24	74 156	136 109	23	19
Total	8907	10260	13476	13723	10054
Exportations d'énergie en % du total	97	95	93	96	96

Source : Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance/fic/a35>. Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

En général et pour une première appréciation les résultats du PAS semblent satisfaisants. La croissance des exportations était positive les deux années qui suivent l'application du PAS : 15,19% , 31,34%, elle est stable la troisième année 1,83%, pour qu'elle régresse en 1998 la dernière année de l'application de ce plan -26,73% , à cause de la crise asiatique une des premières destinations des hydrocarbures (le prix du baril passe de 15 à 10\$ entre Janvier et décembre 1998), mais le volume des exportations reste supérieur à celui enregistré pendant la période de la crise.

Cette croissance qui « trouve son origine dans l'évolution des cours internationaux des hydrocarbures dont les flux à l'exportation représentent, en moyenne, 96 % des exportations globales enregistrées au cours de la période 1993-2000 »⁵¹. Le tableau et sa représentation graphique nous indiquent clairement que les exportations hors hydrocarbures restent modestes, malgré la progression du secteur des demi-produits où les exportations ont doublé deux ans de suite entre 1994 à 1995 et 1995-1996, pour qu'elles baissent après. Le scénario est le même pour les autres catégories. Mais leur part reste marginale, elles ne représentent que 4% dans la totalité des exportations dopé par les hydrocarbures, On est dans la sphère du facteur abondant (théorie de HOS) ⁵²« ce qui va désormais déterminer les schémas de spécialisation internationale ne sera plus les différences de productivité du travail ou les différences de technologie mais les différences de dotations en facteurs entre les pays, participant à l'échange international » qui fait de l'économie algérienne une « économie mono-exportatrice ».

Le but du PAS, est atteint au niveau des grands équilibres (macro-économique) comme l'affirme Ahmed DAHMANI «l'équilibre budgétaire est rétabli, 1% en 1996 contre 8,7% en 1993sur le fond de désendettement du trésor public (+75 milliards DA en 1996 contre -28,2 milliards DA en 1995) ». ⁵³

⁵¹ ADLI. Z. Le processus des réformes économiques en Algérie. Impact sur les performances économiques des entreprises publiques de transformation de la filière « blés » : Cas de l'ERAD d'Alger (1983-2000). Thèse de Doctorat d'Etat en sciences économiques, Université d'Alger, faculté des sciences économiques et de gestion, Novembre 2002.

⁵² Cette théorie est appelée ainsi par rapport à ses élaborateurs, Heckscher – Ohlin, approfondie par la suite par Samuelson, déjà traité en 2^{ème} chapitre.

⁵³ DAHMANI. A. L'Algérie à l'épreuve, Économie politique des réformes 1980-1997. Paris édition L'Harmattan 1999, page 186.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Comme on vient de l'évoquer ci-dessus, le but de diversifier les exportations n'est pas atteint, car elles dépendent toujours des recettes des hydrocarbures. D'un autre côté le PAS n'a pas porté le changement attendu par rapport à la réorganisation de mode de production et de commercialisation industrielle. Cette dernière demeure gérée de la même façon « répondre au besoin du marché intérieur ». Le secteur industriel semble toujours handicapé, la tentative de redynamisation et de réorganisation pour une meilleure utilisation de l'outil productif existant a échoué.

- Les conséquences de l'Ajustement structurel sur les importations algériennes

L'ouverture de l'économie algérienne (imposée par le PAS) touchera aussi dans sa dimension commerciale les importations algériennes. L'enjeu est plus sensible que celui des exportations car plusieurs secteurs vitaux de l'économie algérienne dépendent des importations. Du moment où les réformes agraires n'ont pas atteint leurs objectifs, l'Algérie reste et restera l'un des plus grands importateurs des produits alimentaires.

Dans ces conditions, une analyse des importations dans la période du PAS, nous donnera une idée sur l'évolution de ces derniers, afin de les comparer avec les exportations. L'objectif est de voir si cette politique d'ajustement structurel a réussi son défi sur ce point (la maîtrise des importations), ou bien c'est le même scénario que les exportations ont connu? Tout cela à partir du tableau des importations suivant :

Tableau 4-3 : Évolution des importations algériennes de 1994 à 1998 (en millions de \$US)

libellés	1994	1995	1996	1997	1998
Produits alimentaires	2915	2762	2601	2544	2657
Énergie et lubrifiants	58	115	110	132	110
Produits bruts	641	790	498	499	558
Produits semi-finis	2218	2390	1788	1564	1732
Équipements agricoles	34	41	41	21	45
Équipements industriels	2513	2934	3023	2831	2907
Biens de consommation	1314	1757	1037	1095	1811
Total	9693	10789	9098	8687	9820
Produits alimentaires en% du total des importations	30	26	29	29	27

Source : Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance>. Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

Le plan établi par le PAS a été suivi à la lettre en ce qui concerne les importations. Ces dernières restent stables tout au long de cette période, pour les produits alimentaires, elles régressent même entre 1995 et 1997. La situation est paradoxale pour une économie qui s'ouvre sur le marché international, et assouplie ses barrières douanières « le taux maximal des droits de douane applicables aux importations fait l'objet de deux réductions ; il passe de 60% en 1994 à 50% en 1996 et à 45% en 1997 ».

La croissance rapide des importations des produits alimentaires des années 1980 et le début des années 1990 a été maîtrisée. La régression entre 1995 et 1997 est de l'ordre de -5,24%, -5,82% et -2,19%, elle est due à l'augmentation de la production agricole locale suite à des conditions climatiques favorable d'après Ahmed DAHMANI. Une augmentation de 4,44% dans la dernière année (1998), mais le volume de l'importation reste inférieur à celui enregistré en 1994 (l'année de l'adoption du PAS). Enfin, les importations algériennes sont dominées par les produits alimentaires et les produits industriels. Ces derniers représentent chacune près de 30% dans le total des importations algériennes durant cette période. Pour les autres postes, ils ont connu le même scénario. La perspective de rationalisation de la consommation et la lutte contre le gaspillage a réussi son défi (la réduction de la facture des importations).

Le deuxième secteur en importance dans les importations des années 1980, celui des équipements industriels s'est stabilisé. La régression des importations des produits alimentaires lui permet la succession à la première place. Indice de la bonne volonté de redynamiser la production interne, et l'exploitation des usines installées dans la période des industries - industrialisantes qui ne tournent même pas à 50% de leurs capacités de production dans les différents domaines : Mécanique, Électrique, Agro-alimentaire...etc.

Mais ces résultats dits satisfaisants, sont au détriment du bien être de la population, vu que « La régression des importations des produits alimentaires découle de la contraction de la demande interne induite par la dévaluation de la monnaie nationale et les grandes difficultés financières des entreprises »⁵⁴. Si le combat contre les pénuries des produits est vaincu, le résultat n'est pas complètement positif d'après SARI DJILALI⁵⁵ : «En conséquence, une telle réduction souligne clairement la chute réelle du pouvoir d'achat. D'autant plus qu'il s'agit avant tout de produits constituant essentiellement la ration alimentaire de base des masses populaires et des plus démunis. » .

Alors que les exportations n'ont pas progressées, et la maîtrise des importations engendre des retombées socio-économiques négatives sur la population algérienne. Une lecture du bilan du PAS au niveau de la balance commerciale, ainsi que ces effets sur le taux d'ouverture de l'économie algérienne nous apparaît incontournable pour comprendre le(s) problème(s).

- Les effets du PAS sur la balance commerciale.

Les fondateurs des plans d'ajustement structurel (les pays développés, le FMI et la banque mondiale), font de sorte que la relation sera très forte et homogène entre les échanges et les plans d'ajustement structurel. En effet, une économie qui s'ouvre sur le monde doit ajuster son fonctionnement aux règles de libre échange, en même temps le PAS considère l'ouverture économique comme un des principaux axes pour redynamiser les économies en développement. Autrement dit « les échanges et le renforcement de la capacité commerciale peuvent aussi faire partie intégrante du processus d'ajustement lui-même »⁵⁶

⁵⁴ Dahmani Ahmad, op.cit.

⁵⁵ Sari Djilali, la crise algérienne économique et sociale. Diagnostic et perspectives. Paris : Published 2001. Page 80.

⁵⁶ Rapport OCDE op.cit. Page 5.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Dans cette perspective, nous allons voir les conséquences de l'application du PAS sur la balance commerciale ainsi que le taux d'ouverture de l'économie.

Tableau 5-3: La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1994 et 1998

	1994	1995	1996	1997	1998
Exportations	8907	10260	13476	13723	10054
Importations	9693	10789	9098	8687	9820
Balance commerciale	-786	-529	4378	5036	234
Taux d'ouverture	48,58	55,19	53,70	52,24	45,09

Source : -Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance>.
- <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.html>.

La balance commerciale (dans une économie centralisée et plus ou moins fermée) a été déficitaire dans la période qui s'étale de la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 1996 (1986-1995), menant l'Algérie à une situation de cessation de paiement de sa dette. Pour dépasser cette crise, l'Algérie a appliqué un plan d'ajustement structurel qui a été conditionné par la libéralisation du marché (dans le but de maximiser les exportations et de réduire les importations).

Théoriquement ces buts sont atteints. visiblement l'évolution était erratique dans cette période, elle a fait passer la balance commerciale d'une position déficitaire : -786 millions de dollars en 1994 à une autre excédentaire de plus de 5milliards en 1997, pour qu'elle régresse en 1998 (suite à la crise asiatique déjà évoquée) mais reste positive en enregistrant 234 millions de dollars (voire tableau ci-dessus). Le rétablissement des grands équilibres : un déficit budgétaire équilibré, une balance commerciale excédentaire...etc. Ces résultats ont été bien appréciés par les institutions architectes du PAS (le FMI et la Banque Mondiale).

Pratiquement cette évolution semble artificielle car elle dépend toujours des recettes des hydrocarbures (96% des exportations), et que grâce à l'augmentation des prix de ces derniers ainsi qu'à l'augmentation des quantités produites de gaz et de pétrole pour répondre à la demande mondiale en croissance, que la balance enregistre cet excédant.

Le même constat est valable pour le taux d'ouverture, tout comme la balance commerciale. Un premier aperçu nous donnera une impression que le PAS l'a fait progresser, précisément en 1995 quand il est passé de 48,58% à 55,19%. Il décroît dans les trois années qui suivent, pour atteindre 45,09% en 1998 (plus bas qu'il était avant les processus d'ajustement). Cela veut dire qu'il n'était pas question d'une ouverture économique seulement, mais d'une dépendance intégrale des exportations algériennes des recettes des hydrocarbures. La seule explication de cette baisse (taux de l'ouverture) est la baisse des prix de ces derniers de 24,3 dollars en début d'année 1997 à 17,8 dollars le baril au mois de décembre.

Enfin, la libération économique, dans sa dimension commerciale n'a changé que le statut des importations. Le PAS n'a fait que multiplier le nombre d'importateurs, ils remplacent progressivement les entreprises étatiques qui tenaient jusqu'ici les clés de ce secteur. Cette classe émergente d'importateurs va se concentrer dans l'importation de biens de consommation finale et de produits semi-finis (voire tableau des importations). La demande est doublement comprimée par l'ajustement d'un côté -les institutions internationales exige dans le cadre du PAS de baisser les importations afin d'atteindre l'équilibre budgétaire, de supprimer les subventions que l'Etat octroyait au produits de premières nécessité (lait, pain,

sucré...etc.) ainsi que la suppression des postes d'emploi (jugés sur effectif) afin de redynamiser les entreprises- et par le comportement oligopolistique des importateurs d'un autre côté (la flambée des prix des produits baisse la demande).

Le désengagement de l'État des activités productives et commerciales et la réorientation du système bancaire pour qu'il soit axé sur les règles du marché, va imposer des contraintes budgétaires aux entreprises étatiques comme privées. Les prix s'envolent et les salaires stagnent, le pouvoir d'achat s'effondre et la pauvreté touche la couche dite moyenne auparavant « Si la poussée de l'indice des prix des produits alimentaires est déjà très forte, dès 1990 (23%), elle s'accélère en 1992 et 1993 (25%) pour atteindre son niveau le plus élevé en 1994 (41,3%). En 1995, la progression reste encore très vive (31%) et ne faiblira qu'à partir de l'année suivante (19,7%, en 1996 et 5,7%, en 1997) »⁵⁷. L'achèvement du PAS en 1998 marque le premier pas vers l'ouverture, le deuxième pas « PRE » mobilisera-t-il les moyens nécessaires pour une plus grande ouverture, afin de remplir les conditions d'adhésion à l'OMC?

2. Le plan de la relance Économique « PRE » 1999-2005

Le PAS appliqué en Algérie a porté des résultats sur le plan macro-économique, mais ceci n'a pas été suffisant pour enclencher un vrai démarrage de l'économie nationale freiné dans son élan par la charge de la dette (28.3 milliards de dollars). De même que les secteurs hors hydrocarbure restent incapables de s'insérer dans une politique d'ouverture.

Dans ces conditions, l'Algérie s'est trouvée obligée de faire d'autres concessions à ses principes elle adopte des réformes libérales dites « réformes de nouvelle génération » et pour mieux consolider les réalisations du PAS l'Algérie s'engage pour :

- ✓ L'ouverture de son économie sur le marché international, diversifier ses exportations dominées par les hydrocarbures. L'Algérie s'engage dans des négociations pour l'adhésion à l'OMC.
- ✓ La mise à niveau des entreprises publiques et des sociétés nationales pour attirer plus d'investissements qui restent faibles en dehors des hydrocarbures.
- ✓ La privatisation partielle du secteur public, une liste de 300 entreprises et sociétés nationales privatisées (vente directe, partenariat...).
- ✓ La réforme du fonctionnement du système bancaire, l'autorisation de création des banques privées et la modernisation des finances publiques.
- ✓ La mise en œuvre d'un projet de développement agricole PNDA ⁵⁸(plan national de développement agricole), ainsi qu'une politique de développement environnementale.

Sur le plan du commerce extérieur, l'Algérie s'engage pour la libéralisation des échanges. Sous réserve que l'Algérie pourra prendre des mesures protectionnistes sévères en cas d'un risque de détérioration des paiements extérieurs.

Ces mesures entrent dans le même cadre des objectifs tracés par l'ajustement structurel qui est l'ouverture économique. Les moyens sont là, notamment les ressources financières consolidées par la rente pétrolière. Le moment est venu pour relancer les autres secteurs (hors hydrocarbures) et d'exploiter un tissu industriel qui tourne au-dessous de ses capacités. Un

⁵⁷ Office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

⁵⁸ BESSAOUD.O. la stratégie de développement rural en Algérie. Options méditerranéenne, sér. A/n°71.2006. Page 79.

budget de 7 milliards de dollars pour la période 1999-2004 dans le cadre du « programme du soutien à la relance économique », un deuxième « programme complémentaire de soutien à la croissance économique » (PSCRE) d'une enveloppe de 55 milliards entre 2005 et 2009.⁵⁹

Le but est de diversifier les exportations et la nature de production, afin d'intégrer l'environnement international dans ses trois dimensions : économique, financier et technologique encadré par la DIT♣, qui est en évolution permanente. C'est l'occasion aussi pour voir les résultats du PAS qui envisageait la diversification des exportations et l'encouragement de la production dans lequel des sommes importantes ont été déployé pour l'importation des équipements industriels destinés à la production (un élément évoqué dans la partie des importations algériennes dans la période du PAS).

- **Le volume des exportations des marchandises par grandes catégories de produits 1999-2005**

Le PIB algérien passe de 48 milliards de dollars en 1998 à 102 milliards en 2005⁶⁰. Cependant « La croissance algérienne reste très volatile car elle dépend du niveau des termes de l'échange, contrainte structurelle qui a dominé l'économie algérienne depuis le début des années soixante-dix. Une étude de la Banque mondiale classe l'Algérie au neuvième rang parmi les pays les plus vulnérables aux chocs des termes de l'échange »⁶¹, mais ce résultat reste très encourageant par rapport à d'autres économies des pays en voie de développement ou même à celui enregistré bien avant par l'Algérie.

Le discours sur cette période s'est concentré sur la diversification des exportations. Un objectif qui n'est pas atteint jusqu'ici et qui est justifié par l'insuffisance de financement. Les moyens sont là, comme on l'a vu avant, l'économie produit un surplus dans le secteur des hydrocarbures à exploiter dans d'autres secteurs.

Pour encourager ces derniers, des mesures d'encadrement du commerce extérieur sont prises, afin de préserver des secteurs stratégiques de la production nationale ainsi que les postes d'emplois.

Ces moyens vont-ils redynamiser la production? C'est ce qu'elle va nous confirmer ou affirmer l'évolution des exportations par branches (le maintien de la même méthode qu'on a vu avec le PAS, nous aidera à faire une comparaison entre les deux périodes).

⁵⁹ Rapport sur les objectifs du millénaire pour le développement ALGERIE, édité par le gouvernement algérien juillet 2005

♣ DIT, La division internationale du travail, ou DIT, est une extension de la division du travail appliquée au commerce international. Elle désigne le fait que les pays se sont spécialisés pour produire certains biens économiques : ils ne travaillent pas tous sur les mêmes produits et, de ce fait, échangent entre eux leur production. Cette spécialisation de pays ou zones repose initialement sur les simples avantages comparatifs des différents pays, pour évoluer vers une décomposition plus poussée de la chaîne de valeur, ou division internationale du processus productif (DIPP). En libre-échange, la spécialisation internationale conduit à la convergence des rémunérations des facteurs de production, selon le théorème d'égalisation des prix des facteurs, découlant du modèle Heckscher-Ohlin –Samuelson.

⁶⁰ Sur le site: <http://perspective.usherbrooke.ca> et le rapport du OCDE 2005.

⁶¹ BENABDALLAH. Y. Ouverture commerciale et compétitivité de l'économie : Un essai de mesure de l'impact des accords d'association sur les prix à la production et les prix à la consommation. Research n°FEM22-37, 2004-2005, page 14.

**Tableau 6-3 : Les exportations algériennes par branche entre 1999 et 2005
(Valeurs en millions\$)**

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produits Alimentaires	26	30	28	35	48	59	67
Énergie et lubrifiants	12041	21070	18484	18091	23939	31302	45094
Produits bruts	44	42	37	51	50	90	134
Demi-produits	345	477	504	551	509	571	651
Équipements agricoles	27	12	22	20	1	0	-
Équipements industriels	42	47	45	50	30	47	36
Biens de consommation	18	15	12	27	35	14	19
Total	12542	21692	19132	18825	24612	32083	46001
Exportations d'énergie en % du total	96%	97%	96,6%	96,1%	97,2%	97,5%	98%

Source : site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

Les exportations ont retrouvé leurs croissances 12,54 milliards de \$ en 1999 et 21,69 M\$ en 2000, suite logique à l'augmentation des prix du pétrole passant de 12,71\$ à 17,88 et 28,39 respectivement dans cette période, ainsi qu'à l'augmentation de la part de production algérienne dans l'OPEP. Les résultats demeurent les mêmes pour les quatre premières années, l'Algérie dépend toujours des recettes d'Hydrocarbures. Ces derniers régressent légèrement en 2001 et 2002 suite à la baisse des prix à 23,33\$, mais elles comptent toujours aux alentours de 96% du total des exportations. L'augmentation des exportations des équipements sont remarquables malgré que leurs parts restent négligeables dans le total (0,5%). Elles passent dans le secteur des équipements agricoles de 1 million de dollars en 1998 à 27 millions en 1999. Aussi pour les équipements industriels qui se sont doublés en un an pour atteindre 42 millions de dollars. Ces secteurs ont gagné du terrain grâce aux conventions signées entre l'Algérie et l'Irak pour la fourniture des équipements dans le cadre d'un programme mis en place par l'ONU. Cette évolution sera consolidée jusqu'à 2002, une chute brutale des exportations dans ces deux secteurs en 2003. Elles retournent au niveau qu'elles enregistraient en 1998.

Cette baisse due à l'occupation de l'Irak par les États-Unis et le Royaume-Unis qui a mis fin à ces contrats. Pour la même cause les prix du pétrole s'envolent, ce qui a fait augmenter les recettes algériennes des hydrocarbures, et a franchit la barre de 98% du total des exportations en 2005. Tandis que la réponse sur la question qu'on vient de poser (Ces moyens déployés font-ils réussir ce défi ?) est malheureusement négative. L'appareil productif lancé dans la politique des industries-industrialisantes tourne à 33,6% de sa capacité de production (il était à 50% jusqu'au début des années 1990). La production est en pleine crise, elle tombe à -50% de ce qu'elle a été dans les années 1980.

Le noyau du système productif est en panne, pour cette raison les autres secteurs stagnent. Les semi-produits dominent toujours les exportations hors hydrocarbure 71% en 2005. Les résultats qu'on attendait ne sont pas là. Les moyens mobilisés pour la mise à niveau des entreprises ou de leur privatisation dans le but de la diversification des exportations n'ont pas donnés les résultats attendus. Le temps où le marché international est approprié aux biens issus de hautes technologies, la part de ces biens dans les exportations algériennes ne représente que 0,6% du total des exportations par rapport à 18,7% au niveau planétaire, notamment elle représente 9,9% pour les PTM et de 18% pour l'UE avec laquelle l'Algérie signe des accords d'association en 2002 (on reviendra la dessus dans la section ultérieure).⁶²

Le système de production demeure le même depuis l'adoption de la politique des industries-industrialisantes dans les années 1970, il est même dépassé par rapport aux nouvelles technologies d'innovation, alors qu'il avale toujours des sommes colossales du budget de l'Etat. Il ne produit que des biens non échangeables, plusieurs entreprises publiques sont obligées de recourir aux aides de l'État pour assurer les salaires de leurs employés, le temps que les secteurs privés ce développe, sa part dans le PIB algérien (11%) dépasse celui du secteur public (10%).

Alors que, ce qui à été hier un choix, aujourd'hui devient une nécessité « La désindustrialisation est un fait incontestable. Les différentes mesures d'assainissement financier qui ont coûté au Trésor public quelques 28 milliards de dollars depuis le début de la décennie dernière n'ont pu sauver l'industrie algérienne ». ⁶³

La stagnation des exportations reflètera-t- elle l'image des échanges ou on a connu un autre scénario avec les importations?

- **La part des importations de la politique de la relance économique**

Cette politique d'ouverture touchera beaucoup plus les importations que les exportations. Ce qu'on à dit par rapport au retard en matière d'intégration des nouvelles technologies, qui pénalisent le système productif algérien et ses exportations, est valable pour les importations. Comment sont évoluées les importations d'un pays qui a assoupli en général sa barrière douanière avec prudence, répondant aux exigences de l'ouverture pour l'adhésion à l'OMC⁶⁴, dans l'absence des moyens technologiques nécessaires pour structurer ses importations? La réponse sur cette question nous renvoie à étudier l'évolution des importations entre 1999 et 2005.

Tableau 7-3 : Les Importations algérienne Par Branche entre 1999-2005

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	2307	2415	2395	2740	2678	3 597	3587
Énergie et lubrifiants	154	129	139	145	114	173	212

⁶² Rapport du FEMISE sur l'évolution de la structure des échanges commerciaux et des investissements entre l'UE et ses partenaires méditerranéens. Mars2001.

⁶³ BENABDALLAH. Y. Ouverture commerciale et compétitivité de l'économie, ope cit.

⁶⁴ Les rapports ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Produits bruts	469	428	478	562	689	784	751
Produits semi-finis	1547	1655	1872	2336	2857	3645	4088
Équipements agricoles	72	85	155	148	129	173	160
Équipements industriels	3219	3068	3435	4423	4955	7139	8452
Total	1962	1393	1466	1655	2112	2797	3107
Produits alimentaires en% du total des importations	23,71	26,32	24,09	22,81	19,78	19,64	17,62

Source: les rapports ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie de 2000 à 2007. site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

Un an après l'achèvement des processus d'ajustement, les importations semblent maîtrisées, elles régressent pour enregistrer 9,7 milliards\$, dont la plus importante baisse enregistré dans la catégorie des produits alimentaires de 307 millions \$. En général dans la période de la relance économique, les importations ont connus deux étapes, la première (1999-2001) dans laquelle elles ont stagnés tout comme les exportations. Les importations des biens d'équipement et les produits semi-finis constituent toujours la part majoritaire dans le total des importations. Quand aux importations des biens de consommation ont connus une baisse importante de -29% entre 1999 et 2000, pour qu'elles se stabilisent un an après.

La préoccupation dans cette période était le développement du secteur agricole, le deuxième secteur en importance après les hydrocarbures. La facture des produits alimentaires fait agir le gouvernement notamment le : « Plan national de développement de l'agriculture (PNDA) mis en œuvre en 2000, ce programme vise à favoriser la mise en valeur des terres sous le régime de la concession, fournir une assistance technique aux producteurs et soutenir financièrement les agriculteurs par le biais du Fonds national de développement et de régulation agricole (FNDRA).»⁶⁵. Qui a mobilisé une somme importante pour les moyens d'irrigations, et les différents équipements agricoles. Le PNDA envisage le développement de la culture des arbres fruitiers.

La facture des importations des produits alimentaire reste stable, ce n'est pas la performance du Plan National de Développement de l'Agriculture « PNDA » qui est mis en cause, mais c'est toujours la dépendance de l'agriculture algérienne des conditions climatiques, 20% des cultures non irriguées. En 2000, la sécheresse a fait baissé la production agricole de 50% (-51,8% pour la production des céréales, -35,6% fourrages et -43,3% des légumes secs).

Pour la deuxième période 2002-2005 à part la fluctuation des importations des produits alimentaires en 2002 qui augmente à cause d'une décroissance du secteur agricole due aux conditions climatiques de -1,3%. Un an après il reprend avec la croissance 46%, la production des céréales passe de 29 millions de quintaux en 2002 à 42,4 millions de quintaux, qui a engendré une baisse des importations alimentaires, les conditions climatiques sont toujours derrière la fluctuation.⁶⁶

⁶⁵ OCDE, Perspectives économiques en Afrique, OCDE 2003.

⁶⁶ Ministère Des Finances Algérien, La Situation Économique Et Financière En 2000.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Les gains exceptionnels de la rente pétrolière de ces trois dernières années, se répercutent sur les importations algériennes qui ont enregistré à 20,35 milliards de dollars en 2005, les importations des biens d'équipements occupent la première place avec 42,30 % du total des importations (biens destinés surtout aux transports, à la téléphonie et aux industries de pompes), elles se sont doublées dans une période de quatre ans (2002-2005) cela est dû à l'ouverture du marché téléphonique, ainsi que l'importation du matériel de production dans le cadre de l'ANSEJ (la création de 50.689 entreprises privées par des jeunes, financées par l'État entre 1998 et 2003) où des sommes importantes étaient débloquentes pour les jeunes créateurs des entreprises . Suivi par les importations alimentaires qui représentent 17,62 % (les céréales, semoules et farines). L'Agriculture algérienne qui a lancé le PNAD est toujours en difficulté, en raison des conditions climatiques défavorables.

Tout comme les exportations, les effets des sommes colossales dépensées par l'Algérie tout au long de cette période pour redynamiser ses entreprises et la relance de son économie, n'ont pas pu faire face à l'invasion de son marché par les produits de l'importation. Le but de maîtriser les importations semble très loin d'être atteint, une croissance moyenne de 13% les fait passer de 9,7 milliards \$ à 20,35 milliards en 6 ans.

- **Les effets du PRE sur la balance commerciale**

L'environnement économique a complètement changé dans cette période. Les processus de réformes engagés par l'État à travers le plan de la relance économique et puis les deux plans de soutien à ce dernier « PSRE et PSCRE », ainsi que la mise en place de l'Agence Nationale de développement de l'investissement « ANDI » et l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes « ANSEJ * ». Les entreprises publiques deviennent des entreprises publiques économiques « EPE » autonomes autogérées, dont les plus importantes d'entre-elles sont privatisées (SIDER, ENAD, Complexe de production de l'acier d'El Hadjar...etc.). Ces mesures ont été prises pour la création d'une dynamique interne de l'économie selon des normes libérales où l'État n'est plus un acteur économique, mais il joue un rôle de régulateur du marché comme partout dans le monde.

Dans cette perspective le monopole qu'exerçait l'État dans le commerce extérieur n'a plus lieu, la preuve qu'en 1999 les engagements des importations du secteur privé ont enregistré 59,7% du total des engagements. Les opérateurs locaux comme étrangers accèdent librement au commerce extérieur algérien, et l'harmonisation des tarifs douaniers qu'on a vus avant en témoignent. Alors visiblement, le marché algérien plus selon les normes internationales de l'offre et de la demande. Quelle est l'effet de ce changement sur la balance commerciale et le niveau de l'ouverture de l'économie algérienne ?

Tableau 8-3 : La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1999 et 2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations (millions de \$)	12542	21692	19132	18825	24612	32083	46001
Importations (millions de \$)	9730	9962	9940	12009	13534	18308	20357

* L'ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des jeunes, c'est une institution publique créée en 1996, chargée de l'encouragement, du soutien et de l'accompagnement des jeunes chômeurs porteurs de projets de création d'entreprise

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Balance commerciale (millions de\$)	2812	11730	9192	6816	11078	13775	25644
Taux d'ouverture	50,49 %	62,53	57,85	60,47	62,14	65,72	71,1%
Prix moyen du pétrole en\$	17,88	28,39	23,33	24,98	28,9		54,33

Source : -Ministère des finances : <http://www.multimania.com/algeriafinance>.
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.htm>

La balance commerciale reste positive pour la septième année, l'excédent commercial enregistré pour l'année 2005 est de 25,64 milliards de dollars, un record qu'on ne pouvait pas imaginer en 1998 où l'excédent était de 234 millions de dollars. L'Algérie consolide sa position extérieure, les exportations comme les importations sont doublées dans quatre ans, cet excédent issu de l'importante hausse des exportations, et en grande partie de la flambée des prix de pétrole (54,33\$) a permis d'enregistrer une augmentation de 43% des recettes par rapport à la même période en 2004. Les exportations hors hydrocarbures restent négligeables avec 1,97% du volume global des exportations.

Il en résulte une situation confortable par rapport au taux de couverture des importations par les exportations ; 226 % en 2005 contre 175 % pour l'année 2004. Dans ces perspectives, la croissance du PIB reste toujours très favorable, une moyenne de 5,5% sur cinq ans consécutifs, le PIB passe de 47 milliards\$ en 1999 à 113,6 en 2005. Malgré ces indicateurs très favorables, l'économie algérienne est loin d'atteindre ses objectifs, qui consistent à diversifier les recettes, elle demeure une économie de rente.

Les mesures prises dans le cadre de la politique de relance économique, envisagent plus d'ouverture et restriction du monopole exercé par l'Etat, font accroître le taux d'ouverture de l'économie algérienne (**ce qu'on a vu avec J. Sachs et A. Warner par rapport aux droits de douane ainsi que les poids des entreprises Etatiques dans la sphère économique est valable pour l'Algérie qui a baissé les tarifs douaniers et son intervention dans les entreprises publiques**) il passe de 45,09% à 50,49% un an après l'achèvement des processus d'ajustement structurels. La multiplication des exportations et des importations dans cette période accélère le rythme de croissance de l'ouverture, le taux est de 71,1% en 2005. L'évolution de ce taux est très sensible au prix du pétrole, la baisse de ce dernier induit la baisse de premier, l'année 2001 est le meilleurs exemple dès que les prix ont baissés à 23,33\$ (il étaient à 28,39 en 2000) le taux d'ouverture décline à 57,85% (il était à 62,53%), le même scénario ce reproduit mais cette fois-ci à l'inverse, dès que les prix du pétrole renouent avec la hausse en 2002(24,98\$) le taux d'ouverture augmente à 60,47%.

La pierre angulaire sur laquelle l'ouverture s'est construite est l'adhésion à l'OMC, jusqu'ici conditionnée par l'ouverture du marché à la concurrence et le démantèlement tarifaire qui semble rempli, notamment pour les tarifs douaniers d'après le rapport du FMI pour l'année 2001 : le tarif douanier moyen simple est de 24% en Algérie comparant a celui de la Tunisie 25%, ou encore marocain 26%, alors que ces deux derniers sont membres depuis 1995. Le taux d'ouverture enregistré ces dernières années est largement plus fort que celui des pays développés, en 2005 il est de 71,1% contre 53,14% pour la France. Cependant on continu à réclamer plus d'ouverture pour que l'Algérie puisse un jour adhérer à l'OMC⁶⁷.

⁶⁷ Benabdellah.Y, rapport de Femise 2005

3. Les accords d'association EURO-MED

Le partenariat Euro-méditerranéen est un projet que le processus de Barcelone (novembre 1995) a tracé ses grandes lignes. Les pays signataires s'engagent pour développer des relations : politiques, économiques et culturelles entre les deux rives de la méditerranée. Cette vision dépasse les relations existantes depuis les années 1960 où les pays européens signaient des accords bilatéraux spécifiques avec chaque pays (le tourisme pour la Tunisie, les produits agricoles pour le Maroc, les hydrocarbures pour l'Algérie) pour un cadre global qui envisagent:⁶⁸

- Une ouverture des économies, lever des barrières douanières uniquement pour les produits manufacturés et les services, ainsi que la libre circulation des capitaux, sauf pour le secteur de l'agriculture et de la pêche. Ceci dans le but de « créer une zone de prospérité partagée grâce à l'instauration d'une zone de libre-échange ».

- Collaboration dans le domaine politique (les pays s'engagent à respecter : les droits de l'homme, la démocratie) et sécuritaire (collaboration et échange d'informations...etc.) pour la stabilité de la région.

- le volet social, culturel et humain, dont l'objectif est le rapprochement des peuples de la région.⁶⁹

Plusieurs facteurs ont contribué pour que ce changement des relations Euro Méditerranéennes se pose comme une évidence : la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, ainsi que la nouvelle politique menée par les États-Unis dans la région méditerranéenne et le moyen orient (la première guerre du golfe et l'occupation par la suite de l'Irak, la conférence économique de Casablanca 1994 et Amman 1995), l'instabilité sécuritaire (les attentats dans les pays maghrébin ainsi que dans des pays Européens). Tous ces événements ont contribué à l'élaboration de ce processus.

Les pays Maghrébins adhèrent à ce projet comme le souligne NEMMOUCHI Farouk « A cet effet l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont manifesté concrètement leur adhésion à la nouvelle stratégie définie dans la déclaration de Barcelone en signant des accords d'association avec l'Union européenne. ».⁷⁰

Ces accords vont entrer en vigueur, et s'appliquer sur l'UE dès la signature du protocole et qu'il soit approuvé par la commission Européenne, tandis que les pays Maghrébins bénéficient d'une marge de 12 ans dans laquelle ils vont lever progressivement les barrières douanières (pour éviter un choc à leur économies non compétitives) et libérer leurs marchés afin de créer un zone de libre échange (le projet va se limiter à une dimension purement commerciale, dont on est loin de l'objectif de développement des pays du sud).

La Tunisie a signé en 1995, l'accord entre en vigueur en décembre 1997 et le processus sera finalisé en 2009. Pour le Maroc qui a signé en 1996 l'accord est appliqué depuis 2000 et il sera finaliser en 2012. L'Algérie, notre cas d'étude a signé en 2002, il est appliqué depuis 2005, elle finalisera son intégration dans la zone de libre échange à l'horizon de 2017/21, quel

⁶⁸ DAHMANI. A. Europe-méditerranée, dépasser le libre-échange, bâtir le partenariat. Paris : Édition l'harmattan 2007, page 120.

⁶⁹ Déclaration de Barcelone et partenariat euro-Med. Site internet [http : //europa.eu/scadaplus/leg/fr](http://europa.eu/scadaplus/leg/fr).

⁷⁰ NEMMOUCHI. F. EURO-MADITERRANEE, le processus de Barcelone en question. AINMLIA : Edition Dar El Houda, 2004 Page 119.

⁷¹ BRISEPIERRE. P. Accords euro-méditerranéens établissent une association entre l'UE et le Maroc, Rapport n° 321. 1996/1997. www.senat.fr

est le contenu de ces accords avec l'Algérie? Pour quel but ? Quelles sont les conséquences sur l'économie algérienne.

- **L'accord d'association entre l'Algérie et l'UE**

L'accord d'association entre l'Algérie et l'UE qui remplace l'accord de coopération entre la communauté européenne et l'Algérie (avril 1976) envisage la suppression graduelle des tarifs douaniers des deux cotés dont l'objectif est l'intégration dans une zone de libre échange.

Pour ce faire l'UE va aider dans un premier temps l'Algérie à finaliser ses réformes structurelles économiques à travers le programme MEDA « Décidé par le Conseil européen de Cannes en juin 1995, le programme MEDA acronyme de «mesures d'ajustement» constitue le principal instrument financier de la mise en œuvre du partenariat euro-méditerranéen. Par ce programme, l'Union européenne apporte une aide financière et technique aux partenaires méditerranéens afin de leur permettre de réaliser les objectifs de la Déclaration de Barcelone. ⁷²

L'UE a engagé la somme de 194 millions d'euros pour la période 1995-1999, alors que le budget total du MEDA pour la même période était de 3,4 milliards d'euros ; de 90,2 millions en 2001 et 2002 et de 150 millions d'euros pour la période 2002-2004, le temps que le MEDA mobilise 5,3 milliards d'euros pour cette période. Ce programme géré par la Commission Financière pour la Coopération qui s'étale sur la période 2000/2006 a pour objectif de: mener des réformes économiques pour l'insertion des économies des PVD dans l'économie de marché et de donner plus de liberté et de place au secteur privé.

L'Algérie et l'UE signent l'accord d'association en 2002. La même année, le processus a connu une extension vers les nouveaux voisins de l'Europe des 25 « la politique Européenne de voisinage PEV ».

Sur le plan commercial qui est l'objet de notre étude, L'UE s'engage pour la suppression des tarifs douaniers appliqués sur les produits algériens dès l'entrée en vigueur de cet accord 2005.

Le démantèlement des barrières douanières du coté algérien se fera graduellement selon trois groupes de produits :⁷³

1- Les matières premières : suppression totale des droits de douanes dès l'entrée en vigueur de l'accord (2005).

2- Semi-produits et équipements industriels et agricoles : qui représentent 60% du total des importations d'origines de l'UE, pour ce groupe la baisse des droits des douanes se fera sur 6ans, une baisse de 20% du droit de base dans la deuxième année, et de 30% pour la troisième années, 40% pour la quatrième, 60% pour la cinquième, et finalement de 80% pour finir avec une suppression totale dans la septième année.

3- Les biens de consommation (produits finis) : pour cette catégorie la baisse se fait sur 12 ans, un taux de baisse constant de 10% par an pour les 11 premières années, l'objectif est de

⁷² <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-mediterranee/instruments-financiers.shtml>

⁷³ Journal officiel de l'Union Européenne , accord Euro-méditerranéen, établissant une association entre la communauté européennes et ses Etats membres, d'une part, et la république Algérienne démocratique et populaire, d'autre part , 10 octobre 2005.

ramener le taux d'imposition de douane dans ce groupe à 5% du droit de base dans la 11^{ème} année, et on finira par la suppression totale des droits dans la 12^{ème} année.

Les produits agricoles et de la pêche ne font pas partie de cet accord, il est clair que la réglementation interne de l'UE à travers « La politique agricole commune 'PAC' » protège sa production agricole. Par conséquent les produits agricoles, agro-alimentaires ainsi que la viande et le miel algériens seront interdits d'entrée dans l'espace économique européen, alors que « les pays du Maghreb ont développé des cultures d'exportation en fonction des besoins du marché commun. Or, ce marché se fermait aux produits maghrébins du fait des multiples élargissements ». ⁷⁴

Dans le cas des services, les deux parties ont fait une clause pour un rendez-vous dans lequel elles vont négocier. Enfin, en ce qui concerne les Flux de capitaux, les deux parties s'engagent pour la libre circulation des investissements directs ainsi que le retour du produit de ces investissements.

Cet accord donne un avantage à l'Algérie à partir duquel exceptionnellement dans des cas bien précis tels que les industries naissantes (avantage technologique pour l'UE) ou les secteurs soumis à des réformes structurelles et à la mise à niveau, elle pourra renégocier la période et le taux de taxation tarifs douanière♣ .

- **Les objectifs du processus de Barcelone.**

L'Algérie comme la plupart des pays adhérant au projet Euro-méditerranéen espère avoir un coup de pouce et de profiter des capacités et des moyens dont l'UE dispose (autant que puissance mondiale), pour la réforme de sa stratégie économique et une mise à niveau de ses entreprises qu'elle en a déjà commencé avec le PAS et le PRE. Dans cette logique « l'objectif de la coopération économique est de soutenir l'action de l'Algérie pour son développement économique et social durable (article 47 de l'accord). Elle s'emploiera principalement à accompagner le processus de libéralisation des échanges et à en limiter les effets « perturbateurs » ⁷⁵ sur l'économie algérienne. Afin de permettre à l'Algérie de relever le défi de l'intégration économique, l'accord entend notamment promouvoir une mise à niveau de l'Algérie en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité des produits fabriqués dans ce pays ».

Une fois qu'elle est dans la zone de libre échange, l'Algérie va diversifier ses exportations dominées par les hydrocarbures.

Un processus de rattrapage économique est lancé par l'UE, selon lequel la relance de la croissance économique ne vient qu'à partir d'un choc économique (voir J. Sachs et A. Warner

⁷⁴ BEKENNICHE.O. la coopération entre l'union européenne et l'Algérie, Office des Publications Universitaires, 2006, Page 65.

♣ Article 9 de l'accord d'association, En cas de difficultés graves pour un produit donné, le calendrier établi peut être révisé d'un commun accord par le comité d'association. Si le comité d'association n'a pas pris de décision dans les trente jours suivant la notification de la demande de l'Algérie de réviser le calendrier, celui-ci peut, à titre provisoire, suspendre le calendrier pour une période ne pouvant dépasser une année. Des mesures exceptionnelles sous forme de droits de douane majorés ou rétablis peuvent être prises dans le cas des industries naissantes ou à certains secteurs en restructuration ou confrontés à de sérieuses difficultés, surtout lorsque ces difficultés entraînent de graves problèmes sociaux.

⁷⁵ BEKENNICHE.O, op. cit, page 167.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

1995). Ce dernier consiste à dire que : l'instauration de la concurrence à travers l'ouverture du marché au libre échange est la seule voie du développement.

Tout comme le PAS, l'Algérie séduite par ces résultats adhère à ce projet. Elle trouve que les aides apportés par le programme MEDA sont une preuve de la bonne volonté européenne.

Un autre objectif très important « l'accord d'association a pour objet, dans le domaine économique de développer la coopération industrielle entre les firmes européenne et algériennes en encourageant la coopération directe entre opérateurs économique des deux parties ».

- Conséquences des accords d'association sur le commerce extérieur algérien
- ✓ **échanges algériennes par groupes de produits entre 2005 et 2009**

Tel qu'on a fait avec les autres politiques (PAS et PRE), le commerce extérieur algérien sera analysé pendant la période d'application des accords d'association. Le bute de savoir si ces derniers on changé la structure des échanges ou elle est resté la même.

Du coté des exportations, les échanges algériennes entre 2005 et 2009 seront classier dans le tableau ci-dessus. Une représentation graphique des résultats nous permettra d'analyser et comparer l'évolution des exportations après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE.

Tableau 9-3 : les exportations algériennes par groupe de produit 2005-2009 (en millions \$).

	2005	2006	2007	2008	2009
Produits Alimentaires	67	73	88	119	114
Énergie et lubrifiants	45 094	53 429	58831	77361	42642
Produits bruts	134	195	169	334	178
Demi-produits	656	828	993	1384	659
Équipements agricoles	-	1	1	1	-
Équipements industriels	36	44	46	67	47
Biens de consommation	14	43	35	32	49
Total	46 001	54 613	60163	79 298	43689
Exportations d'énergie en % du total	98%	97,88	97,7%	97,5%	97,6%

Source : Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>. -Ministère Des Finances, Direction Générale Des Douanes , Statistiques Du Commerce Extérieur De L'Algérie ,les rapports des Années : 2004, 2005,2006, 2007, 2008,2009.

Depuis le tableau et sa représentation graphique, la structure des exportations n'a pas connu un grand changement par rapport a ce qui a été avant cette ouverture. Les exportations composées dans leurs majorités des hydrocarbures, plus de 97% entre 2005 et 2009.

Malgré la suppression totale des droits de douanes sur les matières premières, des l'entrée en vigueur des accords d'association (fin 2005) les explorations des produits bruts ont connu une croissance inférieure que l'habituelle. Ces derniers, entre 2001 et 2005 ont connus un rythme de croissance nettement supérieur à celui qu'elles ont enregistré pendant la période d'application des accords d'association entre 2005 et 2009 (une croissance annuelle moyenne de 65,5% pour les quatre années précédentes des accords, contre 8,20% pendant l'application des accords). Une exception est enregistrée pour l'année 2008 où les exportations des produits bruts ont enregistré 334 millions de dollars. Cette augmentation due à une exportation massive des déchets métaux (qui a fait coulé beaucoup d'encre en termes de légalité) cependant la destination n'était pas les pays européens (c'était vers l'Inde, la Chine et la Turquie). En conséquence, le premier objectif de cette ouverture vers l'Europe a produit des résultats inverses de ce qui est attendu.

En ce qui concerne des trois groupes des produits : semi-produits, équipements industriels et agricoles, la baisse des droits se fait graduellement des deux côtés (algérien et Européen) sur 6 ans. Alors que le premier a connu une croissance mitigée, les deux autres stagnent au même niveau des années précédentes des accords. Après quatre ans de l'entrée en vigueur des accords les résultats demeurent les mêmes.

Malgré que la suppression des barrières douanières sur les biens de consommation se fera graduellement sur 12 ans (un niveau inférieur que celui des groupes précédents), alors que les exportations algériennes de ces produits c'est doublé en 4 ans passant de 19 millions de dollars en 2005 à 49 millions en 2009. Mais ces exportations restent modestes par rapport au totales des exportations enregistrés par l'Algérie.

Enfin les exportations des produits alimentaires gardent le même niveau de croissance enregistré avant les accords d'association. Car la politique agricole commune

PAC sur les produits agricoles et de la pêche, qui envisage la protection des produits alimentaires interdit l'entrée des produits agricoles et agro-alimentaires, de la viande ovine ainsi que le miel algérien à l'UE.

Du côté des exportations, les accords d'association n'ont pas changés la nature des échanges. Les objectifs attendus par l'Algérie des ces accords sont loin d'être réalistes. On va voir ci-dessous si les importations algériennes ont changés pendant l'application des accords d'association ou elles ont suivi le même parcours des exportations ?

Afin d'assurer cette comparaison, les importations algériennes pour la même période (2005-2009) seront classifiées selon la même logique des exportations dans le tableau et sa représentation graphique suivant :

Tableau 10-3 : Les Importations algérienne entre 2005 et 2009 en millions de dollars

	2005	2006	2007	2008	2009
Produits Alimentaires	3 587	3 800	4954	7813	5810
Énergie et lubrifiants	212	244	324	594	488
Produits bruts	751	843	1325	1394	1188
Demi-produits	4 088	4 934	7105	10014	10248

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Équipements agricoles	160	96	146	174	229
Équipements industriels	8 452	8 528	10026	13093	15044
Biens de consommation	3 107	3 011	3751	6397	6096
Total	20 357	21 456	27631	39479	39103

Source : Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>. -Ministère Des Finances, Direction Générale Des Douanes, Statistiques Du Commerce Extérieur De L'Algérie, les rapports des Années : 2004, 2005,2006, 2007, 2008,2009.

L'analyse des importations algériennes après l'application des accords d'association, nous indique que le seul groupe qui a connu une croissance supérieure à l'habituelle est celui des produits alimentaires. Cette croissance n'est pas le produit des accords car cette catégorie n'était pas touchée par ces derniers (comme on a l'indiqué ci-dessus). La hausse des importations de ce groupe est expliquée par la flambée des prix des produits agricoles. Ces derniers ont suivi l'augmentation des prix des produits énergétiques et des matières premières. Les autres groupes ont enregistré un rythme de croissance habituel. Malgré la baisse considérable qu'ont connue les tarifs douaniers algériens sur ces produits (exonération totale des produits bruts des droits de douanes, un démantèlement de ces derniers sur 6ans et 12ans respectivement pour les équipements et les biens de consommation).

✓ Les échanges algériens par partenaire entre 2005 et 2009

On ce qui concerne les importations algériennes après la signature des accords d'association, les retombés en matière fiscales sont déjà là. Après 3mois de l'application des ces accords la direction de douane enregistre 12,4 milliards de DA de droit de douane sur les importations venues de l'UE dans ce trimestre, par rapport à 13,6 milliards dans la même période en 2004.La même chose pour la TVA dans la même période elle tombe de 17,1 milliards de dollars à 15,6 milliards.⁷⁶ (annexe).

⁷⁶ Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2006 page n°10.

A partir du tableau 12-3 (annexe), la valeur des exportations Européenne vers l'Algérie est en croissance régulière, deux ans avant l'entrée en vigueur des accords elle était à 10.097 M\$, elle enregistre 11,729 Mds\$ en 2006, passant à 20,985 Mds\$ et 20,644 Mds\$ respectivement en 2008 et 2009 (entre 2004 et 2009 les importations algériennes en provenance de l'UE sont doublé).

Contrairement aux volumes des exportations vers l'Algérie qui augmentaient chaque année, la part de l'UE dans l'ensemble des importations algériennes a paradoxalement baissé. De 55,15% et 55,29% en 2004 et 2005 respectivement à 54,67 un an après l'application des accords et 52,79 en 2009. Les pays européens fournisseurs demeurent les mêmes « la France occupe toujours le premier rang avec plus de 15,71%, suivi par l'Italie et l'Espagne avec les proportions respectives de 9,42% et 7,52% dans les importations de l'Algérie au courant de l'année 2009 ».

Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse, essentiellement l'augmentation du taux de change de l'Euro par rapport au dollar (les recettes Algériennes sont en dollars). Les pays asiatiques profitent de la situation et écoulent leurs produits dans le marché algérien, leurs prix est de 30% moins cher que les produits européens. La part de ces derniers passe de 10,66 % en 2004, pour atteindre 19,18 % en 2009.⁷⁷

Du côté des exportations algériennes par partenaires, elles vont être classées dans le tableau N°12 (annexe). Ce dernier nous aidera à analyser et comparer les résultats enregistrés avant et après l'entrée en vigueur des accords d'association.

⁷⁷ Rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009. Page 12.

Selon les chiffres du tableau N°12, visiblement le même paradoxe enregistré avec les importations c'est produit avec les exportations. Le volume de ces derniers ce multiplie, elles passent de 17,396 Mds\$ en 2004 à 41,268 Mds\$ en 2008 et retombe à 23,334 un an après, cette augmentation est dû essentiellement à la flambé des prix du pétrole. Mais la part des importations de l'UE venant de l'Algérie dans le total des exportations algériennes est en baisse, elle passe de 55,64% en 2005 à 52,04 % et 53,41% en 2008 et 2009 respectivement. C'est toujours au bénéfice des pays Asiatiques ainsi que les autres pays de l'OCDE (voir le tableau annexe N°5). L'Algérie n'a pas gagné d'autre marchés aux seins de l'UE comme c'était tracer dans les objectifs des accords, elle conserve toujours les même marchés traditionnels « a l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal clients est l'Italie qui absorbe plus de 14,4% de nos ventes à l'étranger, suivi par l'Espagne de 12,2% et la France de 10,61% ».⁷⁸

Parmi les objectifs de cet accord figure la création d'une zone commerciale libre, traduite progressivement en la suppression des restrictions commerciales dans une période de 12 à 15 années après son entrée en vigueur. Les accords d'association n'ont pas changés vraiment la structure des échanges algériens. Contrairement à ce qu'on attendait, les parts des deux partenaires dans le total de leurs échanges ont régressé. Malgré qu'il est tôt de tirer des conclusions pour des accords qui viennent d'entrée en vigueur, mais après 4ans♣ d'application la moindre étincelle d'une amélioration en terme des échanges entre les deux partenaires n'est enregistré.

4. Le Programme de développement quinquennal 2010-2014

Voilà dix années, d'abord avec le Programme de soutien à la relance économique, engagé en 2001, à hauteur des ressources alors disponibles. Cette dynamique a été relayée par le programme 2004-2009, lui-même conforté par les programmes spéciaux au profit des wilayas des Hauts Plateaux et du Sud. Ainsi, le coût de l'ensemble des opérations de développement inscrites durant les cinq années écoulées, dont certains projets structurants sont encore en cours de réalisation.

Le programme d'investissements publics retenu pour la période allant de 2010 à 2014 implique des engagements financiers de l'ordre de 21.214 milliards DA (ou l'équivalent de 286 milliards de dollars) et concerne deux volets à savoir:⁷⁹

- ✓ le parachèvement des grands projets déjà entamés, notamment dans les secteurs du rail, des routes et de l'eau.
- ✓ et l'engagement de nouveaux projets : Le programme 2010-2014 réserve plus de 40% de ses ressources à l'amélioration du développement humain, réserve aussi près de 40% de ses ressources à la poursuite du développement des infrastructures de base et à l'amélioration du secteur public, Le développement industriel, développement agricole, soutenir la création de micro entreprises et financer les dispositifs d'emploi d'attente, encourager l'investissement déjà en place, mobilisant également, à leurs côtés, les partenaires étrangers qui souhaitent bénéficier du marché local et des contrats liés au programme public d'investissements.

⁷⁸ Ope cit.

♣ On parle de la période 2005/2009.

⁷⁹Programme de développement quinquennal 2010-2014, http://www.ambassade-algerie.comeroun.org/article.php3?d_article=534.

L'Algérie envisage le renouvellement de l'appareil productif et des outils de production, en profitant de ce volet. Cette mise à jour permettra aux entreprises locales de résister à la concurrence qui sera très forte une fois que les processus sont achevés. A fin de redynamiser les flux d'investissement l'entrée en vigueur de la zone de libre échange à l'horizon de 2017, va encourager les investisseurs à s'installer en Algérie.

De plus, l'Algérie constitue actuellement le plus gros marché des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) de l'espace euro-méditerranéen. Un programme d'équipement considérable a été lancé dont 10 millions de lignes de téléphone mobile, 3 millions de lignes fixes supplémentaires et environ 3 millions d'ordinateurs pour équiper établissements éducatifs, banques, collectivités, administration et foyers, sachant que, 50 milliards de DA sont consacrés à cet effet par l'Etat dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009). Programme «e-Algérie 2013» qui vise à entamer l'industrialisation des TIC en Algérie et la résorption des retards dans les nouvelles technologies de l'information.⁸⁰

Enfin, tous les objectifs qu'on vient de souligner, appuient la volonté algérienne à travers ces accords pour l'adaptation de son économie aux normes exigées pour son adhésion à l'OMC et pour attirer plus des investissements directs étrangers.

- L'évolution du commerce extérieure au cours de la période considérée 2010/2014

En 2010 déjà, les importations en provenance des pays de l'Union européenne s'élevaient à 20 milliards de dollars et les exportations en direction de ces pays à 25 milliards de dollars. En 2011, le commerce extérieur algérien a enregistré au cours de l'année 2011 un volume des importations de 47,25 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16,74% par rapport aux résultats de l'année 2010. Quant aux exportations, elles ont atteint un volume de 73,49 milliards de dollars US, en augmentation de 28,81% par rapport aux résultats de l'année 2010. Cette tendance à la hausse plus importante pour les exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale, qui est passé de 16,58 milliards de dollars US en 2010 à plus de 26 milliards de dollars US durant l'année 2011. Soit une hausse de l'ordre de 58,27%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 156% en 2011, contre 141% en 2010. En ce qui concerne la répartition par régions économiques au cours de l'année 2011, c'est avec les pays de l'OCDE que les échanges extérieurs de l'Algérie sont les plus importants, plus particulièrement avec les pays de l'Union européenne. En effet, les pays de l'OCDE occupent les parts les plus importantes avec 63,5% de nos importations et 83,5% de nos exportations. Les pays de l'Union européenne sont toujours les principaux partenaires de l'Algérie, avec les proportions respectives de 52,10% des importations et de 50,77% des exportations.⁸¹

Par rapport à l'année 2010, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une hausse de 18,89%, passant de 20,7 milliards de dollars US, en 2010, à 24,62 milliards de dollars US en 2011, et les exportations de l'Algérie vers ces pays ont augmenté de 9,3 milliards de dollars US, soit 33,20%. A l'intérieur de cette région économique, on peut relever que notre principal client

⁸⁰ Le rapport du Conseil des ministres qui a examiné et adopté le programme d'investissements publics pour la période allant de 2010 à 2014.

⁸¹ Statistiques du ministère du Commerce et CNIS.

est l'Italie, qui absorbe près de 14,22% de nos ventes à l'étranger, suivie par l'Espagne de 9,8% et la France de 8,9%.⁸²

Pour les principaux fournisseurs, la France occupe toujours le premier rang avec 15,07%, suivie par l'Italie et l'Espagne avec les proportions respectives de 9,9% et 7,26% du total des importations de l'Algérie au courant de l'année 2011. En 2012, pour le premier semestre, l'Algérie a enregistré un excédent de 15,78 milliards de dollars contre 12,45 milliards de dollars durant la même période en 2011, soit une hausse de 26,7%. De janvier à juin 2012, les cinq principaux clients de l'Algérie étaient les USA (5,96 milliards de dollars), l'Italie (5,79), l'Espagne (3,54), la France (3,34) et le Canada (2,27). Quant aux fournisseurs, la première place est revenue à la France (3,03 milliards de dollars), suivie de la Chine (2,81), l'Espagne (1,97), l'Italie (1,96) et l'Allemagne (1,30).

La répartition par régions économiques montre que les pays de l'Union européenne restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie pour six premiers mois de 2012 avec des proportions de 50,82% des importations et 53,11% des exportations. Par rapport au 1er semestre 2011, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une baisse de 10,49%, passant de 13,07 milliards de dollars à 11,7 milliards de dollars. Par contre, les exportations de l'Algérie vers ces pays ont augmenté de 3,46 milliards de dollars, soit près de 20%. Les pays de l'OCDE (hors UE) viennent en deuxième position avec 13,24% des importations et 31,13 % des exportations de l'Algérie.⁸³

Ainsi, du fait des programmes d'austérité mis en œuvre par les partenaires européens de notre économie et des restrictions budgétaires imposées par la résorption de leurs déficits publics, il est aisé d'observer qu'excepté pour le premier semestre 2012, la crise de l'euro a pour effet de générer une hausse de nos importations et une baisse de nos exportations, un effet de ciseaux dangereux pour nos équilibres extérieurs et nos moyens de paiements à moyen terme si la crise persiste en Europe. Pour 2012, il convient d'observer que la crise actuelle européenne avec, à la clé, une baisse de la valeur de l'euro par rapport au dollar constitue une des raisons de la baisse saisonnière de la facture d'importation dont 60% sont réglées en euro. Cependant, les Etats de la zone euro, dans le souci de réduire leurs dépenses, pourraient être amenés à supprimer les subventions à leur secteur agricole, ce qui a pour effet direct l'augmentation des factures d'importation de produits alimentaires, notamment les céréales, le lait et les viandes. L'impact sur le pouvoir d'achat des consommateurs algériens ne manquera pas alors de se faire sentir, en particulier en cas de suppression des subventions pour les céréales et le lait. En effet, avec l'aggravation de la crise en cet été 2012, c'est toute la zone euro qui risque de s'écrouler avec des incidences mondiales, car l'Europe reste la première puissance économique mondiale et, pour l'Algérie, l'Europe le principal marché algérien à l'importation et à l'exportation. C'est dire si, à moyen terme, le risque de dégradation de nos équilibres extérieurs est réel tant que la diversification de l'économie nationale (1,2 milliard de dollars d'exportations hors hydrocarbures) n'a pas atteint une taille critique capable de réduire les multiples dépendances et vulnérabilités internes et externes de notre pays. Une vision partielle du commerce extérieure Algérienne sera présentée dans ce qui suit ;

⁸² Le rapport du Conseil des ministres, opé cit.

⁸³ OCDE 2013.

Tableau 13-3: Evolution de certains indicateurs du secteur extérieur de 2010 à 2014 (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014
Produits Alimentaires	315	355	315	402	323
Énergie et lubrifiants	55 527	71427	69804	62960	60304
Produits bruts	94	161	168	109	109
Demi-produits	1056	1461	1527	1458	2121
Équipements agricoles	1	-	1	-	2
Équipements industriels	30	35	32	28	16
Biens de consommation	30	15	19	17	11
Total	57 053	73489	71866	64974	62 886

La source : les rapports ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie de 2000 à 2007. site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

Les données dans ce tableau montrent que Les exportations des hydrocarbures ont représenté l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant l'année 2010 avec une part de 97,33% du volume global des exportations, et une hausse de près de 26% par rapport à l'année 2009.

Les exportations hors hydrocarbures, qui demeurent toujours marginales, avec seulement 2,67% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,53 milliard de Dollars US, enregistrent une augmentation de l'ordre de 43% par rapport à l'année 2009.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement des demi-produits qui représentent une part de 1,85% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,06 milliard de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,55% soit 315 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,16% soit en valeur absolue 94 millions de Dollars US et enfin des biens de consommations non alimentaires et des biens d'équipements industriels avec une part identique de 0,05 %.

Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus durant l'année 2011 avec une part de 97,19% du volume global des exportations, et une hausse de 28,63% par rapport à l'année 2010.

Les exportations hors hydrocarbures, qui restent toujours marginales, avec seulement 2,81% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,06 milliards de Dollars US, ont enregistré une augmentation de l'ordre de 35,12% par rapport à l'année 2010.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des demi-produits qui représentent une part de 2,04% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,49 milliard de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,48% , soit 355 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,22%, soit en

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

valeur absolue de 161 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec les parts respectives de 0,05 % et 0,02 %.

Tandis que les exportations hors hydrocarbures, demeurent toujours marginales l'année 2013, avec seulement 4,5% du volume global des exportations soit l'équivalent de 265 millions de dollars US. Les principaux « produits hors hydrocarbures » exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représente une part de 3,58% du volume global des exportations soit l'équivalent de 211 millions de dollars US, suivi par le groupe « biens alimentaires» avec une part de 0,75% soit 44 millions de dollars US , par les «produits bruts » avec une part de 0,14% et enfin par les « biens d'équipements industriels » et les « biens de consommation non alimentaires » avec une part identique de 0,02%.

Nos exportations à l'étranger durant l'année 2014 avec une part de 95,54% du volume global des exportations, et une diminution de 4,47% par rapport à l'année 2013.

Les exportations hors hydrocarbures, qui restent toujours marginales, avec seulement 4,46% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,81 milliards de Dollars US, ont enregistré une augmentation de 39,52% par rapport à l'année 2013.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des demi-produits qui représentent une part de 3,73% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,35 milliards de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,51% , soit 323 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,18%, soit en valeur absolue de 110 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec la part identique de 0,02 %.

Tableau 14-3 : Évolution des importations algériennes de 2010 à 2014 (en millions de \$US)

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	6 058	9850	9022	9580	11005
Énergie et lubrifiants	955	1164	4955	4385	2879
Produits bruts	1409	1783	1839	1 841	1891
Produits semi-finis	10 098	10685	10629	11 310	12 852
Équipements agricoles	341	387	330	508	658
Équipements industriels	15 77	16050	13604	16194	18961
Biens de Consommation (non-alimentaires)	5 836	7328	9997	11210	10334
Total	40 473	47247	50376	55028	58580

La Source : les rapports ministère des finances , direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie de 2000 à 2007. Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Les importations Algériennes ont augmenté de 3% par rapport à l'année 2009 en passant de 39,29 à 40,47 milliards de dollars US. La répartition par groupes de produits fait ressortir une légère augmentation pour l'ensemble des groupes de produits à l'exception de celui des biens de consommation non alimentaires qui a enregistré une baisse de 5,03%. En effet, comme le montre le tableau N⁰ : les importations des biens d'équipements qui représentent plus de 39% du total des importations, sont passées de 15,37 milliards de dollars US en 2009 à 16,12 milliards de dollars US durant l'année 2010, soit un accroissement de 4,85 %. Cette légère hausse a aussi concerné les biens destinés à l'outil de production avec 4,6 % et les biens alimentaires avec 3,33%.

La répartition par groupes de produits au cours de l'année 2011 fait ressortir une augmentation pour l'ensemble des groupes de produits par rapport à l'année 2010. En effet, les hausses ont concerné les biens alimentaires avec plus de 62% suivies des biens de consommation non alimentaires avec 25,57% et les biens destinés à l'outil de production avec 9,39%. Quant aux biens d'équipements, ils ont enregistré une stabilisation autour de 16 milliards de dollars US durant cette même période considérée.

En 2013 les importations Algériennes ont augmenté de plus de 3,5% par rapport à l'année 2012 passants de 4,35 à 4,51 milliards de dollars US. Leurs répartitions par groupes de produits, comme l'indique **le tableau numéro 14** : font ressortir des augmentations pour les biens alimentaires (+3,65%) , les biens d'équipements (+13,59%) et les biens destinés à l'outil de production (+4 ,4%) ; et à l'inverse une diminution pour les biens de consommation non alimentaires (-9,45%).

Une augmentation a enregistré durant l'année 2014 de 6,45% par rapport à l'année 2013, passant de 55,03 milliards de dollars US à 58,6 milliards de dollars US. Leur répartition par groupe de produits au cours de l'année 2014 , fait ressortir à travers **le tableau 15** ci-après des hausses pour les groupes «biens d'équipements» de 17,46% , les «biens alimentaires» avec une proportion de 14,87%,et pour les «biens destinés à l'outil de production» de 0,49 % par rapport à l'année 2013, et à l'inverse une diminution pour les «biens de consommation non alimentaires» de 7,81%.

Tableau 15-3 : La balance commerciale entre 2010 et 2014

VALEUR EN MILLIONS USD	2010	2011	2012	2013	2014
EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES	1 526	2 062	2 062	2 165	2 810
EXPORTATIONS HYDROCARBURES	55 527	71 427	69 804	63 752	60 146
TOTAL DES EXPORTATIONS	57 053	73 489	71 866	64 974	62 956
IMPORTATIONS	40 473	47 247	47 490	55 028	58 330
BALANCE COMMERCIALE	16 580	26 242	24 376	9 946	4 626

La source : les rapports ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie de 2000 à 2007. Site du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>.

L'Algérie est une économie ouverte, où le commerce extérieur représente près de trois quarts du PIB. Structurellement excédentaire, la balance commerciale algérienne a vu son excédent diminuer fortement en 2013. En un an, cet excédent est passé de 21,5 milliards de dollars à 11 milliards de dollars. En cause, une baisse notable des exportations et une hausse concomitante des importations. Les exportations d'hydrocarbures ont continué de représenter la quasi-totalité des exportations mais ont baissé du fait du déclin des réserves et de l'essor de la demande intérieure. La hausse des importations s'explique par l'augmentation du coût des produits importés. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie sont l'Union Européenne, les pays de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain réunissant les États-Unis, le Mexique et le Canada) et la Chine. L'Algérie importe essentiellement des biens d'équipement, des produits alimentaires et des biens de consommation; et exporte presque exclusivement du pétrole, du gaz et des produits dérivés.⁸⁴

Les résultats globaux en matière des réalisations du commerce extérieur de l'Algérie pour l'année 2010 ont enregistré un excédent de la balance commerciale de 16,58 milliards de dollars US, contre 5,9 milliards de dollars US en 2009, qui s'explique essentiellement par la hausse des exportations 26,24%. En effet, cette tendance à la hausse plus rapide pour les exportations s'est répercutée sur le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 115% en 2009 à 141% durant l'année 2010. Le commerce extérieur Algérien a enregistré au cours de l'année 2011 :

- ✓ Un volume des importations de 47,25 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16,74% par rapport aux résultats de l'année 2010.
- ✓ Un volume global des exportations de 73,49 milliards de dollars US, en augmentation de 28,81% par rapport aux résultats de l'année 2010.

Cette tendance à la hausse plus importante pour les exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale qui est passé de 16,58 milliards de dollars US en 2010 à plus de 26 milliards de dollars US durant l'année 2011. Soit une hausse de l'ordre de 58,27%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 156% en 2011 contre 141% en 2010.

Le commerce extérieur a enregistré au cours de l'année 2013 :

- ✓ Un volume global des importations de 4,51 milliards de dollars US soit une augmentation de 3,54% par rapport aux résultats du mois de mai 2012.
- ✓ Un volume global des exportations de 5,89 milliards de dollars US, en diminution de 6,47% par rapport aux réalisations du mois de mai 2012.

Cela s'est traduit par un excédent de la balance commerciale de près de 1,38 milliard de dollars US. D'où un taux de couverture des importations par les exportations de 131% pour le mois de mai 2013.

Les résultats globaux obtenus en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période de l'année 2014 font ressortir un excédent de la balance commerciale de 4,3 milliards de dollars US, soit une diminution de 56,7% par rapport à celui enregistré durant l'année 2013. Cette tendance s'explique simultanément par une hausse des importations et une baisse des exportations enregistrées durant la période sus - citée.

⁸⁴ Sur le site, <http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/content/fr/7419/Alg%C3%A9rie-Introduction>.

En termes de couverture des importations par les exportations, les résultats en question, dégagent un taux de 107% en 2014 contre 118% enregistré en 2013.

II. Les tendances des investissements directs étrangers en Algérie

La convertibilité courante du dinar, la garantie de transfert des bénéfices et du produit de la cession éventuelle d'actifs résultant d'investissements étrangers ainsi que la politique de stabilité du taux de change effectif réel, contribuent à promouvoir un environnement favorable aux investissements étrangers. Conformément aux dispositions de la loi relative à la garantie de transfert des bénéfices et du produit de la cession éventuelle d'actifs résultant d'investissements étrangers, un règlement édicté par le Conseil de la Monnaie et du Crédit en 2005 définit les règles et pratiques devant être suivies par les banques et les établissements financiers en la matière.

Depuis les années quatre-vingt dix, l'Algérie a montré sa volonté d'attirer des flux d'IDE, ceci c'est affirmé dans les différentes lois, relatives à l'investissement. En effet, les ressources naturelles dont dispose le pays additionnées à de nombreux avantages comparatifs, tels que la proximité de l'Europe, l'infrastructure, la disponibilité de la main d'œuvre (jeune), la francophonie et les avantages fiscaux, sont des déterminants favorables. Le processus de transition d'un système centralisé à une économie de marché a imposé au gouvernement algérien, dès le début de 1994, une politique de réformes structurelles, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie²⁰⁷. La privatisation des entreprises publiques et l'ouverture aux IDE ont constitué deux axes importants dans la politique économique suivie par l'Algérie depuis le début des années 2000. Certes, l'Algérie a connu ces dernières années un flux d'IDE important par rapport aux années 1990, mais qui restent néanmoins insuffisants par rapport au potentiel du pays.

1. L'évolution des investissements directs étrangers en Algérie

Bouyacoub (2007) analyse les flux d'IDE reçus en Algérie, en mettant en exergue l'existence de trois grandes périodes d'après le mouvement des flux : ⁸⁵

- ✓ La période 1973-1979, qui a connu l'ouverture de secteur des hydrocarbures aux capitaux étrangers en 1971, notamment dans les branches du pétrole, du gaz naturel, du raffinage, de la production et de l'exploration. ;
- ✓ La période 1980-1995, qui a connu une absence quasi-totale des IDE. Cependant, les investissements dans le secteur des hydrocarbures ont continué à intervenir ;
- ✓ La période après 1996, qui commence avec la nouvelle législation sur la privatisation des entreprises publiques (1995) et le cadre institutionnel d'appui plus approprié

⁸⁵ Bouyacoub.A., Le mouvement des capitaux en Algérie et principalement la question des investissements directs étrangers, Document de travail LAREGE, Université d'Oran 2007).

-Bouyacoub.A, investissement massifs pendant cinquante ans ,pour quelle croissance ? Les cahiers du CREAD n°100-2012

d'après le nouveau code des investissements de 1993, amendé en 2001 et en 2006. Il s'agit d'une période qui a connu un développement relativement important des flux d'IDE.

- **Evolution des investissements directs étrangers après les réformes structurelles**

La conclusion d'un accord de libre échange avec l'UE en 2001, et la future adhésion de l'Algérie à l'OMC, sont de nature à contribuer à créer un climat plus favorable aux IDE. Afin de sortir de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et de diversifier les exportations, l'Algérie entreprend depuis 2000 d'ambitieux programme de relance. Bien que la mise en place de l'accord d'association avec l'UE ouvre des perspectives positives pour les flux d'IDE, les investissements en provenance des PED dits investissements « sud-sud » sont en forte progression. L'Egypte a fait une entrée remarquée en 2001, en se plaçant directement comme second investisseur dans le pays grâce à l'entrée de l'opérateur de téléphone cellulaire « Orascom ».

Depuis 2000, l'Algérie attire un nombre important d'investisseurs étrangers, qu'ils soient de pays développés ou de pays en développement. Les secteurs d'activité attractifs se diversifient aussi. Plusieurs organismes sont chargés des investissements étrangers en Algérie, que ce soit au niveau des ministères ou des administrations relevant de ces ministères, du conseil national de l'investissement (CNI) ou encore de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), l'équivalent d'une agence de promotion (API). Le constat révèle que l'Algérie a déployé beaucoup d'efforts depuis quelques années, justement pour atteindre l'attractivité des capitaux étrangers.

L'Algérie n'a cessé d'attirer des flux d'IDE depuis l'année 2000. Depuis, le montant des IDE annuels est resté supérieur à 600 millions de dollars. L'Algérie en 2001 et 2002 s'est classé respectivement quatrième et troisième pays hôte d'IDE en Afrique et premier pays du Maghreb en 2002*. Cette performance remarquable est due essentiellement à la réalisation de certains investissements stratégiques (hydrocarbures, licence GSM et sidérurgie). En 2003, l'Algérie est classée 74ème au niveau mondial, derrière la Tunisie 38ème, l'Egypte 58ème et le Maroc 61ème. En 2004, l'Algérie enregistre la première place de Maghreb en attirant 882 millions de dollars, contre 853 millions de dollars en Tunisie et 639 millions de dollars au Maroc.⁸⁶

Malgré une évolution rapide, les stocks d'IDE restent relativement modestes en Algérie. Ils sont passés de 1561 millions de dollars en 1990 à 3647 millions en 2000 pour atteindre 7428 millions en 2004. L'Algérie reste à la dernière position en matière de stock d'IDE dans le Maghreb. Le stock d'IDE enregistré en Algérie représente 41,3% de celui de la Tunisie et

* D'importants investissements ont touché le secteur des hydrocarbures. En juillet 2002, l'Algérie a accordé sur enchères sept terrains d'exploration à des entreprises pétrolières étrangères, dont deux terrains attribués à des entreprises opérant pour la première fois en Afrique du Nord. Il s'agit de la firme Petrovietnam Investment and Development Company et de divers groupes composés de RWE DEA, Edison, Repsol, Andarko en association avec Maersk, Gaz de France et Medex Petroleum Limited et, enfin, du consortium composé de TotalfinaElf et Cepsae. Dès août 2001, SONATRACH a conclu avec ABB un contrat évalué à 93 millions de dollars, portant sur la construction d'une station de compression de gaz naturel sur le gazoduc Pedro Duran Farell (Maghreb-Europe Gas Line - MEG).

⁸⁶ Bouyacoub, 2007, ope cit.

35,4% de celui de l'Égypte qui a toujours occupé la première place dans ce domaine depuis 1990.⁸⁷

Sous l'angle des entrées de capitaux, l'année 2006 s'est particulièrement caractérisée par une forte expansion des investissements directs étrangers qui ont atteint 1,79 milliard de dollars, y compris les crédits entre entreprises apparentées, correspondant à une croissance de 66 %. L'analyse de la structure des investissements directs étrangers en 2006 fait apparaître un phénomène nouveau, à savoir que la part relative de ces investissements dans les secteurs hors hydrocarbures (53,02 %) dépasse celle du secteur des hydrocarbures (46,97 %).

L'expansion des investissements directs étrangers est soutenue depuis 2004, leur montant de l'année 2006 constitue le triple du montant enregistré (634 millions de dollars) au cours de l'année 2003. Il est utile de rappeler que les entrées de capitaux au titre des investissements directs étrangers sont passées de 291,7 millions de dollars en 1999 à 1196,5 millions de dollars en 2001. L'important élan des investissements directs étrangers observé au cours de l'année 2006 indique l'attractivité certaine du marché algérien pour les investisseurs étrangers. En 2007, les opérateurs étrangers ont investi plus de 5,3 milliards d'euros.⁸⁸

Suivant la tendance mondiale, Les flux d'investissements directs étrangers IDE ⁸⁹ont enregistré une tendance baissière pour l'Algérie. C'est ce qu'a indiqué à Alger Kalotay Kalman, expert Cnuced♣, en présence d'Abdelkrim Mansouri, directeur général de l'ANDI ♣ intervenant lors du lancement, pour la première fois en Algérie simultanément avec d'autres capitales du monde, l'expert onusien a indiqué que les investissements directs étrangers (IDE), définis en termes de prise de participation supérieure à 10% et participation à la gestion des sociétés transnationales (STN) en Algérie ont connu un certain recul. Ainsi, les entrées d'IDE en Algérie, estimées en 2006 à 1,7 milliard de dollars, ont baissé à 1,484 milliard de dollars en 2012, après avoir atteint un pic à 2,7 milliards de dollars en 2007. Quant aux sorties, le rapport indique une diminution sensible de 0,5 milliard en 2011 à 0,25 milliard en 2012. « Ce recul suit la tendance baissière des IDE dans le monde qui ont chuté de 18% en 2012 pour atteindre 1.350 milliards de dollars », a précisé Kalotay Kalman qui a attribué cette baisse à divers facteurs, notamment la fluctuation des flux financiers transférés vers un pays, selon l'évolution et la maturité d'un projet d'investissement.

Une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investisseurs du Golfe apparaissent ces dernières années. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Algérie attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock restant faible. L'Algérie a introduit une règle limitant à 49% la participation d'un investisseur étranger et les soumissionnaires étrangers doivent trouver des partenaires locaux pour les contrats publics.

Après la nette diminution de 2012, les IDE entrants ont augmenté en 2013, sans atteindre le niveau de 2011. Les autorités tentent d'améliorer le climat des affaires, qui reste perfectible. Ainsi, l'Algérie a été classée 154ème sur 189 pays dans le classement Doing Business 2015 de la Banque mondiale, le pays reculant de sept places par rapport à 2014. Un important gisement pétrolier découvert en 2013 devrait attirer de nouveaux investisseurs. Le

⁸⁷ Ope cit.

⁸⁸ ANIMA, 2008, Banque d'Algérie, Rapport 2006.

⁸⁹ Rapport mondial 2013 sur l'investissement, les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement.

♣ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

♣ Agence nationale du développement des investissements.



développement des gisements d'hydrocarbures restants nécessitera des afflux d'IDE conséquents dans les années prochaines. En outre, la construction d'un complexe sidérurgique a commencé début 2015, le Qatar possédant 49% du capital du projet estimé à 2 milliards EUR.

La série de mesures protectionnistes prise par le gouvernement algérien, de même que la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure cependant engagé dans la libéralisation économique et recherche les investissements étrangers dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau.

Tableau 16-3 : les flux d'ide entrants, stocks et le nombre d'investissements greenfiel

Investissement Direct Etranger	2012	2013	2014
Flux d'IDE entrants (millions USD)	3.052	2.661	1.488
Stocks d'IDE (millions USD)	23.607	25.298	26.786
Nombre d'investissements greenfiel*	18	16	13
IDE entrants (en % de la FBCF)*	4,7	3,7	2,1
Stock d'IDE (en % du PIB)	11,4	12,1	12,5

Source : CNUCED – 2015 , dernières données disponibles.

• Répartition sectorielle et mode d'implantation des firmes étrangères

Jusque là, les flux d'IDE en Algérie se sont concentrés dans un nombre limité de secteurs, notamment les hydrocarbures, la sidérurgie et la chimie. Un boom des IDE hors-énergie est constaté⁹⁰, comme la métallurgie qui a atteint 1,6 milliard d'euros d'IDE en 2007 contre 1,5 milliard pour l'énergie, la chimie a attiré 746 millions de dollars en 2007 investis par

♣ L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial.

-L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays.

-Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

- La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

⁹⁰ ANIMA (2008)

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

l'égyptien Orascom dans Sofert pour gérer une usine en joint-venture avec SONATRACH, le BTP (immobilier, transport et services délégués) a reçu 636 millions d'euros d'IDE en 2007 (contre 311 millions en 2006).

Le partenariat public privé se développe fortement notamment dans les zones urbaines, les opérateurs européens ont 62 projets d'IDE sur un total de 111 dans les matériaux de construction, les machines et équipements mécaniques, le BTP (13 projets) et le secteur bancaire (8 projets dont BNP Paribas qui injecte 1 milliard de dinars dans sa filiale BNP El-Djazair), la sidérurgie en provenance de MEDA, ainsi que des projets en perspectives pour relancer le tourisme et sortir de la dépendance des recettes des hydrocarbures. En 2008, l'État entreprend une privatisation de plus de 100 entreprises publiques. En revanche, la privatisation du secteur public bancaire reste encore suspendue.

En termes de projets, l'Europe est la région la plus présente en Algérie, alors que, les USA sont les principaux investisseurs, avec environ 908 millions de dollars investis entre 1998 et 2001.⁹¹ Les investisseurs américains sont fortement intéressés par les secteurs des hydrocarbures, de la chimie et de la pharmacie. L'Egypte était le deuxième pays investisseur en 2001 dans le domaine de la téléphonie, puis a poursuivi ses investissements dans le secteur du ciment. Les pays européens avec qui l'Algérie a des rapports commerciaux importants continuent à investir dans le pays. Le montant des projets impliquant des pays européens a atteint selon l'ANDI environ 61800 millions de dinar en 2008.

Tableau 17-3 : Répartition des projets d'investissement étrangers déclarés par région d'origine de 2002 à 2014, millions de DA

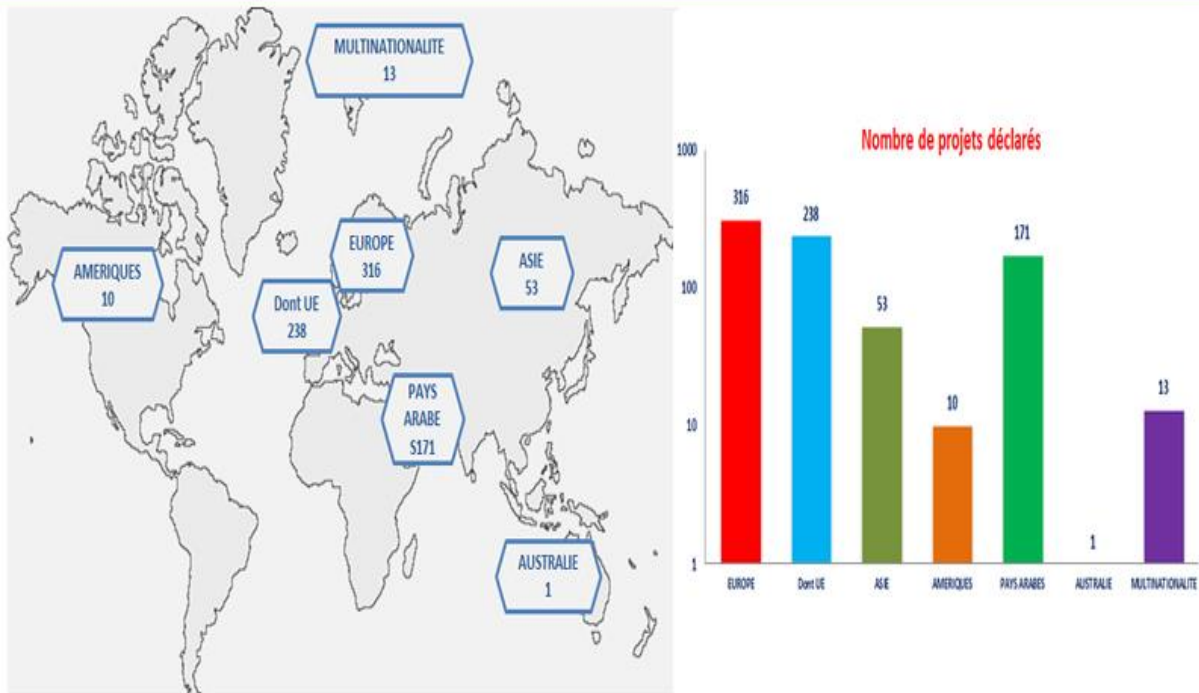
Montant : Millions de DA

REGION	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT	NOMBRE D'EMPLOIS
EUROPE	316	839 295	66 306
Dont UE	238	519 485	33 175
ASIE	53	115 219	7 230
AMERIQUES	10	63 171	2 933
PAYS ARABES	171	1 243 455	35 060
AUSTRALIE	1	2 974	264
MULTINATIONALITE	13	89 985	2 086
TOTAL	564	2 354 099	113 879

La source : Construit d'après les statistiques de l'ANDI, 2015

⁹¹ CNUCED, 2004.

Répartition des projets d'investissement déclarés étrangers



La source : Construit d'après les statistiques de l'ANDI

L'État a proposé aux pays du Golf de lancer des projets, en leur donnant des garanties de retour d'investissements. Pour 2008 et 2009, l'ANDI n'a enregistré que douze (12) projets provenant des pays arabes, dont huit sont inscrits parmi les grands projets de tourisme et de complexes multifonctionnels et cinq (5) principaux projets dans le secteur industriel. L'ANDI a signalé que la mise en œuvre des projets de grande envergure nécessite forcément une maturation dans la réflexion (entre 5 et 6 ans, notamment pour les mégaprojets). Depuis 2000 à fin septembre 2006, l'ANDI a traité des dossiers de projets d'investissements arabes pour un montant de six (06) milliards de dollars. Sur ces investissements déclarés, 60 % ont été réalisés, dont ceux du groupe Orascom qui a investi 2,4 milliards de dollars, les cimenteries du même groupe égyptien et Wataniya Télécom Algérie.

Pour 2008, l'ANDI enregistre 10916 projets dans les transports, 3258 projets dans les BTPH, 287 projets dans l'industrie agroalimentaire, 106 projets dans l'industrie sidérurgique, métallique, mécanique et électrique, 86 projets dans la santé, 43 projets dans l'eau et l'énergie, etc. Les projets d'investissements touchent plusieurs secteurs hors hydrocarbures. On assiste effectivement à un changement important pour l'Algérie. D'ores et déjà, on peut dire que le site Algérie attire l'attention sur d'autres ressources que le pays a su mettre en valeur.

• **Nature des IDE en Algérie**

ANIMA (2006) déclare que les années 2004 et 2005, ont été caractérisées par l'implantation de méga projets. Aussi, l'année 2005 a été caractérisée par plus de création et d'extensions. L'Algérie a reçu plus de partenariat et joint venture en 2003 et plus de filiale et succursale en 2006, Tableau suivant :

Tableau 18-3: Nature des IDE en Algérie

Taille des projets IDE	2003	2004	2005	2006
Moins de 50M€	2	19	29	25
Entre 50 et 100M€	2	3	2	10
Entre 100 et 500M€	4	4	11	7
Mégaprojet	1	2	2	1
Type de projet				
Partenariat, joint-venture	8	12	5	14
Création	1	11	17	10
Prise de participation		1	12	8
Privatisation et concession		1	2	4
Filiale, succursale		3	8	4
Extension				3
Montant moyen M€				
Partenariat, joint-venture	281	286	53	43
Création	23	115	54	48
Prise de participation		20	53	78
Privatisation et concession		608	3	75
Filiale, succursale		12	211	29
Extension				81

Source : ANIMA-MIP 2006

Selon l'ANDI, les projets inscrits pour 2007 sont par ailleurs reportés sur les deux années à venir. Ces projets se répartissent sur le secteur de la grande promotion immobilière, le tourisme, les centres d'affaires, le médicament, la production d'électricité et de l'acier, la production de fertilisants et l'aluminium.

De nouvelles procédures ont été approuvées en matière de gestion et d'exploitation des biens domaniaux, de sorte à mobiliser toutes les capacités disponibles et à valoriser toutes les dépendances du domaine public. Ces nouvelles procédures permettront, certainement, de régler le problème du foncier auquel sont confrontés la majorité des investisseurs. Selon l'ANDI, les investisseurs déplorent le manque de cohérence et de transparence dans la diffusion et la circulation de l'information économique. Mais, toutes ces contraintes ne les découragent nullement. Ils identifient par ailleurs le problème de l'accès au crédit

d'investissement, comme étant un frein à leur financement. Les institutions financières en Algérie se sont spécialisées dans les crédits à la consommation et ont négligé les crédits à l'investissement.

Finalement, le décalage entre les intentions d'investissements déclarées par l'ANDI et les investissements effectifs par le biais de la balance des paiements de la CNUCED interpelle réellement. Un montant de 5457 Millions d'US\$ déclaré par la CNUCED⁹² pour la période 2002-2006, est en décalage avec les intentions d'investissements étrangers recensés par l'ANDI pour la même période avec un montant total qui s'élève à 601845 Millions de DA. D'une manière effective, l'ANDI recense les intentions d'investissements déposées auprès de ses services pour bénéficier des avantages. Mais la question qui se pose est de savoir si les intentions aboutissent vraiment à un investissement effectif ou alors restent-elles juste au stade d'intentions ?

Une intention émise par l'investisseur qui se solde par un abandon, attire l'attention du fait que le pays a déjà été sélectionné parmi d'autres pays d'accueils recevables, qui présentaient les mêmes avantages a priori (d'après l'arbre décisionnel de Mucchielli (1985)). Mais si les négociations s'arrêtent, les raisons restent à identifier. Soit, l'investisseur a changé de destination, soit la stratégie de la firme a changé. Les raisons peuvent être tout autres. C'est précisément le premier cas qui nous intéresse car une possible explication peut se faire par la prise en compte de la qualité des institutions. Les investigateurs se rendent compte d'une mauvaise qualité des institutions une fois sur place, même si les indicateurs proposés actuellement par des organismes spécialisés, donnent au préalable un certain nombre d'informations.⁹³

2. L'évolution des IDE dans les pays M.A.T* (Revue statistique)

Les pays M.A.T depuis quelques années ont fait le choix de l'ouverture dans l'espoir d'avoir un flux d'IDE important, qui à terme leur permettrait de générer de la croissance. Plusieurs études empiriques qui ont fait la relation (IDE -croissance) ont révélé un effet positif.

La libre circulation des capitaux et des biens deviennent un moyen important pour un rattrapage économique des pays. Les Données des tableaux suivent couvrant 3 pays de la méditerranée Maroc, Algérie, Tunisie sur la période 1990-2012.

• Quelques données chiffrées sur les IDE au Maroc, Algérie et la Tunisie

✓ Les types d'investissements étrangers :

Concernant les types d'investissements étrangers, il est constaté une forme de spécialisation dans les trois pays du Maghreb (en relation certainement avec le modèle de développement choisis). L'Algérie attire davantage de multinationales que ses voisins et relativement moins de PME, car les flux d'IDE en Algérie se sont concentrés dans un nombre limité de secteurs, notamment les hydrocarbures, la sidérurgie et la chimie. La Tunisie est le pays qui attire à parité égale tous les types de sociétés étrangères. Le Maroc est entre les deux avec moins de

92 Sur le site , <http://www.unctad.org>.

93 Boualam, 2009, ope cit .

♣ Les pays M.A.T : Maroc, Algérie, Tunisie

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

multinationales que l'Algérie et moins de PME que la Tunisie ; Le tableau suivant montre la Nature des sociétés qui réalise des IDE au Maghreb en %

Tableau 19-3 : Nature des sociétés qui réalise des IDE au Maghreb en %

	Multinationale plus de 10000 personnes et plus de 10 pays	Grande entreprise entre 500 et 10000 personnes	PME moins de 500 personnes	Total
Algérie	60	25	14	100%
Maroc	46	33	21	100%
Tunisie	39	31	30	100%

La source : Construit d'après ANIMA ,2006, Les investissements directs étrangers dans la région MEDA en 2005, Document n°20.

✓ Les flux et les stocks des IDE entrants dans les pays M.A.T :

Les flux des IDE à destination des pays M.A.T a considérablement augmenté durant la période comprise entre 1990 et 2012, passant de 241 millions de dollars en 1990 à 11528 millions de dollars en 2012, cette évaluation est le résultat d'un grand travail mené par les autorités .le tableau **20-3 (annexe)** présente les flux et les stocks des IDE sur la période allant de 1990-2012.

Les IDE au Maroc connaissent une progression remarquable depuis l'entrée en application de programme de privatisation au début des années 1990. En 2003 et 2009, le Maroc a attiré 2.4 milliards de dollars d'IDE en 2003, et 3.5 milliards de dollars en 2009, une performance qui consolide sa place de champion de l'Afrique du Nord où les flux de capitaux sont en berne, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.⁹⁴

De 1995 à 2001 l'Algérie a suivi un rythme progressif, mais volatile comparativement à ses voisins, passant de 0.25 milliards de dollars à 1.19 milliards de dollars, due essentiellement aux opérations d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier. Ces résultats ont été confirmés en 2002 par l'absorption de la totalité des flux entrants dans l'Afrique en se classant à la troisième position et à la première place parmi les pays hôtes des Maghreb.

En 2011, l'Algérie faisait partie des cinq premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE. On observe deux tendances contradictoires: une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investisseurs du Golfe. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Algérie attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock restant faible. Mais en 2012, ils ont enregistré une baisse de 15%, attribuée par certains à l'introduction de la règle de 49/51 qui depuis 2010 limite à 49% la participation d'un investisseur étranger qu'il peut détenir dans une entreprise locale. A cela s'ajoute l'obligation pour les soumissionnaires étrangers, pour les contrats publics, à trouver des partenaires locaux. La série de mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, de même que la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure cependant engagé dans la libéralisation économique et continue à rechercher l'investissement étranger dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau. Les secteurs attirant le plus d'IDE sont l'énergie, suivi par les télécommunications et le tourisme. La Tunisie aussi n'a cessé de gagner le terrain sur la performance d'attractivité des IDE. Les flux des IDE en Tunisie se caractérisent par la stabilité politique et économique pendant 20 ans, ont atteint un montant de 2.3 milliards de dollars en 2008 et 1.5 milliards de dollars en 2009. Les investissements directs étrangers en Tunisie représentent 10% des investissements productifs, génèrent le tiers des exportations et plus de 15% du total des emplois. D'après le rapport sur les investissements mondiaux 2012 la Tunisie figure parmi les 15 principales destinations des flux d'IDE entrant en Afrique. Les principaux secteurs d'investissement sont le textile, l'informatique, les services aux entreprises, l'énergie et le tourisme. La répartition sectorielle montre une orientation résolue vers l'industrialisation.⁹⁶ Alors que depuis 2009 voit ses flux se tarir suite aux crises politiques persistantes, avec une régression de 1,8%. Précise un rapport de la CNUCED présenté à Genève.

En 2011, l'Algérie⁹⁷ faisait partie des cinq premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE. On observe deux tendances contradictoires: une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investisseurs du Golfe. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Algérie attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock

⁹⁴ CNUCED, rapport 2010, sur la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

⁹⁵ Amima, investment network, 19 Juillet 2012, ensemble pour une méditerranée compétitive, Les crises pèsent sur l'investissement dans les pays arabes de Méditerranée.

⁹⁶ CNUCED, rapport 2012 sur les investissements dans le monde, présenté à Genève.

⁹⁷ Rapport sur les investissements mondiaux 2012.

restant faible. Mais en 2012, ils ont enregistré une baisse de 15%, attribuée par certains à l'introduction de la règle de 49/51 qui depuis 2010 qui limite à 49% la participation d'un investisseur étranger qu'il peut détenir dans une entreprise locale. A cela s'ajoute l'obligation pour les soumissionnaires étrangers, pour les contrats publics, à trouver des partenaires locaux.

La série de mesures protectionnistes prises par le gouvernement algérien, de même que la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure cependant engagé dans la libéralisation économique et continue à rechercher l'investissement étranger dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau. Les secteurs attirant le plus d'IDE sont l'énergie, suivi par les télécommunications et le tourisme.

Les autorités marocaines ont su attirer au cours des dernières années un flux relativement conséquent de capitaux étrangers, s'appuyant essentiellement sur le programme national de privatisations, la conversion de la dette extérieure en investissements et les opérations de concession de services publics. D'autres secteurs ont pris le relais, notamment le secteur bancaire, le tourisme, l'énergie, l'industrie. Toutefois, le niveau des IDE reste modeste et pourrait apporter une contribution plus forte au décollage économique du pays.

Après avoir enregistré un repli en 2009-2010 sous l'effet de la récession mondiale, les flux d'IDE sont repartis à la hausse depuis 2011 malgré la crise de la zone euro et les révolutions du "printemps arabe". Selon le Rapport sur les investissements mondiaux 2012, le Maroc est la 6ème destination des flux entrants d'IDE en Afrique. La France, l'Arabie Saoudite et l'Espagne sont les principaux investisseurs. Les IDE sont concentrés essentiellement dans le secteur de l'immobilier, suivi de l'industrie et du tourisme. La stabilité du Maroc devrait cependant attirer les investisseurs. De plus, un vaste projet de modernisation économique a été lancé pour stimuler les IDE. Casablanca notamment, ambitionne de devenir un centre financier international.

Les investissements directs étrangers en Tunisie représentent 10% des investissements productifs, génèrent le tiers des exportations et plus de 15% du total des emplois. D'après le la Tunisie figure parmi les 15 principales destinations des flux d'IDE entrant en Afrique. Après leur fléchissement ces dernières années sous l'effet de la récession mondiale, de la révolution sociopolitique qui a éclaté dans le pays et de la crise de la zone euro, les IDE ont rebondi en 2012, augmentant de +79% par rapport à 2011.

Les principaux secteurs d'investissement sont le textile, l'informatique, les services aux entreprises, l'énergie et le tourisme. La répartition sectorielle montre une orientation résolue vers l'industrialisation

- **Lien IDE-croissance sur la région M.A.T (Maroc, Algérie, Tunisie) du 1990 à 2012**

Les IDE sont caractérisés par une fragmentation dans les périodes de leur présence au Maroc, Algérie ainsi que la Tunisie. Il est ainsi difficile de mener une analyse complète, surtout que l'ouverture aux IDE ne s'est affichée que depuis une vingtaine d'années. Une vision partielle des effets des IDE sur l'économie des pays M.A.T sera présentée dans ce qui suit.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

✓ Les effets des IDE sur les investissements domestiques

Tableau 21-3 : Les effets des IDE sur les investissements domestiques dans les pays M.A.T entre la période 1990-2013

Année	Maroc		Algérie		Tunisie	
	FBCF/PIB	IDE/FBCF	FBCF/PIB	IDE/FBCF	FBCF/PIB	IDE/FBCF
1990	0.24	0.03	0.27	0.02	0.24	0.11
1991	0.22	0.004	0.26	0.03	0.24	0.08
1992	0.22	0.7	0.27	0.05	0.27	0.10
1993	0.23	0.003	0.27	0.04	0.28	0.23
1994	0.21	0.04	0.27	0.03	0.27	0.22
1995	0.21	0.04	0.29	0.04	0.24	0.21
1996	0.19	0.043	0.25	0.013	0.23	0.11
1997	0.21	0.18	0.23	0.024	0.25	0.12
1998	0.23	0.058	0.26	0.04	0.25	0.05
1999	0.25	0.20	0.24	0.04	0.25	0.04
2000	0.26	0.059	0.21	0.04	0.26	0.02
2001	0.25	0.38	0.24	0.09	0.26	0.03
2002	0.25	0.06	0.24	0.08	0.25	0.07
2003	0.25	0.24	0.24	0.07	0.23	0.12
2004	0.26	0.13	0.24	0.06	0.23	0.11
2005	0.28	0.09	0.22	0.04	0.22	0.12
2006	0.28	0.13	0.23	0.06	0.23	0.45
2007	0.28	0.12	0.23	0.05	0.25	0.19
2008	0.27	0.073	0.25	0.04	0.26	0.20
2009	0.29	0.084	0.23	0.01	0.24	0.21
2010	0.35	0.057	0.41	0.039	0.26	0.13
2011	0.36	0.082	0.37	0.050	0.24	0.11
2012	0.35	0.092	0.37	0.027	0.24	0.17

La source : Banque mondiale, http://www.insee.fr/fr/themes/comptes_nationaux/default.asp?page=base_2005/comprendre-tableaux/513-cna-rebs-fbcfvs-pclt.htm

Le concours des IDE à l'investissement total de pays FBCF* au Maroc s'est sensiblement améliorée passant d'une moyenne annuelle de 9.5% entre 1990 et 1995 à 16% entre 2003 et 2007. Ceci, pourrait être expliqué par la vague des privatisations et des fusions-acquisitions qu'avaient connues ces pays au cours de la dernière décennie. En effet depuis quelques années, l'IDE finance de moins en moins l'établissement de nouvelles activités (investissements de création).

La contribution des IDE (en pourcentage) à la formation brute du capital fixe en Algérie est restée très faible jusqu'en 2000 où elle a atteint à peine 3,8%. A partir de 2001 ce taux a commencé à connaître une augmentation significative, passant en 20 ans la barre 8%. La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année. Le (Tableau 03) indique que pour le moment les IDE ne représentent pas encore une source importante de financement des investissements en Algérie. L'impact quantitatif est encore faible mais l'important étant la qualité de l'investissement, surtout s'il dynamise le système productif. D'ailleurs, le secteur bancaire se dynamise pour répondre au marché. La réforme de 1990 dite

* FBCF : Formation Brute de Capital Fixe, **La FBCF est donc la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant l'année sur le territoire national.**

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

« loi sur la monnaie et le crédit » a constitué le socle sur lequel évoluent les tendances réformatrices du secteur bancaire. L'ouverture aux opérateurs privés locaux et étrangers a lancé une concurrence entre les banques pour améliorer la bancarisation de l'économie.

Le concours des IDE en Tunisie semble exercer un effet d'éviction de l'investissement domestique, ceci revient à la nature de l'économie tunisienne qui se distingue par son tissu industriel constitué par un millier des PME et PMI qui sont tributaires significativement au marché bancaire intérieur.

✓ Les effets des IDE sur l'exportation

Tableau 22-3 : Les effets des IDE sur l'exportation dans les pays M.A.T entre la période 1990-2013

Année	Maroc		Algérie		Tunisie	
	IDE/PIB	Exportation/PIB	IDE/PIB	Exportation/PIB	IDE/PIB	Exportation/PIB
1990	0.5	0.26	0.00	0.23	0.72	0.44
1991	1.00	0.24	0.03	0.29	1.03	0.40
1992	1.50	0.25	0.02	0.25	4.24	0.40
1993	2.00	0.26	0.00	0.22	4.41	0.40
1994	1.10	0.25	0.00	0.23	3.31	0.45
1995	1.00	0.27	0.001	0.26	1.98	0.45
1996	2.30	0.26	0.98	0.30	1.61	0.42
1997	2.00	0.28	0.85	0.31	2.43	0.44
1998	1.20	0.24	1.02	0.23	4.18	0.43
1999	2.90	0.26	1.3	0.27	2.5	0.43
2000	1.40	0.28	0.79	0.41	0.4	0.45
2001	8.40	0.29	2.00	0.36	2.4	0.48
2002	1.40	0.30	1.8	0.35	3.9	0.45
2003	1.60	0.29	0.93	0.38	2.3	0.44
2004	2.60	0.29	1.00	0.40	2.2	0.47
2005	2.90	0.32	1.00	0.48	2.6	0.50
2006	4.41	0.34	1.50	0.49	4.82	0.50
2007	6.92	0.35	1.00	0.55	4.41	0.50
2008	2.78	0.37	1.42	0.59	5.76	0.53
2009	3.54	0.27	3.90	0.61	3.83	0.55
2010	2.20	0.33	1.40	0.30	3.00	0.50
2011	2.50	0.35	1.40	0.20	0.90	0.48
2012	3.00	0.36	0.80	0.12	3.40	0.47

La source : Banque mondiale, CNUCED, <http://www.planet-expert.com/fr/pays/maroc/investissement-direct-etranger-ide>, <http://www.oecd.org/fr/statistiques/>

On peut dire que le Maroc et la Tunisie, qui se sont engagés dans un processus d'ouverture et de réformes économiques bien avant l'Algérie, font preuve d'une plus grande facilité à l'exportation en réduisant les goulots d'étranglement (en matières premières, bien d'équipement, biens intermédiaires, etc.) par les importations et en réduisant les coûts de transaction engendrés par la bureaucratie, les délais d'attente, les entraves à l'exportation, etc. L'Algérie attire des flux d'IDE entrants importants que depuis quelques années, les données dans le tableau indiquent aussi un signe positif. nous pouvons pencher vers une relation de complémentarité entre l'investissement direct et l'exportation, mais l'impact de ces flux sur l'exportation à être critiqué et ressenti comme lourd. Effectivement, L'économie algérienne est fortement dépendante des hydrocarbures, qui servent d'ailleurs souvent de facteur d'analyse unique de l'économie. L'impact des IDE en matière de diversification ne peut être appréhendé de

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

façon qualitative en raison de l'importance du poids des hydrocarbures dans l'économie et aussi parce que beaucoup de co-entreprises sont encore très récentes. Mais il est possible de dire que l'effet des IDE sur l'exportation semble avoir exercé un impact positif dans les pays M.A.T.

✓ Les effets des IDE sur le volet social

Tableau 23-3 : Les effets des IDE sur le volet social dans les pays M.A.T entre la période 1990-2012.

Année	Maroc			Algérie			Tunisie		
	IDE/PIB	IDH*	TCH*1	IDE/PIB	IDH	TCH	IDE/PIB	IDH	TCH
1990	0.5	0.44	15	0.00	0.55	19.8	0.72	.054	14
1991	1.00	-	14	0.03	-	20.3	1.03	-	15
1992	1.50	-	12	0.02	-	21.3	4.24	-	12
1993	2.00	-	13	0.00	-	23.2	4.41	-	15
1994	1.10	-	14	0.00	-	24.36	3.31	-	14
1995	1.00	-	15	0.001	-	28.1	1.98	-	13
1996	2.30	-	16	0.98	-	27.99	1.61	-	14.5
1997	2.00	-	15.6	0.85	-	27.96	2.43	-	15.7
1998	1.20	-	19	1.02	-	28.02	4.18	-	16
1999	2.90	-	19.3	1.3	-	29.24	2.5	-	16.2
2000	1.40	0.51	20	0.79	0.62	29	0.4	0.63	15.6
2001	8.40	-	17	2.00	-	27	2.4	-	16
2002	1.40	-	15	1.8	-	28	3.9	-	14.9
2003	1.60	-	12	0.93	-	23	2.3	-	14
2004	2.60	-	12	1.00	-	17	2.2	-	13.9
2005	2.90	0.55	10	1.00	0.67	15	2.6	0.67	14.0
2006	4.41	-	9.7	1.50	-	12	4.82	-	14.3
2007	6.92	-	10.2	1.00	-	10	4.41	-	13.9
2008	2.78	-	12	1.42	-	11.3	5.76	-	12.0
2009	3.54	0.58	13	3.90	0.69	12.4	3.83	0.69	11
2010	2.20	0.58	10.10	1.40	0.70	11	3.00	0.70	13
2011	2.50	0.58	10.9	1.40	0.70	10	0.90	0.70	13.50
2012	3.00	0.95	8.8	0.80	0.70	10.3	3.40	0.70	13.80

Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BilanEssai?codetheme=1&codeStat=SP.POP.IDH.IN&anneeStat1=2009&codetheme2=2&codeStat2=x>, <http://www.statistiques-mondiales.com/chomage.htm>

La croissance économique, la dotation en ressources naturelles, et le capital humain semblent expliquer les IDE à destination du Maroc et Tunisie. car ces deux pays fournissent un effort aussi bien au niveau de la production des ressources d'énergie qu'au niveau de la scolarisation notamment le secondaire, et ceux dans le but de satisfaire les besoins des investisseurs étrangers. En effet, à partir de l'an 2000, les deux pays se lancent dans une politique de développement et de l'évolution, si on prend le taux de scolarisation à titre d'exemple, on constate que quasiment les trois pays passent d'un niveau bas inférieur à 50%, à une moyenne qui dépasse 80%. (À l'exception du Maroc qui garde un taux assez faible de 55%).

* IDH : L'indice de développement humain (IDH) est un indice statistique composite, créé par le programme des nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. L'IDH se fonde sur trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie.

*1 TCH : le taux de chômage.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Les investissements directs à l'étranger en Tunisie ont enregistré des résultats positifs sur le plan économique et social, ils représentent en 2010, 10% d'investissement productif génèrent le tiers des exportations et plus de 15% des emplois. Les ressources humaines en Algérie sont de plus en plus exposées aux regards extérieurs. Les effectifs des étudiants inscrits actuellement dans les filières scientifiques et technologiques ne représentent plus que 35% dans les universités, alors qu'ils équivalaient les 65% dans les années 90. L'Algérie vidée de ses élites, se retrouve actuellement avec un million d'universitaires et trois millions de cadres. La gestion des ressources humaines dans l'entreprise commence à faire son entrée.

Afin d'améliorer l'information sur l'emploi et la formation, l'Algérie a établi un bilan de son système de production statistiques sur l'emploi, le marché du travail, l'éducation et la formation professionnelle. Avec l'aide de la fondation européenne pour la formation, le projet de l'observatoire de la formation professionnelle et de l'emploi est lancé. Cette démarche constitue une anticipation fondée sur la projection du système national de Les entreprises étrangères ont générés un nombre important d'emploi (le cas d'ORASCOM par exemple). Entre 2002 et 2009, l'ANDI déclare avoir enregistré des déclarations d'investissements étrangers, générant 89480 emplois, soit 8,95% du total des emplois générés par les investissements dans cette période, contre 91,04% pour les investissements locaux. Pour l'année 2008, l'ANDI ⁹⁸a déclaré recevoir des projets qui ont généré 196754 emplois.

✓ L'effet des IDE sur la croissance économique

Tableau 24-3 : Les IDE et la croissance économiques dans les pays M.A.T

Année	Maroc		Algérie		Tunisie	
	IDE/PIB	TCE*	IDE/PIB	TCE	IDE/PIB	TCE
1990	0.5	1.00	0.00	1.5	0.72	3.90
1991	1.00	0.9	0.03	1.00	1.03	4.00
1992	1.50	1.00	0.02	-0.70	4.24	4.50
1993	2.00	2.00	0.00	-2.20	4.41	4.50
1994	1.10	2.50	0.00	-0.90	3.31	3.95
1995	1.00	2.00	0.001	3.90	1.98	3.99
1996	2.30	4.80	0.98	3.80	1.61	3.17
1997	2.00	4.00	0.85	1.20	2.43	4.15
1998	1.20	3.90	1.02	3.00	4.18	5.50
1999	2.90	3.50	1.3	3.00	2.5	3.10
2000	1.40	3.00	0.79	2.00	0.4	5.13
2001	8.40	3.50	2.00	3.00	2.4	3.90
2002	1.40	4.20	1.8	4.00	3.9	4.50
2003	1.60	4.30	0.93	6.80	2.3	4.10
2004	2.60	4.50	1.00	5.20	2.2	4.01
2005	2.90	3.50	1.00	5.10	2.6	4.42
2006	4.41	7.13	1.50	2.00	4.82	5.90
2007	6.92	3.40	1.00	3.00	4.41	6.20
2008	2.78	5.40	1.42	3.00	5.76	4.51

⁹⁸ Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), 2009, Algérie.

* TCE : Le taux de croissance est un indicateur économique utilisé pour mesurer la croissance de l'économie d'un pays d'une année sur l'autre. Il est défini par la formule suivante qui relie les produits intérieurs bruts (PIB) de l'année N et de l'année N-1 : $TCE = \frac{PIB^N - PIB^{N-1}}{PIB^{N-1}} * 100$

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

2009	3.54	4.40	3.90	2.10	3.83	3.30
2010	2.20	3.64	1.40	3.60	3.00	3.00
2011	2.50	4.99	1.40	2.40	0.90	-2.00
2012	3.00	2.69	0.80	2.50	3.40	3.60

Source : Le rapport de développement humaine, CNUCED, OCDE, la Banque Mondiale, Office de change marocain, institut de statistique Tunisien.

Les données dans ce tableau montrent que le taux de croissance des pays M.A.T ont connu une augmentation autour des années 2000...il 'est pas question suggérer que toute la croissance est liée aux IDE ,mais il est probable qu'un ensemble de facteurs internes comme les reformes, grands projets public,...et externes comme niveau élevé des recettes de tourismes –Tunisie et le Maroc –les recettes de fiscalité pétrolière – Algérie – aient agi simultanément pour rendre plus dynamiques les économie de M.A.T.

Le Maroc à enregistré un taux de croissance moyenne de l'ordre 4.43% la période de vingt ans, toutefois, la part de flux des IDE dans le PIB s'est établie à 3.54 en 2009 contre 0.5 en 1990, une augmentation de 3%. Le Maroc a attiré 3,5 milliards de dollars d'IDE en 2013, une performance qui consolide sa place de champion de l'Afrique du Nord où les flux de capitaux sont en berne, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Alors que sur la même période que celle de Maroc, l'Algérie à enregistré de 1990 à 1994 des taux négatifs de croissance avec le passage d'un autre régime. Depuis 2000 ce taux connu une évaluation entre 3 % et 4 %. En 2011, l'Algérie faisait partie des cinq premiers pays d'Afrique en termes de réception d'IDE. On observe deux tendances contradictoires: une nette baisse des investissements européens et un regain d'intérêt des investisseurs du Golfe. On peut également noter une réorientation des IDE sur le marché domestique à travers la multiplication des projets de développement des transports et des infrastructures. Riche en ressources naturelles et stable économiquement, l'Algérie attirait ces dernières années des flux croissants d'IDE, leur stock restant faible. Mais en 2012, ils ont enregistré une baisse de 15%, attribuée par certains à l'introduction de la règle de 49/51 qui depuis 2010 qui limite à 49% la participation d'un investisseur étranger qu'il peut détenir dans une entreprise locale.

La Tunisie, ⁹⁹les investissements direct à l'étranger ont enregistrés des résultats positifs sur le plan économique, ils représentent en 2010, 10% d'investissement productif génèrent le tiers des exportations, alors que les IDE en pourcentage de PIB se finalisent à 3.40 en 2012, les indices des IDE sont tous au vert ce qui positionne la Tunisie dans un couloir de vrai concurrent au Maroc et l'Algérie. ♣

3. Le contexte macroéconomique algérien

La structure de l'économie algérienne est basée sur les rentes de pétrole et de gaz. L'Algérie est le quatrième pays producteur de gaz et le dixième producteur de pétrole dans le monde. Cependant l'économie algérienne reste restreinte dans sa diversification, chose qui explique l'importation de tous les produits industriels et de consommation. Le secteur privé est en train de s'affirmer lentement quant à sa contribution dans l'économie nationale. L'augmentation notable des prix de pétrole permet à l'Algérie d'afficher depuis quelques années, des taux de croissance très favorables du Produit Intérieur Brut, d'une moyenne de 3,5%. Après une réelle augmentation du taux du Produit Intérieur Brut à l'ordre

⁹⁹ Rapport de la CNUCED présenté à Genève 2012, ope cit.

* Sauf l'année 2011 à suite aux crises politiques persistantes, avec une régression de 1,8%.

de 3,3% en 2010, ce devrait atteindre 3,6% en 2011. Le bilan algérien de commerce extérieur a fait état d'un excédent de 5,8 mrd de dollars en 2009. Les réserves de change de l'année 2010 ont atteint près de 160 mrd de dollars.

L'Algérie a bénéficié d'une facilité de remboursement de ses endettements extérieurs et a tâché en conséquence de rembourser ses dettes étrangères. Elle a ainsi anticipé le processus de remboursement et a presque honoré toute sa dette vis-à-vis des pays membres du Club Parisien, notamment envers l'Allemagne en 2006. Depuis l'année 2005, les institutions publiques ont principalement proscrit une nouvelle absorption des crédits étrangers. Conformément à cela, la dette extérieure s'est réduite à 17,2 mrd de dollars à la fin de l'année 2010. Le taux d'inflation, qui était à 5,7% en 2009, a connu une baisse, soit 4,3% en 2010. L'Algérie a gagné une place, passant de la 4ème à la 3ème place dans le classement des catégories à risque.¹⁰⁰

Le secteur des hydrocarbures est peu générateur d'emplois. L'objectif déclaré du gouvernement est d'encourager la croissance et la création de l'emploi, en dehors de ce secteur. Depuis la fin des années 80, l'Algérie a suivi le sillage du capitalisme. Après „la décennie noire“ des années 90, le gouvernement a décidé de suivre la voie de la réforme.

Le commerce s'est libéralisé et les réformes structurelles à travers la privatisation d'entreprises et de banques publiques ont coûté toutefois beaucoup de travail. Le gouvernement s'efforce de consolider le secteur privé et de promouvoir la création d'emploi au niveau des petites et moyennes entreprises et dans le secteur de l'agriculture. Pour ce faire, des programmes de soutien public sont mis en œuvre. D'après les chiffres de l'Office Nationale de Statistique de l'année 2008, le taux de chômage a enregistré 10%, présentant un recul par rapport à celui de l'année 2009, (10,2%). Le taux élevé de chômage présente le risque n°1 de la stabilité en Algérie, voire un total de 25% de chômeurs moins de 20 ans (plus de 30% dans les villes) et plus de 75% âgés de moins de 30 ans.

L'Algérie a eu en conséquence un énorme besoin de moderniser ses infrastructures. Pendant le premier mandat du Président Bouteflika, l'État a investi environ 30 mrd de dollars dans le développement des infrastructures et des ressources humaines. Lors de son deuxième mandat en avril 2004, le Président a annoncé le début d'un deuxième programme de relance économique doté d'une enveloppe de 50 mrd de dollars, répartis sur cinq années. Ce montant a été entre-temps multiplié et augmenté. Deux programmes régionaux au développement viennent s'ajouter à dans la spirale économique. Désormais, les Hauts-Plateaux et le Sud bénéficieront d'une enveloppe financière d'environ 150 mrd dollars. Une enveloppe de 150 mrd de dollars sera investie dans le cadre de la modernisation des infrastructures entre l'année 2010 et 2014, selon le dernier plan quinquennal.

Le gouvernement a lancé plusieurs grands projets, notamment le projet de l'autoroute Est-Ouest, un autre d'un TGV, le projet du Métro d'Alger, en plus des projets de réhabilitation et d'expansion des voies ferroviaires, des centrales électriques, des barrages, des stations de dessalement des eaux de mer ainsi que le réaménagement de l'ensemble des systèmes de conduites d'eau. En outre, un programme de réalisation d'un million de logements sociaux et 60 hôpitaux a été mis en place. La réalisation du nouvel aéroport international d'Alger qui a duré plusieurs années avant sa mise en service le 5 juillet 2006, fait partie de cette série de projets d'infrastructures en Algérie.

¹⁰⁰ OCDE 2010, Perspectives économiques en Afrique.

La plus grande partie des investissements directs étrangers est conclue dans le secteur des énergies. Les statistiques des partenaires commerciaux les plus importants font part du grand intérêt chez les partenaires européens, d'investir dans ce domaine.

L'Allemagne est le cinquième fournisseur de l'Algérie avec un volume de 2,33 mrd de dollars en 2008, après la France, l'Italie, la Chine et les États-Unis. Les deux plus grands clients de l'exportation algérienne en matière de pétrole, de gaz et des produits de raffinerie en 2008, sont les États Unis et l'Italie. Étant un important fournisseur d'énergie, l'Algérie jouit d'une place importante vis-à-vis du marché allemand. Le taux de change officiel s'élève à 95,97 DA pour 1,- Euro (moyenne de l'année 2010).¹⁰¹

Conclusion

Pour dénoncer l'ouverture. Ce nouveau contexte intellectuel (domestique et systémique) coïncide avec une amélioration du contexte macroéconomique liée directement à l'accroissement des prix des hydrocarbures à partir du second semestre 1999. Le pays passant d'une situation de déficit de ressources financières (1986-1996) à une situation d'excédents (à partir de 2002), de nouvelles marges de manœuvre s'offrent aux dirigeants. Ceux-ci vont mettre en œuvre un ambitieux programme économique tiré par les dépenses publiques.¹⁰² Cet état aide l'Algérie à s'engager pour la mise à niveau des entreprises publiques et des sociétés nationales pour attirer plus d'investissements directs étrangers (qui restent faibles en dehors des hydrocarbures).

Après une décennie de quasi-absence, une véritable reprise des flux d'IDE est constatée depuis 1996, grâce aux réformes des entreprises et au cadre d'appui à l'investissement. Depuis 2000, l'Algérie attire un nombre important d'investisseurs étrangers, qu'ils soient de pays développés ou de pays en développement. Les secteurs d'activité attractifs se diversifient aussi. La mise en place de l'accord d'association avec l'union européenne (UE) ouvre des perspectives positives pour les IDE en Algérie. Néanmoins, la plupart des investissements réalisés sont concentrés dans le secteur des hydrocarbures au détriment des autres secteurs d'activités qui essaient de se faire une place. Les accords d'association n'ont pas changés la structure des échanges algériens. Contrairement à ce qu'on attendait, les parts des deux partenaires dans le total de leurs échanges ont régressé.

101 La Banque d'Algérie, les tendances monétaires et financières ,2011.

102 Martin, Rôle de l'élevage dans le développement économique et lutte contre la pauvreté, initiative pour les politiques d'élevage en faveur des pauvres, 2003, disponible sur le site : http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/pplpi/docarc/execsumm_wp10.pdf

- Mehdi Abbas. L'ouverture commerciale de l'Algérie : Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme. Revue Tiers Monde, Presses Universitaires de France. Paris, 2012, pp.51-68.

Conclusion du chapitre

L'objet de ce chapitre était d'analyser les effets de l'ouverture à travers les investissements directs étrangers sur la croissance économique. Les PED depuis quelques années ont fait le choix de l'ouverture dans l'espoir d'avoir un flux d'IDE important, qui à terme leur permettrait de générer de la croissance. La zone géographique ciblée, dans le cadre d'une démarche qui se voulait comparative, se réfère à trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie et la Tunisie).

Les résultats issus de cette section révèlent que l'investissement direct à l'étranger au Maroc entraîne un effet assez positif sur la croissance économique, mais demeure insuffisant pour le maintenir à long terme.

Dans le cas Tunisien, nous pouvons avancer que la contribution de l'investissement direct étranger dans la croissance économique est très clair, malgré l'effet d'évictions qui a entraîné ce dernier sur l'investissement domestique et là non significativité de leur apport sur la valorisation du capital humain.

Pour le cas de l'Algérie est bien dotés en termes des ressources naturelles, ce qui explique la concentration des IDE dans le secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, la croissance a le signe attendu mais elle est faiblement significative, Ceci, stipule que l'Algérie a besoin de s'ouvrir davantage sur le monde externe et de mettre en place plus de réformes économiques pour améliorer leurs croissances économiques et leurs attractivités vis-à-vis des investisseurs étrangers. Comme l'estime « ANIMA, 2011 », l'Algérie est surtout pénalisée par le mauvais fonctionnement de son marché financier, le cas de ce pays, qui a les moyens d'une stratégie endogène, du fait de ses ressources pétrolières, est spécifique. L'Algérie gagnerait à s'ouvrir aux IDE, non pas tant à cause du besoin de capitaux, que pour permettre des transferts aux entrepreneurs étrangers comme nationaux, se frotter à la concurrence mondiale

20 ans après le passage à l'économie de marché, l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5% du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerces (83% de la superficie économique). Elle est également caractérisée par les « sureffectifs dans les entreprises publiques » ainsi que dans l'administration. Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus de 95% de ses recettes extérieures et 60% du budget de l'État algérien. Le développement des infrastructures et de l'agriculture, qui constituent deux secteurs économiques majeurs en dehors du pétrole, ont largement contribué à ces performances. Le PIB par habitant a atteint 5 451 dollars en 2013, dépassant son pic de l'année 2008 (4 967 dollars). Tous les secteurs ont connu une croissance durant cette période, à l'exception de celui des hydrocarbures où la production est en recul depuis 2006. L'inflation, qui avait grimpé à près de 9 % en 2012 en raison d'une politique budgétaire expansionniste, est retombée depuis à 3 % et reste actuellement à un niveau modéré. Toutefois, la baisse rapide de la production et des exportations d'hydrocarbures a entraîné une réduction de l'excédent du compte courant extérieur qui, si elle se poursuit, pèsera à terme sur le budget de l'État. L'économie algérienne continue de dépendre pour une large part du secteur des hydrocarbures qui représente environ un tiers du PIB du pays et 98 % de ses exportations. Tandis que la production pétrolière décline, la consommation d'énergie, elle, est à la hausse.

La croissance économique en Tunisie et le Maroc est réel, malgré la fragilité de ce dernier. Par contre en Algérie, la croissance économique est irréal, puisque elle reflète l'augmentation des exportations des hydrocarbures et non pas l'augmentation des produits et services .cette réalité, nous permet de ne pas faire tromper sur la performance économique réalisé en Algérie ces derniers années.

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

En 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (- 43,71 %) aggravant fortement une balance commerciale déjà déficitaire¹⁵. Le déficit de la balance des paiements atteint le niveau record de 10,72 milliards de dollars au premier trimestre 2015. L'Algérie pourrait rencontrer des difficultés d'ici 2017-2018 pour payer les salaires de ses fonctionnaires et maintenir ses importations.

L'ouverture économique notamment Les IDE en général sont globalement favorables au développement notamment à la croissance à long terme, mais la relation est généralement indirecte et nécessite un certain temps d'ajustement et d'adaptation.

Ainsi, cette analyse nous a permis de décrire le cadre dans lequel nous allons essayer de répondre à la problématique des effets des l'ouverture notamment les IDE sur la croissance. Dans le chapitre suivant, nous allons entamer notre analyse empirique de cette problématique.



Introduction du chapitre

Section I: les travaux empiriques

Introduction

- I. Littérature sur l'ouverture
 1. Les analyses théoriques
 2. Quelques études empiriques récentes

- II. Littérature sur les IDE
 1. Etudes et résultats dans les pays en développement
 2. Etudes et résultats dans la méditerranée
 3. Les analyses de causalité IDE – Croissance

Conclusion

Section II : l'ouverture et la croissance économique en Algérie ; analyse empirique

Introduction

- I. Principaux déterminants de l'ouverture économique : Estimation Econométrique.
 1. Modélisation d'une série temporelle
 2. La présentation du modèle empirique
 3. L'estimation économétrique du modèle
 4. L'analyse économétrique des résultats
 5. Interprétation et discussion économique des résultats économétriques

- II. le rôle de l'ouverture à travers les IDE dans la croissance ; estimation économétrique
 1. La présentation du modèle empirique
 2. L'estimation économétrique du modèle
 3. L'analyse économétrique des résultats
 4. Interprétation et discussion économique des résultats économétriques

Conclusion

Conclusion du chapitre

Introduction du chapitre

La littérature sur les soubassements théoriques de la relation ouverture-croissance, IDE-croissance, souligne que les liens entre commerce, croissance et productivité demeurent encore mal cernés. La question essentielle demeure celle de savoir si l'ouverture entraîne une accélération de la croissance ? En d'autres termes, quel est le sens causal de la relation ouverture-croissance dans une perspective dynamique, (**Dollar (1992), Ben-David (1993), Sachs et Warner (1995) et Edward (1998), Frankel et Romer (1999), Barro et Sala-I-Martin (1995), Greenaway et al. (1998), Rodriguez et Rodrik (2000), Harrison (1996), Frankel et Romer (1999)**).

De façon très générale, ils confirment que l'ouverture économique a un impact important et significatif sur la croissance. La plupart des études sur la relation croissance – ouverture arrive aux conclusions suivantes¹:

- une mise en évidence d'un effet d'apprentissage dû à la promotion des exportations (learning by exporting) ;
- une utilisation croissante de technologie importée dans un contexte de rendement d'imitation décroissant ;
- une amélioration de l'efficacité allocative de l'économie due à la réduction progressive des barrières extérieures et à l'accroissement des pressions concurrentielles.

Ces trois effets se traduisent par un impact positif de l'ouverture internationale sur la croissance économique.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, il est naturel de s'interroger sur les liens entre l'ouverture au commerce extérieur et la croissance économique. Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence d'un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance, cela encouragera les gouvernements de pays en voie de développement désireux d'améliorer leur situation d'adopter des politiques de libéralisation commerciale. Par ailleurs, le succès économique impressionnant des pays d'Asie de l'Est vient renforcer l'idée qu'une telle stratégie de développement est efficace et souhaitable.

Les différentes études théoriques n'arrivent pas à une réponse claire et définitive sur la relation ouverture-croissance, tandis que la quasi-totalité des études empiriques identifient un effet positif. D'autres travaux qui ont étudié cette question proposent des modèles fondés sur l'apprentissage par la pratique. Ils montrent que l'ouverture commerciale dans ces pays a un impact négatif sur leur croissance économique. Dernièrement, beaucoup de questions sur la robustesse des résultats empiriques furent soulevées. Les principales critiques émises portent sur le choix des indicateurs qui mesure l'ouverture économique.

En revanche, les modèles qui ont traité cette question pour les pays développés sont fondés sur l'innovation à la **Romer (1990)**. Ils montrent un impact positif de l'ouverture sur la croissance. Quant aux travaux empiriques, ils montrent un effet positif de l'ouverture sur la croissance des pays. Cependant, ces travaux se heurtent à plusieurs limites liées essentiellement aux méthodes économétriques utilisées et aux choix des indicateurs qui représentent l'ouverture.

¹ Jean-Pierre CLING, Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature, Document de travail DIAL Paris, Juin 2006, sur le Site : www.dial.prd.fr.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

L'Algérie a adopté au cours des années 2000 une stratégie de développement basée sur l'intégration de son économie à l'économie mondiale. Grâce aux programmes économiques qui renforcent la situation économique de l'économie nationale et aux engagements pris avec l'UE, ce qui pourrait à long terme assurer une croissance soutenue et durable et renforcer sa compétitivité.

L'objectif de ce chapitre est de tester empiriquement l'impact de cette politique d'ouverture sur la croissance économique en Algérie tout en cherchant à surmonter ces limites.

Dans ce cadre, on va exposer les différentes études théoriques et économétriques relatives à l'ouverture et à l'impact des IDE sur la croissance économique. On va ensuite tenter de chercher les différents canaux par lesquels les IDE influencent sur la croissance. Une étude empirique sur ce sujet est fournie pour le cas de l'Algérie, pour voir si les IDE entrants contribuent significativement dans la réalisation de la croissance économique. Nous proposons, des tests empiriques sur l'économie Algérienne durant la période 1980- 2014. Nous spécifions pour cela une étude dynamique, que nous allons estimer par les méthodes de cointégration des séries temporelles.

Ainsi, ce chapitre sera organisé selon les deux points suivants :

- Revue de Littérature sur l'ouverture et les investissements directs étrangers
- L'ouverture et la croissance économique en Algérie ; analyse empirique

Section I: les travaux empiriques

Introduction

Les débats sur le lien existant entre ouverture commerciale et développement sont apparus lors de la Révolution Industrielle avec, par exemple, les revendications autour de l'abolition de corn laws en Angleterre et l'imposition du traité de libre échange franco-anglais par Napoléon III.

Lorsque la thématique du développement s'est généralisée, aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, la question de l'ouverture commerciale s'est relativement effacée au profit du rôle de l'État mais les années 80 ont vu son retour en force. Retour justifié à la fois par des constats empiriques et l'évolution de la réflexion théorique. Ainsi la question de l'ouverture commerciale a été placée au centre du « Consensus de Washington ».

Il convient donc d'interroger la nature des liens entre l'ouverture commerciale, c'est-à-dire une insertion plus poussée d'une économie dans les flux d'échanges de biens et services internationaux, et le développement, ensemble de transformations qui rendent aptes une économie à faire croître son produit global.

L'ouverture au commerce permet d'importer des biens intermédiaires requis pour initier des projets, de rapatrier une partie des profits, et d'exporter les biens qu'ils produisent. Les investisseurs pourraient voir l'ouverture au commerce comme un signal qu'un pays s'engage à des politiques en faveur des marchés et de la stabilité, L'IDE pourrait agir comme un substitut au commerce, l'investissement étranger étant utilisé pour mettre en place des unités qui produisent des biens qui ne peuvent être importés qu'avec l'ouverture économique. L'IDE donc est un des paramètres les plus importants de l'ouverture économique.

Peut-on identifier un lien positif entre ouverture commerciale et développement ? Quelle place joue la dynamique de la croissance dans ce processus ? Quelle est la nature exacte entre les IDE et la croissance : mécanisme automatique ou nécessité de conditions particulières, voire risque d'effets pervers ?

Nous analyserons dans un premier temps les arguments empiriques qui permettent de conclure à la nécessité de l'ouverture économique pour permettre la croissance notamment le développement, et de présenter une revue littérature sur les IDE dans un deuxième temps.

I. Littérature sur l'ouverture

Sur le plan empirique, l'ouverture économique dans les pays en développement fait l'objet de nombreux travaux. Beaucoup d'auteurs s'y sont consacrés et ont contribué à cette littérature, nous pouvons citer quelques analyses qui expliquent le lien entre l'ouverture économique et la croissance.

1. Les analyses théoriques

Les conclusions empiriques sont renforcées par des analyses théoriques qui explicitent le lien ouverture économique – croissance. Les analyses des économistes classiques (Smith – 1776, Ricardo – 1817) : ouverture permet un gain d'efficacité (division du travail, économie de facteurs de production). En outre les analyses modernes mettent l'accent sur des facteurs dynamiques liés à l'ouverture : diffusion des innovations (en particulier via les importations de biens d'équipement), d'économies d'échelle grâce au développement des exportations, diffusion des gains de productivité réalisés dans les secteurs modernes dans l'ensemble de l'économie, accès au stock mondial de connaissances (perspective de la croissance endogène).

Ce débat sur le rôle positif de l'ouverture internationale sur la croissance économique a été conduit en utilisant des données agrégées au niveau des pays ou des industries. Plusieurs études empiriques incluant, Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995), ont identifié un effet positif de l'ouverture (exprimée par le niveau des tarifs douaniers, les barrières non tarifaires, le taux de change réel, etc.) sur la croissance (représentée par le taux de croissance du revenu ou le niveau de revenu par tête). Plusieurs recherches faites sur le sujet concluent que la multiplication des échanges permet aux pays concernés d'obtenir une croissance de la productivité.

Dans tous ces travaux, le mécanisme par lequel l'ouverture affecte la croissance est encore sujet de débat. Certaines études ont affirmé que la libéralisation commerciale permet une croissance plus rapide, alors que d'autres prônent les avantages d'une ouverture modérée.

Toutefois, la majorité de ces études macroéconomiques fait face à des problèmes de nature empirique liés à la qualité et à la nature des données exploitées, comme le souligne Edward (1993) et Rodrik (1995). En effet, il existe une difficulté dans la définition de l'ouverture, puisqu'elle est le plus souvent associée directement au régime commercial libéral (faible protection tarifaire et non tarifaire), mais ce concept est rarement utilisé dans les études empiriques. Certains chercheurs introduisent des composantes non liées au commerce, comme l'ont affirmé Rodriguez et Rodrik (2001). Beaucoup utilisent le taux d'ouverture, mais dans ce cas apparaît un problème de biais d'endogénéité dans l'utilisation d'une mesure directe de l'ouverture, car les variables de l'échange (exportations et importations) sont endogènes au niveau de revenu. Mais, il est difficile de penser que seules ces variables de politique commerciale puissent expliquer correctement l'évolution et le niveau du revenu national.

En effet, il existe d'autres variables qui expliquent les différences de croissance de la performance économique entre les pays, comme les institutions, les infrastructures, la législation, etc. Ainsi, les études qui ont suivis, ont introduit d'autres variables explicatives que le taux d'ouverture dans les régressions, comme des variables géographiques et des

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

variables sur le niveau de développement institutionnel. En utilisant la méthode des variables instrumentales, certaines études n'ont pas pu identifier de lien positif entre ouverture et performance économique comme Rodriguez et Rodrik (2001).

2. Quelques études empiriques récentes

Pour **Kraay (1998)**, les effets de la l'ouverture dépendent de certaines pré-conditions concernant les politiques économiques et l'environnement institutionnel.

La relation entre l'ouverture économique et le développement économique est positive, comme souligné **Fantagne et Mandher (2000)**.

Berument et Burak (2003), ont étudiées l'impact de l'ouverture commercial sur l'efficacité de la politique monétaire en turque en utilisant la masse monétaire comme variable, les résultats de cette étude étaient négatifs sur le BIP et l'inflation.

L'ouverture commerciale ne peut être positive sur la croissance économique des pays que si l'environnement économique des états être au niveau des normes économiques international, (comme les institutions économiques, les infrastructures, la flexibilité du marché du travail...) pour être face à la concurrence internationales d'après **Chang et autre (2005)**, étude sur 22 pays développés et 20 pays en développements.

Les travaux de **Klein (2005)** démontrent que l'ouverture a un impact positif sur la croissance pour les pays à revenu moyen supérieur. Les pays à faible revenu ne sont pas concernés par cet effet positif. Ce résultat peut donc être expliqué par la différence au niveau du développement entre les deux groupes de pays. Il montre que les effets de la libéralisation du compte de capital sur la croissance dépendent de l'environnement dans lequel a lieu cette libéralisation et plus précisément de la qualité institutionnelle.

Nadia Lemzoudi (2005) : examine dans son étude, si le degré d'ouverture d'un pays, mesuré par le ratio de ses exportations plus importations sur le PIB, affecte sa croissance économique; et si l'effet est différent entre les pays côtiers et les pays enclavés. Les pays à l'étude sont le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Nigeria; pour la période 1980-2002. En utilisant la méthodologie utilisée par Jin (2004), qui a vérifié cette relation dans le cas de provinces chinoises, le modèle se base sur une fonction de production générale et emploie la technique de co-intégration pour les séries temporelles. Les résultats obtenus sont similaires à ceux de **Jin (2004)*** et indiquent une relation positive entre l'ouverture aux échanges internationaux et le taux de croissance pour deux des trois pays côtiers; et une relation négative pour les trois pays enclavés. Ces résultats suggèrent que les pays sans accès direct à un port sont moins orientés vers l'extérieur que les pays côtiers, et conséquemment, qu'ils n'ont pas une économie nationale assez solide pour faire face à la concurrence étrangère. Ce type de résultats peut venir influencer les décisions des autorités concernant les politiques commerciales à adopter.

* Dans le cadre de notre étude, nous rappelons que la méthodologie employée sera la même que celle utilisée par Jin (2004) et Gilbert NIYONGABO (2011).

Chanda (2005) ainsi que **Satyanath et Berger (2007)** ont montré que les sociétés ayant un degré d'homogénéité important devraient connaître des effets néfastes de l'ouverture sur la croissance économique. En revanche, les sociétés avec un niveau d'hétérogénéité ethnique élevé profitent des effets positifs de la libéralisation sur la croissance économique. L'augmentation du nombre de groupes ethniques engendre une compétition accrue au niveau de la recherche de rente. Les dépenses relatives à la recherche de rente vont détourner les ressources des investissements productifs; de cette façon, la fragmentation ethnique va être à l'origine de l'effet négatif des contrôles des mouvements de capitaux sur la croissance économique.

Pour Olivei (2008), si la relation entre l'ouverture du compte de capital et la croissance économique est positive, elle reste largement influencée par les pays développés inclus dans l'échantillon étudié. L'échec constaté de la libéralisation du compte de capital à promouvoir la croissance économique dans un certain nombre de pays en développement permet de conclure que ces pays manquent d'institutions politiques et économiques indispensables pour tirer profit de l'ouverture.

L'approche macro-économique reste insuffisante pour identifier l'effet positif d'après **Mouna Ben Rajeb (2009)** qui a choisis dans sa thèse l'analyse microéconomique pour traiter empiriquement le lien entre exportation et la productivité. **Mouna Ben Rejeb** a étudié dans sa thèse les effets de la libéralisation commerciale, du côté des exportations, sur la productivité du travail d'un point de vue général et, plus particulièrement, du point de vue des firmes tunisiennes.

L'étude du lien entre les exportations et la productivité du travail pour toutes les entreprises tunisiennes a révélé deux résultats principaux.

Le premier résultat confirme l'hypothèse standard selon laquelle, seules les firmes les plus productives vont entrer sur les marchés d'exportation. Nous avons démontré que cette hypothèse reste valable que nous prenions en compte ou que nous laissions de côté dans l'estimation les entreprises totalement exportatrices. En effet la présence de ces dernières introduit un bruit dans l'estimation de la probabilité de l'entrée sur les marchés d'exportation.

Mais la corrélation de cette probabilité d'entrée avec les autres caractéristiques de l'entreprise comme l'âge et la taille n'a pas pu être validée dans notre étude. Ceci peut être expliqué par l'existence d'un biais de sélection.

Le second résultat souligne l'existence d'un effet négatif de l'entrée sur les marchés d'exportation en début de période, sur la croissance de la productivité entre la date et le début de la période (année 1998).

Zouhair MRABET (2010) : son travail de recherche porté sur les effets de la libéralisation commerciale sur le marché du travail des pays en voie de développement, avec une application spécifique à l'économie tunisienne. **MRABET** a structuré son analyse sur le sujet autour de deux axes. Dans un premier temps, il a étudié l'impact des échanges

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

commerciaux sur le marché du travail, et dans un deuxième temps il a étudié le rôle du changement technologique induit par l'ouverture commerciale. Cette recherche a présenté le cas de la Tunisie il a estimé les équations de l'emploi total, de l'emploi du travail qualifié, de l'emploi du travail non qualifié, de l'emploi relatif entre le travail qualifié et non qualifié et du salaire réel. Les variables clés dans ces équations sont celles qui mesurent les échanges commerciaux et celles qui mesurent le changement technologique importé. Les principaux résultats peuvent être résumés de la manière suivante :

- ✓ L'ouverture commerciale a joué un rôle important dans le changement de la structure de l'emploi sur le marché du travail tunisien.
- ✓ Le marché du travail tunisien enregistre les mêmes évolutions que celles observées dans plusieurs pays en voie de développement (tels que les pays d'Amérique Latine et d'Asie de l'Est).
- ✓ Ces évolutions se manifestent par une augmentation de l'emploi relatif du travail qualifié par rapport au travail non qualifié.
- ✓ Les statistiques descriptives montrent que les inégalités de salaire ont augmenté en Tunisie.
- ✓ Le changement technologique biaisé vers les travailleurs qualifiés a été un facteur déterminant dans cette évolution en Tunisie. La technologie incorporée dans les machines et les équipements importés augmente l'emploi relatif des travailleurs qualifiés par rapport aux travailleurs non qualifiés.

Gilbert NIYONGABO (2011) a mesuré l'impact des politiques d'ouverture et de l'ouverture naturelle sur la croissance économique. Les résultats issus de cette analyse ont montré que l'ouverture commerciale et les politiques d'ouverture s'accompagnaient d'une croissance économique plus élevée dans les pays en développement. Par ailleurs, **Gilbert** constate que certains pays en développement ont obtenu des taux de productivité, des investissements ou des niveaux de développement plus élevés en mettant en place uniquement des politiques d'ouverture. La plupart de ces pays n'avaient pas de revenu initial élevé et ne disposaient ni d'avantages comparatifs particuliers ni de ressources naturelles. Par contre, l'adoption des politiques d'ouverture peut être associée à d'autres facteurs pour agir plus efficacement sur le développement économique.

Abed Elaziz Abdous (2011) : L'objectif principal de son étude est d'analyser le rôle joué par la politique d'ouverture commerciale en Algérie à élever ou à améliorer la compétitivité des pays et éclaircir l'importance de cette politique sur les indicateurs concurrentiels économiques, et vise à évaluer le degré d'ouverture économique de l'économie algérienne, et la connaissance l'impact de cette politique sur la capacité de l'Algérie à l'occupation des bonnes positions compétitivité dans les marchés internationaux, où les économistes considèrent le degré d'ouverture commerciale parmi des facteurs économiques les plus importants qui influencer de l'augmentation de l'efficacité concurrentielle des pays, et pratiquée par des effets de cette politique est de maximiser les indicateurs de compétitivité utilisés comme l'indice de la croissance économique et l'emploi et la répartition des revenus, ces indices poussent les pays en développement en général et l'Algérie en particulier à l'occupation de bonnes positions à l'économie mondiale, en se concentrant principalement sur le rôle de la politique l'ouverture commerciale que pour rehausser la compétitivité des pays sans les autres politiques.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

ABADLI Riad (2011) : Le problème posé pour tous les pays est comment élargir le marché de ses entreprises ? Et comment optimiser le bien être social de la collectivité nationale ?

L'Algérie après avoir épuisé à sa façon nombreuses théories de développement : planification centralisée, industries industrialisantes, en passant par le plan d'ajustement structurel. Le passage obligé que la banque Mondiale et le F.M.I imposent à tous les pays en développement sans discernement, ce qui est aberrant en soi, car on ne peut pas prescrire le même remède à tout le monde et à la même dose. son but donc est d'étudier et d'analyser les conséquences des contraintes imposées à l'Algérie sur sa liberté d'action. Tant économiques que sociales et l'impact sur l'efficacité, et la rentabilité de ses entreprises. Sachant que les exportations des hydrocarbures représentent plus de 98% du total.

LIU Hong Liang (2012) : Au début des années 80, le gouvernement chinois a lancé une politique d'ouverture dans le but d'attirer les capitaux, les compétences modernes et les techniques avancées nécessaires au développement économique de la Chine. Aujourd'hui, cette politique semble porter ses fruits. La Chine, qui était un pays quasiment autarcique avant les années 1980, est devenue actuellement le premier pays exportateur et le deuxième pays destinataire des investissements directs étrangers du monde. Jusqu'à présent, la plupart des travaux de recherche sur l'ouverture économique de la Chine se sont contentés de démontrer les effets positifs des exportations et des entrées des IDE sur l'économie interne de la Chine. Dans le cadre de cette thèse, explique **LIU** en partant d'une analyse fondée sur l'économie de production et en étudiant la relation entre le taux de change du yuan, l'exportation, l'investissement direct étranger et le revenu, **LIU** démontre que la politique d'ouverture menée par le gouvernement chinois depuis les années 80 ne profite pas vraiment à la plupart des habitants de la Chine. En fondant sur la notion d'inflation-déséquilibre monétaire, **LIU** explique que l'exportation nette et l'entrée d'investissements directs étrangers en Chine ont provoqué une tension inflationniste et une dégradation du pouvoir d'achat réel de la majorité de ses habitants ainsi qu'une aggravation des inégalités économiques. Ces effets ne peuvent pas être corrigés par la politique monétaire de la Banque centrale chinoise. De plus, cette politique monétaire est susceptible d'engendrer un dysfonctionnement de l'économie chinoise dans la mesure où elle accentue les difficultés financières de nombreuses entreprises, notamment celles de petite taille.

Jin (2004) a analysé le co-mouvement entre l'ouverture et la croissance pour 17 provinces et 3 municipalités chinoises. L'auteur voulait vérifier si la relation ouverture croissance était également valide au niveau provincial, et si on pouvait déceler une différence entre les provinces côtières (au nombre de 7) et celles enclavées (au nombre de 13). Il a construit son modèle sur la fonction de production usuelle, en incluant le changement technologique, qui dépend lui-même du degré d'ouverture du pays. Les résultats obtenus sont ceux qui étaient attendus : l'effet pour les provinces côtières est de signe positif et significatif pour quatre d'entre elles, et négatif pour la majorité des provinces enclavées (dont trois d'entre elles ont un effet négatif et significatif). L'explication qui ressort est

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

que les provinces sans accès à la mer ne possèdent pas une économie assez forte pour faire face à la compétition étrangère, tandis que les provinces côtières sont déjà des économies orientées vers l'extérieur, et donc plus compétitives.

Taleb Dalila (2015) : cherche à mesurer l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie durant la période (1980-2013) ; elle a estimé deux modèles économétriques, Le premier modèle s'inspire de la méthode des moindres carrés entièrement modifiés dit (Fully-Modified OLS), alors que le second est élaboré par l'approche dit autorégressif à retard échelonné (ARDL); Les variables clés dans ces équations sont celles qui mesurent les échanges commerciaux comme (l'ensemble des exportations et des importations au PIB, le terme d'échange international)et celles qui mesurent la croissance économique comme (le PIB par habitant en termes réels). Les résultats montrent que l'ouverture commerciale a un impact significativement négatif sur la croissance économique en Algérie.

II. Littérature sur les IDE

Les auteurs ayant traité de l'IDE ont tenté de formaliser ses causes en développant ou en appliquant des approches théoriques. Certains des arguments avancés s'inspirent des théories de commerce, de l'investissement ou du marketing. Chaque théorie offre une explication relative à un IDE particulier ou contribue à l'explication des raisons sous-jacentes à l'IDE. Il n'existe cependant pas de théorie complète de l'IDE.

Suivant un ordre chronologique, l'analyse suivante mettra l'accent sur les études qui se sont intéressées en particulier à l'impact des IDE sur la croissance économique. L'attention sera tirée vers les plus récentes études et tests concernant les pays en développement notamment les pays méditerranéens.

1. Études et résultats dans les pays en développement

Koizumi et Kopecky (1977) ont élaboré, dans le cadre d'un modèle d'équilibre général calculable, le premier schéma d'effet de diffusion des IDE sur la croissance. Dans ce modèle, la technologie est traitée comme un «bien public» et donc sa diffusion est de ce fait automatique. Ainsi, il existe des états stationnaires différents pour des pays possédant malgré tout la même fonction de production. En effet, si leurs ratios d'épargne évoluent différemment, l'intensité capitaliste au niveau stationnaire ne sera plus la même. (FOTSO NDEF0, 2003).

Findly (1978) dans le cadre d'un modèle classique montre que les IDE véhiculent le progrès technique dans les pays qui les reçoivent.

En étudiant l'effet de l'IDE sur la croissance économique et industrielle d'un échantillon de 73 pays en développement, **Singh (1988)** n'a pas trouvé d'effet significatif.

Brewer (1991) a montré empiriquement qu'il existe une corrélation négative entre la croissance économique et l'IDE. Une telle corrélation revient à l'effet de domination exercée par la firme étrangère qu'elle peut décourager la firme locale à développer son propre activité de R&D, cela veut dire que l'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Blomstom et al. (1992), en étudiant l'effet de l'IDE sur la croissance, ont démontré que l'ampleur de celui-ci, dépend du stock de capital humain disponible dans le pays hôte. Ils ajoutent que cet impact peut se révéler négatif dans les pays dotés d'un faible niveau de capital humain. Les auteurs, mettent en lumière, l'effet positif de l'IDE sur la croissance du revenu, mais cet effet reste cantonné de l'interaction entre l'IDE et le capital humain. Ceci, confirme l'idée que les technologies avancées, résultat de l'IDE, ne peuvent accroître le taux de croissance du pays hôte, que si elles interagissent avec une certaine capacité d'absorption de celui-ci. Au niveau de leurs tests ils démontrent que, la contribution de l'IDE à la croissance surgit une fois que l'interaction entre le capital humain et l'IDE a eu lieu.²

Par ailleurs, en utilisant une fonction de production néoclassique, **Saltz** (1992) a trouvé une corrélation négative entre le niveau de l'IDE et la croissance économique. Selon l'auteur, l'IDE augmente le niveau global de l'investissement, améliore dans certains cas la productivité, mais a tendance dans beaucoup d'autres, à réduire le taux de croissance. Pour confirmer ses conclusions, il a étudié la relation IDE-taux de croissance sur un échantillon de plusieurs pays divisés en deux groupes, selon qu'ils recevaient un IDE élevé ou faible. Il en conclut la corrélation entre IDE et taux de croissance est toujours négatif dans les pays en développement, qui ont levé toute contrainte au rapatriement des bénéfices associés à l'IDE. L'auteur, avance aussi que, si l'IDE se traduit par une levée des capitaux du marché du pays hôte, ceci impliquerait une redistribution de capital des industries intensives en travail vers des industries intensives en capital, créant ainsi, une nette perte d'emploi et par suite de la demande de consommation. Un autre effet négatif de l'IDE peut résulter de l'extraction excessive de minerais ou la concentration de la production sur un bien particulier qui engendrerait une baisse des prix à l'exportation et une détérioration des termes de l'échange du pays hôte.

Dans son étude, **Hein** 1992 n'a trouvé aucun effet significatif de l'IDE sur la croissance du PIB par tête de 41 pays en voie de développement.

De même ; en 2000 ; en utilisant un panel de 72 pays, **Crankovic et Levine** n'ont pas trouvé un effet significatif de l'IDE sur la croissance économique. Pourtant, ils ont constaté un impact positif et significatif de l'IDE sur la formation du capital domestique, quoique, cette relation semble être peu robuste et dépend de la spécification des régressions effectuées.

Dans le cadre de la croissance endogène, la première analyse des effets des IDE date de 1998, elle était réalisée par **Borensztein.E, De Gregorio.J et Lee.J-W**. Ces auteurs cherchent à tester l'effet de l'investissement étranger direct sur la croissance économique dans un cadre de régression cross-country, en utilisant des données sur les flux d'IDE en provenance des pays industriels et 69 pays en développement au cours des deux dernières décennies. Les résultats suggèrent que l'IDE est un vecteur important pour le transfert de technologie, contribuant ainsi à la croissance relativement plus que les investissements intérieurs. Cependant, la productivité plus élevée de l'IDE ne vaut que lorsque le pays hôte dispose d'un stock seuil minimal de capital humain. En outre, l'IDE a pour effet d'accroître l'investissement total dans l'économie de plus de un pour un, ce qui suggère la prédominance des effets de complémentarité avec les entreprises nationales (**Journal of International Economics, 1998**).

² ALAYA, investissement direct étranger et croissance économique, 2004, ope cit.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Dans un autre article paru en 2003, **Blomstrom et Kokko** signalent l'importance des firmes multinationales dans l'enseignement supérieur, ils montrent que les IDE pourrait avoir un effet significatif sur l'enseignement supérieur dans les pays hôtes à travers l'augmentation de la demande de travail, cela va pousser les gouvernements à investir davantage dans la formation et l'éducation.

Dans une étude plus récente, qui a porté sur 67 pays en voie de développement, **Hermes et Lensink** (2003), ont constaté un impact négatif de l'IDE sur la croissance. Cependant, cet effet devient positif lorsque la variable IDE est combinée avec le taux de scolarisation ou la variable décrivant le marché financier.

En adoptant la même logique, **Durham** (2004) et **Alfaro et al.** (2004) ont examiné la trilogie: efficacité et réglementation des marchés financiers- IDE - et croissance. Ils constatent que les pays dotés d'un meilleur système et une meilleure réglementation du marché financier sont mieux placés pour exploiter plus efficacement l'IDE et atteindre un taux de croissance plus élevé.

2. Études et résultats dans la méditerranée

Dans le cadre d'une étude basée sur des données portant sur six pays arabes (Arabie Saoudite, Oman, Maroc, Jordanie, Tunisie, et l'Égypte) sur la période 1978-98, **Sadik et Bolbol** (2001) ont constaté un effet significativement négatif de l'IDE sur la productivité globale des facteurs dans le cas de l'Arabie Saoudite, la Tunisie, et l'Égypte. Pour la Jordanie l'effet est statistiquement insignifiant, alors que pour le Maroc et Oman, les résultats ne sont pas clairs. Les deux auteurs expliquent ceci par une grande vulnérabilité des taux de croissance de ces deux pays aux facteurs externes (la volatilité des prix du pétrole pour Oman et les aléas climatiques pour le secteur agricole marocain). (**ALAYA, 2006**)

Dans une étude qui a porté sur 9 pays du bassin sud et est de la Méditerranée (PSEM), **Boukha et Zatl** (2001), ont abordé l'évaluation de l'effet de l'IDE sur la croissance économique. Ils ont constaté que l'IDE agit de façon faiblement significative sur la croissance des économies sud méditerranéennes.

Menegaldo et Moustier (2002) ont analysé les flux bilatéraux d'investissement direct étranger entre l'Europe et les pays du sud de la méditerranée entre 1985 et 1997. Ils ont proposé de tester la relation entre l'IDE et le commerce « les exportations et les importations ». Leur étude a fait apparaître une relation de cointégration dans le cas marocain, tunisien et turc ce qui a permis de conclure à l'existence d'une relation de long terme entre les investissements directs étrangers, d'une part, et les exportations et les importations, d'autre part.

Soliman (2003) applique un modèle économétrique sur 4 pays méditerranéens (l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Turquie) sur une période de 23 ans de 1975 à 1997, il constate que l'IDE semble avoir un effet positif sur les exportations manufacturières, malgré que cet effet reste si faible pour générer une amélioration de la performance à l'exportation.

Pour tenter d'étudier l'effet de l'IDE sur la croissance économique, **Darrat et al.** (2005) ont mené une analyse comparative qui a porté sur 23 pays appartenant à deux régions différentes à savoir l'Afrique du Nord et le Moyen Orient (MENA) et l'Europe Centrale et Orientale.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

A travers une estimation par les doubles moindres carrées ordinaires et en utilisant des données sur la période 1979-2002, ils constatent que les flux d'IDE stimulent la croissance économique seulement dans les pays candidats à l'UE. Alors que, l'effet de l'IDE reste négatif voire inexistant au niveau des pays du MENA et les pays non candidats à l'UE. Les auteurs expliquent ceci par la contribution de la candidature pour devenir membre de l'UE à la création d'effets positifs des flux IDE sur la croissance économique.

Dans le même cadre d'étude, **Meschi** (2006) conclue que l'IDE n'a pas d'effet positif sur la croissance économique des pays du Nord Afrique et du Moyen Orient. Elle attribue ce résultat à la forte concentration des IDE dans ces pays dans le secteur primaire et particulièrement le secteur des hydrocarbures.

A l'instar de ces résultats, malgré qu'il y a tendance à affirmer le lien positif entre la croissance économique et l'investissement direct étranger. La relation entre ces deux variables n'est pas dépourvue d'ambiguïté.

L'image donnée par les analyses qui ont été effectués notamment sur les pays méditerranéens confirme davantage l'incertitude de l'effet positif de l'IDE sur la croissance de l'économie des pays en question. Ce manque de certitude peut s'expliquer par la faiblesse liée aux pays d'accueil d'une part, et la nature des IDE d'autre part.

3. Les analyses de causalité IDE – Croissance

Les flux d'IDE sont recherchés par les PED, dans l'optique qu'une meilleure utilisation des ressources conduit à terme à une croissance intensive. Le transfert technologique est également un canal par lequel l'IDE peut agir sur la croissance. L'efficacité globale de l'économie est l'objectif des pays d'accueil, qui est censée être améliorée à travers plusieurs canaux que l'IDE peut alimenter. La littérature traitant de l'impact des IDE sur la croissance est très abondante et donne des résultats divergents. Ces travaux s'intéressent aux impacts d'ordre macro-économique et porte plus précisément sur les inégalités et, récemment, sur la réduction de la pauvreté. Ainsi, pour aborder la question de l'impact de l'IDE sur la croissance, il convient de prendre en compte les interactions qui se développeront (ou non) avec les variables importantes dans le cas des PED: le développement humain, l'investissement national, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.

Les PED depuis quelques années ont fait le choix de l'ouverture dans l'espoir d'avoir un flux d'IDE important, qui à terme leurs permettrait de générer de la croissance. Les travaux empiriques qui ont étudié la relation ouverture-croissance ont révélé un effet positif. Cependant, les mesures de l'ouverture ont été en partie la raison de la remise en question de la robustesse de ces travaux, en plus de l'utilisation des méthodes économétriques non adaptées. En testant empiriquement l'impact de l'ouverture (les exportations, les importations en provenance de pays pauvres et de pays riches, et l'investissement direct étranger incluant l'externalité de la technologie, comme différentes dimensions de l'ouverture) sur la croissance économique, d'un panel de 47 PED entre 1980 et 1997, (**Abdeljabbar et Hanchane, 2004**) démontrent que l'ouverture des PED a globalement un effet positif et significatif sur leur croissance économique.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

L'IDE susceptible d'accélérer la croissance se double d'un questionnement sur les structures productives, de la spécialisation et de la diversification. **Nicet-Chenaf et Rougier (2008)** ont montré dans le cadre d'un modèle de croissance endogène estimé par la méthode des moments généralisés (GMM) en système pour les PSEM, durant la période 1995-2004, que si la diversification et l'IDE favorisent la croissance des PSEM, des niveaux plus élevés de la diversification diminuent l'effet de l'IDE sur la croissance.

Borensztein, Gregorio et Lee (1998) présentent une étude portant sur les décennies soixante dix et quatre vingt. Ils constatent que l'IDE favorise la croissance économique quand le niveau d'éducation⁹⁸ dans le pays hôte (mesure de la capacité d'absorption) est élevé. Un effet positif de l'IDE sur la croissance est obtenu à partir d'un certain seuil de développement du capital humain, que les auteurs fixent à 0.52 année d'étude secondaire. Ainsi, pour les auteurs l'effet de l'IDE sur la croissance est d'autant plus élevé que le taux d'investissement en capital humain dans le pays est élevé.

Dans le même ordre d'idée se présentent les travaux de **Bengoa et Sanchez-Robles (2003)** ainsi que De Gregorio (1992). De plus, **Xiaoying Li et Xiaming Lui (2004)** ont démontré que l'IDE a un impact positif sur la croissance, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. **Balasubramanyam, Salisu et Dapsoford (1996)** attribuent l'impact positif de l'IDE sur la croissance à l'existence d'un marché ouvert. Akinlo (2004) soutient qu'au Niger, l'IDE a un impact positif sur la croissance économique et surtout à long terme. Afin de tester l'impact des IDE sur la croissance dans les années quatre vingt dix, Ram et Zhang (2002) utilise des données transversales portant sur un grand nombre de pays, et trouvent un impact significativement positif en général. Par ailleurs, les auteurs ne trouvent pas de lien entre l'IDE, le capital humain et la croissance, déjà mis en évidence par Borensztein, De Gregorio et Lee (1998).

En revanche, l'IDE peut aussi avoir un effet négatif sur la croissance économique. Une corrélation négative entre la croissance économique et l'IDE est montrée par **Brewer (1991)**, qui revient principalement à l'effet de domination qu'exercent les firmes étrangères pour décourager les firmes locales à développer leurs propres activités de R-D. **Saltz (1992)** trouve qu'une corrélation entre l'IDE et le taux de croissance est toujours négative dans PED qui ont levé toute contrainte au rapatriement des bénéfices associés à l'IDE. **De Mello (1999)** fait apparaître que si les IDE sont en mesure de favoriser la croissance économique, cette relation dépend du degré de complémentarité et de substitution entre l'IDE et l'investissement interne. Par le biais d'équations simultanées, Alaya (2004) présentent des résultats assez surprenants sur la Tunisie. Ce pays avec une forte attractivité des IDE (d'opérations de partenariat tournées vers le marché local et des entreprises offshores totalement tournées vers l'exportation et sans lien avec le tissu industriel local) ne profite pas pleinement de leurs effets sur l'économie. Malgré l'effet significativement positif de l'IDE sur quelques variables motrices de la croissance à savoir les exportations, le capital humain et l'investissement domestique, sa contribution à la croissance économique n'est pas significative pour autant. Carkovic et Levine (2002) ainsi que **Haddad et Harrison (1993)** ont affirmé que l'IDE n'a pas d'effet positif sur la croissance. En étudiant l'effet de l'IDE sur la croissance économique, Singh (1988) et Hein (1992) n'ont pas trouvé d'effet significatif. L'analyse économétrique menée par **Boukilia-Hassane et Zatla (2001)** pour la période 1985-1997 a montré l'ambiguïté, pour le moins, de l'impact de l'IDE sur la croissance des pays sud méditerranéens comparativement au reste des PED.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Madariaga et Poncet (2006) explorent les variations régionales existantes à l'intérieur d'un même pays, la Chine entre autres, en termes d'IDE et de croissance. Avec un panel de 196 villes chinoises sur la période 1990-2000, les auteurs estiment par la méthode des moments généralisés (MMG), les IDE et le taux de croissance du revenu par tête pour savoir si les flux d'IDE dans une ville favorisent la croissance économique locale dans les villes environnantes. Les résultats révèlent que la croissance économique est positivement déterminée par les IDE reçus localement ainsi que par les IDE reçus par les villes environnantes, et une relation positive et significative entre le revenu par tête dans une ville et celui des villes alentours.

Les FMN opérant dans les activités extractives, dont dépendent certains PED riches en ressources naturelles, ont des impacts aussi bien positifs que négatifs sur les pays d'accueil. Selon la CNUCED (2007), la performance des pays riches en ressources naturelles dépend de nombreux déterminants en rapport avec l'offre et la demande au niveau mondial et les politiques mises en place, et pas forcément de la participation des FMN. Dans de nombreux pays, qui manquent de moyens financiers et de capacités de gestion, la participation des FMN a permis d'accroître la production et les exportations. Cependant, dans plus d'un cas, les firmes gardent pour elles une part significative des recettes et rapatrient une certaine partie du bénéfice réalisé, ce qui diminue d'autant la création de valeur dans le pays d'implantation. De surcroît, dans le cas où les pays d'accueil ne possèdent pas un marché dynamique, les FMN ont plutôt tendance à faire appel à des fournisseurs étrangers. En dehors de l'augmentation des recettes publiques, l'absence de ressources humaines formées et qualifiées, et plus généralement une capacité d'absorption, elles peuvent même en limiter l'intérêt pour les pays à faible revenu.

Au final, les différents travaux présentés révèlent que la relation entre la croissance économique et l'investissement direct étranger n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Par ailleurs, les résultats révélés par les différentes études sous-tendent l'idée selon laquelle l'effet de l'IDE dépend des caractéristiques propres du pays d'accueil et de la nature de l'IDE en question. Ainsi, pour que l'IDE exerce un effet positif sur l'économie d'accueil, il est attendu une large diffusion des externalités (« spillovers ») des firmes étrangères vers les firmes locales. Néanmoins, de telles externalités, peuvent ne pas avoir lieu, en raison de faibles liens existants entre les firmes locales et étrangères, ou encore d'une faible capacité d'absorption (**Kumar et Pradhan, 2002**). Les pays les moins avancés, où les faibles niveaux d'instruction et de connaissances technologiques et les lacunes des marchés financiers, peuvent réduire aussi les avantages potentiels liés à l'IDE.

Les pays qui affichent une orientation libérale à l'égard des firmes étrangères sont susceptibles d'attirer des investissements de qualité et générateur de croissance. Pour **Moran (1998)**, l'impact de l'IDE passe tout simplement par l'amélioration du climat d'investissement dans le pays d'accueil. L'auteur avance qu'un climat d'investissement libéral peut aider à générer plus de retombées positives, parce qu'il peut être davantage attractif pour les IDE dynamiques, et générateurs de rendements d'échelle utilisant les technologies les plus avancées et les meilleures pratiques managériales.

Sadni-Jallab, Monnet Gbakou et René Sandretto ont présenté une étude sous le titre « Investissement direct étranger, instabilité macroéconomique et croissance économique ». L'étude

visait à analyser l'influence possible des flux d'investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique dans les PSEM. Au cours de ces dernières années, la relation entre

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

IDE et croissance économique dans les pays en développement a été abondamment étudiée dans la littérature économique.

Cependant, l'idée selon laquelle les IDE stimulent la croissance économique ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les économistes. En vue d'établir empiriquement cette relation dans le cas des PSEM, cette étude utilise un modèle économétrique dynamique sur des observations par pays au cours de la période 1970-2005. Pour accroître l'efficacité des estimations économétriques, les auteurs utilisent les estimateurs de la méthode des moments généralisés (MMG) en « différence » et en « system ». Ils utilisent également l'estimateur des doubles moindres carrés pour vérifier la sensibilité de leur résultat aux estimateurs MMG. Leurs résultats principaux peuvent être résumés en trois points :

- ✓ il n'y a pas d'impact indépendant des IDE sur la croissance économique ;
- ✓ il n'y a pas d'effet des IDE sur la croissance économique qui dépend du degré d'ouverture commerciale ou du niveau du revenu par habitant ;
- ✓ il y a un effet positif des IDE sur la croissance économique qui dépend de la stabilité macroéconomique. Sous l'hypothèse que la stabilité macroéconomique est approximativement le changement annuel des prix aux consommateurs (en pourcentage), l'étude montre qu'en dessous de 15 % de changement des prix aux consommateurs, les IDE ont un effet positif sur la croissance économique. Certes la valeur de ce seuil peut varier selon la méthode d'estimation utilisée. Le seuil est plus sévère si nous utilisons une estimation double moindres carrés (DMC), mais l'essentiel de la conclusion demeure : l'impact des IDE sur la croissance des PSEM est conditionné par la stabilité macroéconomique. Ce dernier résultat a une implication économique majeure : pour obtenir un impact positif des IDE, les PSEM doivent d'abord établir un environnement macroéconomique stable, en particulier ils doivent conduire des politiques économiques de stabilisation des prix.

Jamal Bouoiyour, El Mouhoub Mouhoud et Hicham Hanchane ont présenté une étude intitulée « Investissements directs étrangers et productivité : quelles interactions dans le cas des pays du Maghreb et du Proche Orient ? ». L'objectif de cette étude est de tester l'existence d'une relation entre les flux d'IDE et la productivité, dans le cas des PSEM sur la période 1960-2004. Les auteurs commencent par estimer une équation de croissance sur un ensemble de 63 pays en développement, puis par retirer de cette régression l'effet individuel relatif au pays (proxy de la productivité). Cet effet individuel estimé est ensuite régressé sur le capital humain, les IDE et d'autres variables.

Leurs résultats indiquent que les IDE n'affectent pas la productivité. En d'autres mots, les effets induits des IDE ne se produisent pas. En revanche, le capital humain affecte la productivité de façon positive et significative pour ces 63 pays en développement. Par contre, lorsque les auteurs restreignent l'échantillon uniquement aux PSEM, ils trouvent que les effets de débordements des IDE semblent se produire effectivement. L'effet positif du capital humain sur la productivité est également confirmé. La confrontation de ces deux premiers travaux [1] et [2], aux résultats apparemment divergents – encore qu'ils ne portent pas exactement sur la même problématique (effets des IDE respectivement sur la croissance et sur la productivité) est illustrative des conclusions contrastées et du manque de consensus sur les effets des IDE qui se dégage de la littérature.

En revanche, ils convergent vers une position intermédiaire entre les vues optimistes (**Rappaport, 2000**) et les vues pessimistes (**Aitken et Harrison, 1999 ; Haddad et Harrison, 1993 ou encore Mansfield and Romeo, 1980**) pour privilégier une thèse intermédiaire selon laquelle, les effets bénéfiques des IDE sont liés à l'existence d'un

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

«environnement favorable» et d'une capacité d'absorption du type : existence d'une dotation initiale en capital humain, ouverture commerciale du pays, existence d'un marché financier suffisamment développé, etc. Nos conclusions soulignent – dans le cas des PSEM- le rôle plus particulier de la stabilité macroéconomique et du capital humain.

Dans une communication intitulée « Comment la croissance économique réagit-elle aux flux d'investissements directs étrangers et à la libéralisation commerciale au Maroc ? Approches analytiques et empiriques », **Brahim Mansouri** s'efforce d'analyser si une interaction entre les flux d'IDE et la libéralisation commerciale peut expliquer une accélération de la croissance, particulièrement au Maroc. L'auteur utilise un modèle à correction d'erreur et montre que les flux d'IDE accélèrent la croissance économique quand ces flux sont accompagnés d'une libéralisation commerciale. Ce résultat permet à l'auteur de déduire des implications de politiques économiques importantes pour le Maroc. Pour bénéficier des effets positifs des IDE sur la croissance, le Maroc doit continuer à libéraliser ses transactions internationales. Au sein du cadre de la zone de libre échange euro-marocain à l'horizon 2010 et celui de la zone de libre échange signée avec les États-Unis, l'auteur suggère que les flux d'IDE pourraient contribuer à accélérer la croissance économique, notamment dans le long terme.

Conclusion

Si l'ouverture commerciale à l'international peut apparaître globalement favorable au développement en favorisant la croissance des économies grâce aux effets positifs de leur insertion dans l'économie mondiale, la relation apparaît difficile à cerner précisément et n'apparaît pas automatique : une ouverture mal maîtrisée, une spécialisation centrée uniquement sur des produits bruts peuvent générer des conséquences négatives.

On peut alors retrouver une double interrogation actuelle à propos des conséquences de l'investissement direct étranger et plus largement de l'ouverture économique : celle de l'impact global du processus et de l'existence de gains collectifs et celle de la répartition des gains et des pertes du processus. L'enlisement des négociations commerciales internationales et l'ampleur des débats sur les politiques commerciales adaptées soulignent aujourd'hui la complexité de ces questions.

En résumé, les travaux empiriques arrivent à démontrer un impact positif de l'ouverture sur la croissance, mais leur robustesse est remise en cause. Ils se heurtent à plusieurs limites économétriques, dont la pertinence du choix de l'indicateur d'ouverture.

Notre objectif en deuxième section est de savoir les effets de l'ouverture économique particulièrement les investissements directs étrangers sur le développement et la croissance économiques en Algérie empiriquement.

Section II : l'étude empirique

Introduction

Dans le cadre de cette étude, on analysera l'impact de l'ouverture sur la croissance économique en Algérie. Depuis quelques années l'état a fait le choix de l'ouverture dans l'espoir d'avoir un flux d'IDE important, afin de permettre la croissance économique et le développement.

Il s'agit au départ de signaler que plusieurs limites ont caractérisé les différents travaux empiriques qui ont été effectués*. Tout d'abord la présence des spillovers* implique une interaction entre les différents déterminants de la croissance d'où l'intérêt d'introduire cet aspect dynamique dans les différentes analyses. Par ailleurs, les relations observées entre l'ouverture et la croissance peuvent souffrir des problèmes de causalité du fait que l'ouverture pourrait être attiré par des pays où le taux de croissance est assez élevé, d'où la nécessité d'introduire des variables instrumentales afin de résoudre ces problèmes d'endogénéité.

Cette section propose de recourir à l'économétrie afin de déterminer les principales variables explicatives de l'ouverture économique et l'effet de cette dernière à travers les IDE sur la croissance économique.

A ce stade on propose une analyse économétrique touche deux points essentiels dans notre thèse, **en premier lieu on va analyser les différents indicateurs de la politique d'ouverture** proposés dans la littérature. Nous présentons un modèle pour identifier les déterminants de l'ouverture économique comprenant les variables commerciales et géographiques. En utilisant la méthode de cointégration des séries temporelles, **couvrant les années (1994 à 2014).***

Après la détermination de l'ouverture, en deuxième lieu on propose une analyse économétrique des effets de l'adoption des politiques d'ouverture sur la croissance économique. En partant d'un modèle de croissance dans lequel un indicateur de politiques d'ouverture est introduit dans le premier modèle, nous mesurons l'effet de l'ouverture à travers les IDE sur la croissance économique, puisque Les investissements directs à l'étranger constituent certainement l'un des déterminants les plus visibles de l'ouverture économique, à côté des variables mesurant le commerce extérieur, le capital humain et le développement financier.

Cette estimation* économétrique permet également de **tester** la robustesse de **l'indicateur d'ouverture proposé dans le premier modèle (IDE)** eu égard à ses effets attendus sur la croissance économique en Algérie, **Pour la période couvrant 1980 à 2014.** En utilisant une fonction de production générale et en appliquant les techniques de cointégration utilisées lors

* Cité précédemment dans la 1ère section, revue de littérature.

* Effet indirect.

* Le passage à l'économie de marché dès 1994.

* La méthodologie sur laquelle cette étude se basera est celle suivie par **Jin (2004)** et **Gilbert NIYONGABO (2011)** Ces derniers ont voulu vérifier si la relation ouverture croissance s'appliquait dans les pays Africain, Européen et de l'Amérique latine (données de panel), Nous ferons donc une analyse similaire pour notre économie.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

d'analyses de séries temporelles, on tentera de vérifier si les IDE influence positivement la croissance.

I. Principaux déterminants de l'ouverture économique : Estimation Econométrique.

1. Modélisation d'une série temporelle

- La définition des séries temporelles

Une série temporelle (appelée aussi une chronique) est une succession d'observations au cours du temps. Il peut s'agir de données macroéconomiques (Inflation, les importations...), microéconomiques (le revenu d'un individu, les ventes d'entreprises...), financières (le cours d'une action, le CAC 40...), etc. En pratique, il peut s'agir de tous les phénomènes chiffrables et qui varient dans le temps. Le pas du temps des observations peut être : l'heure, le jour, le mois, le trimestre, l'année. La dimension temporelle est importante car il s'agit des variations d'une même variable au cours du temps, pour pouvoir comprendre la dynamique du phénomène étudié. La suite des observations d'une variable, notée X_t , $t \in T$ (correspondant à la taille de l'échantillon) est appelée série temporelle ou série chronologique. Contrairement à l'économétrie traditionnelle, le but des séries temporelles n'est pas seulement de relier des variables entre elles, mais aussi de s'intéresser à la dynamique d'un groupe de variables.

➤ Tests de stationnarité

Au début des années quatre-vingt,³ de nombreux articles ont révélé que la plupart des séries macroéconomiques sont non stationnaires, dont l'article de Nelson et Plosser (1982). La non stationnarité initiale des séries temporelles renseigne sur la nature du ou des processus générateurs des variables considérées individuellement. Le but de la stationnarité sera donc de stabiliser relativement un processus initial qui ne l'est pas. Cela revient à étudier l'évolution temporelle réelle du processus en lui ôtant l'influence du temps. La non stationnarité des séries entraîne plusieurs inconvénients, à savoir :

Une perte d'information : Si la chronique observée est absorbée en partie par le facteur temps, des causes réellement significatives risquent d'apparaître fortement diminuées, voire négligeables. L'élimination de l'artifice temporel apure la variable considérée et la révèle sous son véritable aspect causal nécessaire à la compréhension au plan économique.

Une difficulté à évaluer les retards : Si l'influence du temps n'est pas supprimée, elle risque de fausser la spécification exacte du processus autorégressif intrinsèque à la chronique.

L'apparition de « Régression Fallacieuse » (Spurious Regressions)

Avant d'effectuer des tests spécifiques, il est nécessaire de montrer si la série temporelle étudiée est stationnaire ou pas.

Un processus⁴ est dit strictement stationnaire lorsque toutes ses caractéristiques – c'est-à-dire tous ses moments- sont invariants dans le temps. Cependant, cette définition est trop

³ Lardic S. et Mignon V., Econométrie Des Séries Temporelles Macroéconomiques et Financières, ECONOMICA, Paris, 2002, page 93.

⁴ Ope cit,94.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

restrictive pour être testée. C'est pour cela que dans la pratique, on retient généralement une définition plus souple de la stationnarité à l'ordre $j=2$, appelée stationnarité de second ordre ou stationnarité au sens faible.

Économétriquement, la première étape dans l'estimation d'un modèle consiste à étudier les caractéristiques stochastiques des variables qui le composent. Si ces caractéristiques (c'est-à-dire son espérance et sa variance) se trouvent modifier dans le temps, la série est considérée comme non stationnaire ce qui oblige à travailler avec le modèle de Cointégration (Granger [1986], Johanssen [1988]) pour éviter de tomber dans le piège des régressions fallacieuses.

Lorsque chacune des variables X_t vérifié $E(X_t) < 1$, la loi du processus est partiellement résumée par l'espérance des différentes variables et par leurs covariances. Ces moments dépendent en général du temps, ce qui est gênant quand de l'observation de réalisations du processus on veut tirer de l'information sur la loi sous-jacente de ce processus. Pour pouvoir obtenir une accumulation d'information on est amené à considérer des processus dits stationnaires.

Définition 1 Un processus est stationnaire au second ordre si:

- $E(X_t) = \mu$ indépendant de t
- $E(X_t^2) < \infty$
- $Cov(X_t; X_{t+h}) = \gamma(h)$ indépendant de t .

Ce type de stationnarité est aussi une propriété d'invariance des deux premiers moments par translation dans le temps. Mais on ne dit rien sur les moments d'ordre supérieur, ce qui fait que cette définition, très commode par ailleurs, est sans doute trop floue. Au lieu de considérer simplement les deux premiers moments d'un processus, on peut décider de s'intéresser à la distribution complète des observations. On peut alors accéder à une définition plus stricte de la stationnarité.

Définition 2 Un processus stochastique sera dit strictement stationnaire si la distribution jointe de X_t et X_{t+h} ne dépend pas de t , mais seulement de h .

Ici, c'est la distribution jointe qui est invariante par translation. Cette propriété est plus forte que la précédente car un processus stationnaire au second ordre peut posséder des moments d'ordre supérieur qui ne sont pas invariants par translation. La notion de stationnarité stricte et de stationnarité au second ordre se confondent par contre pour les processus Gaussiens car ceux-ci sont entièrement résumés par leurs deux premiers moments.

Par contre dès que l'on sort du cadre Gaussien comme dans les modèles GARCH, on n'a plus coïncidence entre les deux notions. Il est cependant courant de se contenter de la stationnarité au second ordre, car elle est plus facile à écrire.⁵

⁵ Michel LUBRANO, Introduction à la modélisation des séries temporelles univariées, CHAPITRE I, Septembre 2008, disponible sur le site, <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/PP/lubrano/cours/Ch1.pdf>.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

➤ Stratégie de Dickey-Fuller⁶

Il s'agit de partir du modèle le plus général. Il nous faut préciser qu'au départ, les auteurs cherchent à vérifier si la spécification du modèle 3, incluant une constante et un trend, était une spécification compatible avec les données.

Dickey et Fuller appliquent ainsi le test de racine unitaire en utilisant les seuils correspondant à ce modèle. Ils précisent aussi que les valeurs critiques des tests de Dickey et Fuller ne seront pas identiques, suivant l'inclusion ou non dans le modèle d'une constante et d'un trend. Dans cette étude, les valeurs critiques sont calculées automatiquement par le logiciel STATA, selon chaque cas.

Puis, Dickey et Fuller vérifient par un test approprié que le modèle retenu était le 'bon'. En effet, si le modèle n'était pas le 'bon', les seuils utilisés pour le test de racine unitaire ne sont plus valables. Pour éviter un diagnostic erroné, dans ce cas il est fortement recommandé de recommencer le test de racine unitaire dans un autre modèle, plus contraint et qui répond aux critères diagnostiqués auparavant. Et ainsi de suite, jusqu'à trouver le 'bon' modèle, les 'bonnes' valeurs critiques et ainsi que les 'bons' résultats¹.

Contrairement aux tests Dickey-Fuller simple, les tests Dickey-Fuller Augmenté (ADF) tiennent compte du problème d'autocorrélation des résidus et du modèle. Les nouveaux tests consistent donc à contrôler directement l'autocorrélation dans le modèle en incluant un ou plusieurs termes autorégressifs différenciés. Une telle approche permet en effet de 'blanchir' les résidus juste après avoir déterminé le nombre de retard nécessaire. La stratégie des tests de Dickey Fuller Augmentés est strictement identique à celle des tests Dickey Fuller simple, excepté la modification des trois modèles qui inclut à présent des termes différenciés retardés. Les distributions asymptotiques des statistiques de test obtenues dans les nouveaux modèles sont alors identiques à celles obtenues dans les modèles de Dickey Fuller Simple correspondants, tout en comparant la réalisation de la statistique par les valeurs critiques de Dickey et Fuller, ou McKinnon². En résumé, La stratégie des tests ADF consiste tout d'abord à déterminer le nombre de retard p nécessaire pour blanchir les résidus. Ensuite, pour réaliser un diagnostic bien défini il suffit d'appliquer la même stratégie des tests de Dickey Fuller Simple, présentés précédemment, sur les modèles suivants :⁷

$$\text{Modèle 1 : } \Delta x_t = \rho x_{t-1} + \sum_{j=1}^p \phi_j \Delta x_{t-j} + \varepsilon_t$$

$$\text{Modèle 2 : } \Delta x_t = \rho x_{t-1} + \sum_{j=1}^p \phi_j \Delta x_{t-j} + c + \varepsilon_t$$

$$\text{Modèle 3 : } \Delta x_t = \rho x_{t-1} + \sum_{j=1}^p \phi_j \Delta x_{t-j} + c + bt + \varepsilon_t \text{ et Avec } \varepsilon_t \rightarrow \text{i.i.d.}$$

⁶ Bent E. Srensen, ECONOMICS numero 266, Spring, March 1, 2005, page 06.

⁷ Cem Ertur, Méthodologies de test de la racine unitaire, Latec, Université de Bourgogne, octobre 1998, page8.

➤ L'approche de Phillips-Perron (1988) :⁸

Cette approche a le même principe que celle de Dickey-Fuller Augmenté. Ils proposent ainsi une méthode non paramétrique pour corriger la présence d'auto-corrélation, sans avoir à ajouter des endogènes retardées comme dans la méthode d'ADF. En effet, ces tests consistent à estimer par les moindres carrés ordinaires les trois modèles de base des tests de Dickey-Fuller et à calculer les statistiques de Student associées à ces estimateurs, en prenant en compte la possible auto-corrélation des résidus.

La statistique de test de Phillips-Perron (PP) est une statistique de Student corrigée de façon que l'autocorrélation ne perturbe pas leurs distributions asymptotiques. Ceci est réalisé par la prise en compte d'une estimation de la variance de long terme de résidu et, après avoir défini le nombre de retards.

Les statistiques de test sont donc robustes à la présence d'auto-corrélation et d'hétéroscédasticité. En rappelant que la distribution asymptotique de la statistique de Student corrigée est la même que celle de DF. La statistique est donc à comparer aux valeurs critiques de la table de Mackinnon.⁹

- **Test d'hypothèse sur les relations de cointégration**

La cointégration est une propriété statistique des séries temporelles introduite dans l'analyse économique, notamment par Engle et Newbold (1974). En des termes simples, la cointégration permet de détecter la relation de long terme entre deux ou plusieurs séries temporelles¹. Sa formalisation rigoureuse est due à Granger (1981), Engle et Granger (1987) et Johansen (1991, 1995). Techniquement, la notion de cointégration implique implicitement celle d'intégration.

Formellement, si les séries temporelles $x_{1,t}$ et $x_{2,t}$ sont intégrées d'ordre 1 et que par ailleurs, une combinaison linéaire de ces séries est intégrée (stationnaire), on dira alors que $x_{1,t}$ et $x_{2,t}$ sont cointégrées d'ordre un.

Les tests de cointégration de Johansen indiquent le nombre de vecteurs de cointégration. Les estimations données par une colonne particulière de β ne sont pas unique nécessairement. Il est nécessaire d'imposer des restrictions motivées par des arguments économiques afin d'obtenir des informations sur la relation économique de long terme. Par exemple une contrainte de type $\beta_j = -\beta_{2j}$ peut permettre d'identifier les colonnes de β . le problème consiste alors à réaliser des tests de contraintes basés sur la statistique **LR** afin d'identifier β .

Une série temporelle est la réalisation d'un processus aléatoire. La date, à laquelle l'observation est faite, est une information importante sur le phénomène observé. Au cours de la seconde moitié des années soixante-dix, les grands modèles Macro économétriques, et leur utilisation pour évaluer les effets de la politique économique, ont subi de nombreuses critiques qui ont conduit à leur abandon progressif au niveau académique.

⁸ Ope cit, page 10.

⁹ Régis Bourbonnais, Manuel et exercices corrigés, Econométrie, 5ème édition, Dunod, Paris 1998, page 234.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Selon **Lucas et Sargent (1979)**, « l'analyse des politiques économiques ne peut s'effectuer qu'en abandonnant le cadre théorique de référence au profit d'une modélisation structurelle cohérente et de la dérivation explicite des règles de décisions compatibles avec un ensemble de restrictions associées aux conditions d'équilibre et aux schémas d'anticipation ». **Sims (1980)** propose de donner à l'économètre le rôle d'étudier la structure des données économiques pour analyser les conditions dans lesquelles elles ne soient pas en contradiction avec la théorie économique retenue par le modélisateur.

- **Test de cointégration de Johansen**¹⁰

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la cointégration. Le but est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont une tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables; et la combinaison linéaire de deux variables provenant de séries non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

La détermination du nombre de vecteurs de cointégration (rang de la matrice et son interprétation) sont les questions centrales de cette méthode. Pour mener ce test Johansen propose cinq spécifications concernant soit les vecteurs cointégrant soit les séries (le VAR proprement dit). Le choix d'une de ces spécifications s'effectue en fonction des données et de la forme supposée de la tendance. Cependant avant d'établir les tests de relations cointégrantes, il convient tout d'abord de s'interroger sur l'éventuelle introduction des termes déterministes (constance et tendance) à la fois dans la relation de cointégration à long terme et dans la dynamique de court terme. Le modèle retenu est celui qui minimise le critère de Schwarz. Il sera marqué par la présence d'une tendance linéaire dans les séries et d'une constante dans la relation de cointégration.

- **L'estimateur des Fully Modified**¹¹

La méthode **des Fully Modified (FM)** proposée initialement par **Phillips et Hansen (1990)**, puis étendue par **Phillips (1995)**, est une procédure semi-paramétrique d'estimation des paramètres d'une relation de cointégration qui permet de corriger le biais d'endogénéité de long terme.

La distribution des estimateurs obtenus par cette méthode est indépendante des paramètres de nuisance présents dans la distribution des MCO. Dès lors, les statistiques des tests usuels appliqués aux estimateurs FM suivent des distributions standard identiques à celles utilisées dans un univers stationnaire.

¹⁰ Gilbert Colletaz, Une présentation simplifiée de l'approche de Johansen La cointégration dans un cadre multivarié, octobre 2015, disponible sur le site ;<http://www.univ-orleans.fr/deg/masters/ESA/GC/sources/corcan.pdf>.

¹¹ Christophe Hurlin et Papa MB.P. N'Diaye, La Méthode d'Estimation des Moindres Carrés Modifiés ou Fully Modified, Juin 1998, Université de Paris I. PARIS, page 7-12.



Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Le principal avantage de cette méthode réside dans sa facilité de mise en œuvre. Les Fully Modified consistent tout simplement à appliquer les MCO sur un modèle transformé. La transformation utilisée est obtenue à partir d'un estimateur convergent de la matrice de variance covariance de long terme des résidus et des innovations des variables non stationnaires. L'intuition de la transformation retenue est très simple. Le but est d'orthogonaliser* le résidu de la relation de cointégration par rapport aux innovations des variables non stationnaires. Une fois que le système a été réécrit de telle sorte que le résidu de la relation de cointégration soit orthogonal aux innovations des régresseurs I (1) ; on peut alors appliquer les MCO. La distribution des estimateurs est dans ce cas indépendante des paramètres de nuisance, centrée et symétrique.

2. La présentation du modèle empirique

Beaucoup de facteurs entre en ligne de compte dans la détermination du degré d'ouverture économique de chaque pays. Certains facteurs dépendent de la productivité économique ou du revenu, de la taille du pays, de la distance vis-à-vis des marchés ou de la stratégie d'ouverture.

Afin de mesurer l'impact de toutes les variables dans l'explication des niveaux d'ouverture économique des différents pays du monde, nous effectuons une estimation économétrique où deux éléments principaux seront distingués : D'une part les déterminants économiques et géographiques qui caractérisent la structure économique du pays et constituent les principaux déterminants de l'ouverture ; et d'autre part la présence de politique d'ouverture qui sera mesurée par les résidus du modèle. Le pays sera considéré comme ouvert si les résidus sont positifs. L'hypothèse est donc que l'adoption des politiques d'ouverture fait augmenter le volume des échanges commerciaux au-delà de ce qui peut être prédit par les principales explicatives.¹²

L'équation de détermination de l'ouverture économique peut s'écrire comme suit :

$$OUV_{it} = \alpha_i + \beta X_{it} + \varepsilon_i \dots (1)$$

Où **OUV_{it}** L'ouverture d'une économie est mesurée par le ratio des échanges rapporté au PIB (exportations + importations)/ PIB. Ce ratio permet de mesurer l'importance des échanges et plus indirectement les restrictions commerciales (globalement la libre circulation des biens et des services). L'ouverture peut être un indicateur de la facilité d'accès d'un pays d'accueil des IDE au marché mondial. Elle suggère ainsi que les économies dont le commerce extérieur est important reçoivent aussi les flux d'IDE les plus élevés. Morisset (2000) et Chakrabarti (2001) soutiennent que l'ouverture économique influence positivement les flux d'IDE, à travers la libéralisation commerciale et une meilleure compétitivité. Noorbakhsh et al. (2001)² soutiennent que la relation positive entre l'ouverture économique et les flux d'IDE implique que si les pays en développement désirent attirer plus d'IDE, ils devraient libéraliser encore plus leur commerce extérieur.

* Processus permettant de transformer des objets mathématiques dans un repère dit d'orthogonaliser **c'est à dire Facilité l'étude.**

¹² Gilbert NIYONGABO, politique d'ouverture commerciale et développement économique, page 45, opé cit.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Dans notre modèle, nous nous attendons à ce que le degré d'ouverture économique des pays d'accueil (total importations et exportations en % du PIB) ait un impact positif sur les flux des IDE.

Cette variable aura un **effet positif sur les IDE. Un signe positif est donc attendu.**

βX_{it} regroupe l'ensemble des variables explicatives de l'économie.

α_i est la constante.

ε_{it} est le terme d'erreur.

• Présentation des variables

Les principales variables explicatives de ce modèle sont :

- ✓ Le **PIB par habitant** ($\ln Pib/hab.$) mesure le pouvoir d'achat des populations, les pays riches font plus d'échanges commerciaux, le coefficient a un signe théorique positif ;
- ✓ Les **IDE** flux nets entrants d'IDE, Cette variable mesure les afflux nets d'IDE en pourcentage du pays d'accueil.
- ✓ La taille du pays qui est mesurée par: le niveau de population à la période initiale (la croissance de la population). Elles exercent un effet négatif sur l'ouverture commerciale, sont en relation inverse avec l'ouverture économique.
- ✓ Trois variables de **politique commerciale** sont spécifiées pour mesurer le degré d'ouverture:
 - Les importations : est le taux moyen d'importation internationale mesurée par rapport au PIB ;
 - Les exportations : mesure le taux moyen d'exportation internationale mesurée par rapport au PIB ;
 - **TCR** : cette variable représente le taux de change réel elle est calculée à partir des taux de change nominaux ainsi que l'indice des prix à la consommation. Un impact négatif est donc attendu pour cette variable ;

Pour les variables économiques, les données utilisées dans l'étude empirique proviennent de la banque mondiale, World Development indicators (WDI). La disponibilité des données annuelles a permis de prendre la période d'étude 1994- 2014, ce qui correspond à 22 observations. Le choix de cette période a été fait, d'une part, dans le but de capter le phénomène de l'ouverture en Algérie après le passage d'une économie planifier a une économie de marché. Et d'autre part, il est judicieux que la période étudiée capte les effets de la politique Algérienne envers l'ouverture économique (du plan d'ajustement structurel réalisé en 1994 et l'accord de libre échange signé en 2001, les plan de relance 1999 -2014).

Pour identifier les principaux déterminants de l'ouverture économique en Algérie, nous proposons d'utiliser l'estimateur des moindres carrés ordinaires (MCO) par le biais du logiciel Eviews 8.0. Pour vérifier l'existence de la cointégration entre les variables intégrées de même

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

ordre, il faut exécuter le test de cointégration de Johansen, puis en cas de cointégration, passer à l'estimation d'un modèle à correction d'erreur, il s'agit ici de proposer dans un modèle intégré une représentation statique qui constitue une cible de long terme et une représentation dynamique de court terme. La décomposition de la variance et l'analyse impulsionnelle nous permettent d'analyser la dynamique du court terme entre les variables de notre fonction de production.

On présente dans cette section les tests de Dickey Fuller*, Phillips Perron. Les tests de Dickey Fuller augmenté permettent de déterminer si la série est stationnaire et dans le cas d'une non-stationnarité de quel type il s'agit : TS ou DS. Si la série étudiée est de type TS, il convient de la stationnarité par régression sur le temps et le résidu d'estimation est alors étudié selon la méthodologie de Box-Jenkins. Par contre, si la série étudiée est de type DS, il convient de la stationnarité par passage aux différences selon l'ordre d'intégration.

Une sélection de modèle sera faite finalement en tenant compte de différents critères qui permettent d'avoir des critères pertinents. Pour vérifier la validité du modèle, des tests sur les résidus sont ensuite effectués sur le modèle final.

L'échantillon est composé de l'Algérie, et est observés sur la période 1980-2014. Il s'agit donc des données dont la dimension temporelle.

3. L'estimation économétrique du modèle

• Détermination du nombre de retards du modèle

Le nombre de retard (lags) est sélectionné en spécifiant un modèle VAR (processus autorégressif), avec un maximum de retards pour chaque variable. Le choix du nombre de retard se base sur les critères AIC, BIC, HQ, et Le calcul des critères d'information pour des retards allant de 0 à 1 (nous n'allons pas plus loin compte tenu du faible nombre d'observations) donne les résultats suivants :

Tableau 25-4 : déterminer le nombre de retard modèle -1-

VAR Lag Order Selection Criteria
Endogenous variables: OUV IMPORT GDPP EXPORT
CROISSANCEPOP IDE TCR
Exogenous variables: C

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-352.2081	NA	9400310.	35.92081	36.26931	35.98884
1	-188.5648	196.3719*	137.3354*	24.45648*	27.24453*	25.00074*

* indicates lag order selected by the criterion

* Ce test est bien défini précédemment.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)

FPE: Final prediction error

AIC: Akaike information criterion

SC: Schwarz information criterion

HQ: Hannan-Quinn information criterion

Les critères d'information cherchent à minimiser le logarithme de la variance des résidus en tenant compte des pénalités additives basées sur la taille du modèle. En petit échantillon, les critères donnent toujours les résultats ordonnés suivants :

$$(\mathbf{BIC})(\mathbf{P}) \geq (\mathbf{HQ})(\mathbf{P}) \geq (\mathbf{AIC})(\mathbf{P})$$

Ce qui fait que le critère de Schwarz est celui choisit dans les modèles les plus parcimonieux. Le nombre de retard sélectionné selon le minimum des critères de (AIC, BIC, HQ) est « 1 » Nous allons donc procéder à la détermination de l'ordre d'intégration des variables à introduire dans l'estimation, lesquelles doivent avoir le même ordre d'intégration.

- **Test de stationnarité :**

En appliquant des tests statistiques de stationnarité (le test KPSS (Kwiatkowski & Phillips & Schmidt & Shin, 1992)) et/ou de non stationnarité, les tests ADF et PP (Phillips & Perron, 1988)), le premier test nous permet de tester l'hypothèse de la stationnarité, les derniers nous permettent de tester l'hypothèse des racines unitaires. L'utilisation de ces tests nous permet de distinguer les séries stationnaires des séries non stationnaires, et les séries dont les données ne fournissent pas assez d'informations.

Contrairement au test ADF qui prend en compte uniquement la présence d'autocorrélations dans les séries, le test de PP considère en plus de l'hypothèse de présence d'autocorrélations, une dimension d'hétéroscédasticité dans les séries. Ensuite, nous utilisons le test de cointégration de JOHANSEN pour examiner la relation d'équilibre de long terme. Le tableau (26-4) présente les résultats des tests ADF et PP pour les variables étudiées.

Tableau 26-4: Résultats du test de stationnarité modèle -1- :

Tests de racine unitaire: Dickey-Fuller & Phillips-Perron (1retards).*

variables	ADF test		PP test	
	Level	1st difference	Level	1st difference
OUV	-1.433543 (0.5544)	-4.554643 (0.0000)	-1.433543 (0.5544)	-4.472096 (0.0000)
PIBP	0.157671	-2.656466	0.388869	-6.836248

* Les valeurs entre parenthèses sont des probabilités.

*Les valeurs significatives des tests sont en gras.

*La valeur critique du seuil 5%.

**Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne :
Étude économétrique**

	(0.9617)	(0.0000)	(0.9770)	(0.0000)
IDE	-2.732943 (0.0861)	-6.581602 (0.0000)	-2.605510 (0.1083)	-12.35568 (0.0000)
IMPORT	-2.474217 (0.1304)	-7.420796 (0.0000)	-2.455436 (0.1350)	-18.45321 (0.0006)
EXPORT	-2.022062 (0.2599)	-5.494209 (0.0000)	-2.022062 (0.2757)	-16.59746 (0.0000)
CROISSPOP	-5.255378 (0.0005)	0.568577 (0.0000)	-1.614001 (0.4574)	-6.666733 (0.0001)
TCR	-4.007755 (0.0065)	-5.318411 (0.0000)	-3.768439 (0.0109)	-7.574616 (0.0000)

L'analyse de la stationnarité avec le test **ADF** et le teste de **PP** nous permet de déterminer l'ordre d'intégration, si la variable est stationnaire en niveau, c'est-à-dire son ordre d'intégration est zéro ; et si la variable admet une stationnarité en différence, c'est-à-dire l'ordre d'intégration peut aller de 1 à n. La comparaison des **T_y** calculés aux **T** lus ou des **LM** statistiques aux valeurs critiques indique que les séries des variables, et sont non stationnaires en niveau. Des tests similaires sur les différentes **1** de ces séries, indiquent qu'elles sont stationnaires.

Selon le **tableau 26-4**, Les résultats des tests de racine unitaire effectués révèlent que, l'investissement direct étranger (**IDE**), l'ouverture économique (**OUV**), importation(**import**), exportation (**export**), le taux de change réel (**TCR**) et la taille du marché (**PIBP**), la croissance de population (**CROISSPOP**), sont non stationnaires en niveau (level) ; mais après l'estimation des séries temporelles dans la 1ere différence (1stdifference), toutes les variables, sont devenues stationnaires au seuil de signification 5 %.

Donc, selon les résultats de la stationnarité, tous les variables de notre étude sont intégrés d'ordre **1**, il existe donc un risque de cointégration.

- **Test de cointégration de Johansen**

Après la confirmation que les séries chronologiques sont stationnaires et intégrées du même ordre (le même niveau), on peut conclure qu'il existe une relation de cointégration entre les variables explicatives et la variable endogène du modèle dans le long terme. Pour confirmer cette conclusion nous avons recours au test (JOHANSEN Cointegration test), le tableau 4 présente les résultats du test de cointégration de JOHANSEN.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Le tableau 27-4, présente les résultats du test de cointégration pour chaque série. Dans tous les cas, les statistiques de test sont inférieures à la valeur critique, et on ne rejette donc pas l'hypothèse nulle de non cointégration, $H_0 : \delta = 0$, à un niveau de signification de 5%.*

Tableau 27-4 : Test de cointégration de Johansen modèle -1-

Sample (adjusted): 1996 2014
 Included observations: 19 after adjustments
 Trend assumption: Linear deterministic trend
 Series: GDPP EXPORT CROISSANCEPOP IDE IMPORT OUV
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.974348	156.1123	95.75366	0.0000
At most 1 *	0.860288	86.51310	69.81889	0.0013
At most 2 *	0.726920	49.11782	47.85613	0.0379
At most 3	0.493495	24.45604	29.79707	0.1818
At most 4	0.328358	11.53184	15.49471	0.1808
At most 5 *	0.188531	3.969269	3.841466	0.0463

Trace test indicates **3 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level**

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Le test de JOHANSEN a donné deux valeurs de probabilités inférieures au seuil de signification de 5%, nous rejetons donc les hypothèses nulles [$H_0: R=0$ et $R \leq 1$]. Tandis que la probabilité de l'hypothèse nulle [$H_1: R \leq 2$] est supérieure au seuil de signification 5%, c'est-à-dire nous rejetons l'hypothèse alternative. Cela veut dire qu'il existe trois relations de cointégration entre les variables explicatives (indépendantes) et la variable endogène du modèle dans le long terme. Ce test permet de déterminer le nombre de relations de cointégration ; cependant il n'indique pas les variables cointégrées.

* Sous H_0 , la régression est illusoire puisqu'on teste un résidu et non pas une variable. La statistique ne suivant pas la loi de DF, il faut utiliser différentes valeurs critiques qu'on peut retrouver dans l'étude de MacKinnon (1991)

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

✓ Stationnarité du résidu

Nous n'avons pas de régression fallacieuse lorsque les variables du modèle sont cointégrées c'est-à-dire lorsque toutes les variables sont stationnaire e intégrés d'ordre 2, il faut appliquer le test de stationnarité du résidu, afin d'effectuer des tests spécifiques (MCOM)* .

Tableau 28-4 : résultats des tests de stationnarité du résidu modèle -1-

variables	ADF test		PP test	
	Level	1st difference	Level	1st difference
résidu	-3.905668 (0.0051)	-6.639321 (0.0000)	-3.836668 (0.0061)	-14.21915 (0.0000)

Source : Calculé par l'auteur en utilisant Eviews 8.0.

Les deux testes de stationnarité indiquent que le résidu est stationnaire en niveau et même en deuxième différence.

Nous pouvons alors estimer un modèle appelé Moindre carré ordinaire modifié (FMOLS).

Il apparaît ainsi important tant sur le plan de l'estimation que sur celui de l'inférence de corriger ce biais d'endogénéité de long terme. La méthode des Fully Modified est une des méthodes qui permet de corriger ce biais.

✓ L'estimation du modèle par la méthode des Moindres Carres Ordinaires Modifier (MCOM)

L'estimation de l'équation (1) par la méthode MCOM nous a donné les résultats suivants :

$$\text{OUV} = 0.977309520388 * \text{IMPORT} + 0.237085289587 * \text{IDE} + 0.000140389438749 * \text{GDPP} + 1.03543964772 * \text{EXPORT} + 1.14303690642 * \text{CROISSANCEPOP} + 0.0125688040556 * \text{TCR} - 2.24461442437$$

* Moindre carré ordinaire modifié identifiée précédemment.

**Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne :
Étude économétrique**

Tableau 29-4 : L'estimation du modèle par la méthode des Moindres Carres Ordinaires Modifié (MCOM) modèle -1-

Dependent Variable: OUV

Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)

Sample (adjusted): 1995 2014

Included observations: 20 after adjustments

Cointegrating equation deterministics: C

Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth
= 3.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IMPORT	0.977310	0.020883	46.79919	0.0000
IDE	0.237085	0.119427	1.985192	0.0686
GDPP	0.000140	6.03E-05	2.328218	0.0367
EXPORT	1.035440	0.010497	98.64401	0.0000
CROISSANCEPOP	1.143037	0.426122	2.682416	0.1188
TCR	0.012569	0.009502	1.322699	0.2087
C	-2.244614	1.045785	-2.146345	0.0513
R-squared	0.999306	Mean dependent var		62.90000
Adjusted R-squared	0.998986	S.D. dependent var		8.434890
S.E. of regression	0.268616	Sum squared resid		0.938007
Durbin-Watson stat	2.800982	Long-run variance		0.038270

La source : Calculée par l'auteur en utilisant Eviews 8.0.

4. L'analyse économétrique des résultats

Le tableau n°29-4 donne les résultats des estimations sur la période 1994-2014. La variable expliquée est l'ouverture économique globale mesurée par les investissements directs étrangers en % du PIB. Les variables explicatives comprennent des déterminants structurels de l'ouverture et trois variables de politique commerciale : la part des exportations et des importations dans le PIB (en %.), le taux de change effectif réel.

Toutes les estimations sont faites avec les moindres carrés ordinaires modifier. Les tests standards **de Fisher, de Ramsey** (la normalité des résidus), confirment la validité du modèle.

A partir des résultats obtenus, nous pouvons dire que l'ouverture économique influe positivement sur les variables macroéconomiques et l'économie algérienne de façon générale ; cependant les résultats de cette estimation montrent que :

- ✓ . De même, les résultats trouvés à partir de l'estimation du modèle de cette étude par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires modifier (MCOM), indiquent que le coefficient de corrélation est assez fort ($R^2= 0.99$), cela montre l'existence d'une relation assez forte entre les variables explicatives et la variable expliquée de notre modèle. Pour sa part, alors que la valeur de coefficient (Durbin Watson stat) est supérieure de 2.8, la satisfaction des résultats obtenus compte tenue de la preuve que la régression estimée n'est pas fallacieuse. En effet il est logique que le taux de l'ouverture économique augmente lorsque l'effectif croît ou lorsque l'économie se dote de capital supplémentaire.
- ✓ Au seuil de signification de 5%, le paramètre fixe (c_0) affecte significativement et positivement sur l'ouverture économique.

5. Interprétation et discussion économique des résultats économétriques

- ✓ Pour chacun des paramètres de l'équation, les coefficients ont les signes attendus. Le niveau de population a un signe négatif sur l'ouverture confirmant l'hypothèse selon laquelle une population nombreuse se caractérise par une absence de spécialisation (ou de travail qualifié).
- ✓ On peut constater, que la variable **PIBPP** qui représente la taille du marché affecte positivement et significativement l'ouverture économique ; Ces résultats démontrent que la taille de marché mesurée par le PIB par habitant en Algérie favorise l'ouverture, cela est dû à l'augmentation excessive des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux et des recettes réalisées durant ces dernières années.
- ✓ Le **TCR** en revanche, affecte positivement et n'est pas significatif avec **l'ouverture**. La dévaluation du dinar algérien a eu un impact direct sur les prix dans notre économie du marché cela s'est traduit par une augmentation des prix et d'une baisse directe du pouvoir d'achat des ménages et de leurs dépenses.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

- ✓ En termes de commerce international, la variable **importation et l'exportation** sont significative et positive avec **l'ouverture économique**. Ces résultats démontrent que le commerce international en Algérie favorise l'ouverture. A travers cette analyse, visiblement, le taux d'internationalisation a suivi celui de l'effort à l'exportation dans sa fluctuation. A chaque fois que ce dernier tend à la hausse ou à la baisse, le deuxième sera tiré vers le haut ou vers le bas par le mouvement du premier. Le taux d'effort à l'exportation en tant que composant de l'indicateur d'internationalisation, l'a avoisiné et même dépassé dans les années : 2000, 2005, 2006, 2007. Expliqué par le fait que les exportations représentaient plus que le double des importations dans cette période. Le constat qu'on peut tirer de l'analyse du degré d'internationalisation de l'économie algérienne est : Par rapport à la taille du marché algérien, les échanges algériens sont suffisamment ouverts sur l'étranger. c'est ce qui explique que l'économie algérienne n'est pas son manque d'insertion dans l'économie mondiale, mais c'est la nature de cette dernière. Ces indicateurs dépendent toujours des recettes des hydrocarbures alors que ces résultats positifs du modèle ne sont pas comparables dans le temps ... la diminution du prix relatif des biens échangeables par rapport aux biens non échangeables due à la baisse tendancielle du prix des matières premières.
- ✓ En dernier ressort, l'ouverture (Ouv) permet de mesurer l'importance des échanges. Cette variable est faiblement significative, se signifie que la plupart des investissements réalisés sont concentrés dans le secteur des hydrocarbures au détriment des autres secteurs d'activités qui essaient de se faire une place. Les flux d'IDE en Algérie se sont concentrés dans un nombre limité de secteurs, notamment les hydrocarbures. Les accords d'association n'ont pas changé la structure des échanges algériens. Contrairement à ce qu'on attendait. En Algérie, vu les secteurs ciblés par l'investissement, les exportations et plus généralement le taux d'ouverture a un impact faible sur les IDE. Au final, le seuil critique d'ouverture n'est pas encore atteint.

Lorsque l'IDE est orienté à l'export, alors une économie ouverte est vraisemblablement plus attractive, car les restrictions au commerce extérieur augmentent les coûts de transaction associés aux exportations (**Chakrabarti 2001, Noorbakhsh et al. 2001, Asiedu 2002**). Notre analyse économétrique a révélé que parmi les six déterminants retenus dans ce modèle, quatre d'entre eux sont des déterminants de l'ouverture. Les déterminants retenus confortent fortement les intuitions théoriques de cette thèse. Il serait plus intéressant de mesurer dans un autre modèle l'impact de l'ouverture économique sur la croissance économique en Algérie.

Pour ce faire, nous proposons de garder les IDE, l'importation et l'exportation comme déterminant de l'ouverture et d'ignorer la croissance de population, le taux de change réel, le PIB par habitant et on va introduire d'autre variable qui peut favoriser la croissance économique. Nous retrouvons alors avec un deuxième modèle, l'étude de l'ouverture économique en Algérie sera approfondie dans le modèle suivant.

II. le rôle de l'ouverture à travers les IDE dans la croissance ; estimation économétrique

1. La présentation du modèle empirique

Le modèle se base sur la fonction de production générale où l'hypothèse des rendements constants à l'échelle est introduite. Le PIB (Y) est représenté comme une fonction du capital (K), de la main-d'œuvre (L) et du changement technologique (T).

A partir des travaux théoriques et des diverses études empiriques sur la fonction de production, nous allons faire appel à trois variables susceptibles d'affecter la croissance économique en Algérie. Les facteurs (ou agrégats économiques) retenus dans l'analyse sont : le produit intérieur brut en %(PIB%), les investissements direct étranger(IDE) et le capital humain.

La croissance économique se propose de déceler les principaux facteurs de production qui, selon différentes combinaisons sont appelés à assurer une croissance constante et soutenue des principaux agrégats économiques à long terme. Selon Pearce¹³, Bannock, Baxter et Davies¹⁴, la théorie de la croissance concerne l'étude de la croissance des économies, par la construction des modèles qui comporte des variables telles que :

$$Y = f(K, L, T).....(2)$$

Le capital humain est inclus dans la fonction, car comme Lucas (1988) l'a mentionné, il peut être une alternative à l'amélioration technologique et il peut mener à une croissance de long terme, même en l'absence de progrès technologique. Barro et Sala-i-Martin (1995) accordent également beaucoup d'importance à la force de travail, puisque l'investissement dans l'éducation et le capital humain augmente les qualifications et permettent d'accroître l'efficacité dans la production à travers le développement de nouvelles technologies.

En se basant sur la nouvelle théorie de la croissance qui considère le changement technologique comme endogène, on peut remplacer la variable T par les investissements directs étranger :

$$T = f(IDE)..... (3)$$

Où IDE est la variable endogène du modèle, elle représente l'investissement direct étranger en % du PIB. Cette variable mesure les afflux nets d'IDE en pourcentage du pays d'accueil,

Pour un pays plus impliqué dans le commerce international, l'occasion se présentera d'importer des biens et des intrants intermédiaires essentiels à sa croissance, mais dont la production domestique est impensable à cause des coûts élevés que cela peut entraîner, du principalement au manque de technologies ou à une main-d'œuvre non qualifiée. Les nouvelles technologies introduites par l'entremise de ses nouvelles importations seront incorporées dans la production nationale, et la productivité en sera augmentée. De plus, le renforcement de la concurrence obligera les firmes domestiques à innover et à fonctionner de

¹³ Pearce, D.W., The MIT dictionary of modern economics, 4th edition, The MIT press, Cambridge, 1992, P. 179.

¹⁴ Achour Tani Yamna, L'analyse de la croissance économique en Algérie, THESE De Doctorat en Sciences, Faculté des Sciences Economiques Commerciale et des Sciences de Gestion, université de Tlemcen, 2013-2014, page 162-163

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

façon plus efficace. Tous ces éléments ne peuvent qu'avoir un effet bénéfique sur la croissance économique du pays, et venir justifier l'introduction de la variable IDE.

¹⁵

L'effet de l'ouverture économique sur la croissance économique est mesuré par trois variables : les investissements directs étrangers, les exportations et les importations*. Comme les trois indicateurs sont des valeurs prédites*, deux procédures sont suivies, d'une part, l'effet de l'ouverture économique a travers les IDE et l'ouverture commerciale est instrumentée pour mesurer cet effet qui passe par d'autres facteurs explicative d'autre part. L'équation générale du modèle prend donc la fonction du production suivante:

$$\text{PIB} = f(\text{IDE}, \text{IMPORT}, \text{EXPORT}, \text{INF}, \text{IDUC}, \text{FBCF}, \text{M2}) \dots (4)$$

Ou ;

PIB : la croissance du produit intérieur brut

IDE : l'investissement direct étranger

IMPORT : les importations en %

EXPORT: les exportation en %;

INF: l'inflation;

IDUC: Inscriptions à l'école secondaire;

FBCF: la formation brute du capital fixe;

M2: la masse monétaire.

- **La présentation des variables**

- La variable endogène

- **Le produit Intérieur Brut par habitant :**

Le PIB par habitant se calcule en divisant la valeur du PIB par le nombre d'habitants d'un pays. Alors que le produit intérieur brut sert souvent d'indicateur de l'activité économique d'un pays, le PIB par habitant sert d'indicateur du niveau de vie des habitants et donc :

Du niveau de développement d'un pays.

Il donne une valeur indicative du pouvoir d'achat. Cependant, ce chiffre n'est qu'une moyenne qui ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein d'une population. Le PIB/habitant n'est pas non plus un indicateur de la qualité de la vie (qui peut être mesurée plus précisément par d'autres indicateurs, comme l'indice de développement humain ou IDH).

Le choix de cet agrégat est fait en se conformant à certains usages, motivés du reste par la théorie économique et qui stipulent que l'indicateur utilisé doit être proche de la valeur ajoutée. Nous utiliserons donc cet agrégat comme indice développement économique.

¹⁵ M. Leonard Dudley, Nadia Lemzoudi, L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest, article publié dans une revue économique, Université de Montréal, Département de Sciences Économiques, décembre 2005.

* Les variables liées au commerce international

* Les déterminants de l'ouverture économique les plus significatifs, résultat du premier model.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

➤ Les variables exogènes :

▪ Les investissements directs étrangers:

L'IDE représente les flux nets des investissements directs étrangers localisés en Algérie en fonction du produit intérieur brut. Les IDE est défini à son tour comme l'investissement d'un pays à l'étranger est l'exportation de capitaux dans un autre pays afin d'y acquérir ou créer une entreprise ou encore d'y prendre une participation (le seuil est de 10% des votes). Le but est d'acquérir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Dans le World Development Indicators de la Banque Mondiale, le flux d'IDE est calculé par la somme des apports en capitaux et en nature, des profits réinvestis et des autres flux de capitaux à long terme. Or, l'ouverture d'un pays ne se limite pas à ses échanges internationaux. Elle se caractérise aussi par sa capacité d'accueil des firmes multinationales étrangères en accordant des avantages notamment fiscaux et administratifs. Ces firmes peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Ainsi, pour tenir compte de l'ensemble des canaux par lesquels l'ouverture peut affecter la croissance économique, il nous paraît nécessaire de rajouter les IDE dans notre équation de croissance. Leur effet positif a été démontré par plusieurs auteurs comme Borensztein, De Gregorio et Lee (1995) par exemple. Cette variable sera représentée par le taux de croissance du flux net de l'investissement direct étranger.

▪ Les importations :

L'importation est le taux moyen d'importation internationale mesurée par rapport au PIB ; se définis comme une entrée dans un pays de biens ou services provenant d'un autre pays. Ces marchandises peuvent être : des biens matériels et stockables et des services (biens immatériels non stockables). Les importations ont un effet impact négatif sur le PIB par tête.

▪ Les exportations :

L'exportation mesure le taux moyen d'exportation internationale mesurée par rapport au PIB ; se définis comme une action de vendre à l'étranger une partie de la production de biens ou de services d'un ensemble économique, pays ou région. C'est un terme miroir de celui d'importation, étant donné qu'une vente du pays A au pays B est la même opération qu'un achat du pays B au pays A.

Plusieurs économistes (**Feder (1983), Harisson (1996) et Edwards (1998)**...) utilisent les exportations ou alternativement les importations pour mesurer l'effet de l'ouverture sur la croissance économique l'effet positif des exportations et des IDE sur la croissance a été développé tout au long de la littérature. **Le signe attendu est positif.**

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Ainsi les variables retenues dans ce modèle sont :

- **L'inflation :**

Cette variable mesure le taux d'inflation en Algérie et représente le taux de variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation. L'inflation désigne une hausse généralisée des prix des biens et services, sur une période donnée. On parle également de hausse du coût de la vie, ou de baisse du pouvoir d'achat. En Algérie, on mesure l'inflation avec l'indice des prix à la consommation, qui représente lui-même une moyenne de plusieurs variations des coûts de produits spécifiques. On parle d'inflation lorsque la moyenne de tous ces regroupements conjoncturels fait ressortir une hausse des prix. Certaines hausses peuvent être compensées par la baisse d'autres secteurs ; dans ce cas, il n'y a pas d'inflation. Le contraire de l'inflation est la déflation. **Il est attendu pour cette variable un signe négatif**, ceci est confirmé par [Schneider et Frey (1985), Yung et al. (2000) et Urata et Kawai (2000) et par Ngouhouo (2005)]

- **Le capital humain: Inscriptions à l'école secondaire (% brut):**

Le taux brut d'inscription est le ratio d'inscriptions totales, peu importe l'âge, par rapport à la population du groupe d'âge qui correspond officiellement à un niveau d'éducation. L'enseignement secondaire complète la prestation de l'éducation de base entreprise au niveau primaire et il est destiné à poser les bases de l'éducation permanente et du développement humain en offrant une instruction axée davantage sur certains sujets ou certaines compétences et dispensée par des enseignants plus spécialisés.

Cet indicateur de capital humain retenu par les auteurs est le nombre d'années d'études secondaires de la population masculine de plus de 25 ans. Cet indicateur était construit par Barro et Lee (1993). Cette mesure est considérée comme la plus significativement corrélée à la croissance (Barro et Lee, 1994).

- **Le développement financier: la masse monétaire:**

La masse monétaire d'un pays ou d'une zone économique est l'ensemble des moyens de paiement en circulation susceptibles d'être convertis en liquidités. M2 est une variable mesurant le niveau du développement et l'évolution du système financier domestique celle-ci est calculée par la masse monétaire M2 en % du PIB réel. L'impact attendu de cette variable est positif.

- **La formation brute du capital fixe (FBCF):**

La formation brute de capital fixe (FBCF) qui désigne les investissements domestiques définis comme la formation brute de capital fixe. Elle est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. L'impact attendu de cette variable est positif.

- ✓ **Spécification du modèle**

Après avoir retenue ces variables et en tenant compte du cadre théorique, le modèle à estimer devient:

$$\text{PIBPH} = \alpha_j + \beta_1 \text{ide} + \beta_2 \text{import} + \beta_3 \text{export} + \beta_4 \text{fbcf} + \beta_5 m_2 + \beta_6 \text{inf} + \varepsilon_{j,t} \dots \dots \dots (5)$$

Toutes ces séries sont extraites dans la base de données World Development Indicators 2014 de la Banque Mondiale. Le modèle est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires modifier (MCOM), La série couvre la période du 1980 à 2014. On considère cette série comme proxy pour la croissance économique Algérienne.

Il sera testé les conditions d'application des MCOM notamment la stationnarité des variables, l'absence de colinéarité entre les variables explicatives, et stationnarité des résidus.

La disponibilité des données annuelles a permis de prendre cette période d'étude, ce qui correspond à 35 observations. Le choix de cette période a été fait, d'une part, dans le but de capter le phénomène de la croissance en Algérie. Et d'autre part, il est judicieux que la période étudiée capte les effets du plan d'ajustement structurel réalisé en 1994 , l'accord de libre échange signé en 2001 et les plan de relance 2001/2014 . Toutes les variables économiques de l'étude proviennent du **WDI**, mis à part la variable « capital humain » relative au taux de scolarisation, qui provient de la base de données de **Barro-Lee (2000)**,

« Educational Attainment of the Total Population aged 15 and over ». Les variables institutionnelles sont toutes extraites de la base de donnée.

Toutes les variables économiques de l'étude proviennent du WDI, mis à part la variable « capital humain » relative au taux de scolarisation, qui provient de la base de données de Barro-Lee (2000), « Educational Attainment of the Total Population aged 15 and over ».

2. L'estimation économétrique du modèle

Dans cette partie, il est d'usage de considérer l'intérêt des tests de racine unitaire selon trois perspectives: descriptives, explicatives et analytiques, dans le cadre de traitement des variables. Nous suivons la stratégie des tests de racine unitaire expliquée par BOURBONNAIS¹⁶. Cette stratégie empirique permet de vérifier si les processus générateurs sont stationnaires ou au contraire s'il est nécessaire de les stationnariser et quelle est alors la méthode appropriée.

Plusieurs variables seront traitées selon la méthodologie adoptée. Il y aura des variables endogènes et d'autres exogènes comme on a cité qui feront l'objet des séries économiques de la partie suivante de cette étude empirique.

¹⁶ Régis Bourbonnais, Économétrie - 7e édition, Dunod, 2009, page 210.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

En résumé, cette partie représente la première étape primordiale de la phase de modélisation qui consiste à déterminer un environnement bien stationnaire. Une fois cette phase achevée, on passe à la modélisation économétrique dans la partie suivante.

- **Détermination du nombre de retards du modèle**

Le nombre de retard (lags) est sélectionné en spécifiant un modèle VAR, et Le calcul des critères d'information pour des retards allant de 0 à 1 (nous n'allons pas plus loin compte tenu du faible nombre d'observations) donne les résultats suivants :

Tableau 30-4 : nombre de retards modèle-2-

VAR Lag Order Selection Criteria

Endogenous variables: GDPP EXPORT EDUC GFCF IDE1 IMPORT INF M2

Exogenous variables: C

Sample: 1980 2014

Included observations: 33

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-951.9068	NA	2.55e+15	58.17617	58.53896	58.29824
1	-716.2847	342.7230	8.66e+10	47.77483	51.03994*	48.87344
2	-626.0533	87.49712*	3.78e+10*	46.18505*	52.35247	48.26020*

* indicates lag order selected by the criterion

LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)

FPE: Final prediction error

AIC: Akaike information criterion

SC: Schwarz information criterion

HQ: Hannan-Quinn information criterion

Source : Résultats obtenus avec le logiciel Eviews 8.0

Le nombre de retard sélectionné selon le minimum des critères de (AIC, BIC, HQ) est « 2 » Nous allons donc procéder à la détermination de l'ordre d'intégration des variables à introduire dans l'estimation, lesquelles doivent avoir le même ordre d'intégration.

- ✓ **Test de stationnarité**

Pour vérifier cela sur les variables de ce modèle, nous avons appliqué les tests de racine unitaire de **Dickey-Fuller augmenté** et **Phillips Perron** présentés précédemment. Ce dernier prend en compte une possible corrélation sérielle d'ordre élevé dans les premières différences en utilisant une correction non paramétrique, et il est souvent considéré comme étant plus puissant que le test ADF, surtout pour des échantillons de petite taille.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Nous avons commencé d'abord par tester l'hypothèse nulle de racine unitaire sur chaque série au niveau après en différence première. Si l'hypothèse nulle n'est rejetée, nous testons ensuite, l'hypothèse nulle de racine unitaire sur les séries. Cette méthode a été appliquée pour chaque série du modèle.

Les résultats obtenus sont issus des tests **ADF** et **PP** sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 31-4: Résultats du test de stationnarité modèle-2- :

Tests de racine unitaire: Dickey-Fuller & Phillips-Perron.

variables	ADF test		PP test	
	Level	1st difference	Level	1st difference
PIBP	1.37982	-2.78017	2.23364	-2.683331
	0.9985	(0.0000)	0.9999	(0.0000)
IDE	-2.029925	-6.812544	-2.019048	-8.01698
	0.2733	(0.0000)	0.2777	(0.0000)
IMPORT	-2.47427	-6.167756	-2.45545	-6.076898
	0.1304	(0.0000)	0.1356	(0.0000)
EXPORT	-1.560237	-5.361116	-5.279990	-5.27990
	0.4915	(0.0001)	0.4915	(0.0000)
FBCF	-2.75639	-5.906304	-2.80428	-5.906304
	0.0753	(0.0000)	0.0682	(0.0000)
INF	-3.69539	-6.66070	-3.695397	-15.7283
	0.00087	(0.0000)	0.00087	(0.0000)
M2	-1.446093	-4.56243	-1.64210	-4.575328
	0.5482	(0.0009)	0.4507	(0.0000)

Source : Résultats obtenus avec le logiciel Eviews 8.0 .

*Les valeurs significatives des tests sont en gras, La valeur critique du seuil 5%, Les valeurs entre parenthèses sont des probabilités.

Ainsi, toutes les variables du modèle sont stationnaires. L'estimation se fait donc entre la variable dépendante et les variables explicatives. A partir du **tableau 31-4**, Les résultats des tests de racine unitaire effectués révèlent que, le produit intérieure brut par habitant (**PIBPP**), l'investissement direct étranger (**IDE**), l'importation (**IMPORT**), l'exportation (**EXPORT**), le développement financier (**M2**), l'inflation (**INF**) et la formation brute du capitale fixe (**FBCF**) sont non stationnaires en niveau (level) ; mais après l'estimation des séries temporelles dans la 1ère différence (1st difference), toutes les variables, sont devenues stationnaires au seuil de signification 5 %.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

- **Test de cointégration de Johansen**

L'analyse de la cointégration permet donc d'identifier la relation véritable entre les variables en recherchant l'existence de vecteur de cointégration et en éliminant son effet, le cas échéant. Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre. Si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Après la confirmation que les séries chronologiques sont stationnaires et intégrées du même ordre (**ordre 1**), on peut conclure qu'il existe une relation de cointégration entre les variables explicatives et la variable endogène du modèle dans le long terme. Pour confirmer cette conclusion nous avons recours au test (JOHANSEN Cointégration test), le tableau suivant présente les résultats du test de cointégration de JOHANSEN.

Tableau 32-4 : test de cointégration de Johansen modèle-2-

Sample (adjusted): 1982 2014
Included observations: 33 after adjustments
Trend assumption: Linear deterministic trend
Series: GDP EXPORT EDUC GFCF IDE1 IMPORT INF M2
Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.934344	261.3925	159.5297	0.0000
At most 1 *	0.836958	171.5228	125.6154	0.0000
At most 2 *	0.664256	111.6692	95.75366	0.0026
At most 3 *	0.572938	75.65279	69.81889	0.0159
At most 4	0.425602	47.57556	47.85613	0.0531
At most 5	0.376257	29.27929	29.79707	0.0573
At most 6	0.236638	13.70271	15.49471	0.0915
At most 7 *	0.135160	4.791962	3.841466	0.0286

Source : Résultats obtenus avec le logiciel Eviews 8.0 .

Trace test indicates 4 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Le tableau 32-4 présente les résultats du test de cointégration pour chaque série.

On va tester ensuite le rang de la matrice égal 1 ($R=1$) soit $H_0, R=1$ contre $H_1 > 1$.

La trace $2 = 111.6692$ est supérieure à la valeur critique lue dans le tableau (95.75366), on rejette H_0 , le rang de la matrice n'est pas 1.

Dans tous les cas, les statistiques de test sont supérieures à la valeur critique, et on rejette donc l'hypothèse nulle de cointégration, $H_0 : \delta = 0$, à un niveau de signification de 5%. Tandis que la probabilité de l'hypothèse nulle [$H_1 : R \leq 2$] est supérieure au seuil de signification 5%, c'est-à-dire nous rejetons l'hypothèse alternative. Cela veut dire qu'il existe quatre relations de cointégration entre les variables explicatives (indépendantes) et la variable endogène du modèle dans le long terme.

Ce test permet de déterminer le nombre de relations de cointégration ; cependant il n'indique pas les variables cointégrées.

✓ Stationnarité du résidu

Nous n'avons pas de régression fallacieuse lorsque les variables du modèle sont cointégrées c'est-à-dire lorsque toutes les variables sont stationnaires et intégrées d'ordre 1, il est nécessaire d'appliquer le test de stationnarité du résidu, afin d'effectuer des tests spécifiques (MCOM)*

Tableau 33-4 : résultats des tests de stationnarité du résidu modèle-2-

variables	ADF test		PP test	
	Level	1st difference	Level	1st difference
résidu	-6.479426 (0.0000)	-12.31890 (0.0000)	-6.525075 (0.0000)	-37.16482 (0.0000)

Source : Calculé par l'auteur en utilisant Eviews 8.1.

- Nous n'avons pas de régression fallacieuse lorsque les variables du modèle PIBP, IDE, EXPORT et IMPORT sont cointégrées c'est-à-dire lorsque l'on a $PIBP-IDE-EXPORT-IMPORT - FBCF-EDUC - C = \varepsilon_{t1} > I(0)$ Alors que toutes ces variables est supérieure à $I(1)$.
- Les deux tests de stationnarité indiquent que les résidus sont stationnaires en niveau et même en première différence.
- Les variables sont stationnaires et cointégrées à long terme.
- Nous pouvons alors estimer un modèle appelé Moindre carré ordinaire modifié (FMOLS).

* Moindre carré ordinaire modifié

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

- **L'estimation du modèle par la méthode des Moindres Carres Ordinaires Modifié (MCOM)**

L'objectif de ce modèle est, d'une part de retirer la relation commune de cointégration (la tendance commune), d'autre part, de rechercher la liaison réelle entre les variables.

Tableau 34-4 n : résultats d'estimation modèle-2-

Dependent Variable: GDPP

Method: Fully Modified Least Squares (FMOLS)

Sample (adjusted): 1981 2014

Included observations: 34 after adjustments

Cointegrating equation deterministic: C

Long-run covariance estimate (Bartlett kernel, Newey-West fixed bandwidth = 4.0000)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
EXPORT	111.2456	10.68955	10.40695	0.0000
EDUC	83.85191	4.691780	17.87209	0.0000
GFCF	31.55082	19.81447	1.592312	0.1234
IDE1	96.40862	199.7968	0.482533	0.6335
IMPORT	11.13523	28.02483	0.397335	0.6944
INF	-17.97027	7.876213	-2.281588	0.0309
M2	15.80377	7.359150	2.147499	0.0412
C	-2436.349	675.3743	-3.607405	0.0013
R-squared	0.974839	Mean dependent var		8538.742
Adjusted R-squared	0.968064	S.D. dependent var		2630.565
S.E. of regression	470.0958	Sum squared resid		5745741.
Durbin-Watson stat	1.456346	Long-run variance		174839.0

Source :

Le coefficient de détermination (R^2) fait partie des meilleurs critères utilisés pour juger le niveau de spécification d'un modèle. IL est obtenu à partir des relations suivantes:

$$R^2 = \text{SCE}/\text{SCT} = 1 - \text{SCR}/\text{SCT}.$$

Où:

- ✓ **SCT** est la somme des carrés totale et elle représente la variabilité totale d'un phénomène.
- ✓ **SCE** est la somme des carrés expliqués et elle représente la variabilité expliquée par le modèle.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

- ✓ **SCR** est la somme des carrés des résidus et elle représente la variabilité du phénomène hors portée du modèle, c'est-à-dire, non expliquée par le modèle.

Dans une étude économétrique, plus notre coefficient de détermination est proche de **1**, plus notre modèle est bien spécifié et plus notre ajustement est meilleur. En effet, plus notre modèle est proche de **1**, plus la variabilité expliquée (SCE) est proche de la variabilité totale (SCT), et en même temps, plus la variabilité des résidus (SCR) est minime **1**.

Dans ce cadre on va s'intéresser à la significativité du modèle et à celle des paramètres. Le résultat des estimations économétriques donne les informations suivantes:

- ✓ Le modèle sous cette forme nous permettra de mesurer l'impact sur les valeurs présentes d'une innovation (ou de choc). Le modèle dynamique, s'écrit comme suit :

$$\text{GDPP} = 111.245603817 * \text{EXPORT} + 83.8519079605 * \text{EDUC} + 31.5508203502 * \text{GFCF} + 96.4086200307 * \text{IDE1} + 11.1352317917 * \text{IMPORT} - 17.970270866 * \text{INF} + 15.8037675412 * \text{M2} - 2436.34876095$$

3. L'analyse économétrique des résultats :

- ✓ Au seuil de signification de 5%, le paramètre fixe (c) affecte significativement et négativement sur la croissance économique.
- ✓ La statistique ajustée (0.96) « Adjusted R-squared » reflète mieux la vraie performance de l'équation ou fonction de comportement du modèle. Le R-carré ajusté tente d'annuler le biais induit par l'ajout des variables explicatives. La statistique R-carré ajustée augmente avec le pouvoir explicatif du modèle et diminue avec les pertes en degré de liberté.
- ✓ Le modèle montre que ($R^2=0.97$) de la croissance du PIB réel par tête est expliquée par les fluctuations des variables explicatives considérées. Le modèle semble alors satisfaisant et globalement significatif qui montre l'existence d'une relation assez forte entre les variables explicatives et la variable expliquée de notre modèle.

4. Interprétation et discussion économique des résultats économétriques:

D'après les résultats empiriques de l'étude, on peut dire que notre modèle est bien spécifié, et par conséquent, on peut aborder l'interprétation économique des résultats qu'on a obtenus. Ces résultats sont parfaitement compatibles avec la réalité de l'économie algérienne.

On a remarqué que les exportations et le capital humain (éducation) ont une influence significative sur la croissance du PIB; C'est-à-dire qu'ils sont les principales sources de la croissance économique en Algérie.

▪ **Le rôle des exportations dans la croissance**

Concernant le rôle des **exportations** dans la croissance du PIB algérien, ils ont un impact positif très significatif sur la Croissance. Les exportations permettent aux pays comme l'Algérie d'obtenir des devises pour financer les importations d'un côté et incitent les

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

entreprises exportatrices à être compétitives, en utilisant une meilleure technologie, et à être plus productif du fait qu'il doit s'adapter aux normes internationales et faire face à la concurrence étrangère. Sachant que l'économie Algérienne est une économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures. Celles-ci étaient toujours le pivot de l'économie algérienne puisqu'elle représentait toujours plus de 95% des exportations et plus de 90% des recettes budgétaires du pays. Cet effet positif sur la croissance économique est irréaliste, puisque elle reflète l'augmentation des exportations des hydrocarbures et non pas l'augmentation des produits et services. Cette réalité, nous permet de ne pas faire tromper sur la performance économique réalisée en Algérie ces dernières années.

▪ Le rôle des importations dans la croissance économique:

Les **importations** ont un impact positif et non significatif sur la croissance. Les importations constituent une menace pour la production domestique. Dès lors, les emplois sont menacés dans les entreprises locales qui font face à des problèmes de productivité. En effet, les pays en voie de développement disposent d'un niveau négligeable en recherche et développement. L'ouverture leur permet d'accéder au savoir et aux connaissances étrangères plus particulièrement par le biais de l'importation des biens étrangers nécessaires dans le processus de leur production tels que les biens d'équipement et les biens intermédiaires.

▪ Le rôle des IDE dans la croissance économique:

Les **IDE**, ils ont un impact positif mais peu significatif sur la croissance du PIB réel par habitant en ce sens que les investissements observent un certain délai avant d'être rentabilisés. Aussi, l'installation des firmes multinationales dans les pays en voie de développement est favorable dans la mesure où elle augmente la concurrence et incite les entreprises domestiques à améliorer leurs technologies et réaménager leurs méthodes de gestion et d'organisation d'une part. D'autre part, elle permet de transférer la technologie étrangère vers le pays et stimuler les entreprises domestiques. Par ailleurs, les firmes multinationales participent à la diminution du chômage dans les pays en voie de développement en embauchant des travailleurs qualifiés et non qualifiés. Donc Selon la théorie de la croissance endogène, les investissements directs étrangers peuvent avoir un impact considérable sur la croissance économique et ce via différents canaux.

Les résultats trouvés par Alaya (2000) vont dans la même direction. Dans son modèle il trouve que les IDE sont statistiquement non-significatifs pour la croissance en Tunisie. Morisson et Talbi (1996), ont testé l'effet des IDE sur la croissance de la Productivité Globale des Facteurs (PGF) en Tunisie sur une période s'étalant de 1962 à 1990. Ils trouvent, de même, que les IDE n'ont pas contribué à la hausse de la PGF et cela est dû à leur faible valeur ajoutée notamment technologiques.

Nos modèles et notre essai économétrique aussi ont montré que les investissements directs étrangers n'ont pas vraiment un effet significatif sur la croissance du PIB en Algérie, **alors comment peut-on expliquer cette contradiction?**

Tout d'abord, il n'y a aucune contradiction entre la théorie et notre étude empirique. En fait, et selon notre modèle, le coefficient des investissements directs étrangers a un signe positif ce qui signifie qu'il y a une corrélation positive entre les investissements directs étrangers et le PIB; Néanmoins, c'est l'impact de ces investissements qui est faible et loin d'être significatif.

Dans ce cas le problème ne concerne pas la théorie mais il concerne d'une part le

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

niveau d'attractivité de l'économie algérienne. Les investissements directs étrangers entrants sont trop faibles et loin des attentes des autorités publiques, et ce malgré les réformes engagées dès le début des années 1990 et malgré les différentes mesures d'incitation prises par les pouvoirs publics pour améliorer le milieu des affaires en Algérie et pour instaurer un climat de confiance assez suffisant pour captiver les investissements directs étrangers. Et que les FMN s'intéressent à des activités à plus haute valeur ajoutée, autrement dit Les investissements étrangers sont plus concentrés dans le secteur des hydrocarbures d'autre part. Par conséquent, les investissements directs étrangers entrant sont trop faibles et n'ont pas atteint le volume nécessaire pour qu'ils contribuent substantiellement à l'augmentation du PIB.

▪ Le rôle du capital humain dans la croissance:

Selon la théorie de la croissance endogène, le capital humain joue un rôle central dans la croissance économique, quant à lui a un impact positif significatif. Ce résultat confirme la thèse de Arcand et Guillaumont, 1998 selon laquelle le capital humain est considéré comme un facteur de production tout comme le capital physique. L'accumulation du capital humain accroît la productivité des facteurs en augmentant la capacité d'innovation du pays, en permettant une meilleure allocation des ressources et en engendrant des externalités positives (Lucas, 1998). Et d'ailleurs, il constitue la principale différence entre la théorie de la croissance exogène où le capital a seulement une portée physique et financière et il est supposé avoir des rendements décroissants, et la théorie de la croissance endogène où il a une portée plus large en incluant la formation, l'expérience, les qualifications, le stock des connaissances...etc. Et ici, le capital est supposé avoir des rendements constants ou même croissants.

Notre étude empirique a montré que, pour le cas de l'Algérie, le capital humain, représenté par le **taux d'inscription à l'enseignement secondaire**, un effet positif et significatif sur la croissance économique en Algérie. Celui-ci a connu des augmentations successives d'une année à une autre, surtout dans la décennie 2000. Mais ces augmentations successives se produisent indépendamment de tout ce qui se passe sur le plan économique interne ou international, et ce n'est pas le cas pour le PIB qui est lié étroitement au prix de pétrole lui-même fortement lié à l'actualité mondiale économique ou politique. C'est pour ça qu'il y a des variations opposées entre le PIB et le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire.

▪ Le rôle de l'investissement domestique dans la croissance (FBCF) :

Dans les études économétriques ont montré qu'en plus des exportations, c'est l'investissement domestique qui joue aussi un rôle important dans la croissance du produit intérieur brut.

Mais dans notre modèle, il faut signaler qu'il s'agit positif mais son rôle est très loin pour être significatif. La contribution des IDE (en pourcentage) à **la formation brute du capital fixe** en Algérie est restée très faible jusqu'en 2000 où elle a atteint à peine 3,8%. A partir de 2001 ce taux a commencé à connaître une augmentation significative, passant en 20 ans la barre 8%, mais reste toujours faible.

Dans les années 1990, la faiblesse de l'investissement domestique public, notamment dans les infrastructures, a contrarié la croissance économique alors que le secteur public était dominant. Mais les pouvoirs publics ont réagi dans la décennie 2000, et à la faveur de

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

l'accroissement des recettes fiscales des hydrocarbures, ils ont mis en place des politiques budgétaires et financières en faveur de la croissance économique via l'investissement public effectué dans le cadre des programmes de la relance économique.

▪ Le rôle de la masse monétaire dans la croissance

Concernant le développement financier, la variable **M2** n'est pas significative mais positive avec la croissance économique, Ces résultats démontrent que la liquidité bancaire en Algérie ne favorise pas le développement, c'est ce qui explique la faiblesse du secteur financier et le système bancaire algérien, malgré l'application d'une série de réformes financières et bancaires et les réformes de libéralisation financière depuis 1990.

▪ Le rôle de l'inflation dans la croissance

Autre variable déterminante de la croissance économique, notre modèle agit que l'inflation a un signe négatif comme il n'est pas significatif. Nos résultats sont conformes à ceux de Schneider et Frey (1985), Yung et al. (2000) et Urata et Kawai (2000) et par Ngouhouo (2005)...L'augmentation de 1% de la variable **INF**, entraîne, toute chose égale par ailleurs, une baisse de la croissance économique et entrave le développement. En effet, une inflation élevée peut introduire des distorsions dans le choix d'investissement productif en défavorisant les investissements à long terme (Berthélemy et Varoudakis 1998).

Il apparaît clairement que c'est toute l'économie de l'Algérie qui dépend des hydrocarbures et malheureusement c'est un très mauvais constat. En effet, notre système économique est basé sur un facteur exogène qui est le prix du pétrole, lui-même dépendant d'un ensemble de variables mondiales d'ordre politique, stratégique, climatique, naturelle.....etc. Dans ce cadre, il suffit de rappeler les événements qu'a connus l'Algérie dans les années 1980 après la chute du prix du pétrole et d'autre part, les effets de la crise financière internationale de 2008 qui s'est vite transformée en crise économique et avait comme effet la récession de l'économie mondiale; Et ici on doit rappeler que le prix du baril de pétrole a chuté de 160 \$ à 60 \$ entre le premier et le deuxième semestre 2008, et de 120\$ à 32\$ entre 2015 et début 2016.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

Conclusion du chapitre

Après avoir fait une revue de littérature théorique et empirique sur les déterminants de l'ouverture et son impacte, ce chapitre a visé deux objectifs principaux. Il s'agit d'une part de définir les principaux facteurs et déterminants de l'ouverture économique en ALGERIE et d'autre part à évaluer l'effet de cet ouverture à travers les investissements directs étrangers entrant sur la croissance économique Algérienne, en utilisant l'économétrie des séries temporelles sur la période 1980-2014.

La méthodologie suivie dans la partie empirique se base sur deux analyses différentes. Une analyse uni-variée qui examine la technique de collecte et de traitement des données dans un cadre méthodologique bien précis. L'autre analyse, multi-variée, se base sur la spécificité du modèle de base et les techniques utilisées pour construire et estimer nos équations simultanées, afin de voir Le rapport entre ouverture économique et la croissance économique. Autrement dit, La question soulevée par cette étude était de savoir si la libéralisation des échanges ainsi que les IDE ont un impact positif sur la de croissance économique en Algérie.

Après avoir suivi cette méthodologie, les résultats des estimations confirment, la réalité de l'économie Algérienne.

A travers cette analyse, visiblement, le taux d'internationalisation a suivi celui de l'effort à l'exportation dans sa fluctuation. A chaque fois que ce dernier tend à la hausse ou à la baisse, le deuxième sera tiré vers le haut ou vers le bas par le mouvement du premier. Le taux d'effort à l'exportation en tant que composant et indicateur de l'ouverture a touché des taux positifs dans les années : 2000, 2005, 2006, 2007. Ça explique par le fait que les exportations représentaient plus que le double des importations dans cette période.

Le constat qu'on peut tirer de cet analyse que l'économie algérienne par rapport à la taille du son marché, les échanges sont suffisamment ouverts sur l'étranger (le terme d'échange enregistré en 2010 dépasse 132%¹⁷). alors L' handicap de l'économie algérienne n'est pas son manque d'insertion dans 'économie mondiale, mais c'est la nature de cette dernière. Ces indicateurs dépendent toujours des recettes des hydrocarbures. Les validations empiriques appliquées dans ce chapitre ont conforté les intuitions théoriques qui ont guidé cette thèse. Le constat actuel est que la croissance en Algérie est étroitement liée à un seul produit.

Dans le cadre de la création d'un environnement favorable à l'investissement, l'Algérie a déployé d'importants efforts. La politique publique en matière de réformes économiques entamée depuis les années 1990 vise à mettre en place les instruments législatifs et réglementaires nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché. Malgré une volonté irrévocable en faveur d'une politique d'ouverture et de libéralisation, on a remarqué que les firmes multiples nationales sont plus concentrés dans le secteur des hydrocarbures, ça ne permet pas de présenter les avantages réels à la croissance économique en Algérie.

En effet, de **2005 à 2009** : l'entrée en vigueur des accords d'association semble significative de la croissance de cet indicateur. Pour la première fois, il a affranchi la barre des **60%**. Mais la chute spectaculaire de **2009** va remettre en cause cette relation. On revient à la même explication, la chute des exportations affectées par celle des prix du pétrole a fait plonger le taux d'ouverture à **50,89%**. La même situation en **2015**, le pays est confronté à une forte

¹⁷ La Direction Technique Chargée de la Comptabilité Nationale, évolution des échanges extérieurs de marchandises ,2001 a2011.

Chapitre 04 : l'impact de l'ouverture sur la croissance économique Algérienne : Étude économétrique

chute de ses revenus pétroliers, les estimations que nous avons fait ont montré et confirmé que la croissance économique en Algérie est irréal, puisque elle reflète l'augmentation des exportations des hydrocarbures et non pas l'augmentation des produits et services .cette réalité, nous permet de ne pas faire tromper sur la performance économique réalisé en Algérie ces derniers années.

Conclusion général

La politique de l'ouverture consistant principalement à encourager la croissance des exportations et à attirer les IDE, a tourné une nouvelle page de l'histoire du développement économique dans le monde.

L'ouverture de l'économie a bouleversé les concepts traditionnels du développement économique. La nouvelle configuration de la scène économique mondiale se caractérise par une généralisation du processus d'ouverture et de libéralisation des économies cette dernière a fait de l'investissement direct étranger un vecteur de développement et de modernisation. Les firmes ont gagné une place centrale dans ce nouveau schéma. Après avoir suscité la méfiance et l'hostilité des gouvernements, elles sont devenues une composante principale dans la stratégie de développement aussi bien des pays développés que des pays en développement. Désormais, l'ambition d'intégrer les réseaux mondiaux de production est clairement affichée.

L'investissement direct étranger est devenu donc un sujet de concurrence entre les différents pays où chacun veut attirer le maximum de ces investissements et ce vu leurs retombés positifs en matière de croissance et du développement économique.

En effet, les avantages des IDE sont absolument reconnus (AITKEN et HARRISON (1991) ; ROMER (1993) ; BRONZSTEIN, DE GREGORIO et LEE (1998) ; BENDE et al. (2000) et OCDE, (2002)... : transfert de technologies, création d'emplois, développement de la concurrence, transmission de meilleures pratiques de production et de gestion, amélioration du niveau et de la qualité d'éducation et de compétences professionnelles dans les pays hôtes. Ces derniers permettent un accès facile aux marchés internationaux. Tous ces facteurs devraient forcément soutenir la croissance économique d'un pays récepteur mais sous des conditions bien définies.

L'objet de cette thèse était d'analyser les relations existant entre l'adoption des politiques d'ouverture et le développement économique. Cette thèse a distingué les effets de l'ouverture économique à travers les investissements directs étrangers. Les deux variables ont des effets différents sur divers aspects du développement économique : elles sont positivement corrélées avec la croissance économique.

Notre objectif est donc de montrer qu'à partir des nouvelles théories sur la croissance économique, les politiques d'ouverture à travers des IDE menées par les pays en voie de développement, et plus particulièrement l'Algérie peuvent être un élément moteur de la croissance à partir du moment où ces pays possèdent une aptitude technologique et des ressources en capital humain qui conditionnent l'assimilation du savoir-faire et de la technologie, développés ailleurs. L'idée c'est que ces pays devraient concentrer leurs efforts sur l'amélioration des politiques d'ouverture et leur capacité d'absorption afin d'établir un environnement plus favorable à leur développement.

L'insertion de l'économie algérienne dans une économie globale et régionale est conditionnée par l'ouverture. Des réformes économiques sont engagées depuis 1994 (le PAS et la politique de relance économique) afin de répondre à ces conditions et finaliser les processus d'insertion. L'Algérie s'engage dans un projet de démantèlement des barrières tarifaires et non tarifaires de son commerce :

Conclusion général

- Les tarifs douaniers baissent consécutivement comme on l'a vu, pour qu'ils deviennent moins importants que les tarifs appliqués par des pays membre de l'OMC (Maroc, Tunisie, Mexique...Etc.).
- La libéralisation de l'importation de toute interdiction ou de quota (aucune protection pour tous les secteurs productifs algériens que ce soit stratégique ou pas), la simplification des procédures d'importation et de dédouanement.

Enfin l'État s'est retiré des activités économique et commerciale, l'ère des subventions attribuées aux entreprises publiques est révolue, ces dernières sont transformées en entreprises publiques économiques ou privatisées.

Lorsque l'on regarde ces catégories et les classements de l'Algérie de plus près, on remarque que l'économie algérienne fait pale figure. Sur 144 pays concernés par le classement, celle-ci se trouve au-delà de la 100ème place dans 9 catégories sur les 10 sur lesquelles elle est notée (liberté d'échange, liberté monétaire, droits de propriété, innovation, technologie, bureaucratie, protection de l'investisseur, libertés individuelles, charges fiscales). Le seul domaine où le pays figure dans le top 100, paradoxalement, est celui de la corruption, où il se situe à la 92ème place.

L'économie algérienne se retrouve donc à la 137ème place sur 144. A titre de comparaison, le Maroc est à la 63ème place, la Tunisie à la 82ème place, et d'autres pays africains, tels que le Rwanda, la Zambie ou le Ghana, se retrouvent respectivement aux 72ème, 73ème et 79ème places.¹

Forbes * regrette donc la dimension trop étatiste de la gestion de l'économie algérienne. Le profil économique du pays évoque la stabilité macroéconomique due aux revenus du pétrole, avec un niveau de dettes peu élevé et de larges réserves de devises étrangères. Forbes reproche en revanche une croissance trop encadrée par l'Etat, qui a bien des difficultés à développer les industries en dehors des hydrocarbures.

D'après ces experts, «les efforts du gouvernement ont peu tenté de réduire le chômage élevé des jeunes ou les problèmes de logements». Comme la grande majorité des analystes et économistes, ceux-ci appellent donc de leurs vœux à une diversification de l'économie, à un secteur privé dynamique, et à une meilleure attractivité de l'investissement étranger.

Sans encourager une ouverture et une ouverture totale aux investissements étrangers, l'économie algérienne bénéficierait pas fortement d'un climat économique plus «ouvert», et son modèle étatique historique, comme le montrent d'autres modèles en Asie, n'a pas nécessairement à abandonner cette tradition d'encadrement et de dirigisme économique. C'est aussi à l'Etat de réguler le libéralisme souhaité pour l'économie du pays, les deux systèmes n'étant pas incompatibles.

Jusqu'à présent, la plupart des travaux de recherche au sujet de l'ouverture économique en l'Algérie se sont limités à étudier ses effets positifs sur l'économie Algérienne, tels que les effets sur la croissance du PIB, sur le développement de la technologie, sur la création d'emplois, etc.). Suite aux différents modèles des théories de croissance endogène et

¹ Publiés (2015), par des organisations telles que le World Economic Forum, la Freedom House, ou le World Bank Group.

* Forbes est un classement libéral, pro-business.

Conclusion général

exogène et aux validations empiriques analysées, pour vérifier nos hypothèses, nous proposons deux modèle composé reflétant la croissance de l'économie Algérienne .Le premier model permet de définir les déterminants de l'ouverture économique en Algérie. D'autre coté un deuxième model permet d'évaluer l'impact des IDE sur le processus du développement notamment la croissance économique du pays.

Notre travail de recherche dans le cadre de cette thèse a porté sur les effets de l'ouverture économique sur la croissance économique des pays en voie de développement, avec une application spécifique à l'économie algérienne. Nous avons structuré notre analyse de la littérature théorique et empirique autour de deux axes. Dans un premier temps, nous avons étudié les déterminants de l'ouverture économique, et dans un deuxième temps nous avons étudié le rôle des IDE induit par l'ouverture dans la croissance.

L'objet de notre thèse est de tenter de répondre à la question suivante : **Quel est l'impact de l'ouverture économique notamment les IDE sur le développement et la croissance économiques en ALGERIE ?**

Pour répondre à cette problématique, et valider ou annuler nos hypothèses, nous avons articulé notre thèse autour de quatre chapitres. Nous avons présenté, principalement, **dans le premier chapitre** le cadre théorique et conceptuel de l'étude. Dans un premier temps, le chapitre a été visé à alimenter en concepts fondamentaux notre recherche sur une présentation théorique bien détaillé qu'illustrent les modèles de la croissance et le développement économique.

Dans le second chapitre, nous avons traité le phénomène de la mondialisation et les différentes stratégies des firmes multinationales comme un acteur principal dans la localisation de l'IDE. Ce chapitre est consacré aussi à l'étude de la politique d'ouverture, a dressé un état de l'art des différentes théories contemporaines et traditionnelles des investissements directs étrangers.

Le troisième chapitre est essentiellement consacré à analysé L'ouverture, à travers les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde, ce dernier semble être aujourd'hui un catalyseur de la croissance économique tant dans les pays émergents que dans les pays développés. Dans le cadre de cette ouverture exogène, les différentes politiques d'ouverture économiques adoptés par l'Algérie feront donc l'objet de ce chapitre. Il est plus judicieux de faire un détour pour présenter l'ouverture et son effet sur l'économie Algérienne.

Dans le quatrième chapitre on a exposé une revue de littérature, Nous avons analysé dans un premier temps les arguments empiriques qui permettent de conclure à la nécessité de l'ouverture économique pour permettre la croissance notamment le développement, et on a présenté aussi une revue littérature sur les IDE dans un deuxième temps. Toutefois, les résultats fondamentaux de ces études empiriques nous fournissent les bases à partir lesquelles nous avons pu concevoir notre propre examen économétrique approfondi. Notre objectif après c'était de savoir empiriquement les effets de l'ouverture économique particulièrement les investissements directs estrangers sur le développement et la croissance économiques en Algérie. Nous nous sommes intéressés aux principaux indicateurs utilisés pour mesurer le degré d'ouverture. Nous avons choisi d'utiliser un indicateur de résultat en spécifiant les principaux déterminants de l'ouverture économique. Nous avons ainsi dissocié l'ouverture

Conclusion général

naturelle, qui est fonction de la structure économique et des paramètres géographiques de chaque économie, de la mise en place des politiques d'ouverture. Ensuite nous avons mesuré l'impact de l'ouverture économique à travers les IDE sur la croissance économique.

Principaux résultats théoriques

- Les investissements représentent le support matériel de la croissance économique. Leurs dimensions, leur rythme, la manière d'allocation dans les secteurs d'activité économique et leur efficacité orientent la croissance économique. La théorie de la croissance endogène met en évidence quatre facteurs principaux agissant sur le taux de croissance d'une économie: l'accumulation de capital physique (Romer 1986); la recherche-développement (Romer 1990); l'accumulation de capital humain (Lucas 1988) et l'effet bénéfique des infrastructures publiques (Barro 1990 et Barro, Sala-i-Martin 1992).
- L'apport majeur du modèle Harrod et Domar est l'approche par le capital ; et une variation de l'investissement augmente le revenu, mais libère aussi des capacités supplémentaires de production. Domar arrive à déterminer le taux de croissance nécessaire de l'investissement, qui fait que l'augmentation du revenu qui en découle est suffisante pour combler les capacités de production dégagées par ce même accroissement de l'investissement. Harrod montre l'instabilité de ce chemin de croissance équilibrée ; et tout écart mènera à une expansion ou à une dépression cumulative qui s'écartera de plus en plus de l'équilibre.
- L'intérêt du modèle de Solow est de mettre en avant le rôle crucial du progrès technique dans la croissance économique. Selon ce modèle, le développement économique s'explique par trois paramètres : les deux premiers sont l'accroissement des deux principaux facteurs de production, le capital et le travail, le troisième est le progrès technologique. Solow pense qu'à long terme l'économie tendrait vers une situation d'équilibre. L'une des faiblesses théoriques du modèle de Solow vient du fait qu'il considère le progrès technique comme exogène. Solow a accepté, plus tard, l'idée que la formation pouvait être un des facteurs d'amélioration de l'efficacité du travail humain, donc de la croissance.
- Croissance et développement sont deux notions distinctes mais intimement liées. Sans croissance le développement semble impossible mais cette condition ne suffit pas car la croissance n'a pas que des effets positifs (inégalités, développement peu durable) et d'autres facteurs comme volonté de l'Etat et rôle de la culture...permettent le développement.
- le phénomène de l'investissement direct à l'étranger dans la théorie économique. La localisation est développée en tenant compte de la combinaison des avantages O-L-I, pour expliquer le choix des firmes. Pour cela nous avons considéré, d'une part, la théorie de la multinationalisation exogène où l'émergence des multinationales apparaît comme le résultat de la différence entre les pays dans la rémunération des facteurs, et d'autre part, la théorie de la multinationalisation endogène qui introduit une dimension stratégique plus complexe. De plus, les choix (IDE, exportations et licence d'exploitation) permettent d'expliquer les stratégies des firmes. Autrement dit, la décision d'investir à l'étranger dépend du résultat d'un jeu combiné qui introduit une dimension stratégique tenant compte

Conclusion général

des structures de coûts, des stratégies des concurrents et de la politique commerciale des pays.

- par Faeth (2009) confirme que la logique de localisation des IDE, ne peut pas être expliquée par une seule approche. L'auteur explique, par ailleurs, que le phénomène de l'IDE peut être expliqué par une combinaison de facteurs tels que les avantages compétitifs, les effets d'agglomération, la taille du marché et ses caractéristiques, les coûts des facteurs, les coûts de transport, la protection des investissements, les facteurs de risque et les variables politiques.
- Par conséquent aussi, les IDE peuvent, non seulement, participer au développement économique et humain d'un pays, en apportant les fonds nécessaires pour financer une partie des investissements intérieurs, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir-faire commercial.
- l'investissement direct étranger (IDE) est l'un des attributs les plus marquants de la mondialisation ; l'un des enjeux majeurs pour les pays développés comme pour les pays en développement est d'en faire un atout pour le bien-être mondial. Selon une nouvelle publication de l'OCDE, si l'IDE peut parfois poser des problèmes dans l'économie qui l'accueille, ses avantages compensent très largement ses inconvénients.
- La relation ouverture-croissance est intéressante à analyser empiriquement puisque les études théoriques n'arrivent pas à un consensus, tandis que les études empiriques arrivent toutes à trouver un effet positif et significatif. La réponse à cette question peut également avoir des implications importantes au niveau des décisions politiques qui sont prises concernant la libéralisation commerciale. La nouvelle théorie de la croissance suggère que le commerce international, ainsi que l'investissement direct étranger, permettent le transfert et le développement de technologies, et conséquemment, la croissance de l'économie sera stimulée. Dans cette optique, les gouvernements et les organisations internationales ont donc des raisons d'encourager et d'amorcer des politiques de libéralisation des échanges commerciaux. Cependant, ces politiques doivent différer selon le stage de développement du pays, car des politiques accès sur une ouverture immédiate pourraient s'avérer inefficaces si elles sont réalisées à un stage prématuré de développement du pays.
- L'Algérie dispose d'une situation macroéconomique avantageuse avec une dette extérieure de moins de 3% du PIB, des réserves de change de plus de 180 Mds USD (couvrant 3 ans d'importations), une inflation sous contrôle (autour de 4%), mais un taux de chômage à 10%. La diversification de l'économie, la modernisation et le développement des infrastructures, l'investissement et la création d'emplois sont les grands axes de sa politique de développement.²
- l'économie algérienne demeure très peu industrielle avec un secteur industriel pesant moins de 5% du PIB et est principalement constituée de petits services et de commerces

² Direction générale du trésor, Indicateurs économiques et financiers de l'Algérie, novembre 2012.

Conclusion général

(83% de la superficie économique). Elle est également caractérisée par les « sureffectifs dans les entreprises publiques » ainsi que dans l'administration. Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus de 95% de ses recettes extérieures et 60% du budget de l'État algérien. Le développement des infrastructures et de l'agriculture, qui constituent deux secteurs économiques majeurs en dehors du pétrole, ont largement contribué à ces performances. Le PIB par habitant a atteint 5 451 dollars en 2013, dépassant son pic de l'année 2008 (4 967 dollars). Tous les secteurs ont connu une croissance durant cette période, à l'exception de celui des hydrocarbures où la production est en recul depuis 2006. L'inflation, qui avait grimpé à près de 9 % en 2012 en raison d'une politique budgétaire expansionniste, est retombée depuis à 3 % et reste actuellement à un niveau modéré. Toutefois, la baisse rapide de la production et des exportations d'hydrocarbures a entraîné une réduction de l'excédent du compte courant extérieur qui, si elle se poursuit, pèsera à terme sur le budget de l'État. L'économie algérienne continue de dépendre pour une large part du secteur des hydrocarbures qui représente environ un tiers du PIB du pays et 98 % de ses exportations. Tandis que la production pétrolière décline, la consommation d'énergie, elle, est à la hausse.

- Algérie la croissance économique est irréal, puisque elle reflète l'augmentation des exportations des hydrocarbures et non pas l'augmentation des produits et services .cette réalité, nous permet de ne pas faire tromper sur la performance économique réalisé en Algérie ces derniers années. La preuve qu'en 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (- 43,71 %) aggravant fortement une balance commerciale déjà déficitaire¹⁵. Le déficit de la balance des paiements atteint le niveau record de 10,72 milliards de dollars au premier trimestre 2015. L'Algérie pourrait rencontrer des difficultés d'ici 2017-2018 pour payer les salaires de ses fonctionnaires et maintenir ses importations.
- **L'ouverture économique notamment Les IDE en général sont globalement favorables au développement à long terme, mais la relation est généralement indirecte et nécessite un certain temps d'ajustement et d'adaptation.**

Principaux résultats empiriques

La deuxième analyse était basée sur une démarche économétrique. Le manque de données dans les sources statistique algériennes , nous a obligés à recourir aux bases de données de différents organismes internationaux notamment la Banque Mondiale et World Development Indicators. L'objectif de ce travail empirique* est :

1. d'identifier les déterminants de l'ouverture économique Algérienne, pour ce faire nous avons utilisé la méthode de cointégration des moindres carrés ordinaires modifier via le logiciel **EViews 8**, avec les variables suivantes : l'ouverture représente par **OUV (export+import /PIB)** comme variable endogène, l'exportation, importation, les IDE, la croissance de la population le taux change

* La méthode employée pour mener notre analyse fut similaire à celle de Jin (2004) pour les provinces chinoises (comme on a déjà cité). Il a fallu au préalable déterminer l'ordre d'intégration de nos séries temporelles (à l'aide des tests ADF et PP), pour ensuite tester la présence de cointégration avec le test Johanson et la méthode des moindres carrés ordinaires modifier. Pour l'estimation de notre modèle, nous nous sommes basé sur une fonction de production générale.

Conclusion général

réel, PIBPH comme variables exogène, couvrant les années (1994-2014)*.

2. tester le lien entre les IDE et la croissance économique en Algérie, pour ce là, on a essayé de construire un modèle simple de régression linéaire dont **la croissance économique, représenté par l'évolution du PIBPP** comme variable endogène. Quant aux variables exogènes, on a pris l'investissement direct étranger comme indicateur de l'ouverture économique, la formation brute du capital fixe, les exportations, l'importation, la masse monétaire et le niveau du capital humain, représenté par le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire, en se basant sur des données allant de (1980-2014).

Cet analyse se fonde essentiellement sur« la théorie éclectique de Dunning », « J. Sachs et A. Warner », « Rodrick et Rodriguez » Tout ceci nous a poussés de présenter nos principaux apports de cette étude de recherche comme suite:

- Si l'ouverture économique à l'international peut apparaître globalement favorable au développement en favorisant la croissance des économies grâce aux effets positifs de leur insertion dans l'économie mondiale, la relation apparaît difficile à cerner précisément et n'apparaît pas automatique : une ouverture mal maîtrisée, une spécialisation centrée uniquement sur des produits bruts peuvent générer des conséquences négatives.
- Ce travail vient constituer un apport supplémentaire concernant le rôle des investissements directs étrangers en Algérie. Le nombre de travaux initiés en la matière, surtout les travaux empiriques, est jugé peu significatif. Ce travail a confirmé, encore une fois, un constat effrayant: la panne quasi-totale de l'appareille productive et la nécessité de diversification de l'économie algérienne. La stratégie reposante sur la contribution supposée des firmes multinationales n'a pas réussi à permettre le décollage de l'économie algérienne dépendante toujours des hydrocarbures.
- Un autre argument qui confirme **que l'ouverture économique à travers les IDE est peu significative à la croissance économique,*** est la présence des firmes multinationales implantées en Algérie qui boostent essentiellement le secteur pétrolier.
- L'Algérie a connu ces dernières années un flux d'IDE important par rapport aux années 1990, mais qui restent néanmoins insuffisants par rapport au potentiel du pays. En ce sens que les investissements observent un certain délai avant d'être rentabilisés.

* Le but de choisir cette période (1994-2014), dépend sur la nature de l'économie Algérienne, Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché en Algérie était qu'a après 1994.

* Notre hypothèse est validée.

Conclusion général

- L'ouverture à travers **les exportations** permet de mesurer l'importance des échanges. **Cette variable affecte positivement et significativement sur la croissance économique à long terme***, ce qui confirme la nécessité de l'ouverture de plus en plus sur le monde pour favoriser le développement économique en Algérie.
- Pour Borensztein et al. (1998), la contribution des IDE à la croissance dépend de leur interaction avec **le niveau du capital humain** dans le pays. Selon les auteurs, les IDE ne sont plus productifs que les investissements domestiques que dans le cas où le pays d'accueil est doté d'un niveau minimal de stock de capital humain. Ceci est expliqué par le fait que les IDE sont généralement accompagnés par une technologie avancée qui nécessite la présence d'un capital humain avec un niveau suffisant pour faire fonctionner cette technologie. **Cette variable affecte positivement et significativement sur la croissance économique à long terme. ***
- Il ressort de notre analyse économétrique que **l'inflation exerce un impact négatif comme il n'est pas significatif sur la croissance économique.***
- A l'issue de notre étude empirique, il s'est avéré **que les IDE n'ont qu'un faible impact sur la croissance économique en Algérie**. Ce constat est dû notamment à la faiblesse de l'attractivité de l'économie algérienne envers les IDE. Pour bon nombre d'opérateurs étrangers, le climat des affaires en Algérie a réellement connu une avancée remarquable, mais il reste encore trop d'efforts à déployer pour captiver substantiellement les investissements directs étrangers. Bureaucratie, difficultés d'accès au foncier, inadaptation du système bancaire, l'incertitude et l'instabilité politique, la clarté et l'application des lois et des réglementations, la corruption et la gouvernance et autres difficultés structurelles de l'économie nationale, sont toujours évoquées comme étant des obstacles limitant l'attractivité et la captivité des investissements directs étrangers en Algérie.
- Bien que l'Algérie, contrairement au Maroc ou à la Tunisie, ne bénéficie pas encore du même intérêt concernant les flux d'IDE, l'ouverture progressive de notre économie la qualifie comme un sérieux concurrent.
- La nature des échanges a fait du commerce extérieur algérien un commerce vulnérable, car il dépend d'un seul secteur qui est celui des hydrocarbures. Les autres secteurs sont marqués par la faiblesse de leur compétitivité et efficacité. Dans ce cas, quel est l'intérêt

* Notre hypothèse est validée.

* Notre hypothèse est validée.

* Notre hypothèse est validée.

Conclusion général

de l'ouverture ? Les conséquences de cette dernière sont très lourdes. « Plus un pays est vulnérable économiquement, moins sa croissance semble soutenable »³

- Il est temps de regarder en face le bilan des différentes politiques d'ouverture adaptés aux exigences de la mondialisation. L'Algérie à l'égard a subi dans ces politiques des niveaux de croissances hors hydrocarbures décevants.
- L'économie d'un pays doit être accomplie avant l'ouverture comme souligné « J. Sachs et A. Warner » pour « Rodrick et Rodriguez » L'équation devient alors : la bonne organisation interne plus une ouverture économique conduit à un taux de croissance plus élevé qu'en économie protégée.
- A ce stade, Avant d'entreprendre des politiques de ouverture trop ambitieuses, un pays comme l'Algérie, enclavés ou non, se doit en premier lieu tenter d'instaurer une stabilité relative, que ce soit au niveau économique (diversiforme de la production, stabilité macro économique,...), politique, social et légal. De nombreux efforts doivent être initiés, tant par le gouvernement. Afin d'améliorer leur efficacité économique et atteindre une croissance rapide et soutenue.
- L'échange international est un facteur de changement structurel et institutionnel à condition qu'il soit le prolongement d'une dynamique domestique, sachant que le marché mondial est d'autant plus profitable qu'il s'articule à un marché national dynamique. De la sorte, ce sont les politiques nationales qui constituent les variables clés pour la croissance et le développement, et non les mesures de libéralisation de l'échange international.
- **En dernier ressort**, l'Algérie dépend toujours à des recettes des hydrocarbures et malheureusement c'est un très mauvais constat. En effet, notre système économique est basé sur un facteur exogène qui est le prix du pétrole se détermine en fonction de l'offre et de la demande au niveau du marché mondial "le marché spot". **La croissance alors est encore loin en dessous des niveaux requis pour un développement soutenu. Donc, l'économie nationale doit orienter les investissements étrangers et même national à d'autre secteur de production, afin de favoriser une vraie croissance économique.**

Recommandations

Finalement, pour conclure ce travail, et après les résultats obtenus, il y a lieu d'envisager des recommandations pour l'économie Algérien.

- Eu égard à tout ce qui précédé et pour tirer pleinement profit des effets et externalités

³ GUILLAUMONT Patrick. Ouverture, vulnérabilité et développement. *Centre d'étude et de recherche sur le développement international*. Document de travail de la série Etudes et Document E2003.03.

Conclusion général

positifs de l'ouverture ainsi que les IDE en Algérie, le gouvernement algérien devrait élaborer des politiques économiques structurelles surtout sur les plans commerciaux, bancaires et financiers.

- Le développement des produits nouveaux et de meilleure qualité ce qui élargit la demande et augmente la compétitivité hors prix de l'industrie nationale. L'innovation est donc un puissant facteur de croissance.
- L'encouragement des investissements directs étrangers et même les investissements domestiques vers d'autres secteurs productifs (l'agriculture- industrie (textiles, zərbiya Algérienne! On ne doit pas ignorer l'artisanat Algérienne...) le tourisme ...) Qui favorise des exportations hors hydrocarbure.
- Renforcer le secteur privé et le tissu de PME/PMI compétitif ; un secteur privé dynamique est un déterminant d'implantation des IDE et de renforcement des liens interentreprises entre les entreprises privées nationales.
- Simplifier les procédures d'établissement des sociétés étrangères et de rapatriement des profits, leur complexité étant la raison principale de l'abandon des projets d'investissement par les opérateurs privés étrangers.
- Valoriser les ressources humaines et renforcer la législation sur la propriété intellectuelle dans le but de favoriser le processus de transfert des technologies.

الحمد لله التي تمت بعونه و فضله

Bibliographie

Référence :

- **Abdelhamid Merad-Boudia**,(2012), économie du développement, la librairie des Humanités,
- **ABADLI Riad.** (2011), Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance, thèse de doctorat, directeur de thèse, Habib IDRISSI BOUSSOUF, Université Paris 8, Vincennes-Saint-Denis.
- **Abdeljabbar A. et Hanchane S.** (2004), La dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les pays en voie de développement : Quelques investigations empiriques à partir des données de Panel, Université de Provence (U1) et Université de la Méditerranée (U2).
- **ABDELMALKIL.** (1998), Investissement Directs à l'Étranger : Déterminants stratégiques et effets structurants sur le système de l'économie mondiale, Études internationales volume 29 n°2.
- **Abraham-Frois, G.** (1992) Economie politique, Ed. Economica.
- **Achour Tani Yamna**, (2014), L'analyse de la croissance économique en Algérie, THESE De Doctorat en Sciences, Faculté des Sciences Economiques Commerciale et des Sciences de Gestion, université de Tlemcen.
- **ADLI. Z.** (2002) Le processus des réformes économiques en Algérie. Impact sur les performances économiques des entreprises publiques de transformation de la filière «blés » : Cas de l'ERAD d'Alger ,1983-2000, Thèse de Doctorat d'Etat en sciences économiques, Université d'Alger, faculté des sciences économiques et de gestion.
- **AGHION P., HOWITT P.** (2000), Théorie de la croissance endogène, Dunod , disponible sur le site ,<http://links.jstor.org/sici.sici>
- **Akiko Suwa-Eisenmann**, (2008), Ouverture et croissance, PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE, université de RENNES,Paris.
- **Alaya, M.** (2004), Investissement Direct Etranger et Croissance Economique : Le cas de la Tunisie, C.E.D, Université Montesquieu-Bordeaux IV,Paris.
- **ALAYA1 Marouane, Dalila NICET-CHENAF et Eric ROUGIER**, (2009), À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens »Mondes en Développement Vol.37-2009/4-n°148.

Bibliographie

- **Alba P., Hernandez L. et Klingebiel D.** (1999), "Financial liberalization and the capital account: Thailand, 1988-97", Policy Research Working Paper Series 2188, The World Bank.
- **Alexandre NSHUE Mbo Mokime** , Théories de la croissance et des fluctuations économiques, Université Protestante au Congo , Faculté d'Administration des affaires et sciences économiques, département des Sciences Economiques ,BP. 4745 Kinshasa II Kinshasa, Lingwala, disponible sur le site :<http://upcrdc.org/spip.php?article31>
- **ALLEMAND S.** (1999), Walt Whitman Rostow : Les étapes de la croissance économique, Sciences Humaines, n°90.
- **ALLEMAND S.** (2000), La croissance, Sciences Humaines, n° 105.
- **Amady Aly Dieng**, que reste-t-il de vivant dans le marxisme en matière de développement ,disponible sur le site : <http://www.codesria.org/IMG/pdf/dieng.pdf>.
- **ANDI** (2015).agence national de développement et de l'investissement <http://www.andi.dz/index.php/fr/>
- **ANDI.** (2000), Agence nationale de développement de l'investissement, Algérie
- **Andreff W,** (2003), Les multinationales globales, Repères n° 187, La Découverte, Paris,
- **ANIMA,** (2008), rapport sur l'investissement.
- **Anima,** (2012), investment network, ensemble pour une méditerrané compétitive, Les crises pèsent sur l'investissement dans les pays arabes de Méditerranée.
- **ANIMA.** (2006), Les investissements directs étrangers dans la région MEDA en 2005, Document n°20.
- **ANIMA-MIP** (2006), Sur le site, <http://www.unctad.org>.
- **Arnaud Diemer,** Théories de la Croissance endogène et principe de convergence, MCF IUFM D'Auvergne,disponible sur le site http://ebookbrowse.net/ar/arnaud-diemer-cours#.U2t3j_15PR8.
- **Arnold Chassagnon.** (2012), la théorie et les faits de La Croissance Economique, Tour et PSE, automne.
- **ASIEDU E.** (2002), On the determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different? World Development Vol.30, n°1
- **Atul Kohli,** (2011), La politique de croissance économique de l'Inde1,alternative sud ,l'Inde une modernité controversée volume 18/3940.
- **Banque d'Algérie,** (2006), Rapport annuel.

Bibliographie

- **Banque d'Algérie**, (2011), les tendances monétaires et financières.
- **Banque mondiale**,(2005) ,http://www.insee.fr/fr/themes/comptes_nationaux/default.asp?page=base_2005/comprendre-tableaux/513-cna-rebs-fbcfvs-pclt.htm.
- **Banque mondiale**, (2003), les Indicateurs du développement mondial.
- **Banque Mondiale**, Le rapport de développement humain,
- **Bayart Jean-François**.(2004), Le gouvernement du monde, Fayard, Paris.
- **BEKENNICHE.O.**(2006), la coopération entre l'union européenne et l'Algérie, Office des Publications Universitaires.
- **Belghanami najet**, (2013), le modèle de Mundell (1957), consulté à l'adresse, <http://fr.scribd.com/doc/168954233/La-theorie-du-commerce-international-Mundell-1957#scribd>.
- **Benachenhou. A.**(2011), les pays émergents, ISBN ,2011.
- **Ben Fine**, (2006), The new development economics , in Jomo KS and Ben Fine (eds), London and New York, Zed Books.
- **BENABDALLAH. Y.** (2005), Ouverture commerciale et compétitivité de l'économie : Un essai de mesure de l'impact des accords d'association sur les prix à la production et les prix à la consommation. Research n°FEM22-37.
- **BENABDELLAH.Y** (1999), La réforme économique en Algérie : entre rente et production, monde arabe, Maghreb, numéro 166.
- **Benoît Ferrandon**,(2004), la politique économique et ses instruments, Documentation Française.
- **Benoît Muller & Florian Cahagne**, (2009), conférence de Macroéconomie, M F. Bittner, 18 mars.
- **Bent E. Srensen**, (2005),economics, number 266, Spring.
- **Berached amine**, ouverture commerciale et la croissance économique dans les payes du sud et de l'est de la méditerranéenne, thèse de magister sous la direction de boukli hassane rafik, faculté des sciences économique, université d'Oran, Algérie ,2012 /2013.
- **Berger Suzanne**, (2006), Made in Monde, Le Seuil.

Bibliographie

- **Bernard Bret**, (2003), Développement définition, disponible sur le site, <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article511>.
- **Bernard Conte**, (2004), Le sous-développement : retard de développement, disponible sur site web : <http://conte.u-bordeaux4.fr>.
- **Bertrand Bellon et Ridha Gouia**, (1998), investissements directs étrangers et développement industriel méditerranéen, édition economica, paris.
- **Bertrand Blancheton**, (2004), ouverture économique, croissance et développement, première journée du développement de GRES, université Montesquieu, Bordeaux 6.
- **BESSAOUD.O.**(2006), la stratégie de développement rural en Algérie. Options méditerranéenne, A/n°71.
- **Birdstall N. Et Hamoudi A.** (2002), Commodity Dependence, Trade and Growth: when "openness" is not enough ,orking paper n°7, Center for Global Developmen.
- **Boualam.** (2009.) La qualité des institutions et les mesures d'attractivité en Algérie : Le contexte institutionnel et l'investissement direct étranger, *Economia*, n°17, 15 mars/15 avril, pp.54-58. Ce papier est un résumé de l'article « Les institutions et l'attractivité des IDE » paru dans les actes du colloque international —Ouverture et Emergence en Méditerranée—, Rabat, Octobre 2008, organisé par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA), le GATE UMR 5824 du CNRS, Université Lyon 2 et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), Edition l'Harmattan.
- **BOUALAM. Fatima**, (2008), Les Institutions et Attractivité des IDE , Colloque International , Ouverture et émergence en Méditerranée , 17 et 18 Octobre , Rabat-Maroc .Université de Montpellier I Sciences Economiques.
- **BOUALEM Fatima**, (2010), L'investissement direct à l'étranger le cas de l'Algérie, thèse de doctorat, université Montpellier 1.France.
- **Boudhief M. & Siroën J.M**, (2001), Ouverture et développement économique, *Economica*, Economie.
- **Bourbonnais Régis**, (1998), Manuel et exercices corrigés, *Econométrie*, 5ème édition, Dunod, Paris 1998.
- **Bourbonnais Régis**, (2009), *Économétrie - 7e édition*, Dunod.

Bibliographie

- **Bouyacoub.A.** (2012), investissement massifs pendant cinquante ans, pour quelle croissance ? Les cahiers du CREAD n°100.
- **Bouyacoub.A.** (2007), Le mouvement des capitaux en Algérie et principalement la question des investissements directs étrangers, Document de travail LAREGE, Université d'Oran.
- **BRISEPIERRE. P.** (1996/1997) Accords euro-méditerranéens établissent une association entre l'UE et le Maroc, Rapport n° 321. www.senat.fr
- **Browaeys Xavier.**(1974), Introduction à l'étude des firmes multinationales, In, Annales de Géographie, 83, n°456, Sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003
- **Burkett P. et Dutt A.K.**(1991), Interest Rate Policy, Effective Demand, and Growth in LDC.s, International Review of Applied Economics, Vol. 5(2), pp 127-153.
- **Camara M(2002)**, Les investissements directs étrangers et l'intégration régionale , Les exemples de l'ASEAN et du MERCOSUR, Revue Tiers Monde, VOL XLIII, n°169.
- **Campos-Nauro F. et Kinoshita Y.**(2008), Foreign direct investment and structural reforms, Evidence from Eastern Europe and Latin America , IMF Working Paper, WP/08/26.
- **Carlos MILANI**, (2000), les différentes dimensions de la globalisation et l'essai d'une régulation par marché, Cahiers du Brésil Contemporain, n° 41/42.
- **Cédric Durand, Agnès Labrousse**,(2014), Introduction aux théories du développement, école des hautes études en sciences sociales, colloque international, EHESS (Siège), 190-198 avenue de France 75244 Paris cedex 13.
- **Célestin Venant Cossi QUENUM**,(2008), Financement public des systèmes éducatifs et croissance économique dans les Pays en Voie de Développement : cas des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), these de doctorat sou la direction , Fulbert Gero Amoussouga, Faculté de Sciences Économiques et de Gestion, UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE.
- **Céline Rozenblat**,(2007), Les entreprises multinationales, un processus urbain dans un environnement international et transnational, L'information géographique n° 2 .
- **Cem Ertur**,(1998), Méthodologies de test de la racine unitaire, Latec, Université de Bourgogne, Colloque Franco-Polonais à Poznań (Pologne) .

Bibliographie

- **CHARLES BOHAN**,(2009), Les stratégies des firmes multinationales de l'automobile dans l'Europe élargie : le modèle centre périphérie à l'épreuve, Géo carrefour. Vol. 84/3 | 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009. Sur le site suivant, <http://geocarrefour.revues.org/7424000>
- **Charles LARUE**, Qu'est-ce que le carré magique de Kaldor ? sur le site, <http://les-yeux-du-monde.fr/ressources/14053-quest-ce-le-carre-magique-de-kaldor>.
- **Chenntouf .T**, (2008), l'Algérie face à la mondialisation, African Books Collective.
- **Christophe Hurlin et Papa MB.P. N'Diaye**, (1998), La Méthode d'Estimation des Moindres Carrés Fully Modified, séminaire Econométrie du M.A.D, Université de Paris I. PARIS.
- **CHRISTOPHE VAN HUFFEL**,(2001) Investissements directs étrangers : problèmes et enjeux pour les pays du sud et de l'est de la méditerranée, Notes et documents. CRERI université de Toulon et du var.
- **CNES** (1999), Rapport préliminaire sur les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement structurel. Bulletin officiel N° 6. <http://www.cnes.dz>.
- **CNUCED** (1997), Sociétés transnationales, la structure du marché et la politique de concurrence, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (1998), Tendances et déterminants, Rapport sur l'investissement dans le monde, New York et Genève, United Nation.
- **CNUCED** (2000), Communiqué de presse, www.unctad.org, ONU, 03/10/00.
- **CNUCED** (2002), "La Contribution de l'Investissement Étranger Direct au Développement: Politiques Visant à Accroître le Rôle de l'IDE aux Niveaux National et International", Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies, New York et Genève.
- **CNUCED** (2002), Questions de politique générale concernant l'investissement et le développement, TD/B.COM.2/44, 21 novembre.
- **CNUCED** (2003), Les politiques d'IDE et le développement : Perspectives nationales et internationale ", Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication.

Bibliographie

- **CNUCED** (2004), La montée en puissance du secteur des services, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication.
- **CNUCED** (2005), Les sociétés transnationales et l'internationalisation de la recherche et développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2006), L'IDE en provenance des pays en développement ou en transition : Incidences sur le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies, New York et Genève.
- **CNUCED** (2007), Sociétés transnationales, industries extractives et développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2008), Sociétés transnationales et leurs rôles dans infrastructures, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nations Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2009), Société transnationales, production agricole et développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2010), Investir dans économie à faible intensité de carbone, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2011), Modes de production international et de développement sans participation au capital, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED** (2012), Vers une nouvelle génération de politique de l'investissement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Nation Unies, New York et Genève.
- **CNUCED** (2013), Les chaines de valeurs mondiales: l'investissement et le commerce au service du développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, Nation Unies, New York et Genève.
- **CNUCED** (2014), L'investissement au service des objectifs de développement durable : un plan d'action, Rapport sur l'investissement dans le monde, Unies Nation Publication, New York et Genève.
- **CNUCED**, (2015), rapport sur Le développement économique en Afrique, Unies Nation Publication, New York et Genève.

Bibliographie

- **Conseil des ministres**, (2015), Le rapport du qui a examiné et adopté le programme d'investissements publics pour la période allant de 2010 à 2014.
- **CROZET M,et P.KOENIG**, (2005), État des lieux du commerce international 'Le rôle des FMN dans le commerce international', Mondialisation et commerce, Cahiers Français n°325 .
- **Cudeville . E & Poncet. S.**, (2011), Les théories du développement disponible sur le site :
<http://ces.univparis1.fr/membre/Cudeville/pdf/pdf%20L3/Les%20theories%20du%20developpement.pdf>.
- **DAHMANI. A.**(2007) Europe-méditerranée, dépasser le libre-échange, bâtir le partenariat. Paris : Édition l'harmattan .
- **DAHMANI. A.**(1999), L'Algérie à l'épreuve, Économie politique des réformes 1980-1997. Paris édition L'Harmattan .
- **Darreau, Philippe, et Bordes-Marcilloux, Christian**,(2002), Croissance et politique économique, de Boeck, <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article530>.
- **D'AUTUME A.** (1995), Les nouvelles théories de la croissance, Les cahiers français : les nouvelles théories économiques, n°272.
- **Déclaration de Barcelone et partenariat euro-Med.** Site internet [http : //europa.eu/scadaplus/leg/fr](http://europa.eu/scadaplus/leg/fr).
- **Denis tersen.JEAN-luc bricout** , (1999),investissement international .
- **Dictionnaire d'économie et de sciences sociales**,(1998), éditions Nathan, 4 eme édition .
- **Dictionnaire économique** de l'Académie française 9e édition.
- **Didier GIRARD**, (2003), Industrialisation de la production d'applications, improuve revue économique.
- **Direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur** de l'Algérie de 2000 à 2007.
- **Direction Générale Des Douanes, Statistiques Du Commerce Extérieur De L'Algérie**, les rapports des Années : 2004, 2005,2006, 2007, 2008,2009.

Bibliographie

- **Direction générale du trésor**, (2012), Indicateurs économiques et financiers de l'Algérie.
- **Doc school**, (2008), Recherche et publication de documents, Le rôle des Firmes Multinationales (FMN) dans le commerce international, disponible sur le site , <https://docs.school/sciences-politiques-economiques-administratives/economie-internationale/etude-de-cas/role-firmes-multinationales-fmn-commerce-international-2008-67405.html>.
- **Document de stratégie Thaïlande-Communauté européenne** pour la période 2007-2013, <http://www.institut-numerique.org/chapitre-i-revue-de-la-litterature-relative-aux-ide-dans-les-ped-510129d01ec98>
- **Domar**, (1947), Expansion et Emploi, et Harrod, (1948), Théorèmes Dynamiques Fondamentaux.
- **Dominique Charpentier, Alternatives**. (2002), revue économique n° 209, disponible sur le site :,<http://www.ehess.fr/fr/enseignement/enseignements/2013/ue/1154/>.
- **Dominick Salvatore**, (2008), économie internationale, traduction de la 9^e édition américaine par Fabienne Leloup et Hannequart, éditions Boeck, Paris.
- **Easterly, Levine** (2000), it's not factor accumulation, stylised facts and growth models, world bank.
- **Ecole nationale supérieure des mines, saint- Etienne**, mondialisation, sur le site, www.ofce.science-po.fr/pdf/revue/10-87/pdf .
- **Eduardo Borensztein, Jose De Gregorio**, (1998), Jong-Wha Lee, How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth? Journal of International Economics, v45
- **Estevadeordal, Antoni, and Alan Taylor** , (2009), Is the Washington Consensus Dead? Growth, Openness, and the Great Liberalization, 1970s-2000s; IDB working paper IDB-WP-I38; Washington, DC: Inter-American Development Bank.
- **FAW** : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp>
- **Ferrera L., Henriot A.**, (1999), La localisation des entreprises industrielles, comment apprécier l'attractivité des ter MICHALET C.A, La séduction des nations ou comment attirer les investissements, Economica, Paris,.
- **FMI, Manuel** de la balance des paiements, 5eme édition.

Bibliographie

- **FMI.** (2000). Rapport annuel de FMI.
- **Fontagné Lionel,** (1999), l'investissement étranger direct et le commerce international, France.
- **Foued Cheriet et Selma Tozanli** ,(2007), Essai de construction d'un score d'attractivité sectorielle des investissements directs étrangers. Cas du secteur agroalimentaire du Sud et de l'Est méditerranéens, Numéro 302 .
- **Gérard Azoulay,** (2002), Les théories du développement,Ed Presses universitaires de Rennes, France .
- **Gilbert Colletaz,** (2015), une présentation simplifiée de l'approche de Johansen La cointégration dans un cadre multivarié, disponible sur le site ; <http://www.univ-orleans.fr/deg/masters/ESA/GC/sources/corcan.pdf>
- **Gisèle Belem,** (2010), Du développement au développement durable : cheminement, apports théoriques et contribution des mouvements sociaux, Les Cahiers de la CRSDD, École des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal, Case postale 8888, Succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8 Canada.
- **Growth, Working Paper** No. 17143, NBER, <http://www.nber.org/papers/w17143> .
- **Guellec D., Ralle P,** (1998) Les nouvelles théories de la croissance, Coll. Repères, ed. La découverte.
- **Guillaumont P,** (2000),Ouverture, vulnérabilité et développement, Colloque Ouverture économique et développement, Tunis.
- **GUILLAUMONT Patrick.** (2003), Ouverture, vulnérabilité et développement. Centre d'étude et de recherche sur le développement international. Document de travail de la série Etudes et Document E.03.
- **Gunther CAPELLE-BLANCARD,** (2015) ARBITRAGE, finance ? Encyclopédie Universalis, consulté le 14 septembre. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/arbitrage-finance/>
- **Hadjila KRIFA-SCHNEIDER .Nicolas ,BAUDUIN,(2007),** DYNAMIQUE ET DÉTERMINANTS DES IDE EN RUSSIE , EQUIPPE Université de Lille Université des Sciences et Technologies de Lille, Innovations, n° 26,sur le site suivent, <https://ideas.repec.org/s/cai/inndbu.html>.

Bibliographie

- **Heman Büchi, Annick Souyet** ,(1997),L'expérience chilienne, succès de la politique économique dans la stabilité monétaire,Revue d'économie financière Volume 4 Numéro 1 .
- **Hugon Philippe**, (1997),Economie politique et mondialisation, Paris : Economica.
- **HUMBERT Marc**, (1999), Investissement international et dynamique de l'économie mondiale, Economica.
- **Institut de statistique Tunisien**, www.ins.nat.tn/.
- **International Forum, mondialisation**, www.ifg.org
- **Irina EGOROVA-LEGON**, (2014), l'impact de l'ouverture économique sur les institutions internes, le cas de la Russie, thèse de doctorat, sous la direction de Guy BENSIMON, Université Joseph Fourier France.
- **J. Markusen**, (1995)..The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade ? Journal of Economic Perspective, vol. 9, n°2.
- **Jean-Christophe Graz**, les nouvelles approches de l'économie politique internationales, Économie politique internationale, sur le site, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001184.pdf>.
- **Jean-Philippe Rudolf**,(2000), Contribution à l'analyse empirique des processus de croissance endogène : une approche méthodologique centrée sur les entreprises, les régions et les territoires, thèse de doctorat, sous la direction de Pierre Wessner, faculté de droit et des science économiques université de Neuchatel , Suisse .
- **Jean-Pierre CLING**,(2006) Commerce, croissance, pauvreté et inégalités dans les PED : une revue de littérature, Document de travail DIAL Paris, sur le Site : www.dial.prd.fr.
- **Jin, C. Jang**,(2004), On the Relationship Between Openness and Growth in China, Evidence from, Provincial Time Series Data , The World Econom, Volume 27, Issue .
- **Jones C.** (2000), Théorie de la croissance endogène, Editions De Boeck.
- **Journal officiel de l'Union Européenne, accord Euro-méditerranéen**, (2005), établissant une association entre la communauté européennes et ses Etats membres, d'une part, et la république Algérienne démocratique et populaire, d'autre part .

Bibliographie

- **Julie Michel**,(2009), les investissements directs étrangers dans les activités de recherche et développement, fondements théoriques et application aux entreprises suisses, Peter Lang, publication universitaires européennes, Bern .
- **Kandur R** (2004), Growth, Inequality and poverty, some hard Questions, mimeo, www.people.cornell.edu/pages/sk145
- **KARAM WELD LHAJ**, (2007), investissements directs étrangers dans le monde et au Maroc, .investir au Maroc. Royaume du Maroc. Le premier ministre. Ministère des affaires économiques et générales.
- **Karen Thierfelder**, (2002), trade and tradibility, exports, imports, and factor markets in the salter-swan model, TMD discussion paper N° 93, U.S. Naval Academy and International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C. 20006, U.S.A.
- **Kindleberger (Charles P.)** (1965) ; International economics; Foreign trade and the national economy Weiller Jean Revue Économique, vol. 16, issue 5, disponible sur les sites ; http://www.persee.fr/articleAsPDF/reco_0035-2764_10_001.pdf?mode=light , http://econpapers.repec.org/article/prsrevec/reco_5f0035
- **L'ouverture aux échanges dans le modèle Heckscher- Ohlin-Samuelson (HOS)**, disponible sur, http://www.ebanque-pdf.com/fr_economie-international-la-theorie-hos.html , <http://perso.univ-rennes1.fr> .
- **La conférence des nations unies sur le commerce et le développement**, (2010), La théorie du développement, disponible sur le site : http://www.cairn.info/page.php?ID_ARTICLE=DEC_ASSID_2002_02_0027
- **Lardic S. et Mignon V**, (2002), Économétrie Des Séries Temporelles Macroéconomiques et Financières, Economica.
- **Les explications du sous développement**, disponible sur le site [www.letudiant.fr/boite-a.../les-explications-du-sous-développement-2619](http://www.letudiant.fr/boite-a.../les-explications-du-sous-d%C3%A9veloppement-2619),
- **Les stratégies du développement**, (2002), article économique disponible sur le site : <http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-2002-1-page-89.htm> .
- **Lionel Fontagné et Farid Toubal**.(2010), Investissement direct étranger et performances des entreprises, Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl. ©Direction de l'information légale et administrative. Paris.

Bibliographie

- **Lionel Fontagné et Farid Toubal**, (2010), Investissement direct étranger et performances des entreprises, Conception et réalisation graphique en PAO au Conseil d'Analyse Économique par Christine Carl, ©Direction de l'information légale et administrative. Paris, 2010 - ISBN : 978-2-11-008154-4.
- **Lionel Fontagné et Michaël Pajot**,(1999), Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs, un impact plus fort aux États-Unis qu'en France, économie et statistique. N° 326-327, 6/7, sur le site suivant, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ES326D.
- **LOUIS FAVREAU** ,(2004), Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais,
- **Loungani P. et Razin A.**(2005), Finances & Développement.
- **Lucas R.E** (1988), On the Mechanics of Economix Development, Journal of Monetary Economics, vol 22, disponible sur le site : <http://links.jstor.org/sici.sici>.
- **Luiz C. Bresser Pereira**,(1976), Le sous-développement industrialisé, tome 17 n°68. L'Amérique latine après cinquante ans d'industrialisation (sous la direction de Pedro Calil Padis).
- **LYROUDI KATERINA, PAPANASTASIOU JOHN, VAMVAKIDIS ATHANASIOS**,(2004), Foreign Direct Investment And Economic Growth In Transition Economies, University of Macedonia, Dept. of Accounting and Finance, Greece International Monetary Fund, USA, South-Eastern Europe Journal of Economics.
- **M. Ben Abdallah et R.Meddeb**,(2000), Interaction entre IDE, capital humain et croissance dans les pays Emergents, GDR d'économie et finance internationale quantitative ouverture économique et développement ,Tunis, TEAM Paris I.
- **M. Leonard Dudley, Nadia Lemzoudi**, (2005), L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest, article publié dans une revue économique, Université de Montréal, Département de Sciences Économiques.
- **MAILLET P., ROLLET P.** (1998), La croissance économique, PUF, Que sais-je ?
- **MAINGUY. C**, (2004), Université Paris X Nanterre, L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement, Revue Régionale et développement N°20.

Bibliographie

- **Manuel** pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes - Conseil de l'Europe, disponible sur le site : http://eycb.coe.int/compass/fr/chapter_5/5_8.html.
- **Malcolm Gillis, Dwight .H, Perkins,**(1998), économie du développement, 4^o édition ,Boeck ;paris.
- **Martin Upton** (2003), Rôle de l'élevage dans le développement économique et lutte contre la pauvreté, initiative pour les politiques d'élevage en faveur des pauvres ,disponible sur le site : http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/fr/ppipi/docarc/execsumm_wp10.pdf
- **Matthieu Crozet, Pamina Koenig,**(2005), État des lieux du commerce international, Le rôle des firmes multinationales dans le commerce international Mondialisation et commerce international, CREST & TEAM, Université Paris I CNRS Cahiers français n° 325, sur le site suivent, http://www.ebanque-pdf.com/fr_les-firmes-multinationale-dans-le-commerce-intrenationale.html
- **Matthieu Crozet, Team,**(2009) ,État des lieux du commerce international Mondialisation et commerce international Cahiers français n° 325 .
- **Matouk Belattaf,** (2010), économie du développement, office des publications universitaires, Algerie.
- **Mayeur, A,** (2011), Le modèle d'Heckscher-Ohlin, Macroéconomie. Paris: Nathan.
- **Mc Millan, Margaret S. and Dani Rodrik,**2011, Globalization, Structural Change and Productivity .
- **MEDA D.** (2008), Au-delà du PIB, pour une autre mesure de la richesse, Editions Gallimard.
- **Mehdi Abbas.** (2012), L'ouverture commerciale de l'Algérie : Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme. Revue Tiers Monde, Presses Universitaires de France. Paris.
- **Michalet Charles-Albert,** Mondialisation, la grande rupture, Paris : La Découverte, 2007
- **Michel LUBRANO,** (1998), Introduction `à la modélisation des séries temporelles univariées, sur le site, <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/PP/lubrano/cours/Ch1.pdf>.



Bibliographie

- **Ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie.** Les rapports 2008 à 2014, <http://www.multimania.com/algeriafinance>.
- **Ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie** .les rapports de 2000 à 2007, <http://www.multimania.com/algeriafinance>.
- **Mokhtari fayçel** , (2009), Croissance endogène dans une économie en développement et en transition essai de modélisation cas de l'Algérie ,thèse de doctorat sou la direction de Belmokadem Mustapha ,faculté des science économique et de gestion ,université de Tlemcen ,Algérie.
- **Montousse M**, (2008), juillet-août, Découverte de l'économie : Concepts, mécanismes et théories économiques, Cahiers Français, n°345.
- **MORISSET J**,(2001),Foreign direct investment in African: policies also matter, OECD global forum on international investment, new horizons and policy challenges for foreign direct investment .
- **Mouhoud E.M.** (2008), Mondialisation et délocalisation des entreprises, Ed Repères.
- **Mouna Ben Rejeb**, (2010), L'impact de l'ouverture sur la performance des entreprises : L'exemple Tunisien, thèse de doctorat, sous la direction de Bernard Guillochon, université paris dauphine, Paris.
- **Mucchielli J-L.** (2005), Relations économiques internationales, Ed Hachette, Paris.
- **Murat Y**, (2013), sources de la croissance économique, université Bordeaux, France, disponible sur le site : [yildizoglu.x10.mx/croissance/sources-croissance économique](http://yildizoglu.x10.mx/croissance/sources-croissance%20%C3%A9conomique).
- **Mustapha MAGHRITI**, (2007), Déterminants des investissements extérieurs au Maroc: approche analytique et empirique sur le secteur industriel, Thèse de Doctorat en Economie Internationale, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Rabat-Agdal, 2007
- **Nada Saliba**, (2009), Mondialisation et libéralisation financière, endettement et crises dans les pays émergents d'Asie, Le cas de la Thaïlande, la Corée du Sud, l'Indonésie et la Malaisie, thèse de doctorat, faculté des sciences économiques université Sorbonne, Paris.

Bibliographie

- **Nadia Lemzoudi**, (2005), L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique, Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest, rapport de recherche, Université de Montréal.
- **NEMMOUCHI. F.** (2004), EURO-MADITERRANEE, le processus de Barcelone en question. AINMLIA : Edition Dar El Houda.
- **Nicoletti Giuseppe, Stephen S. Golub, Dana Hajkova, Daniel Mirza et Kwang-Yeol Yoo**, (2003), L'INFLUENCE DES POLITIQUES SUR LES ÉCHANGES ET L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER, Revue économique de l'OCDE n° 36.
- **OCDE** (2001), Growth, technology transfer and foreign direct investment—, OCDE Global Forum on International Investment, New horizons and policy challenges for foreign direct investment in the 21st century, 26-27 November, Mexico.
- **OCDE** (2005), le site, <http://perspective.usherbrooke.ca> .
- **OCDE** (2010). Algérie, Perspectives économiques en Afrique.
- **OCDE** (2013), Algérie, Perspectives économiques en Afrique
- **OCDE** rapport (2002) sur L'investissement direct étranger au service du développement, optimiser les avantages minimiser les coûts, Paris.
- **OCDE**, (1994à, Performances des filiales étrangères dans les pays de l'OCDE, paris.
- **OCDE**, (1995), études économiques de l'OCDE 1994-1995, Norvège.
- **OCDE**, (2003), Perspectives économiques en Afrique.
- **OCDE**, (2005), Les échanges et l'ajustement structurel. Rapport N° 83114.
- **OCDE**, (2007), Études économiques volume 2007/20, Chili.
- **OCDE**,(2008), les principes directeurs de l'OCDE à l'entreprise multinationale, 4ème édition, Paris.
- **OCDE**, Les échanges et l'ajustement structurel Les enjeux de la mondialisation.
- **Office de change marocain**,www.oc.gov.ma/portal/fr/content/statistiques-des-echanges-exterieurs.
- **Office national des statistiques**, ONS <http://www.ons.dz>.
- **PAUL.R.KRUGMAN, Maurice.Obstfeld**, (2004), économie internationale, 4eme éditions.2eme tirage, traduction de la 6eme édition américaine par ACHILLE HANNEQUART ET FABIENNE LELOUP, paris.

Bibliographie

- **Pearce, D.W**, (1992). The MIT dictionary of modern economics, 4th edition, The MIT press, Cambridge.
- **PERROUX .F** , (1998), l'économie du XX siècle ,presses universitaires de Grenoble, Revue Études internationales volumes XXIX, n°2, JUIN.
- **Philippe Deubel**, (2008), Les caractéristiques du sous-développement, Article 1, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, Pearson Education France.
- **Philippe Régnier**, (2002), développement en Corée sud 1961-1998, institut universitaire d'études du développement, Service des publications, Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE.
- **Pierre SALAMA**, (2008), revue Tiers Monde, ouverture et pauvreté : quelle ouverture ! sur http://pierre.salama.pagespersoorange.fr/art/ouverture_et_pauvrete_quelle_ouverture@fr.pdf
- **Pierre vernimmen** ,(2005), finance d'entreprise ,6eme édition par pascal quirty et yam.dalloz.paris.
- **Politique Economique**, (2014), disponible sur, <https://www.ladissertation.com/Sciences-Economiques-et-Sociales/Sciences-%C3%89conomiques/Politique-Economique-162268.html>.
- **Programme de développement quinquennal (2010-2014)**, http://www.ambassade-algerie.cameroun.org/article.php3?d_article=534.
- **Programme des Nations Unies pour le développement PNUD**, Théories et voies nationales de développement, disponible sur le site : ebonnet.fr/docs/5532.pdf?57a108b4045d1526a119b4df0d32fd57
- **Ramsy. .F.P**, (1928), the economic journal,vol 38,numero 152, ,disponible sur le site : [://links.jstor.org/sici.sici=00130133%28192812%2938%3A152%3C543%3AAMTOS%3E2.0.co%3B2-R](http://links.jstor.org/sici.sici=00130133%28192812%2938%3A152%3C543%3AAMTOS%3E2.0.co%3B2-R).
- **Rapport de FEMISE**, (2001), sur l'évolution de la structure des échanges commerciaux et des investissements entre l'UE et ses partenaires méditerranéens.
- **Rapport du sénat**, <http://www.senat.fr>

Bibliographie

- **Rapport mondial**, (2013) sur l'investissement, les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement.
- **Rapport PNUD**,(2000), Banque Mondiale.
- **Rapport** sur l'investissement dans le monde, (2012), conférence des nations unies sur le commerce et le développement, http://www.unctad.org/fr/docs/wir2011overview_fr.pdf.
- **Rapport** sur les investissements mondiaux, disponible, (2014) ,[unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir_overview_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir_overview_fr.pdf)
- **Rapport**, (2005), sur les objectifs du millénaire pour le développement ALGERIE, édité par le gouvernement algérien.
- **Rémy Herrera**, (2000), pour une critique de la nouvelle théorie néoclassique de la croissance, Chercheur au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), Maison des Sciences économiques, Université de Paris 1, Panthéon Sorbonne, paris.
- **Ricardo, David**, (2004), On the Principles of Political Economy and Taxation, London, John Murray. Robert E. Lipsey, Home- and Host-Country Effects of Foreign Direct Investment, National Bureau of Economic Research, Challenges to Globalization, Analyzing the Economics, University of Chicago Press, <http://www.nber.org/books/bald04-1>.
- **Rodriguez, F. et Rodrik, D.**(2000), Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's guide to the, Cross-National Evidence ,dans B. Bernanke et K. Rogoff, Macroeconomics Annual 2000, MIT Press, Boston.
- **Romer P.** (1994), The Origins of Endogenous Growth, Journal of Perspective Economics, vol 8, winter.
- **Romer, D.**, (1997), Macroéconomie approfondie, éd. Edi science, Paris, disponible sur le site : <http://links.jstor.org/sici.sici>
- **Saint-Paul, G**, (1995), Les nouvelles théories de la croissance et leurs implications pour la politique économique, Revue Française d.Economie.
- **Samuelson, Nordhaus**, (2009),economics international, 17 th édition New York, mcgraw hill.
- **Sari Djilali**, (2001), la crise algérienne économique et sociale. Diagnostic et perspectives. Paris : Published .

Bibliographie

- **Serge Lepeltier**,(2004), la mondialisation et l'environnement, Rapport d'information n° 233 , fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification.
- **Siméon Maxime Bikoué**, (2010), Industrialisation par substitution des importations en Afrique et compétitivité internationale : une revue économique et politique.
- **Siroën, Jean M**, (2000), L'ouverture commerciale est-elle mesurable ? Colloque Ouverture économique et développement, Tunis.
- **Slim DRISS** ,(2007), l'attractivité des investissements directs étrangers industriels en Tunisie ,Région et Développement n° 25.
- **Sophie Chauvin, Françoise Lemoine**, (2005), L'économie indienne : changements structurels et perspectives à long-terme, CEPII, Document de travail n°04.
- **Souraya Hassan Houssein, Christian Pallox**, février (2003), de l'économie du développement a l'économie du changement institutionnel, CRIISEA- UPJV
- **Stéphanie Treillet**,(2007), L'impasse de l'anti-développement, in Lafaye de Micheaux E., Mulot E. et Ould-Ahmed P., Institutions et développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement, Rennes, France.
- **STIGLITZ J.E., SEN A., FITOUSSI J.P** (2009), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, disponible sur le site : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr> .
- **STIGLITZ**, (2002), globalization and discontents New York, Norton.
- **Strange S.**(2004), The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy, Cambridge, Cambridge University , p. XIII cite par Jean-François Bayart, Le gouvernement du monde, Paris: Fayard.
- **Tersen.D et Bricourt J-L**(1996), Investissement international, Armand colin.
- **Théories économiques, Théories du développement** : disponible sur : http://cerdom.over-blog.com/pages/theories_economiques_theories_du_developpement-1563499.html
- **Thierry Mayer et Jean-Louis Mucchielli**, (1999), La localisation à l'étranger des entreprises multinationales, Une approche d'économie géographique hiérarchisée appliquée aux entreprises japonaises en Europe, revue économique, économie et statistique N° 326-327, - 6/7.

Bibliographie

- **Thomas A. Zimmermann**, (2008), Les investissements directs: évolution actuelle en théorie, pratique et politique, La Vie économique Revue de politique économique, Tunisie , Centre d'Economies de Développement ; Université Montesquieu Bordeaux.
- **Une approche pragmatique du développement des firmes multinationales** , sur le site suivent, <http://books.openedition.org/pupo/2729?lang=fr#ftn11>
- **Vincent Drobinski**,(2014) ,La croissance économique, CPGE 2D1 ,ENC Bessières.
- **Wacziarg, R.** (2001), Measuring the dynamic gains from trade, The World Bank Economic Review, vol. 15, n° 3.
- **Why Trade?** Consulté à l'adresse, <http://www.nobelprize.org/educational/economics/trade/ohlin.html>.
- **World development indicators** (2005), FMI,
- **Zhaomin Zou**, (2013), La transition financière chinoise : un contre-exemple de la libéralisation financière, Journée doctorale d'économie, Association des doctorants de Grenoble en économie, Grenoble, halshs-00904296, France.
- **Zinoviev Alexandre**, (1995), L'Occidentisme. Essai sur le triomphe d'une idéologie, traduction française, Paris : Plon.

Site web :

- <http://algeria.smetoolkit.org/algeria/fr/content/fr/7419/Alg%C3%A9rie-Introduction>.
- <http://ces.univparis1.fr/membre/Cudeville/pdf/pdf%20L3/Les%20theories%20du%20developpement.pdf>,
- http://ebookbrowse.net/ar/arnaud-diemer-cours#.U2t3j_15PR8.
- <http://economie.trader-finance.fr/economie+ouverte/>
- http://epi.univ-paris1.fr/23696711/0/fiche___pagelibre/&RH=epi-146&RF=epi-146-MM0002v2
- <http://imf.org/external/country/civ/rr/2007/102207.pdf>
- <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BilanEssai?codetheme=1&codeStat=SP.POP.IDH.IN&anneeStat1=2009&codetheme2=2&codeStat2=x>,<http://www.statistiques-mondiales.com/chomage.htm>
- <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/MAR/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.html>..
- <http://www.bilaterals.org/?combattre-les-accords-de-libre&lang=en>.
- <http://www.econlib.org>.

Bibliographie

- <http://www.er.uqam.ca/nobel/r22565/Library/TransparentsCh7.pdf>.
- <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp>.
- <http://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/theorie-du-cycle-de-vie.html>
- <http://www.journaldunet.com/economie/pratiquecomptable-et-fiscal/classement-entreprises.shtml>
- <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-mediterranee/instruments-financiers.shtml>
- <http://www.multimania.com/algeriafinance/fic/a35>.
- <http://www.skyminds.net/economie-et-sociologie/la-regulation-des-activites-sociales/les-politiques-economiques/>.
- <http://www.ulb.ac.be/soco/macrofaq/docs/RTS2.pde>
- <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/pp/yildi/croissance/croissanceweb/node8.html>
- https://ec.europa.eu/europeaid/sites/.../csp-thailand-2007-2013_fr.pdf
- <https://perso.univ-rennes1.fr/denis.delgay-troise/CI/Cours/REI321.pdf>
- <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/PP/lubrano/cours/Ch1.pdf>.

Le résumé

L'ouverture, à travers les investissements directs étrangers (IDE), semble être aujourd'hui un catalyseur de la croissance économique tant dans les pays émergents que dans les pays développés. Plusieurs études empiriques incluant (Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995)), ont identifié un effet positif de l'ouverture sur la croissance. L'objet de cette recherche est d'étudier l'impact de l'ouverture économique sur la croissance et le développement économique en Algérie, en utilisant deux modèles, le premier sert à identifier les déterminants de l'ouverture avec les variables suivantes : **Pouverture** comme variable endogène, exportation, importation, IDE, la croissance de la population, le taux change réel, PIBPH comme variables exogène, couvrant les années (1994-2014). En second modèle, on a testé le lien entre les IDE et la croissance économique en Algérie, dont la **croissance économique (PIBPP)** comme variable endogène. Quant aux variables exogènes, on a pris l'investissement direct étranger, la formation brute du capital fixe, les exportations, l'importation, la masse monétaire et le capital humain, l'inflation, en se basant sur des données allant de (1980-2014). Pour ce faire nous avons utilisé la méthode de **cointégration des moindres carrés ordinaires modifier**. Les résultats issus de notre modèles indiquent que l'ouverture économique et les IDE auront un impact **positif mais peu significatif** sur la croissance et développement économique en Algérie.

Mots clé : l'ouverture économique, les investissements directs étrangers, la croissance et développement économique.

The opening up, through foreign direct investment (FDI) nowadays seems to be a catalyst for economic growth both in emerging countries than in developed countries.

Several empirical studies including (Ben David (1993), Sachs and Warner (1995), identified a positive effect of openness on the growth.

This research aims to study the impact of economic liberalization on growth and economic development in Algeria, using two models, the first used to identify the determinants of the opening up with the following variables:

The opening up as an endogenous variable, export, import, FDI, population growth, the real exchange rate, PIBPH as exogenous variables, from 1994 to 2014.

The second model, we have tested the relationship between FDI and economic growth in Algeria, including **economic growth (GDPPC)** as endogenous variable.

Concerning the exogenous variables, we took the foreign direct investment, the gross composition of fix capital, exports, imports, money supplies and human capital, inflation, based on data since 1980 to 2014 and to do so, we applied the cointegration method of **Fully-modified OLS**.

The results of our models show that economic opening up and FDI will have a **positive but insignificant** impact on growth and economic development in Algeria.

Keywords: economic opening up, foreign direct investment, growth and economic development.

الملخص

يعد الانفتاح الإقتصادي من خلال الاستثمار الاجنبي المباشر من بين العوامل الاساسية للنمو الاقتصادي في الدول النامية كما في الدول المتقدمة. العديد من الدراسات أكدت ذلك الاثر الايجابي للانفتاح (Ben David (1993) et Sachs et Warner (1995)).

تتم هذه الاطروحة بدراسة اثر الانفتاح الإقتصادي على النمو و التنمية الاقتصادية في الجزائر. و للوقوف على نتيجة عملية تم استخدام نموذجين، يهدف الاول الى معرفة اهم محددات الانفتاح باستعمال معطيات احصائية الممتدة ما بين (1994-2014) مع المتغيرات التالية :

الانفتاح كمتغير داخلي ، الصادرات، الواردات ، الاستثمار الأجنبي المباشر، النمو السكاني و معدل الصرف الحقيقي كمتغيرات خارجية . أما الغاية من النموذج الثاني فهو اختبار العلاقة بين الاستثمار الاجنبي المباشر و النمو الاقتصادي خلال الفترة (1980-2014) تم اتخاذ

النمو الاقتصادي الاجمالي للفرد كمتغير داخلي، الاستثمار الأجنبي المباشر، الصادرات، الواردات، رأس المال البشري، الكتلة النقدية ، إجمالي تكوين رأس المال الثابت ، التضخم كمتغيرات خارجية . وذلك باستعمال اسلوب المربعات الصغرى المصححة ، فاستنتجنا ان

لانفتاح الاقتصادي و الاستثمار الاجنبي المباشر اثر ايجابي غير معنوي على النمو و التنمية الاقتصادية في الجزائر .

الكلمات المفتاحية : الانفتاح الإقتصادي، الاستثمار الاجنبي المباشر النمو ، التنمية الاقتصادية .

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Tableau 11-3 : Les importations Algérienne avant et après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE en septembre 2005 (valeurs en millions de dollars).

	2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)
Total	18 308	100	20 357	100	21 456	100	27 631	100,00	39 479	100,00	39 103	100,00
U.E	10097	55,15	11255	55,29	11 729	54,67	14 427	52,21	20 985	53,15	20 644	52,79
O.C.D.E. (hors UE)	3071	16,77	3506	17,22	3 738	17,42	5 363	19,41	7 246	18,35	6 401	16,37
AUTRES PAYS D'EUROPE	1097	5,99	1058	5,20	777	3,62	715	2,59	659	1,67	726	1,86
AMERIQUE du SUD	1166	6,37	1249	6,14	1 281	5,97	1 672	6,05	2 179	5,52	1 851	4,73
ASIE	1952	10,66	2506	12,31	3 055	14,24	4 318	15,63	6 916	17,52	7 501	19,18
OCEANIE	56	0,31	31	0,15	-	-	-	-	-	-	1	
PAYS ARABES (hors UMA)	525	2,87	387	1,90	493	2,30	621	2,25	705	1,79	1155	2,95
PAYS du MAGHREB	169	0,92	217	1,07	235	1,10	284	1,03	394	1,00	468	1,20
PAYS D'AFRIQUE	175	0,96	148	0,73	148	0,69	231	0,84	395	1,00	356	0,91

Source : rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009

<http://www.multimania.com/algeriafinance/fic/a35>.

- Site internet du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>. -

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Tableau 12-3 : Les Exportations Algérienne avant et après l'entrée en vigueur des accords d'associations avec l'UE en septembre 2005 (valeurs en millions de dollars).

	2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)	Valeurs	(%)
Exportations												
Total	32083	100	46001	100	54 613	100	60 163	100,00	79 298	100,00	43 689	100,00
U.E	17396	54,22	25593	55,64	28 750	52,64	26 833	44,60	41 268	52,04	23 334	53,41
O.C.D.E. (hors UE)	11054	34,45	14963	32,53	20 546	37,62	25 387	42,20	28 608	36,08	13 781	31,54
AUTRES PAYS D'EUROPE	91	0,28	15	0,03	7	0,01	7	0,01	10	0,01	9	0,02
AMERIQUE du SUD	1902	5,93	3124	6,79	2 398	4,39	2 596	4,31	2 874	3,62	1 860	4,26
ASIE	683	2,13	1218	2,65	1 792	3,28	4 004	6,66	3 764	4,75	2 850	6,52
OCEANIE	-	-	-	-	-	55	0,09	-	-	-	-	-
PAYS ARABES (hors UMA)	521	1,62	621	1,35	591	1,08	479	0,80	793	1,00	758	1,73
PAYS du MAGHREB	407	1,27	418	0,91	515	0,94	760	1,26	1616	2,04	936	2,14
PAYS D'AFRIQUE	29	0,09	49	0,11	14	0,03	42	0,07	365	0,46	161	0,37

Source : rapport ministère des finances direction générale des douanes statistiques du commerce extérieur de l'Algérie 2009

<http://www.multimania.com/algeriafinance/fic/a35>.

- Site internet du FAW : <http://www.fao.org/es/ess/toptrade/trade.asp> - office national des statistiques ONS <http://www.ons.dz>. -

Chapitre 3 : l'ouverture et le développement économique en Algérie

Tableau 20-3 : les flux et les stocks des IDE entrants dans les pays M.A.T

Année	MAROC		Algérie		Tunisie	
	Flux des IDE entrants	Stocks des IDE entrants	Flux des IDE entrants	Stocks des IDE entrants	Flux des IDE entrants	Stocks des IDE entrants
1990	165.123.000	.....	334.915	.....	76.280.800	6.900.000.000
1991	317.462.000	3.300.000.000	11.638.700	.....	125.457.000	7.200.000.000
1992	422.470.000	3.980.000.000	30.000.000	.....	525.760.000	7.430.000.000
1993	491.466.000	4.000.000.000	10.000	.....	561.898.000	8.670.000.000
1994	550.924.000	4.300.000.000	10.000	.....	432.009.000	9.000.000.000
1995	425.000.000	4.500.000.000	10.000	.....	264.340.000	9.898.000.000
1996	354.000.000	5.000.000.000	270.000.000	2.02.000.000	238.338.000	10.400.000.000
1997	1.207.000	7.190.000.000	260.000.000	3.234.000.000	339.088.000	10.500.000.000
1998	460.000.000	7.200.000.000	606.600.000	3.400.000.000	649.850.000	11.208.000.000
1999	1.639.000.000	7.411.000.000	291.700.000	3.500.000.000	349.849.000	11.742.000.000
2000	471.000.000	8.825.000.000	438.000.000	3.647.000.000	752.180.000	13.861.000.000
2001	2.875.000.000	11.649.000.000	1.113.100.000	4.843.000.000	457.353.000	16.239.000.000
2002	533.000.000	12.130.000.000	1.065.000.000	5.908.000.000	794.804.000	17.780.000.000
2003	2.312.680.000	17.106.000.000	633.800.000	6.541.000.000	540.956.000	16.239.000.000
2004	1.070.000.000	17.959.000.000	881.900.000	7.423.000.000	641.690.000	17.780.000.000
2005	1.619.750.000	20.751.000.000	1.081.300.000	8.355.000.000	785.170.000	16.924.000.000
2006	2.366.000.000	29.938.000.000	1.795.400.000	10.150.000.000	3.310.610.000	21.853.000.000
2007	2.806.640.000	32.516.000.000	1.664.600.000	11.815.000.000	1.619.610.000	26.223.000.000
2008	3.451.020.203	36.400.000.000	2.097.066.752	13.980.000.000	2.739.569.369	29.000.000.000
2009	3.044.465.259	40.000.000.000	2.388.716.800	15.678.000.000	3.156.789.963	30.000.000.00
2010	1.240.626.688	45.082.000.000	2.331.000.000	19.209.000.000	1.513.000.000	31.182.000.00
2011	2.521.364.645	44.516.000.000	2.720.539.623	21.780.000.000	1.918.000.000	31.414.000.00
2012	2.461.812.565	48.176.000.000	2.396.052.928	23.264.000.000	1.148.000.000	33.634.000.00

Source : CNUCED 1990-2007 et Banque mondiale pour 2008-2013.

Unité : Million du dollar américain

Année	PIB	Croissance de population	éducation	Export	PIBPP	FBCF	IDE	IMPORT	Inflation	M2	OUV	Population	TCR
1980	0.790000	3.029024	30.17000	34.34000	8.701396	33.80000	0.823300	30.34000	25.86204	57.56246	65.00000	19337723	3.840000
1981	3.000000	3.085390	32.33000	34.59000	8.699182	32.90000	0.029700	30.88000	14.36000	57.02926	65.00000	19943667	4.320000
1982	6.400000	3.119917	35.37000	30.92000	8.728788	34.40000	0.118400	29.00000	1.939794	66.42100	60.00000	20575701	4.590000
1983	5.400000	3.122382	38.61000	27.94000	8.748848	34.40000	0.000800	25.80000	6.804796	70.99957	54.00000	21228288	4.790000
1984	5.600000	3.087146	41.90000	25.71000	8.771354	33.50000	0.001400	27.47000	8.433506	72.76420	53.00000	21893857	4.980000
1985	3.700000	3.023418	45.00000	23.58000	8.776706	32.40000	0.000600	26.74000	4.972526	76.84861	50.00000	22565908	5.030000
1986	0.400000	2.948956	49.22000	12.85000	8.750862	34.50000	0.008300	23.17000	2.405343	75.79833	36.00000	23241276	4.700000
1987	0.700000	2.869684	51.67000	14.27000	8.715097	29.70000	0.005500	18.41000	8.842020	79.67130	33.00000	23917889	4.850000
1988	1.000000	2.777390	52.69000	15.51000	8.677396	26.20000	0.022000	22.60000	9.060963	83.82403	38.00000	24591493	5.910000
1989	4.400000	2.672934	59.26000	18.64000	8.693844	27.10000	0.021000	28.51000	16.01137	72.79636	47.00000	25257671	7.610000
1990	0.800000	2.559032	58.74000	23.44000	8.785081	27.00000	0.000500	24.94000	30.25960	61.77114	48.00000	25912364	8.960000
1991	1.200000	2.447060	57.24000	29.12000	8.781095	25.90000	0.025400	23.60000	53.78860	49.11131	53.00000	26554277	18.47000
1992	1.800000	2.332447	56.97000	25.32000	8.798002	27.10000	0.062400	23.87000	21.92611	51.94199	49.00000	27180921	21.84000
1993	2.100000	2.201618	57.02000	21.78000	8.777864	27.00000	0.575184	23.14000	13.62442	50.10146	45.00000	27785977	23.35000
1994	0.900000	2.051928	57.85000	22.53000	8.769041	28.40094	0.575184	26.05000	29.07765	45.31867	49.00000	28362015	35.06000
1995	3.800000	1.893962	57.45000	26.19000	8.807621	29.13694	0.575184	29.00000	28.57704	37.16945	55.00000	28904300	47.66000
1996	4.100000	1.740691	57.27000	29.76000	8.847935	24.87938	0.575100	23.94000	24.02190	33.00584	54.00000	29411839	54.75000
1997	1.100000	1.605031	57.27000	30.91000	8.859221	22.95159	0.539600	21.34000	7.001663	36.08143	52.00000	29887717	57.71000
1998	5.100000	1.491654	57.27000	22.58000	8.904223	25.74810	1.258800	22.52000	3.311088	42.37682	45.00000	30336880	58.74000
1999	3.200000	1.406396	62.55000	26.81000	8.936167	24.39009	0.599400	23.68000	10.85641	42.20768	50.00000	30766551	66.57000
2000	2.200000	1.346608	61.92000	41.18000	8.966484	20.67661	0.511200	21.35000	24.59810	37.82985	63.00000	31183658	75.26000
2001	4.610000	1.295657	65.50000	36.69000	9.020511	22.83976	2.023700	22.02000	2.007194	53.90154	59.00000	31590320	77.22000
2002	5.600000	1.258471	68.78000	35.50000	9.077266	24.57141	1.876300	25.63000	1.320432	59.99404	61.00000	31990387	79.68000
2003	7.200000	1.256512	71.19000	38.25000	9.153347	24.08772	0.933700	23.88000	8.330729	60.20410	62.00000	32394886	77.39000
2004	4.300000	1.295296	74.85000	40.05000	9.208839	24.01813	1.033500	25.65000	12.24762	56.89810	66.00000	32817225	72.06000
2005	5.900000	1.363905	76.74000	47.21000	9.282940	22.37032	1.120100	24.07000	16.12536	50.59860	71.00000	33267887	73.28000
2006	1.700000	1.436793	78.14000	48.81000	9.314160	23.16563	1.573100	21.92000	10.54670	53.26860	71.00000	33749328	72.65000
2007	3.400000	1.507552	68.85000	47.07000	9.356862	26.32475	1.249600	24.87000	6.395344	59.67997	72.00000	34261971	69.29000
2008	2.000000	1.589910	75.40000	47.97000	9.378394	29.23243	1.543000	28.71000	15.76277	58.82620	77.00000	34811059	64.58000
2009	1.600000	1.682726	91.61000	35.37000	9.383537	38.39645	2.001900	35.95000	11.16159	66.96077	71.00000	35401790	72.65000
2010	3.600000	1.776047	95.39000	38.44000	9.412546	36.28319	1.426900	31.42000	16.11979	62.69969	70.00000	36036159	74.39000
2011	2.800000	1.872061	97.61000	38.97000	9.441928	31.82072	1.285500	28.74000	17.78550	61.42643	68.00000	36717132	72.94000
2012	3.300000	1.948089	107.6000	37.74000	9.473320	51.17784	0.717700	29.11000	5.627344	70.92947	67.00000	37439427	77.54000
2013	2.800000	1.974814	114.6400	33.14000	9.497022	33.79928	0.806700	30.28000	2.427233	62.84749	63.00000	38186135	79.37000
2014	4.100000	1.940399	121.6800	29.81000	9.533438	33.14573	0.704700	31.66000	0.673041	59.63559	61.00000	38934334	80.58000

